

ÉVALUATION DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION À MADAGASCAR

RAPPORT FINAL RÉSULTATS D'ANALYSE ENQUÊTES NATIONALES SUR LA CORRUPTION (Version préliminaire)

Rapport présenté au
Conseil Supérieur de Lutte Contre la Corruption (CSLCC)
Antananarivo, Madagascar

Par
Casals & Associates, Inc.
avec la participation de
Vanderbilt University
et l'Institut de la Banque Mondiale



1199 North Fairfax Street, 3rd Floor
Alexandria, Virginia, 22314 USA

www.casals.com

Mars 2006



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



ÉVALUATION DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION À MADAGASCAR

RAPPORT FINAL
RÉSULTATS D'ANALYSE
ENQUÊTES NATIONALES SUR LA CORRUPTION
(Version préliminaire)

Rapport présenté au
Conseil Supérieur de Lutte Contre la Corruption (CSLCC)
Antananarivo, Madagascar

Par
Casals & Associates, Inc.
avec la participation de
Vanderbilt University
et l'Institut de la Banque Mondiale



1199 North Fairfax Street, 3rd Floor
Alexandria, Virginia, 22314 USA

www.casals.com

Mars 2006



Table des matières

Résumé exécutif.....	ix
1.0 Introduction.....	1
2.0 Description des échantillons des enquêtes	3
2.1 Les deux enquêtes	3
2.2 L'Enquête auprès des ménages	3
2.3 L'enquête auprès du secteur public	6
2.4 Caractéristiques démographiques des échantillons.....	9
3.0 Résultats de l'enquête - Ménages	11
3.1 Les problèmes les plus importants auxquels est confronté Madagascar	11
3.2 Gravité du problème de corruption ?	12
3.3 Efficacité de la corruption.....	13
3.4 Victimisation par Corruption.....	13
4.0 Résultats de l'enquête – Agents de l'État	31
4.1 Les points de vue et les expériences des agents de l'État.....	31
4.2 Gouvernance et Indicateurs de corruption.....	33
4.3 Madagascar comparé à d'autres pays africains.....	39
5.0 Agents de l'État et ménages: comparaison de leurs points de vue.....	43
6.0 Institutions, démocratie et corruption	47
6.1 Confiance aux institutions	47
6.2 Appui au système et légitimité.....	54
6.3 Tolérance politique	57
6.4 Démocratie stable.....	60
6.5 Corruption et démocratie	62

7.0 Efficacité et crédibilité des organes de lutte contre la corruption	65
Connaissance des lois Anti-Corruption.....	67
Crédibilité de l'effort Anti-Corruption.....	68
Connaissance de la campagne médiatique	69
Information sur les mesures spécifiques Anti-Corruption	71
Suggestion pour rendre la campagne Anti-Corruption efficace	73
8.0 Conclusion.....	77
8.1 Résumé des sondages.....	77
8.2 Indicateurs de performance	80
8.3 Les prochaines étapes.....	80
Genre	A1-1
Annexe 1-Caractéristiques démographiques des échantillons	A1-1
Âge	A1-2
Éducation	A1-3
Revenu et richesse	A1-5
Annexe 2. Questionnaire – Enquête auprès des ménages.....	A2-1
Annexe 3. Questionnaire – Enquête auprès des agents de l'État.....	A3-1
Annexe 4. Cartes-Réponses des questionnaires	A4-1
Annexe 5. Indicateurs de gouvernance et de corruption.....	A5-1
Annexe 6. Tableaux comparatifs – Madagascar et Amérique latine.....	A6-1
Annexe 7. Listes exhaustives des indicateurs.....	A7-11
Tableau A7-1. Indicateurs Ménages	A7-11
Tableau A7-2. Indicateurs Secteur Privé	A7-14

Liste des graphiques

Graphique 3-1. Le problème le plus grave se posant au pays : ménages	11
Graphique 3-2. Combien certain êtes-vous qu'un pot de vin obtiendra le service?	13
Graphique 3-3. Lutte contre la corruption (pays sélectionnés) 2004.....	14
Graphique 3-4. Contact public avec 16 agences, et proportion qui a éprouvé la corruption.....	15
Graphique 3-5. Proportion de la population qui a eu un contact avec une agence publique et à qui on a demandé un pot-de-vin, par agence	16
Graphique 3-6. Nombre de fois qu'agence a demandé un pots-de-vin aux sondés	16
Graphique 3-7. Nombre moyen de pots-de-vin sollicités, tel que rapporté, Région	17
Graphique 3-8. Pourcentage de sondés rapportant avoir été sollicités à demander un pot-de-vin au cours de l'année dernière, par Région	18
Graphique 3-9. Victimisation par la corruption, par région et zone	19
Graphique 3-10. Impact du genre sur la victimisation par la corruption, au niveau national	20
Graphique 3-11. Impact du genre sur la victimisation par la corruption : comparaisons régionales.....	20
Graphique 3-12. Impact de l'âge sur la victimisation par la corruption, au niveau national	21
Graphique 3-13. Impact de victimisation par la corruption à Madagascar au niveau national	21
Graphique 3-14. Évaluation de la prestation des services parmi ceux qui ont eu le contact avec le(s) service(s) concerné(s)	23
Graphique 3-15. Plaintes déposées par ceux qui étaient mécontents des services : Ménages	24
Graphique 3-16. Le sondé a rapporté un pot-de-vin au cours de la dernière année (ménages et agents de l'État)	24
Graphique 3-17. La corruption pénalise particulièrement les pauvres	26
Graphique 3-18. Corruption comme obstacle aux services publics.....	26

Graphique 3-19. La valeur des pots-de-vin (en francs malgaches) rapportée dans l'enquête de Madagascar	27
Graphique 3-20. Pourcentage de salaire que les sondés consacraient pour éliminer la corruption.....	27
Graphique 3-21. Perception de la fréquence de la pratique des pots-de-vin	28
Graphique 3-22. Perception de la fréquence des pots-de-vin chez les agents de l'État, par région.....	28
Graphique 3-23. Perception de la corruption parmi les agents de l'État, par région.....	29
Graphique 4-1. Problème le plus grave se posant au pays, selon les agents de l'État.....	31
Graphique 4-2 Évaluation de la fréquence de corruption administrative	32
Graphique 4-3. Perception du niveau de corruption dans différentes institutions, selon les agents de l'État	32
Graphique 4-4. Effet des pots-de-vin sur l'environnement des affaires, selon les agents de l'État	37
Graphique 4-5. Étendue de la corruption selon les agents de l'État. Madagascar comparé à des pays sélectionnés	39
Graphique 4-6. Corruption dans les services publics, permis et licences, selon les ménages. Madagascar comparé à des pays sélectionnés.....	40
Graphique 4-7. Corruption dans les services publics et corruption au sein de l'approvisionnement public dans le gouvernement local et central, selon les agents de l'État. Madagascar comparé à certains pays sélectionnés.....	40
Graphique 5-1. Problème le plus grave se posant au pays, selon les agents de l'État et les ménages.....	43
Graphique 5-2. Perception du niveau de corruption dans différentes institutions, selon les agents de l'État et les ménages.....	44
Graphique 5-3. La corruption à Madagascar – un résumé, selon les agents de l'État et les ménages.....	45
Graphique 5-4. Connaissances des mécanismes pour signaler des cas de corruption, selon les agents de l'État et les ménages.....	45
Graphique 5-5. Obstacles au recours aux tribunaux à Madagascar, selon les agents de l'État et les ménages.....	46
Graphique 6-1. Confiance aux institutions - Ménages.....	48
Graphique 6.2. Confiance aux partis politiques. Les ménages malgaches dans une perspective de comparaison	48
Graphique 6.3. Confiance en l'Église. Les ménages malgaches dans une perspective comparative	49
Graphique 6.4. Confiance envers les institutions par province - Ménages.....	50
Graphique 6.5. Confiance globale envers les institutions, par région - Ménages.....	50
Graphique 6-6. Confiance envers les partis, par région - Ménages.....	51

Graphique 6-7. Confiance envers le système judiciaire, par région - Ménages	51
Graphique 6-8. Confiance envers le Parlement, par région - Ménages.....	52
Graphique 6-9. Confiance envers Gouvernement, par région - Ménages.....	52
Graphique 6-10. Confiance dans les élections, par région - Ménages	53
Graphique 6-11. Confiance envers l'Église, par région - Ménages	53
Graphique 6-12. Appui au système. Madagascar dans une perspective comparative - Ménages.....	54
Graphique 6-13. Appui au système, par province - Ménages.....	55
Graphique 6-14. Appui au système, par région – Ménages.....	55
Graphique 6-15. Appui au système, pour les agents de l'État, par agence/ministère.....	56
Graphique 6-16. Appui au système - Ménages comparés aux agents de l'État.(en contrôlant l'éducation)	56
Graphique 6-17. Tolérance pour le droit de... - Ménages.....	57
Graphique 6-18.Tolérance politique. Les ménages de Madagascar dans une perspective comparative	58
Graphique 6-19.Tolérance politique, par région - Ménages	58
Graphique 6-20.Tolérance politique des agents de l'État, par agence/ministère	59
Graphique 6-21.Tolérance politique. Ménages comparés aux agents de l'État(en contrôlant l'éducation).....	59
Graphique 6-22. Stabilité démocratique	60
Graphique 6-23. Combinaison de l'appui au système et de la tolérance. Les ménages malgaches dans une perspective comparative.....	61
Graphique 6-24. Combinaison du soutien au système et à la tolérance. Ménages comparés aux agents de l'État.....	61
Graphique 6-25. Impact de la victimisation par la corruption sur l'appui au système - Ménages (en contrôlant tous les autres facteurs)	64
Graphique 7-1. Connaissance que le Gouvernement a adopté une Stratégie Anti-Corruption	65
Graphique 7-2. Connaissance de la Stratégie Anti-Corruption par région, ménages et agents de l'État	66
Graphique 7-3. Est-ce que le pays dispose de lois Anti-Corruption? Ménages et secteur public	67
Graphique 7-4. Connaissance des Lois Anti-Corruption à Madagascar: Ménages..	67
Graphique 7-5. Connaissance des lois anti-Corruption à Madagascar : Agents de l'État.....	68

Graphique 7-6. La lutte contre la corruption vise-t-elle les petites infractions, laissant tranquilles les crimes graves? Secteur Public.....	68
Graphique 7-7 La lutte contre la corruption vise-t-elle les petites infractions, laissant tranquilles les crimes graves? Ménages.....	69
Graphique 7-8. Connaissance de campagnes médiatiques auprès des ménages, par Région	70
Graphique 7-9. Proportions des échantillons qui ont entendu parler du CSLCC..	71
Graphique 7-10. Degré relatif d'honnêteté des différents fonctionnaires publics : Madagascar c. pays combinés de l'Amérique Latine	74
Graphique 7-11. Perception de l'honnêteté/malhonnêteté à Madagascar, Ménages & Agents de l'État	75
Graphique A1-1. Répartition des échantillons selon le genre	A1-1
Graphique A1-2. Répartition par Genre de l'échantillon du secteur public	A1-1
Graphique A1-3. Âge moyen des sondés dans les ménages et dans le secteur public.....	A1-2
Graphique A1-4. Échantillons des degrés d'instruction, ménages et agents de l'État.....	A1-3
Graphique A1-5. Niveau d'instruction, ménages et agents de l'État	A1-3
Graphique A1-6. Niveau d'instruction par région, ménages	A1-4
Graphique A1-7. Éducation selon le sexe, par région.....	A1-4
Graphique A1-8. Revenu mensuel (échelle de 0-10) des ménages et des agents de l'État.....	A1-5
Graphique A1-8. Richesse (telle que mesurée par 14 variables) des ménages et des agents de l'État.....	A1-6

Liste des tableaux

Tableau 2-1. Répartition de l'échantillon non pondéré par province	4
Tableau 2-2. Données de recensement par province et région, 2001	4
Tableau 2-3. Population des adultes par région.....	5
Tableau 2-4. Échantillon pondéré par province	5
Tableau 2-5. Répartition pondérée des échantillons par région.....	5
Tableau 2-6. Agents de l'État à Madagascar par ministère, mai 2004.....	6
Tableau 2-7. L'échantillon du secteur public tel que réparti dans l'échantillon 2005..	7
Tableau 2-8. Échantillon pour les «Ministères restants» à partir du Tableau 2-7.....	7
Tableau 2-9. Répartition de l'échantillon du secteur public par ministère.....	8
Tableau 2-10. Répartition de l'échantillon du secteur public dans six strates primaires	8
Tableau 3-1. Le problème le plus grave se posant au pays: ménages et les agents de l'État.....	11
Tableau 3-3. Le problème le plus grave se posant à votre communauté: ménages .	12
Tableau 3-3. Évaluation de diverses formes de corruption	13
Tableau 3-4. Régressions logistiques : Prédiseurs de victimisation par la corruption.....	22
Résumé du Modèle	22
Tableau 3- 5. Montant des pots-de-vin payés (en FMG) selon les ménages, Madagascar	25
Tableau 4-1. Indicateurs de gouvernance par groupe d'agences, à partir des réponses des agents de l'État.....	33
Tableau 4-2. Indicateurs de gouvernance par groupe d'agences, à partir des réponses des agents de l'État.....	34
Tableau 4-3. Indicateurs de gouvernance et de corruption par province, basés sur les réponses des agents de l'État	38
Tableau 6-1. Résultats du modèle de régression - Appui au système	63
Tableau 7-1. Connaissance de la campagne Anti-Corruption sur les médias.....	69
Tableau 7-2. Nombre total d'émissions médiatiques Anti-Corruption vues par les personnes interrogées	70

Tableau 7-3. Information sur les mesures spécifiques Anti-Corruption : Ménages & Secteur public	71
Tableau 7-4. Connaissance des mesures supplémentaires Anti-Corruption	72
Tableau 7-5. Évaluation du BIANCo	73
Tableau A5-1. Indicateurs de gouvernance et de corruption par groupe d'institutions A6-3	
Tableau A5-1. Indicateurs de gouvernance et de corruption par le groupe d'institutions, à suivre.....	A6-3
Tableau A5-1. Indicateurs de gouvernance et de corruption par groupe d'institutions, suite.....	A6-4
Tableau A5-1. Indicateurs de gouvernance et de corruption par le groupe d'institutions, à suivre.....	A6-4
Tableau A5-1. Indicateurs de gouvernance et de corruption par le groupe d'institutions, suite.....	A6-5
Tableau A5-2. Indicateurs de gouvernance et de corruption par province	A6-6
Tableau A5-3. Classification des agents de l'État par groupe d'institutions.....	A6-7

Résumé exécutif

Le Conseil Supérieur de Lutte Contre la Corruption (CSLCC), créé afin de réduire sensiblement la corruption à Madagascar, a la charge de développer la stratégie nationale de lutte contre la corruption et de surveiller sa mise en œuvre. En novembre 2004, le CSLCC retenait les services de la firme Casals & Associates, Inc. (C&A), en partenariat avec la Vanderbilt University, pour la réalisation d'une enquête nationale sur la corruption auprès de la population malgache et pour lui donner les outils adaptés afin d'effectuer des observations annuelles subséquentes. En juillet 2005, à la demande du CSLCC, C&A entamait les travaux sur le terrain avec le mandat d'effectuer deux enquêtes sur la corruption: (1) auprès des ménages et (2) auprès des agents de l'État.

C&A confiait alors lesdits travaux d'enquêtes sur le terrain au cabinet malgache Agence Capsule.

Le présent rapport d'analyse des deux enquêtes constitue la troisième étude technique présentée au CSLCC. Il a été préparé par C&A en partenariat avec Vanderbilt University et en collaboration avec le WBI¹ et suit l'Étude technique N° 1 – *Étude de cas comparative sur la mesure de la corruption : un modèle pour Madagascar, Janvier 2005* et l'Étude technique N° 2 – *Comparaisons détaillées des méthodes pour mesurer l'opinion publique en ce qui concerne la lutte contre la corruption, Janvier 2005*. L'Étude technique N°4, un rapport méthodologique précisant les démarches et les procédures à suivre lors de l'exploitation de résultats, sera présentée au CSLCC sous peu.

Ce premier sondage national sur la corruption a été réalisé en octobre-décembre 2005 dans les 22 régions du pays, auprès de 3300 ménages et 900 agents de l'État. Le rapport présente les résultats de ces consultations afin d'obtenir leur opinion sur la corruption, la stratégie et les organes chargés de la mettre en œuvre, notamment le BIANCo. Il en résulte une base de données est extrêmement riche et qui constitue donc un outil de suivi et d'évaluation fiable pour le CSLCC. Le Conseil, une fois doté de la base de données, sera en mesure de poursuivre avec ses partenaires les recherches afin d'approfondir les principaux enseignements tirés de l'analyse.

Le principal objectif de cette étude a été de fournir au CSLCC une évaluation détaillée des mécanismes et des typologies de corruption et de mauvaise gouvernance dans le pays.

Cinq types d'information ressortent:

I - Points de vue des ménages et des agents de l'État concernant l'importance de la corruption à Madagascar

Tant chez les ménages que chez les agents de l'État, la corruption ne figure pas parmi les problèmes les plus graves auxquels le pays doit faire face : les deux groupes considèrent que l'inflation et la pauvreté sont les plus sérieux problèmes au pays. Par contre, la corruption n'est pas perçue comme un problème négligeable puisque 50 pour cent des ménages interrogés estiment que la corruption est monnaie courante chez les agents de l'État ; 67 pour cent des ménages interrogés et 45 pour cent des agents de l'État interrogés pensent qu'il en est de même pour obtenir des services. Qui plus est, 60 pour cent des usagers et 48 pour cent des agents de l'État jugent que les pots-de-vin visant à changer les décisions de la justice sont tout aussi courants.

En ce qui concerne la perception des ménages et des agents de l'État quant à l'honnêteté des acteurs de la société malgache, les deux groupes sont d'accord sur les évaluations qu'ils donnent. Les enseignants, le BIANCo et les médias sont considérés comme

honnêtes par plus de 70 pour cent des sondés de chaque groupe. Par contre, les deux groupes ont une mauvaise opinion de la police et de la gendarmerie, ainsi que des chefs de partis politiques; moins de 30 pour cent des sondés dans les deux groupes considèrent que ces derniers sont honnêtes.

II - Points de vue des ménages et des agents de l'État concernant l'importance de la corruption à Madagascar

Parmi les 3 300 personnes enquêtées dans les ménages, on a enregistré 1 377 cas de pots-de-vin. En extrapolant par rapport au nombre total d'adultes et en estimant à 2 dollars chaque transaction, on peut estimer le coût total des pots-de-vin versés à 16 millions US dollars par an. Les ménages malgaches dépensent en moyenne 3,6 pour cent de leur revenu annuel en pots-de-vin pour obtenir des services publics. Ce pourcentage cache une réalité très inquiétante: les citoyens à faible revenu dépensent presque 7 pour cent de leur revenu et les citoyens à haut revenu en dépensent 2,5 pour cent.

L'analyse des services publics montre qu'une agence se révèle être très corrompue, du moins selon les utilisateurs des services : il s'agit de la police de la circulation. Cinquante-huit pour cent de ceux qui ont eu des contacts avec des responsables de ce service se sont vus réclamer un pot-de-vin. Un service public y afférant, le bureau s'occupant des Permis de Conduire, était le second en demandes de pots-de-vin (39 pour cent des utilisateurs). Viennent ensuite le Service des domaines, les Communes urbaines et le système judiciaire. Les rapports indiquent que les agences restantes montraient une demande de pot-de-vin à moins de 30 pour cent des utilisateurs de leurs services.

La corruption empêche les ménages d'avoir accès aux services publics. La corruption constitue un obstacle surtout quand on a à traiter avec la police de la circulation, le système judiciaire, les services des domaines et les communes urbaines.

La corruption décourage les usagers de traiter avec la justice. Les ménages rapportent que le fait que les pots-de-vin soient trop chers est le plus grand obstacle au recours aux tribunaux dans le pays, suivi de près par le fait que les décisions des tribunaux sont influencées par la corruption.

Les avis des agents de l'État et des ménages diffèrent en ce qui concerne la manière dont la corruption est perpétrée : alors que 63 pour cent des agents de l'État pensent que cette initiative de payer un pot-de-vin vient des usagers, 54 pour cent pensent que c'est le responsable public qui exige le paiement.

La corruption mine la confiance envers le système politique : l'appui à la légitimité du système politique à Madagascar est relativement élevé. Or les citoyens qui ont été victimes de la corruption montrent un appui nettement plus faible pour le système. Il existe toujours un fort impact de la victimisation par la corruption sur la légitimité du système.

III - Sur l'attitude face à la corruption

Environ 44 pour cent des personnes enquêtées affirment que le pot-de-vin est efficace, mais le reste de la population est incertain ou ne souhaite pas se prononcer. Parmi les ménages, un peu plus d'un tiers affirme avoir reçu une information sur la manière de détecter la corruption, comparé aux deux-tiers parmi les agents de l'État.

Quatorze pour cent des ménages savent comment dénoncer. Seize pour cent seulement pensent que la dénonciation portera ses fruits. Seulement 1 pour cent des ménages interrogés et 2 pour cent des agents de l'État interrogés ont utilisé ces mécanismes au cours de l'année qui précédait l'interview.

Quatre personnes sur cinq ne sont pas prêtes à payer pour éliminer complètement la

corruption.

IV - Sur les performances des organes anti-corruption

Près de 75 pour cent du public et plus de 90 pour cent des agents de l'État connaissent l'existence d'une stratégie de lutte contre la corruption. Les enseignants, le BIANCo et les médias sont considérés par les interviewés comme les groupes les plus honnêtes à Madagascar.

La Chaîne Pénale Anti-Corruption n'est pas connue de 91,6 pour cent des ménages et de 65,7 pour cent des agents de l'État interrogés. Le BIANCo est plus largement connu et plus de 90 pour cent de ceux qui en ont entendu parler pensent que sa création était une bonne chose.

V - Points de vue et expériences des agents de l'État: qualité des institutions publiques en termes de transparence, redevabilité, corruption et performance

En général les ménages sont satisfaits de la qualité des services fournis par le secteur public, surtout les services postaux et les services de l'éducation et de la santé. Par contre, les services offerts par la police de la circulation et du système judiciaire ne satisfont pas l'utilisateur.

Les agents de l'État pensent que les pots-de-vin pour obtenir des services, des licences et permis sont la forme la plus courante de corruption dans le pays. En particulier, on a demandé aux responsables la fréquence des différentes formes de corruption quand on traite une affaire dans l'administration publique – des pots-de-vin pour obtenir des services publics aux irrégularités dans la gestion du budget (détournement de fonds/abus de biens publics). Alors que les pots-de-vin pour obtenir des services, des licences et permis des prestataires publics est monnaie courante dans le secteur public d'après respectivement 45 et 44 pour cent, seuls 5 pour cent considèrent que le détournement de fonds se produit fréquemment dans le secteur public. Selon ce rapport, la pratique de l'achat d'un poste dans le secteur public semble ne pas être un défi sérieux à Madagascar.

On peut décomposer la corruption en cinq types: la corruption chez le personnel, la corruption dans la gestion du budget, la corruption pour décrocher un marché public, la corruption administrative¹, et la captation de l'État. La preuve que présentent les données recueillies suggère que les principaux défis auxquels Madagascar est confronté sont reliés à la corruption administrative ainsi qu'à la captation de l'État exercée par des intérêts privés.

Les informations recueillies à travers ces sondages diagnostiques doivent servir à produire des indicateurs de base (état-zéro), permettant ainsi de faire le suivi et l'évaluation dans le temps des éléments de la gouvernance et de l'importance des pratiques de corruption ainsi que de l'impact des initiatives gouvernementales. A cette fin, le rapport dresse une liste exhaustive d'indicateurs tirés directement des questionnaires auprès des ménages et auprès des agents de l'État. Ces indicateurs illustrent tantôt le niveau de tolérance, de perception ou de victimisation de la corruption parmi les sondés. Comme ceux-ci sont tirés des questionnaires, les valeurs de chacun sont connues pour l'année 2005. Le CSLCC (ou tout autre organisme intéressé à mesurer la situation de la corruption) pourra choisir parmi ces indicateurs ceux qu'il voudra pour évoquer la situation de la corruption au pays à un moment précis dans l'histoire de la lutte contre la corruption, c'est-à-dire au point de départ (état zéro). En effectuant des sondages dans les années à venir, le CSLCC pourra mesurer l'évolution de la situation au pays et les réussites ou échecs dus à la mise en œuvre de sa stratégie qu'il pourra ajuster au besoin.

Comme prévu au départ, il est recommandé au CSLCC de diffuser les résultats des

sondages dans le rapport final le plus tôt possible et de façon transparente à la plus grande audience possible, y compris aux audiences internationales.

La stratégie de communication devrait être conçue pour créer et encourager chez la population malgache une plus forte demande de transparence et de responsabilité au sein du gouvernement à tous les niveaux; ceci servira à maintenir et à augmenter la volonté politique du gouvernement.

Il est recommandé de continuer à encourager le travail du BIANCo et de la Chaîne Pénale. La plupart des Malgaches en dehors du gouvernement ne sont pas au courant de l'existence du BIANCo et presque personne ne connaît la Chaîne Pénale ou ses activités. On peut limiter ce scepticisme en informant la population en général de ses réalisations.

Il est recommandé de mener dès 2006 une enquête nationale sur la corruption au niveau des entreprises privées en utilisant une méthodologie conforme à celle utilisée pour les sondages auprès des ménages et des agents de l'État, conformément à l'approche de l'Institut de la Banque Mondiale. En plus de contribuer à alimenter la banque d'informations état-zéro, le sondage pourra servir de catalyseur auprès des entreprises, les engageant à participer dans la lutte contre la corruption.

Si les fonds le permettent, il est recommandé au CSLCC de mener chaque année des sondages auprès des ménages, des agents de l'État et des chefs d'entreprises de manière à pouvoir mesurer les avancées ou les échecs dans la lutte contre la corruption sur tous les plans.

I.0 Introduction

Le Conseil Supérieur de Lutte Contre la Corruption (CSLCC), créé afin de réduire sensiblement la corruption à Madagascar, a la charge de développer la stratégie nationale de lutte contre la corruption et de surveiller sa mise en œuvre. En novembre 2004, le CSLCC retenait les services de la firme Casals & Associates, Inc. (C&A), en partenariat avec la Vanderbilt University, pour la réalisation d'une enquête nationale sur la corruption auprès de la population malgache et pour lui donner les outils adaptés afin d'effectuer des observations annuelles subséquentes. À la fin décembre 2004, le CSLCC demandait à C&A de suspendre sa mission de pré-test du questionnaire afin qu'il puisse examiner l'opportunité de mener une enquête auprès de la population dont les données seraient non seulement représentatives de la population des six provinces mais aussi des 22 régions du pays. Cette décision était motivée par le plus grand rôle que les régions allaient appelées à jouer dans l'administration du territoire. Cette suspension provisoire des activités fut également l'occasion pour le CSLCC d'étudier la proposition consistant à sonder également l'opinion des agents et responsables du secteur public et du secteur privé. Enfin, la Banque Mondiale (BM) devenait le troisième partenaire du CSLCC, s'ajoutant à l'USAID et au PNUD, et fait désormais partie du comité technique de suivi du sondage.

En juillet 2005, à la demande du CSLCC, C&A reprenait les travaux sur le terrain avec le mandat d'effectuer deux enquêtes sur la corruption: (1) auprès des ménages et (2) auprès des agents de l'État.

Le questionnaire de l'enquête nationale auprès de la population a été élaboré à partir de novembre 2004 et a fait l'objet d'une consultation auprès de groupes-cibles, d'organisations non-gouvernementales (ONG) locales, des agences de développement et du Comité

technique du CSLCC. Le questionnaire auprès des agents de l'État a été élaboré à partir de 2005 de manière semblable, avec l'importante participation de l'Institut de la Banque Mondiale (WBI). Le mandataire et un représentant de la WBI ont réalisé le pré-test des questionnaires en septembre 2005 et la firme malgache Agence Capsule a effectué les travaux de sondages sur le

Une définition de la corruption

Il n'existe pas une définition unique de la corruption. Transparency International retient uniquement la corruption dans le secteur public. L'ONG définit la corruption comme l'abus d'une fonction publique à des fins d'enrichissement personnel. Le Conseil de l'Europe entend par «corruption» le fait de solliciter, d'offrir, de donner ou d'accepter, directement ou indirectement, une commission illicite, ou un autre avantage indu ou la promesse d'un tel avantage indu qui affecte l'exercice normal d'une fonction ou le comportement requis du bénéficiaire de la commission illicite, ou de l'avantage indu ou de la promesse d'un tel avantage indu.

terrain d'octobre 2005 à janvier 2006.

Le présent rapport d'analyse des deux enquêtes constitue la troisième étude technique présentée au CSLCC. Il a été préparé par C&A en partenariat avec Vanderbilt University et en collaboration avec le WBI. Ce rapport suit l'Étude technique N° 1 – *Étude de cas comparative sur la mesure de la corruption : un modèle pour Madagascar, Janvier 2005* et l'Étude technique N° 2 – *Comparaisons détaillées des méthodes pour mesurer l'opinion publique en ce qui concerne la lutte contre la corruption, Janvier 2005*.

L'Étude technique N°4, un rapport méthodologique précisant les démarches et les procédures à suivre lors de l'exploitation de résultats, sera présentée au CSLCC sous peu.

Le présent rapport constitue également un des outils de suivi et d'évaluation fiables pour le CSLCC. Il présente les résultats des consultations avec les citoyens et les

agents de l'État afin d'obtenir leur opinion sur la corruption, la stratégie et les organes chargés de la mettre en œuvre, notamment le BIAAnCo. Les chapitres du rapport s'articulent autour des quatre éléments fondamentaux cités ci-dessous :

- la perception de la corruption ;
- l'attitude des citoyens et des agents du service public face à la corruption ;
- la victimisation qui correspond aux expériences vécues liées à la corruption ;
- l'efficacité et la crédibilité des organes de lutte contre la corruption.

Le chapitre qui suit décrit les échantillons des deux enquêtes. Les Chapitres 3 et 4 présentent les résultats de l'enquête en termes de perception de la corruption et de la victimisation vues respectivement par les ménages et les agents de l'État. Le Chapitre 5 compare des résultats des deux échantillons tandis que le Chapitre 6 analyse les résultats de l'enquête pour ce qui concerne les institutions, la démocratie et la corruption. Le Chapitre 7 examine l'efficacité et la crédibilité des organes de lutte contre la corruption et le Chapitre 8 présente la conclusion et les recommandations pour la suite. Les Annexes renferment, entre autres, les questionnaires et des informations techniques complémentaires.

2.0 Description des échantillons des enquêtes

2.1 Les deux enquêtes

C&A a mené avec ses partenaires internationaux et nationaux deux enquêtes nationales sur la corruption, l'une auprès des ménages et l'autre auprès des agents de l'État. Elles ont été effectuées d'octobre 2005 à janvier 2006 dans les 22 régions du pays, auprès de 3 300 ménages et 900 agents de l'État, respectivement.

La présente étude est unique à trois titres. D'abord, c'est, à notre connaissance, la seule étude jamais effectuée sur la corruption à Madagascar qui couvre la population adulte entière du pays. Les quelques études antérieures ont été limitées, se cantonnant généralement à la capitale ou aux secteurs urbains principaux. En second lieu, c'est la seule étude sur la corruption qui peut non seulement examiner des attitudes et des expériences au niveau national, mais également au niveau des six provinces *et* des 22 nouvelles régions. Troisièmement, c'est la seule étude sur la corruption qui examine les perceptions et les expériences du grand public *et* d'un échantillon représentatif de la bureaucratie nationale.

Ce chapitre vise à décrire les caractéristiques socio-économiques et démographiques de base des deux échantillons : ménages et agents de l'État. Nous souhaitons montrer en quoi ces acteurs principaux des deux échantillons sont semblables entre eux et en quoi ils diffèrent. Le lecteur devrait garder ces différences à l'esprit à mesure que les grands chapitres qui suivent cette introduction sont présentés en détail.

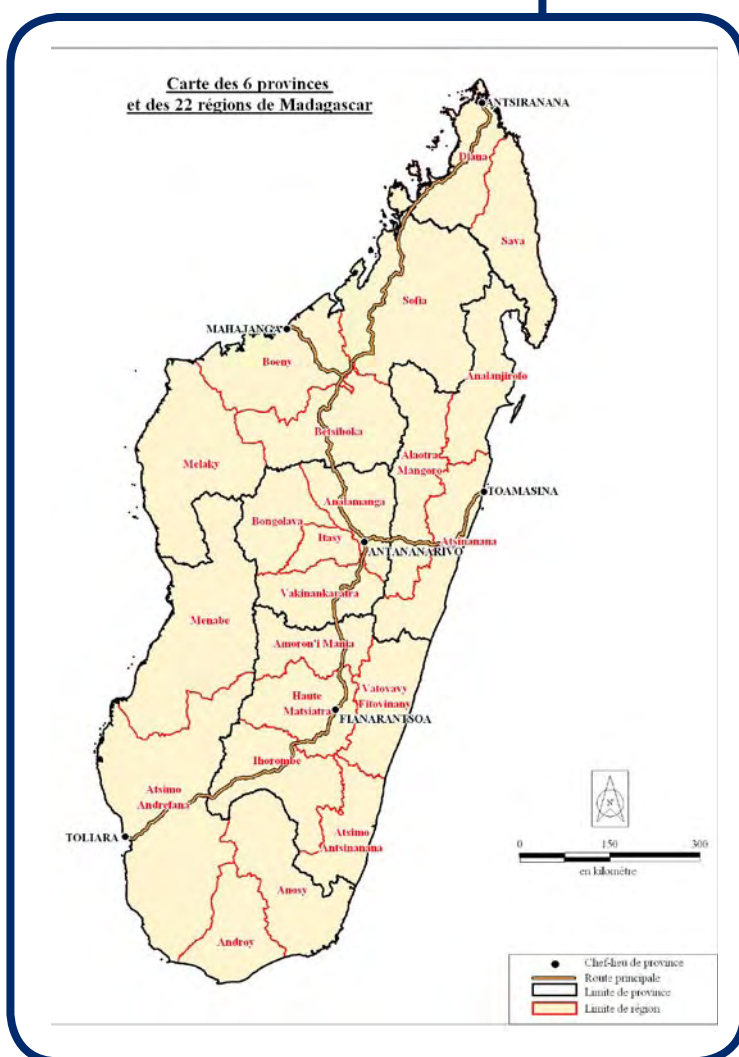
Les questionnaires utilisés dans cette étude se trouvent dans les annexes 2 et 3, dans leurs versions française et malgache. Pour le groupe entier, 99.9% des sondés ont répondu en malgache, et seulement six personnes ont répondu en français. La durée moyenne d'une entrevue était de 59 minutes.

2.2 L'Enquête auprès des ménages

L'enquête nationale auprès des ménages a été conçue pour représenter toute la population adulte de Madagascar. En tant que telle, elle a couvert tous les adultes non-institutionnalisés en âge de voter. La répartition des échantillons a été basée sur les données de population les plus récentes de l'Institut National de la Statistique, qui a fourni des évaluations démographiques pendant l'année 2001.

Madagascar est divisé en six provinces. Tandis que la division établie depuis longtemps est les provinces, et que la plupart des personnes à Madagascar s'identifient avec ces provinces, récemment le pays a été découpé en 22 régions. On les voit sur la carte ci-dessous; les provinces et les nouvelles régions sont affichées ensemble.

Afin de pouvoir comparer des sondés dans la structure régionale nouvellement conçue, l'échantillon était stratifié dans 22 zones correspondant aux 22 régions de la nation. Ces échantillons, au niveau régional, ont été conçus pour être représentatifs de chacune des unités.



Par conséquent, dans chacune de ces 22 régions, l'échantillon était sub-stratifié dans des secteurs urbains et ruraux, comme défini par le bureau de recensement. La probabilité proportionnelle aux critères de la taille (PPS) a été utilisée pour tous les niveaux de choix de la stratification ; aucune pondération de l'échantillon dans des régions n'était utilisée, mais des pondérations seront appliquées à l'échantillon au niveau national (voir ci-dessous).

Dans *chacune* des 22 régions, on a effectué un total de 150 entrevues pour 3300 entrevues pour le pays entier. Dans le ménage, des sondés ont été choisis sur la base d'un système de quota, les quotas étant déterminés par

genre, âge et éducation sur la base des données de recensement pour cette région. Ainsi, notre échantillon pour chaque région devrait être proche de la représentation des caractéristiques démographiques et socio-économiques de base de la région tels qu'on pourrait le connaître à partir du recensement national. Des sondés ont été groupés par municipalité, avec un échantillon maximum de 12 sondés par municipalité dans les zones rurales, et de 8 dans les zones urbaines. En termes de précision statistique de l'échantillon, notre conception a un seuil de confiance de $\pm 1.7\%$ au niveau du ménage national. Cela signifie, *ceteris paribus*, que les résultats réels que nous aurions obtenus en interviewant l'ensemble

de la population adulte de Madagascar n'auraient pas différé de plus de 1.7% (en plus ou en moins) de ce que nous avons obtenu avec notre conception d'échantillon, 95 fois sur 100.

L'échantillon que nous avons conçu a inclut toutes ces régions comme on le voit dans le tableau 2-1.

L'échantillon doit être pondéré afin de refléter les variations de l'échantillon conçu pour chaque région. Le tableau 2-2 affiche la taille des populations telle qu'elle est reprise à partir du recensement. Puisque notre échantillon touche la population en âge de voter, notre intérêt porte sur la quatrième colonne qui fournit ces chiffres.

Tableau 2-1. Répartition de l'échantillon non pondéré par province

Province	Sample	% of total	Cumulative %
1 Antananarivo	600	18.2	18.2
2 Fianarantsoa	750	22.7	40.9
3 Toamasina	450	13.6	54.5
4 Mahajanga	600	18.2	72.7
5 Toliary	600	18.2	90.9
6 Antsiranana	300	9.1	100.0
Total	3,300	100.0	

Tableau 2-2. Données de recensement par province et région, 2001

	REGION	Population totale	Population 18 et plus	Taux d'urbanisation	Nombre de points d'échantillonnage			Echantillon
					Urbain	Rural	Total	
Antananarivo	Analamanga	2 237 429	1 194 182	49	7	8	15	150
	Itasy	588 696	272 398	13	3	12	15	150
	Vakinankaratra	1 455 618	666 680	22	4	11	15	150
	Bongolava	299 044	141 056	13	3	12	15	150
Fianarantsoa	Amoron'i Mania	625 426	291 221	16	3	12	15	150
	Haute Matsiatra	990 626	463 486	19	4	11	15	150
	Vatovy	1 018 675	480 939	16	3	12	15	150
	Atsimoatsinana	560 698	264 406	20	4	11	15	150
Toamasina	Ihorombe	170 867	82 905	18	3	12	15	150
	Atsinanana	1 014 223	496 958	25	5	10	15	150
	Alaotra Mangoro	797 115	381 422	30	5	10	15	150
	Analanjirifo	781 725	368 557	28	5	10	15	150
Mahajanga	Sofia	860 353	403 165	9	2	13	15	150
	Boeny	496 835	255 335	34	6	9	15	150
	Betsiboka	216 201	102 866	24	5	10	15	150
	Melaky	160 528	80 919	23	5	10	15	150
Toliary	Menabe	358 622	179 744	30	5	10	15	150
	Atsimoandrefana	934 539	459 782	23	5	10	15	150
	Androy	437 103	212 711	20	4	11	15	150
	Anosy	499 286	242 781	22	4	11	15	150
Antsiranana	Diana	447 155	229 588	42	6	9	15	150
	Sava	741 269	355 311	11	3	12	15	150
TOTAL		15 692 033	7 626 412		94	236	330	3 300

Tableau 2-3. Population des adultes par région

Région	Population de 18 ans et plus
11 Analamanga	1,194,182
12 Bongolava	141,056
13 Itasy	272,398
14 Vakinankaratra	666,680
21 Diana	229,588
22 Sava	355,311
31 Amoron'i Mania	291,221
32 Atsimo Atsinanana	264,406
33 Haute Matsiatra	463,486
34 Ihorombe	82,905
35 Vatovavy	480,939
41 Betsiboka	102,866
42 Boeny	255,335
43 Melaky	80,919
44 Sofia	403,165
51 Alaotra Mangoro	381,422
52 Analanjirofo	368,557
53 Atsinanana	496,958
61 Androy	212,711
62 Anosy	242,781
63 Atsimo Andrefana	459,782
64 Menabe	179,744
Total	7,626,412

Afin de pondérer l'échantillon par ces chiffres sur la population, nous ajoutons d'abord à la série de données la population des adultes, par région, comme le montre le tableau 2-3. Nous divisons ensuite la population de la région par toute la population des 22 régions pour obtenir la fraction de prélèvement de la population nationale dans cette région. Nous déterminons ensuite la taille de l'échantillon désirée pour chaque région en multipliant ce nombre par l'échantillon total N, et finalement nous multiplions ce nombre par notre taille de l'échantillon pour chaque région (150).

La répartition de l'échantillon est maintenant présentée sous la forme pondérée dans le tableau 2-4. Les résultats sont affichés de façon décroissante. La répartition par province s'ajuste maintenant aux chiffres de recensement.

Les mêmes répartitions peuvent être montrées par région pour l'échantillon pondéré. De nouveau, les données sont affichées de façon décroissante dans le tableau 2-5. L'échantillon pondéré représente maintenant correctement la répartition de l'échantillon basé sur l'information de population de recensement. La très grande taille d'Analamanga comparée au reste du pays mérite d'être notée.

Tableau 2-4. Échantillon pondéré par province

Province	Echantillon	%	Cumulé %
1 Antananarivo	984	29.8	29.8
2 Fianarantsoa	685	20.8	50.6
3 Toamasina	540	16.4	66.9
5 Toliary	474	14.4	81.3
4 Mahajanga	364	11.0	92.3
6 Antsiranana	253	7.7	100.0
Total	3,300	100.0	

Tableau 2-5. Répartition pondérée des échantillons par région

Région	Echantillon	%	Cumulé %
11 Analamanga	517	15.7	15.7
14 Vakinankaratra	288	8.7	24.4
53 Atsinanana	215	6.5	30.9
35 Vatovavy	208	6.3	37.2
33 Haute Matsiatra	201	6.1	43.3
63 Atsimo Andrefana	199	6.0	49.3
44 Sofia	174	5.3	54.6
51 Alaotra Mangoro	165	5.0	59.6
52 Analanjirofo	159	4.8	64.4
22 Sava	154	4.7	69.1
31 Amoron'i Mania	126	3.8	72.9
13 Itasy	118	3.6	76.5
32 Atsimo Atsinanana	114	3.5	80.0
42 Boeny	110	3.3	83.3
62 Anosy	105	3.2	86.5
21 Diana	99	3.0	89.5
61 Androy	92	2.8	92.3
64 Menabe	78	2.4	94.7
12 Bongolava	61	1.8	96.5
41 Betsiboka	45	1.3	97.9
34 Ihorombe	36	1.1	98.9
43 Melaky	35	1.1	100.0
Total	3,300	100.0	

2.3 L'enquête auprès du secteur public

L'échantillon de l'enquête auprès des agents de l'État a été également conçu pour représenter le secteur public dans son ensemble. Nos financements nous ont permis d'interviewer un total de 900 employés du secteur public. Ceci nous a donné un intervalle de confiance de $\pm 3.2\%$. Nous avons décidé de ne pas essayer de rendre l'échantillon proportionnellement représentatif du secteur public parce qu'il inclut un très grand nombre d'employés dans un secteur, à savoir celui de l'enseignement primaire et secondaire, et également un nombre substantiel d'employés dans le secteur de la santé. Comme le montre le tableau 2-6, il était nécessaire de limiter le nombre de professeurs et de personnel sanitaire dans l'échantillon, afin de pouvoir inclure les agents de l'État provenant d'autres secteurs dans des nombres raisonnables. Nous avons également décidé d'éliminer ces agents de l'État qui ont peu ou pas de contact avec le public, comme le montre le tableau 2-7.

Tableau 2-6. Agents de l'État à Madagascar par ministère, mai 2004

Entité	Nombre	Service Au Public
Ministère de l'enseignement secondaire et de l'éducation de base	54,362	O
Ministère de la santé	15,077	N
Ministère de l'intérieur et de la réforme administrative	6,771	O
Ministère de la police nationale	6,735	N
Ministère de l'économie, des finances et du budget	6,539	N
Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche	5,425	O
Ministère de la justice	3,077	N
Vice primature	2,658	O
Ministère de l'enseignement technique	2,456	N
Ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur	1,653	O
Ministère de l'industrialisation, du commerce et de développement du secteur privé	1,510	N
Ministère de la jeunesse et des sports	1,267	N
Ministère de l'environnement et des eaux & forêts	1,145	O
Ministère des télécommunications, des postes et de la communication	715	O
Ministère de la population	553	O
Ministère de la fonction publique, du travail et des lois sociales	500	N
Ministère des affaires étrangères	387	O
Ministère de l'énergie et des mines	359	N
Présidence de la République	358	O
Ministère de la culture	320	O
Primature	261	O
Ministère du tourisme	147	O
Ministère de la décentralisation	132	O
TOTAL	112,407	
Fonctionnaires identifiés de juin à septembre 2004	3,653	

Tableau 2-7. L'échantillon du secteur public tel que réparti dans l'échantillon 2005

Ministère/entité	Taille de l'échantillon
Ministère de l'Éducation de Base et Supérieure, divisé en deux groupes : (1) primaire et secondaire, et (2) supérieur, proportionnel à leur taille dans la répartition nationale	150
Ministère de la Santé	150
Ministères de la Justice et la Police Nationale (aucun divisé en deux)	150
Ministère chargé des Douanes (Économie) et des Domaines (Agriculture) (chacun divisé en deux)	150
Tous les ministères restants, proportionnels à la taille du ministère (voir le tableau ci-dessous)	200
Communes	100
Total	900

La conception de l'échantillon que nous avons développée a groupé les agents de l'État dans un nombre limité de couches, et a assigné une assez grande taille de l'échantillon à chacun à des fins analytiques.

Le cabinet national d'enquête s'est procuré une liste de tous les agents de l'État (voir tableau 2-8) et a établi l'échantillon selon *un choix systématique* à partir de ces listes par chaque substrat. C'est-à-dire, si une liste contenait 100 noms et la taille de l'échantillon était de 10, le cabinet national d'enquête commence par le haut de la liste et compte chaque 10^e nom vers le bas, qui sont les personnes priées d'être interviewées.

Tableau 2-8. Échantillon pour les «Ministères restants» à partir du Tableau 2-7

Ministère/entité	Employés
Vice primature	2,658
Ministère de l'enseignement technique	2,456
Ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur	1,653
Ministère de l'industrialisation, du commerce et de développement du secteur privé	1,510
Ministère de la jeunesse et des sports	1,267
Ministère de l'environnement et des eaux & forêts	1,145
Ministère des télécommunications, des postes et de la communication	715
Ministère de la population	553
Ministère de la fonction publique, du travail et des lois sociales	500
Ministère des affaires étrangères	387
Ministère de l'énergie et des mines	359
Présidence de la République	358
Ministère de la culture	320
Primature	261
Ministère du tourisme	147
Ministère de la décentralisation	132
Total	14,421

Tableau 2-9. Répartition de l'échantillon du secteur public par ministère

Ministère	Échantillon	% of total	Cumulatif %
1 Min. de l'enseignement secondaire et de l'Éducation de base	152	16.9	16.9
2 Min. de la Santé	151	16.8	33.7
22 Les communes	100	11.1	44.8
6 Min. de l'Agriculture, Élevage & Pêche	92	10.2	55.0
7 Min. de la Justice	74	8.2	63.2
5 Mini. de l'Économie, des Finances et du Budget	73	8.1	71.3
4 Min. de la Police nationale	58	6.4	77.8
8 Vice-Primature	28	3.1	80.9
9 Min. de l'Éducation technique	28	3.1	84.0
13 Min. de l'Environnement et des Eaux & Forêts	24	2.7	86.7
11 Min. de l'Industrialisation, du commerce et de développement du secteur privé	21	2.3	89.0
10 Min. de la Recherche et de l'Enseignement supérieur	19	2.1	91.1
12 Min. de la Jeunesse et des Sports	18	2.0	93.1
16 Min. de la Fonction publique, du travail et des lois sociales	13	1.4	94.6
18 Min. de l'Énergie et des Mines	12	1.3	95.9
14 Min. des télécommunications, des postes et de la communication	10	1.1	97.0
15 Min. de la population	7	.8	97.8
17 Min. des Affaires étrangères	5	.6	98.3
19 Présidence de la République	5	.6	98.9
21 Primature	5	.6	99.4
3 Min. de l'Intérieur et des Réformes administratives	3	.3	99.8
20 Min. de la Culture	2	.2	100.0
Total	900	100.0	

L'échantillon réel obtenu, énuméré par leurs ministères dans l'ordre décroissant de la taille de l'échantillon, se trouve dans le tableau 2-9.

Notre projet de recherche a alors groupé ces sondés dans six strates basées sur la conception décrite ci-dessus. Ce regroupement a produit le résultat suivant dans le tableau 2-10:

Tableau 2-10. Répartition de l'échantillon du secteur public dans six strates primaires

Ministère	Échantillon	%	Cumulatif %
1.00 Éducation	152	16.9	16.9
2.00 Santé	151	16.8	33.7
3.00 Justice & Police	132	14.7	48.3
4.00 Économie & Agriculture	165	18.3	66.7
5.00 Gouvernement local	100	11.1	77.8
6.00 Tous les autres	200	22.2	100.0
Total	900	100.0	

Pour l'échantillon des agents de l'État, nous n'appliquons pas des pondérations (rappel que l'échantillon des ménages est pondéré). Procéder ainsi nous ramènerait simplement au point de départ, à savoir, que les professeurs d'école prédomineraient, de ce fait réduisant au minimum le rôle d'autres agents de l'État dans les résultats globaux de l'enquête. En bref, le lecteur devrait garder à l'esprit que l'échantillon des ménages est représentatif de la répartition de la population nationale, alors que l'échantillon des agents de l'État est censé refléter le secteur public dans son ensemble, indépendamment de la taille de ses divers composants.

2.4 Caractéristiques démographiques des échantillons

Les enquêtes identifient les caractéristiques démographiques des sondés au sein des ménages et du secteur public. Pour ne pas allonger inutilement le rapport, l'Annexe 1 présente et compare ces caractéristiques par genre, âge, éducation et revenu et richesse. Les deux échantillons reflètent les caractéristiques de la population qu'ils représentent. En outre, les échantillons reflètent exactement les différences réelles qui existent entre les deux échantillons qui montrent que les agents de l'État sont sensiblement plus âgés, plus instruits et plus riches que les sondés des ménages, en plus de présenter un rapport de masculinité supérieur.

3.0 Résultats de l'enquête - Ménages

Ce chapitre présente d'abord la perception que les ménages ont des problèmes les plus urgents auxquels la nation est confrontée et la place de la corruption parmi ces problèmes. Il présente également des informations détaillées sur la perception de la corruption et la victimisation parmi les ménages sondés.

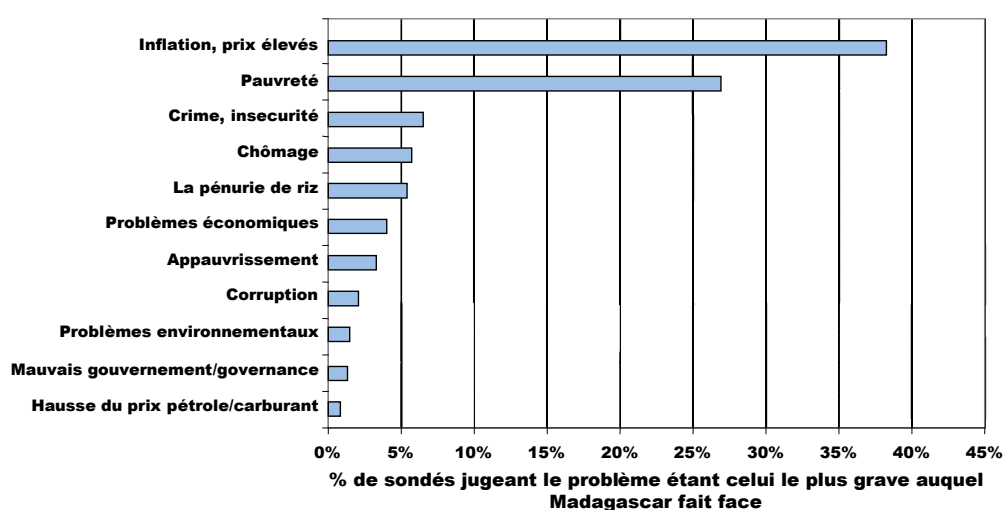
3.1 Les problèmes les plus importants auxquels est confronté Madagascar

La présentation des premiers parmi plusieurs résultats d'enquête vise à indiquer dans quelle mesure la corruption se révèle être un sérieux problème auquel sont confrontés les citoyens malgaches. Il convient de noter que c'est l'une des premières questions demandées aux sondés pour les deux échantillons. L'introduction au questionnaire était entièrement neutre. Ce n'est seulement qu'une fois qu'on a obtenu les vues initiales du sondé que le questionnaire s'oriente vers

Tableau 3-1. Le problème le plus grave se posant au pays: ménages et les agents de l'État

Problème indiqué	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Inflation, prix élevés	1321	40.0	40.9
Pauvreté	853	25.9	67.4
Pénurie de riz	181	5.5	73.0
Chômage	181	5.5	78.6
Crime, insécurité	151	4.6	83.2
Appauvrissement	115	3.5	86.8
Problèmes économiques	103	3.1	90.0
Corruption	68	2.0	92.1
Mauvais gouvernement/mauvaise gouvernance	47	1.4	93.6
Problèmes environnementaux	40	1.2	94.8
Manque de crédit	39	1.2	96.0
Augmentation prix du pétrole	32	1.0	97.0
Manque de terrain agricole	22	.7	97.7
SIDA	10	.3	98.0
Routes	8	.2	98.2
Drogue	7	.2	98.5
Banditisme	7	.2	98.7
Education	6	.2	98.8
Problèmes politiques	6	.2	99.0
Manque d'équipements agricoles	6	.2	99.2
Electrification	5	.1	99.4
Civisme	4	.1	99.5
Santé	4	.1	99.6
Entre de loisir des jeunes	3	.1	99.7
Malnutrition	3	.1	99.8
Lutte contre le terrorisme	2	.1	99.9
Croissance démographique	2	.1	99.9
Manifestations, grèves, barrages des routes	2	.0	100.0
Délestage de JIRAMA	1	.0	100.0
Tribalisme	0	.0	100.0
Total	3,227	97.8	
Ne sait pas	73	2.2	
Total	3,300	100.0	

Graphique 3-1. Le problème le plus grave se posant au pays : ménages



Note: Problèmes choisis sur 38 problèmes pour lesquels des données sont disponibles

Tableau 3-3. Le problème le plus grave se posant à votre communauté: ménages

Problème relevé	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Inflation, prix élevés	860	26.1	26.6
Pauvreté	540	16.4	43.3
Chômage	293	8.9	52.4
Manque d'eau potable	280	8.5	61.1
Crime, insécurité	256	7.8	69.0
Pénurie de riz	175	5.3	74.4
appauvrissement	114	3.5	77.9
Problèmes économiques	111	3.4	81.3
Problèmes environnementaux	110	3.3	84.7
Manque de terrains agricoles	83	2.5	87.3
Manque de crédit	53	1.6	88.9
Mauvais gouvernement/mauvaise gouvernance	49	1.5	90.4
Routes	31	1.0	91.4
Problèmes sanitaires	31	.9	92.4
Corruption	30	.9	93.3
Électricité	27	.8	94.1
Manque d'épements agricoles	27	.8	94.9
Banditisme	22	.7	95.6
Education	21	.6	96.3
Hausse du prix du pétrole	19	.6	96.9
Délestage de JIRAMA	17	.5	97.4
Problèmes sociaux	14	.4	97.8
Drogues	10	.3	98.1
Manque d'intérêt de la part des jeunes	9	.3	98.4
Civisme	9	.3	98.7
Conflit foncier	5	.2	98.8
Tribalisme	5	.1	99.0
Télécommunications et média	5	.1	99.1
Manque d'éducation	4	.1	99.2
Emigration dans d'autres pays	3	.1	99.3
Malnutrition	3	.1	99.4
Lutte contre le terrorisme	3	.1	99.5
Problèmes politiques	3	.1	99.6
Coût des intrants agricoles	3	.1	99.7
Hygiène	2	.1	99.8
Habitat	2	.1	99.8
Manifestations, grèves, barrages de routes	2	.1	99.9
SIDA	1	.0	99.9
Sous-développement	1	.0	100.0
Religion	1	.0	100.0
Total	3,233	98.0	
Manquant Ne sait pas	67	2.0	
Total	3,300	100.0	

son intérêt spécifique sur la corruption et sur les manières de la combattre. L'obtention de cette information est utile pour placer la corruption parmi les autres problèmes les plus sérieux se posant au pays au moment de l'enquête comme les ont perçus les sondés.

Des sondés ont été sollicités à nommer le problème le plus important se posant à leur pays. Les résultats se trouvent dans le tableau 3-1, dans l'ordre décroissant de la fréquence dans les réponses. Comme l'on peut le voir dans le tableau 3-1 et dans les graphiques et tableaux plus détaillés qui suivent, la corruption a été mentionnée par seulement 2% des ménages.

Cette question a été suivie d'une autre s'enquérant du problème local le plus grave (c.-à-d., «problème de votre communauté ou ville»). On a posé cette question seulement auprès des ménages et pas auprès des agents de l'État. Ces résultats présentés dans le tableau 3-2 démontrent un souci toujours inférieur vis-à-vis de la corruption, avec moins de 1% des ménages mentionnant la corruption comme le problème le plus important auquel ils font face localement.

Ces résultats nous indiquent que la corruption n'est pas considérée comme le plus important dans les esprits de la majorité des gens à Madagascar, ni dans les esprits des agents de l'État. Mais ils ne signifient pas qu'il n'y a pas lieu de s'en inquiéter. Notre question dans l'enquête portait sur *le problème le plus grave*, et donc il n'est guère surprenant que les problèmes économiques soient mis en avant, comme ils le sont typiquement dans les enquêtes comme celle-ci partout dans le monde.

3.2 Gravité du problème de corruption ?

On a lu aux sondés une série de scénarios et il leur a été demandé si dans chaque cas l'acte décrit était de la «corruption et passible de peine», de la «corruption mais justifié», ou «non, pas de la corruption.» Les résultats dans le tableau 3-3 nous donnent une compréhension importante des vues sur la corruption. Presque tout le

monde dans notre échantillon a convenu que quand un parlementaire accepte un pot-de-vin, c'est un acte de corruption, mais étonnamment, presque 8% disent qu'un tel acte ne devrait pas être poursuivi. Les mêmes réponses ont été données sur la question au sujet de la compagnie payant le pot-de-vin. Sur les scénarios restants, cependant, il y avait beaucoup plus de tolérance pour la corruption. Par exemple, un cinquième des sondés a indiqué que quand un agent de l'État utilise une voiture officielle pour prendre sa famille à la plage, ce n'est pas de la corruption, et seulement 56% considère cela comme de la corruption et passible de peine. Quand un maire d'une ville prête le tracteur communal à ses amis, seulement 39% ont pensé que c'était de la corruption justifiant une punition. Ces résultats suggèrent qu'il y ait un niveau considérable de tolérance pour des actes corrompus à Madagascar, et suggèrent qu'une campagne de relations publiques pourrait être appropriée pour changer les attitudes.

Tableau 3-3. Évaluation de diverses formes de corruption

Action	Corrompu et devrait être sanctionné	Corrompu mais justifié	Pas corrompu
Un parlementaire acceptant 2M de pot-de- vin de la part d'une société	88.3%	7.6%	4.1%
La compagnie versant un pot-de-vin au parlementaire	87.1%	8.4%	4.5%
Un agent de l'Etat utilisant une voiture officielle pour amener sa famille à la plage	55.8%	23.8%	20.4%
Une personne voyant ma voiture officielle à la plage mais ne le rapporte pas	35.0%	22.6%	42.4%
Un maire prêtant le tracteur de la communauté à ses amis	38.6%	33.9%	27.5%
Un politicien obtenant un emploi pour son beau-frère chômeur	61.8%	22.3%	15.9%

3.3 Efficacité de la corruption

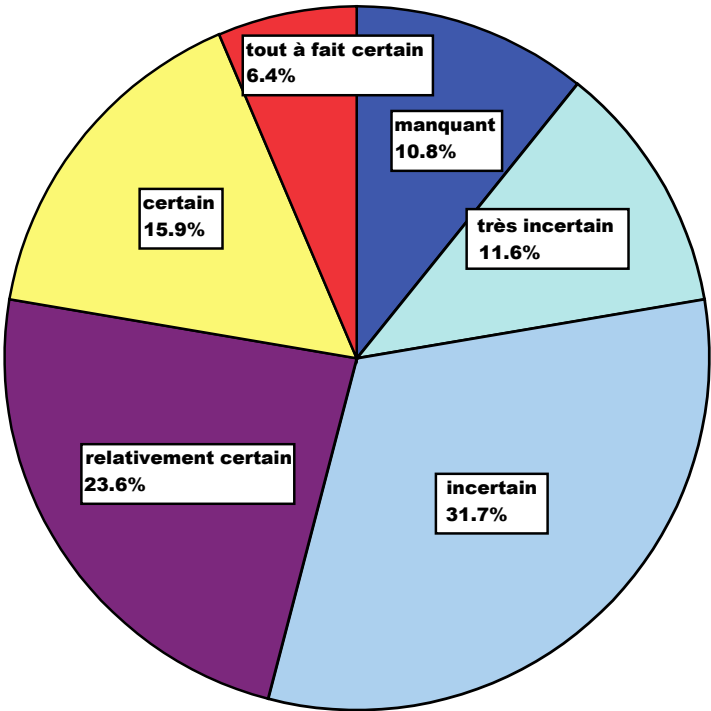
Alors qu'il y a une tolérance considérable pour la corruption à Madagascar, le public ne croit pas tellement que les pots-de-vin soient efficaces, comme le représente le graphique suivant. Environ 46% de sondés sont confiants que les pots-de-vin sont efficaces, avec le reste de la population incertain ou ne voulant pas exprimer une opinion (les «manquants» dans le graphique 3-2 ci-contre).

3.4 Victimisation par Corruption

3.4.1 Incidence des demandes de pot-de-vin

Les études de la corruption ont évolué rapidement au cours des années. Au début on a considéré qu'un sujet tabou comme la corruption ne pourrait pas être mesuré par les sociologues. Plus tard, à l'instigation de Transparency International (TI), des mesures de perception de la corruption ont été présentées. Ces mesures ont fourni un guide global qui pourrait être comparé d'une

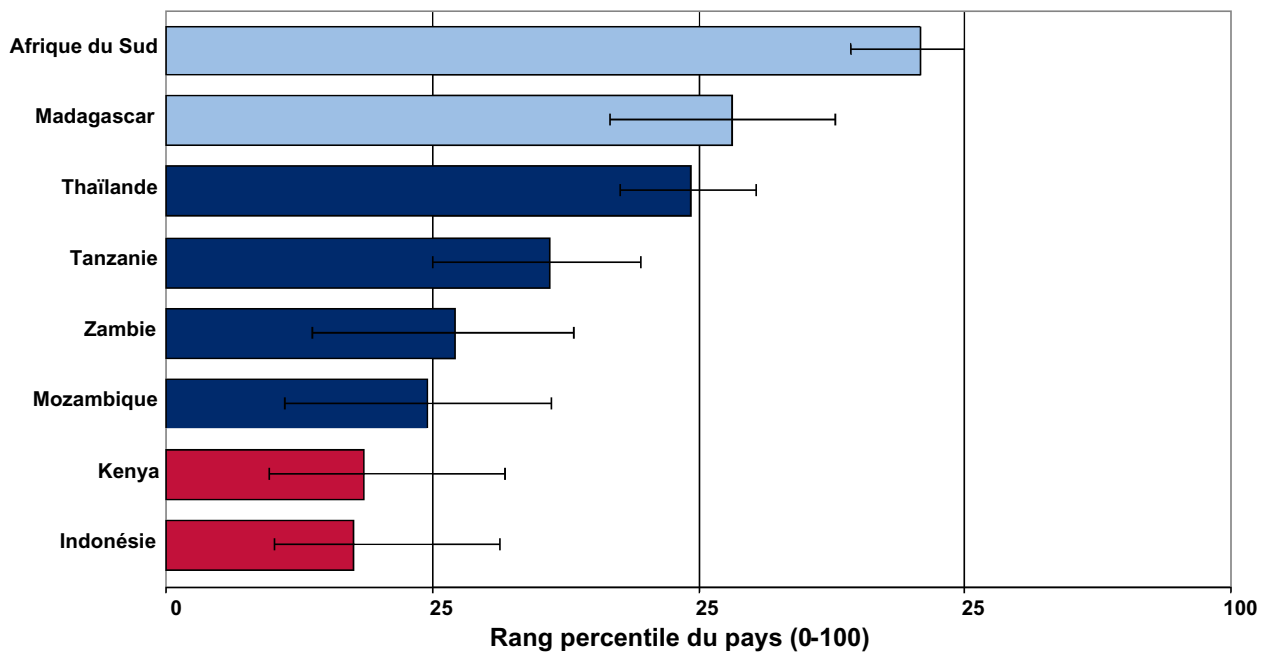
Graphique 3-2. Combien certain êtes-vous qu'un pot de vin obtiendra le service?



Cas pondérés pour ajuster les échantillons régionaux à la répartition de la population nationale

nation à l'autre. De par ces normes, en 2005 Transparency International rapporte que Madagascar n'a pas bien fait ; il est classé 97^e sur 158 pays, et a été noté 2.8 sur cette échelle de 0-10, 10 étant le moins corrompu. Cependant, dans le cadre de l'Afrique, le niveau de corruption de Madagascar semble être beaucoup mieux. La preuve pour le « contrôle de la corruption » provenant des indicateurs de bonne gouvernance de l'Institut de la Banque Mondiale se trouve dans le graphique 3-3.

Graphique 3-3. Lutte contre la corruption (pays sélectionnés) 2004



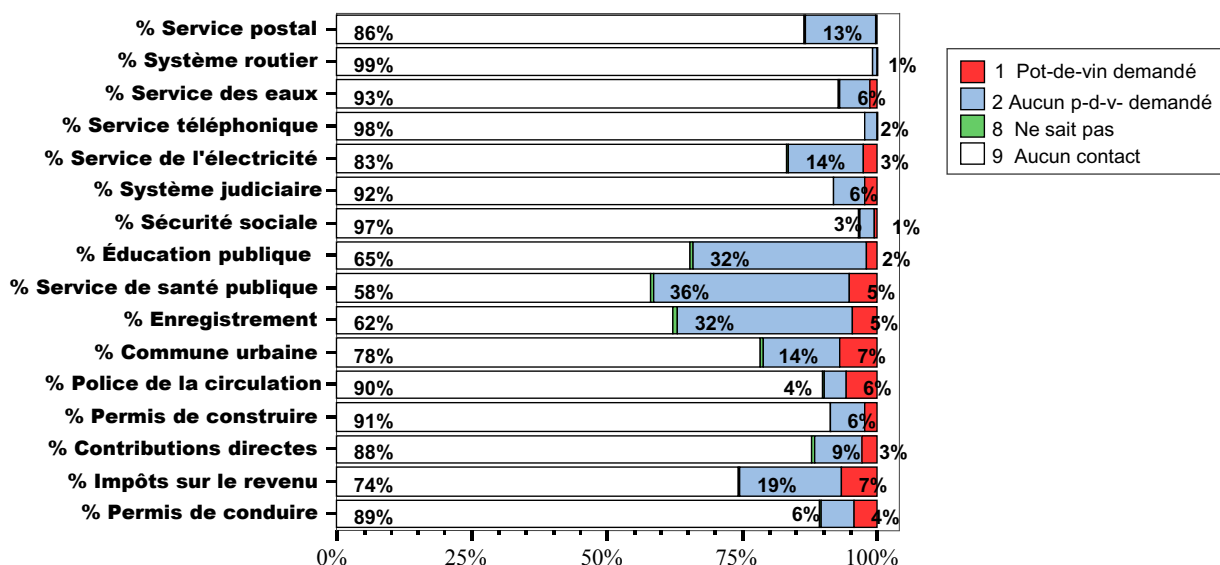
Source: D. Kaufmann, A. Kraay, and M. Mastruzzi 2005: Governance Matters IV: Governance Indicators for 1996-2004 (<http://www.worldbank.org/wbi/governance/pubs/govmatters4.html>)

La limitation de plusieurs de ces mesures transnationales de corruption, y compris la mesure de TI, est qu'elles sont basées sur des perceptions plutôt que des expériences réelles avec la corruption. D'ailleurs, et d'une manière primordiale, elles ne fournissent pas une image détaillée des mécanismes de la corruption dans chaque pays. Ceci signifie que le simple nombre donné pour le pays ne permet ni de faire une distinction par région, genre, revenu, etc., ni que ce simple nombre donné au pays ne nous permet d'expliquer pourquoi la corruption est plus élevée dans certains secteurs plutôt que dans d'autres. Dans la présente étude sur la corruption, nous traitons directement des expériences de victimisation par la corruption aussi bien que des perceptions, mais nous mettons beaucoup plus l'accent sur l'expérience. Nous pouvons fournir des informations très détaillées et objectives qui ne sont simplement pas disponibles dans aucune autre source. Nous avons accompli cette tâche en demandant en premier lieu à nos sondés si eux-mêmes ou n'importe lequel des membres de leur ménage avaient eu à faire dans les 12 mois précédant l'entrevue avec un quelconque rapport d'affaires avec les services publics mentionnés dans une longue liste (16 en tout). Parmi ceux qui ont indiqué «oui» nous avons alors posé une série de questions, y compris si le sondé ou un membre du ménage avait été sollicité à payer un pot-de-vin.

Les résultats de base sont présentés dans les graphiques 3-4 et 3-5. Le graphique 3-4 nous donne une vue d'ensemble de l'échantillon. Considérons la première rangée des

barres, celle liée au service de la Poste. Elle nous montre que 86% des sondés ont indiqué qu'ils n'ont pas eu de rapport avec le service, 13% ont dit qu'ils en ont eu mais qu'ils n'ont pas constaté de corruption, et seulement un très petit 1% a constaté la corruption. Considérons le service public, celui de l'éducation par exemple, où 65% de sondés n'ont eu aucun contact, 32% en ont eu mais n'a pas constaté de corruption, et 2% en ont constaté. Un pourcentage très infime de sondés n'a donné aucune réponse, et ceux-ci sont montrés dans certains des services comme la partie en vert.

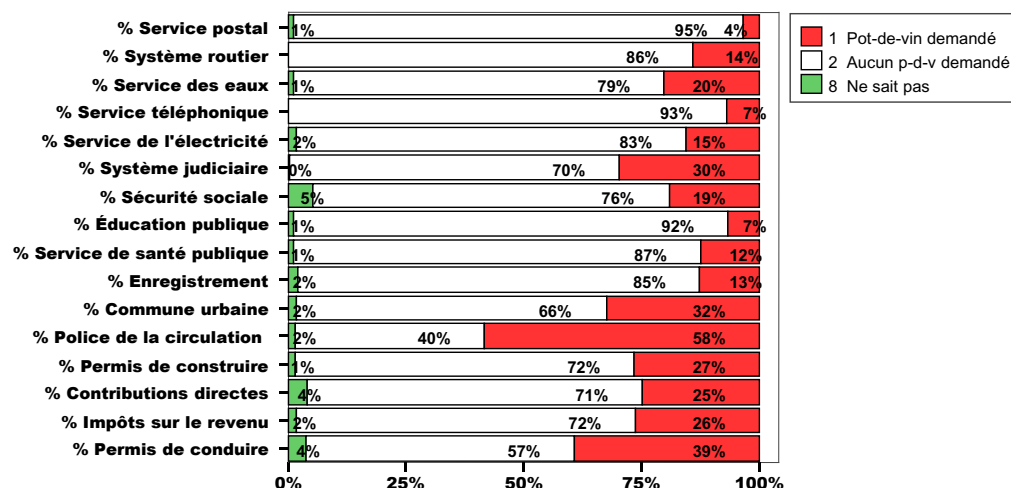
Graphique 3-4. Contact public avec 16 agences, et proportion qui a éprouvé la corruption



L'image globale qu'on obtient est que la plupart des gens à Madagascar n'ont pas eu de contact avec un organisme ou un service gouvernemental dans l'année précédant l'enquête. Ceci n'est pas étonnant dans un pays où le gouvernement est plutôt petit ; le revenu de gouvernement par rapport au PNB à Madagascar a été généralement moins de 10%. C'est avec seulement quelques services (éducation, santé publique, impôt sur le revenu et l'enregistrement) que plus d'un quart du public a eu un contact.

Le graphique 3-4 montre également la proportion de la population à laquelle il a été demandé un pot-de-vin pendant l'année précédant l'enquête. Puisque ces résultats sont masqués du fait que les sondés n'ont pas eu de contact, il est donc difficile d'employer ce graphique pour obtenir une image claire de la fréquence de corruption parmi les citoyens qui ont eu un contact avec une agence publique. Pour remédier à cette situation, le graphique 3-5 examine seulement ceux qui ont rapporté un certain contact avec une agence publique. Ce graphique montre maintenant plus clairement le pourcentage de sondés à Madagascar qui ont eu à faire avec un service public dans l'année précédant l'enquête et qui ont été sollicités à payer un pot-de-vin contre ceux qui en ont eu mais n'ont pas été sollicités à payer un pot-de-vin. La partie de la barre à l'extrême droite, en rouge, représente les victimes.

Graphique 3-5. Proportion de la population qui a eu un contact avec une agence publique et à qui on a demandé un pot-de-vin, par agence

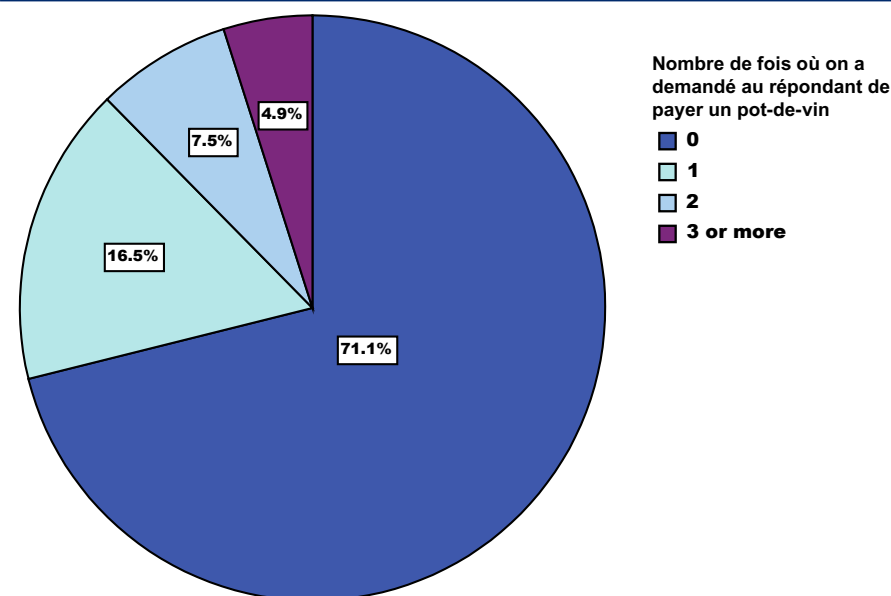


Les résultats montrent qu'il y a une agence qui se distingue fortement avec des sondés qui rapportent qu'on leur a demandé de payer un pot-de-vin, et c'est la police de la circulation. Parmi ceux qui ont eu le rapport avec des agents de ce service, on a demandé un pot-de-vin à 58% d'entre eux. Un service public relatif, le bureau du permis de conduire, était le deuxième secteur avec le plus des demandes de pot-de-vin (39% des usagers). Il a été suivi de la commune urbaine et du système judiciaire. D'après les rapports des usagers de ces services, les services restants sont impliqués dans l'exigence d'un pot-de-vin par moins de 30% des usagers.

3.4.2 Variation au niveau des régions et autre dans la victimisation par la corruption

Il y a une variation considérable parmi les 22 régions en termes de taux de victimisation par la corruption. Afin d'éviter la complexité inutile dans l'examen de chaque agence pour chacune

Graphique 3-6. Nombre de fois qu'agence a demandé un pots-de-vin aux sondés



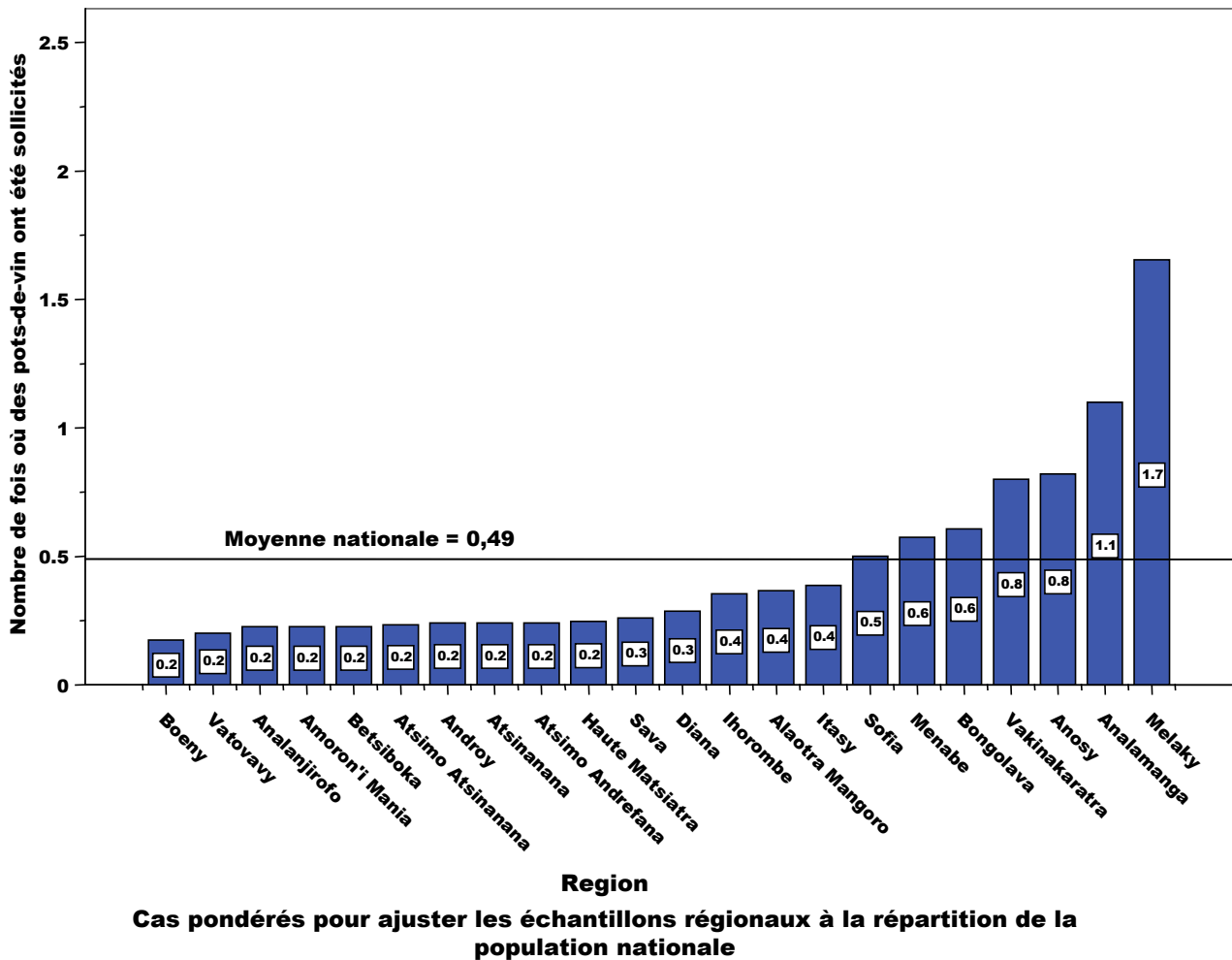
Cas pondérés pour ajuster les échantillons régionaux à la répartition de la population nationale

des 22 régions, nous avons créé un index global de victimisation par la corruption en comptant le nombre de fois où une personne dit qu'elle a été sollicitée à payer un pot-de-vin. Naturellement, dans les régions où il y a une plus petite présence publique, la victimisation serait inférieure, *ceteris paribus*.

Dans le graphique 3-6, les totaux nationaux sont présentés. Comme on peut le voir, 71.1% de l'échantillon ont rapporté ne pas avoir été victimes d'un pot-de-vin dans l'année précédant l'enquête. Cela signifie d'autre part que 28.9% avaient été victimes. Presque 5% avaient été victimes à trois occasions ou plus.

Avec ces chiffres nationaux à l'esprit, nous présentons les résultats par région. Ces résultats se trouvent dans le graphique 3-7. La moyenne nationale de 0,49 fois, qu'on le dise clairement, est *une moyenne*. Ceci indique qu'en moyenne, une personne est victime à Madagascar de moins d'un pot-de-vin par an, ou, si nous pouvons projeter sur une période de deux ans, une fois en deux ans.

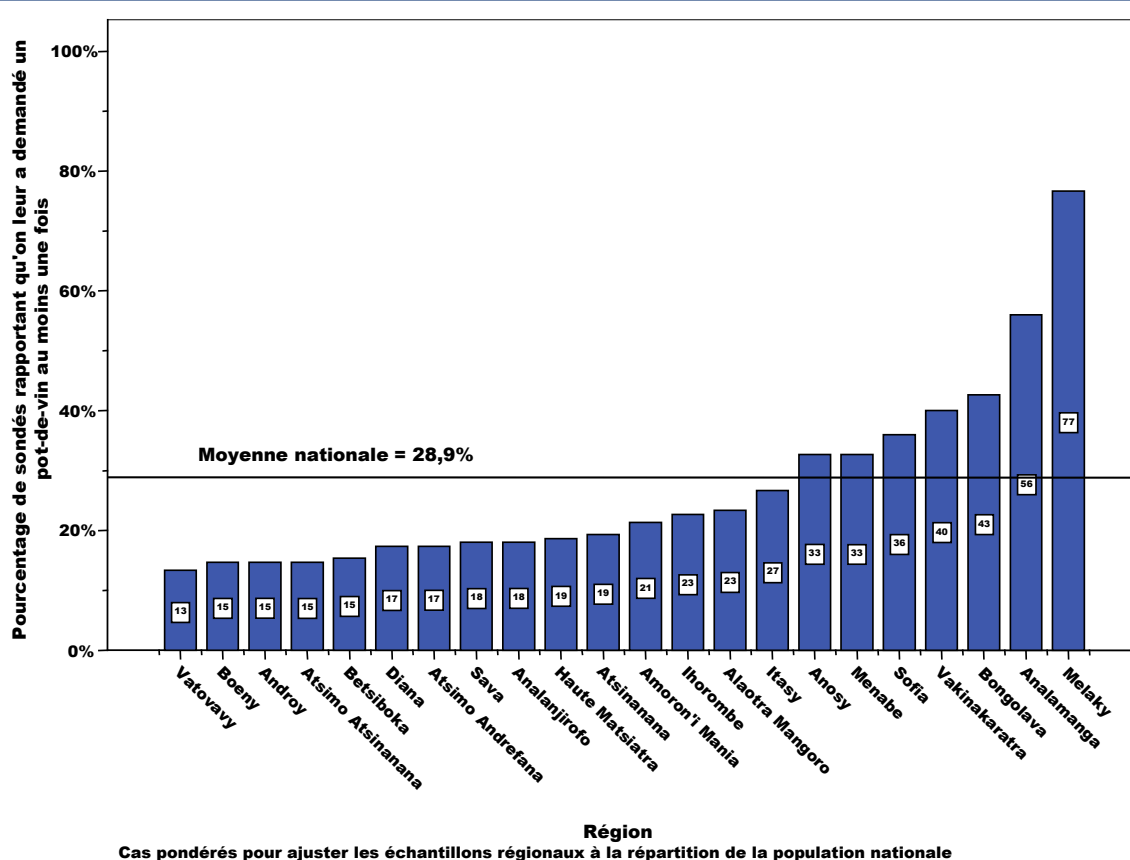
Graphique 3-7. Nombre moyen de pots-de-vin sollicités, tel que rapporté, Région



Une autre manière de regarder cette même information est de se concentrer non pas sur le nombre moyen de pots-de-vin, mais sur le pourcentage de sondés qui ont rapporté avoir été sollicités à payer un pot-de-vin par année avant l'entrevue. Nous rappelons qu'au niveau national, ce nombre était de 28.9%. Au niveau régional, les chiffres se trouvent dans le graphique 3-8. Ceux-ci montrent des différences énormes. Certaines de ces différences correspondent à la taille de population, et, par ricochet, à la taille de l'autorité gouvernementale dans la région. L'exploration des causes de ces différences sera présentée plus tard dans ce chapitre. Jusqu'ici il est important de noter que la corruption semble changer brusquement par région à Madagascar, et ceci suggère naturellement qu'on pourrait axer les efforts dans la lutte contre la corruption sur ces domaines.

Un regard encore plus aigu là où la corruption est plus élevée et où elle se trouve plus

Graphique 3-8. Pourcentage de sondés rapportant avoir été sollicités à demander un pot-de-vin au cours de l'année dernière, par Région

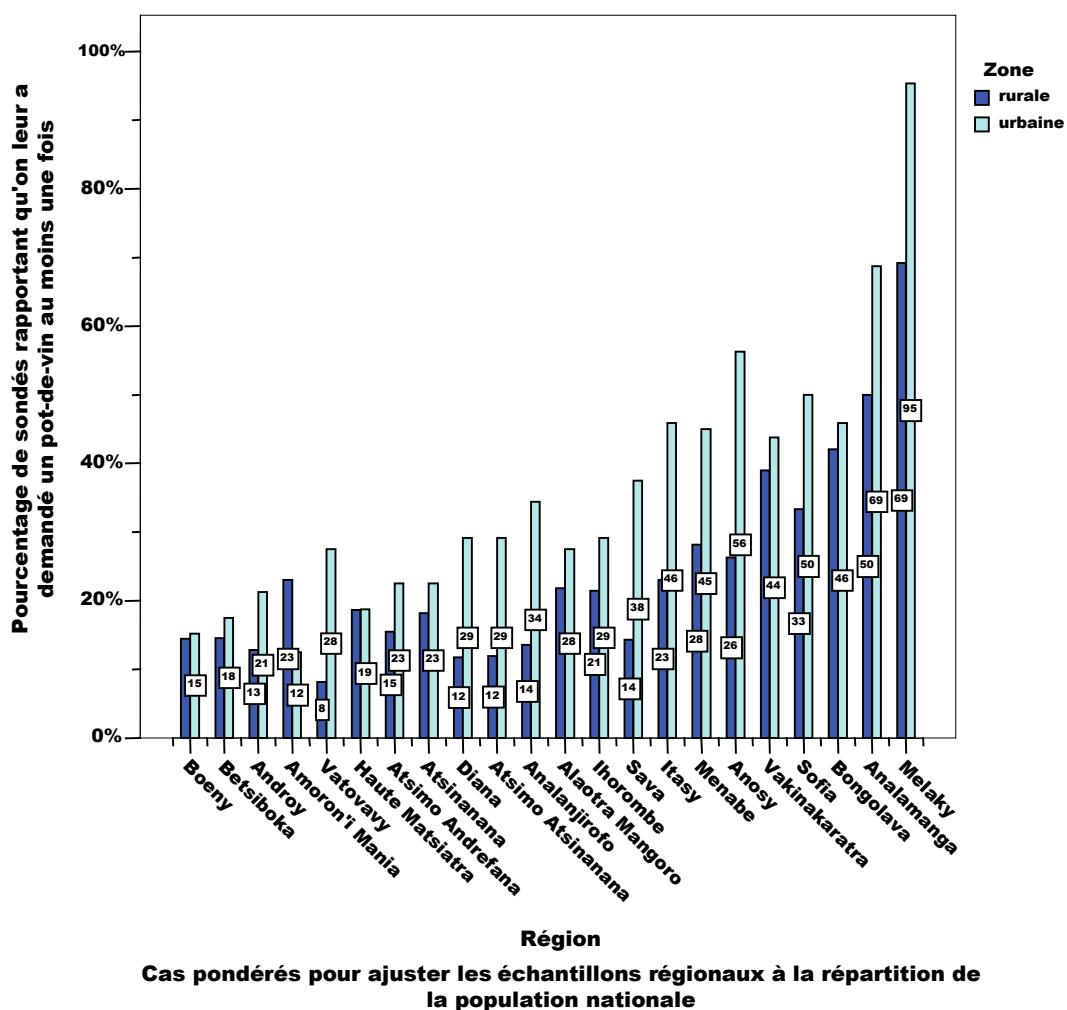


faible se fait en décomposant l'échantillon en urbains et ruraux. Suivant la logique qui vient d'être décrite, la corruption est habituellement plus élevée en milieu urbain qu'en milieu rural, encore du fait que la présence plus grande de la bureaucratie publique offre plus d'occasions pour la corruption. Comme on peut le voir dans le graphique 3-9, dans chaque région du pays excepté un, la corruption en milieu urbain est plus élevée que la corruption en milieu rural, dans certains cas, de façon spectaculaire. On doit faire montre de prudence en interprétant ces résultats cependant, parce que les

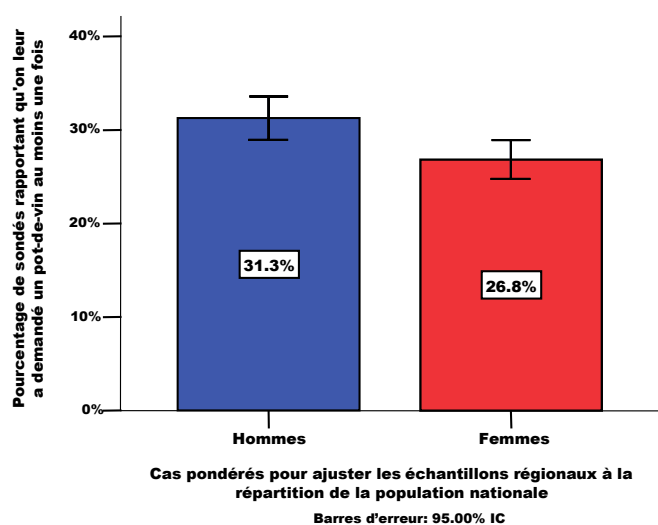
tailles de l'échantillon sont très petites dans certaines régions. Par exemple, dans l'unique région où la corruption urbaine est inférieure à la corruption rurale, l'Amoron'i Mania, l'échantillon urbain est de seulement 20 sondés (pondérés), de sorte que les moyennes ne sont pas fiables. La tendance globale est claire, cependant, avec la corruption plus élevée dans quelques régions que dans d'autres, et la corruption est particulièrement élevée dans les composants urbains de la plupart des régions. Considérons le Melaky urbain où 95% de résidents des villes rapportent avoir été victimes au moins dans l'année précédant l'enquête, ceci malgré le fait que toute la population de Melaky ne fait que près de 80 000 âmes. Ainsi, au delà des tendances nationales dans l'urbanisation, il y a à Madagascar des facteurs spécifiques qui entrent en ligne. Cette enquête ne peut pas déterminer quels sont ces facteurs, car seule une compréhension claire des facteurs particuliers sur le terrain peut le faire. C'est évidemment une tâche pour une recherche ultérieure.

Le genre est un autre facteur qui influence souvent la corruption.

Graphique 3-9. Victimisation par la corruption, par région et zone



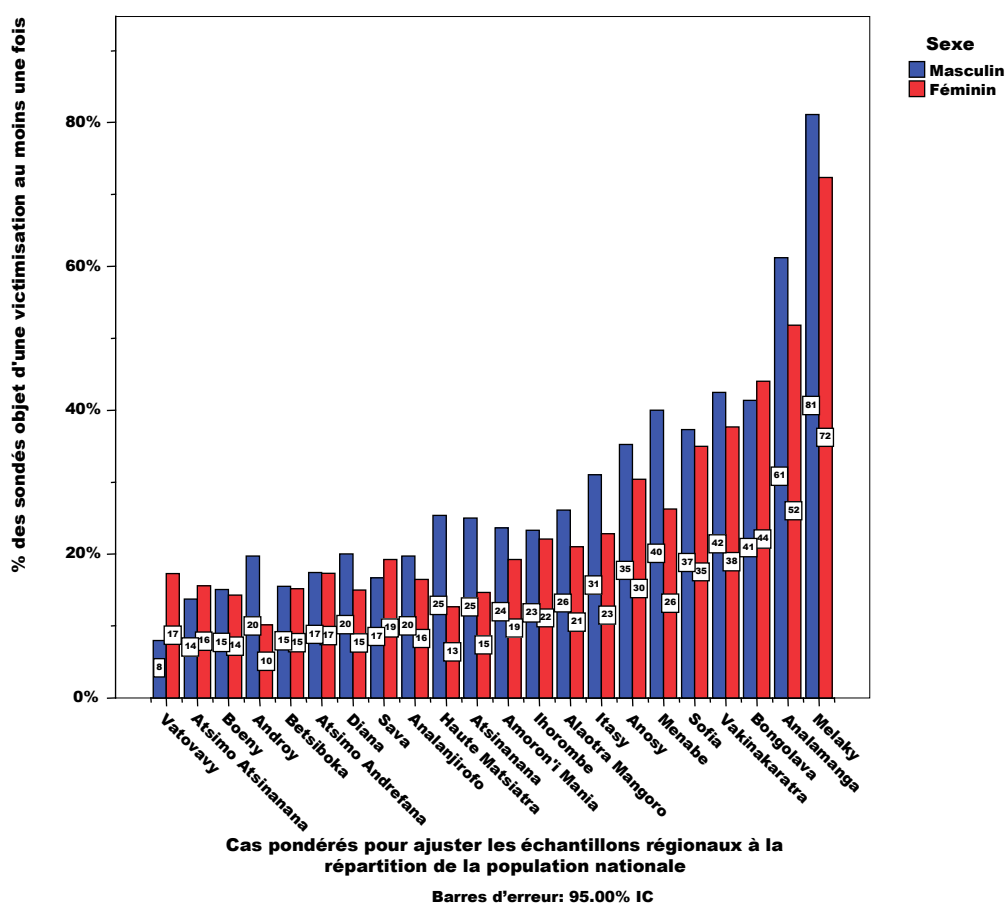
Graphique 3-10. Impact du genre sur la victimisation par la corruption, au niveau national



Typiquement, ce sont les hommes qui ont plus d'interaction dans beaucoup de milieux publics, mais pas tous, et cela les expose à plus de cas de corruption. Par exemple, les femmes ont souvent un plus grand contact avec les écoles publiques et la santé publique, alors que les hommes sont souvent beaucoup plus exposés à beaucoup d'autres services publics. D'autre part, les femmes, particulièrement les mères, ont une plus grande exposition à la corruption dans le système scolaire et dans les centres de santé publique. À Madagascar, on peut trouver le rôle du genre au niveau national dans le graphique 3-10. Les hommes sont plus exposés à la victimisation que les femmes, mais avec une différence minime.

Pour les régions, les résultats sont tels que le montre le graphique 3-11. Là, on peut voir dans la plupart des régions que les hommes sont vraisemblablement plus victimes que les femmes, bien que ce ne soit pas toujours le cas. Dans Vatovavy, par exemple, les femmes sont plus susceptibles d'être des victimes que les hommes.

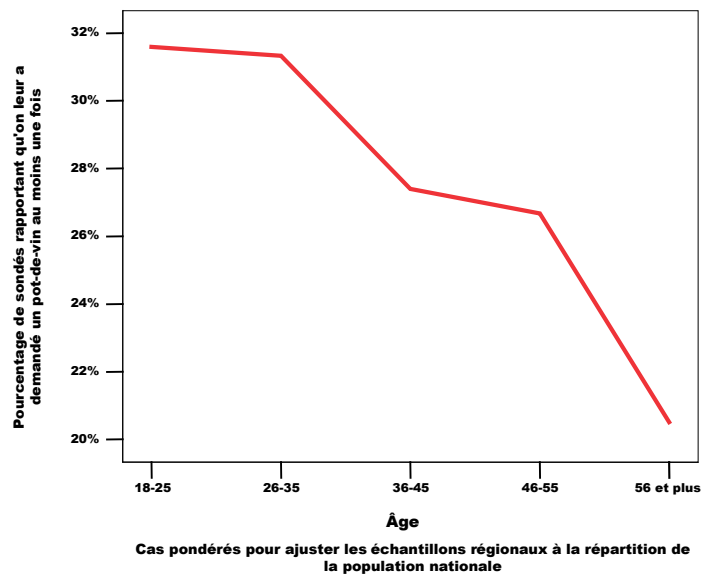
Graphique 3-11. Impact du genre sur la victimisation par la corruption : comparaisons régionales



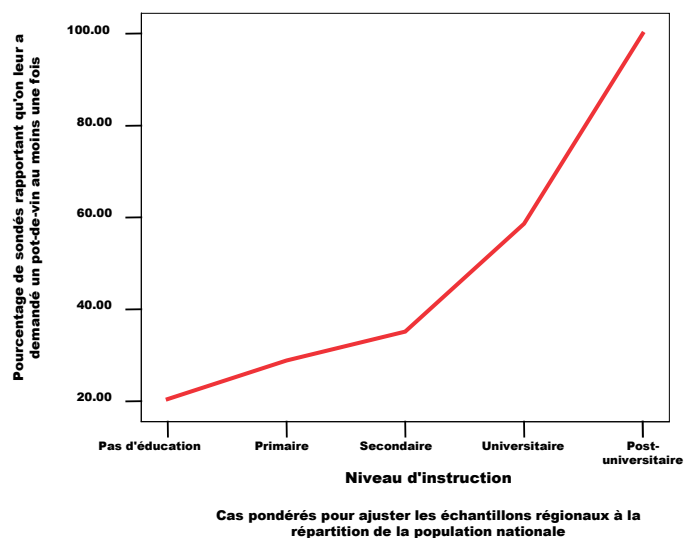
L'âge a également un impact sur la corruption. Des personnes plus jeunes sont davantage engagées dans la vie publique que des personnes plus âgées, et sont engagées à envoyer leurs enfants à l'école, à obtenir un permis pour leur foyer et leur entreprise, et à se déplacer. D'autre part, les personnes plus âgées ont souvent plus de contact avec les services de santé. A Madagascar, l'âge a un impact important sur la victimisation par la corruption, comme c'est représenté sur le graphique 3-12. Presque un tiers des personnes de 25 ans et moins rapporte avoir été sollicité à payer un pot-de-vin dans l'année précédant l'enquête, comparé à environ seulement un cinquième des personnes âgées de 56 ans et plus.

La variable finale que nous examinons dans cette exploration des facteurs qui déterminent la corruption à Madagascar est l'éducation. Les individus instruits traitent souvent beaucoup plus avec la bureaucratie que ceux qui sont moins instruits, et ils peuvent avoir affaire avec différentes parties de l'administration publique : les moins instruits avec les services de base ; les plus instruits avec l'administration fiscale, le bureau des passeports, etc. Le graphique 3-13 prouve que cet impact à Madagascar est très fort. Plus le niveau d'instruction est élevé, plus il y a de probabilité qu'une personne rapporte avoir été victime de la corruption. *Il est très important de noter, cependant, que la taille de l'échantillon pour ceux avec une instruction post-secondaire est très petite, et donc non fiable.* Mais même en gardant cette considération à l'esprit, la tendance est encore claire ; considérant que «seulement» environ 20% de ceux sans éducation ont été victimes au moins une fois dans l'année précédant l'enquête, presque 59% de ceux avec une formation universitaire l'ont été. Il se peut également qu'il y ait une variation dans le nombre de niveau de rapportage en fonction du niveau d'instruction. C'est-à-dire meilleure l'éducation est et plus ils sont conscients de leurs droits, ils pourraient donc rapporter qu'ils ont été victimes de la corruption, alors qu'une personne moins instruite pourrait regarder un acte corrompu comme n'en étant pas un. Tant qu'il n'y a aucune manière claire d'évaluer ces différentes hypothèses avec les données actuelles, l'expérience du groupe focal dans beaucoup de pays suggèrent que les pauvres se rendent tout à fait compte quand leurs droits sont violés ; c'est en grande partie un mythe urbain qui veut que les pauvres sont inconscients de leur propre victimisation par le système.

Graphique 3-12. Impact de l'âge sur la victimisation par la corruption, au niveau national



Graphique 3-13. Impact de victimisation par la corruption à Madagascar au niveau national



3.4.3 Analyse multivariable de victimisation par la corruption

Jusqu'ici ce chapitre a montré que plusieurs variables ont un impact sur les taux de victimisation par la corruption à Madagascar. Nous savons, cependant, que certains de ces facteurs sont reliés entre eux. Par exemple, alors que les milieux ruraux souffrent moins de la corruption, il y a également des secteurs dans lesquels le niveau d'instruction est plus bas que dans les milieux urbains. Par conséquent, il est important de savoir si c'est l'urbanisation ou l'éducation ou les deux facteurs à la fois qui sont à l'origine des différences dans la victimisation par la corruption à Madagascar. Pour répondre à cette question, nous devons effectuer une analyse multivariable sur les données, et dans ce cas-ci nous devons employer la régression logistique plutôt que la régression d'OLS (Ordinary Least Squares), puisque la variable dépendante est dichotome. Nous nous empressons d'ajouter que notre série de données, aussi riche soit-elle, ne contient pas *toutes* les variables possibles qui pourraient influencer la victimisation par la corruption. Comme dans toutes les analyses de ce type, il y a le risque «de polarisation variable omise,» et également d'une certaine possibilité d'endogénéité. C'est-à-dire, il se pourrait que la corruption soit la cause et non pas l'effet. Ainsi, comme suggéré précédemment, il se peut qu'il y ait un rapportage plus élevé parmi ceux avec des niveaux d'instruction plus élevés, et non pas que le fait d'avoir acquis un meilleur niveau d'instruction rende victime d'un plus haut niveau de corruption. En fait, les deux peuvent être vrais. Il peut y avoir un excès de rapportage parmi les mieux instruits, et un sous-rapportage parmi les moins instruits, mais il se peut encore que les mieux instruits traitent plus avec la bureaucratie et en soient plus souvent les victimes. Ayant ces considérations à l'esprit, nous nous tournons vers l'analyse multivariable.

Les résultats confirment la majeure partie de l'analyse bi-variante que nous avons exécutée plus haut, à une exception près. L'éducation disparaît en tant que moyen de prédiction significatif de victimisation par la corruption, laissant l'urbanisation, le genre, la richesse et l'âge pour l'expliquer. Ainsi, notre souci particulier concernant l'éducation n'est plus de mise, puisqu'il s'avère que ce sont d'autres facteurs qui expliquent la variation des niveaux de la corruption. C'est-à-dire, ce sont les plus instruits qui sont les plus riches, et c'est en étant riche qu'il y a plus de probabilité d'être victime de la corruption.

Tableau 3-4. Régressions logistiques : Prédiseurs de victimisation par la corruption

		B	S.E.	Wald	df	Sig.	Exp(B)
Etape 1(a)	Ur (urbain/rural)	-.002	.101	.000	1	.985	.998
	q1 (genre)	-.179	.081	4.922	1	.027	.836
	Richesse	.041	.003	157.864	1	.000	1.042
	Age	-.056	.026	4.608	1	.032	.946
	Education	.099	.060	2.684	1	.101	1.104
	Constant	-1.392	.266	27.384	1	.000	.249

Ce que nous trouvons, c'est que la probabilité d'être victime est plus forte dans les zones urbaines, plus forte pour les hommes, plus forte pour les individus plus riches, et plus forte pour les jeunes. En termes de force des divers facteurs, la plus évidente est la richesse, une indication claire que

Résumé du Modèle

Etape	-2 Log probabilité	Cox & Snell R Square	Nagelkerke R Square
1	3693.773(a)	.079	.113

la bureaucratie sait lesquelles de ses nombreuses victimes ont «les poches les plus pleines» et sont donc les plus susceptibles de valoir l'effort d'être extorquées. Cette constatation a des implications économiques importantes, puisque vraisemblablement les citoyens riches

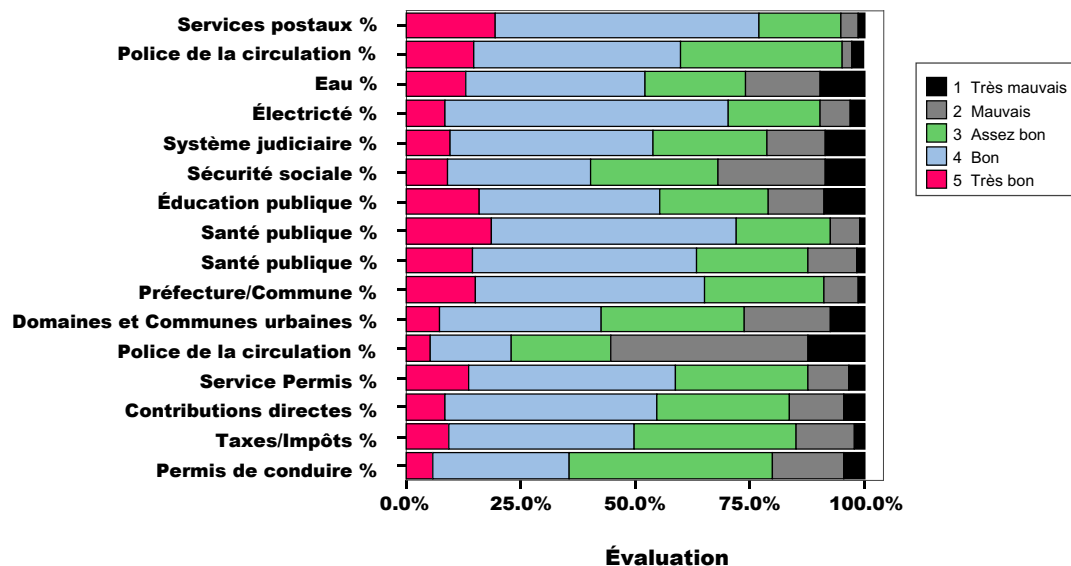
de Madagascar sont les plus susceptibles de faire des épargnes et des investissements, pourtant ce sont ceux qui sont supposés subir le « fouet » de la corruption le plus fortement en termes de probabilité d'être victimes. Il se peut que la proportion de leur revenu dépensée dans la corruption puisse être inférieure par rapport à celle des citoyens plus pauvres (un sujet que nous étudions plus tard dans ce chapitre), mais leur probabilité de souffrir d'une demande d'un pot-de-vin est plus forte.

3.4.4 Plaintes au sujet du système

L'enquête a demandé aux sondés s'ils s'étaient plaints au sujet des services qu'ils reçoivent. Ceci a été une question de suivi à une évaluation globale de la qualité de chaque service. L'équipe de recherche a décidé que si seulement les sondés répondaient «très pauvres» ou «pauvres» on leur demanderait alors s'ils avaient déposé une plainte au sujet du service. Nous pensons que des plaintes ne seraient probablement pas déposées par ceux qui ont trouvé le service «assez bon» ou «très bon,» objets des deux autres options.

Il s'est avéré que la plupart des sondés étaient tout à fait satisfaits du service qu'ils ont reçu. Généralement moins d'un parmi cinq sondés n'étaient pas heureux avec le service. Cela apparaît dans le graphique 3-14. Les réponses négatives sont montrées en noir et gris à l'extrême droite du graphique. Le graphique montre les sondés qui ont eu le contact avec le service et qui ont fourni une évaluation de ce service (c.-à-d., les «je ne sais pas» sont exclus). Sauf pour la police de la circulation, les réponses négatives représentent une petite minorité du total.

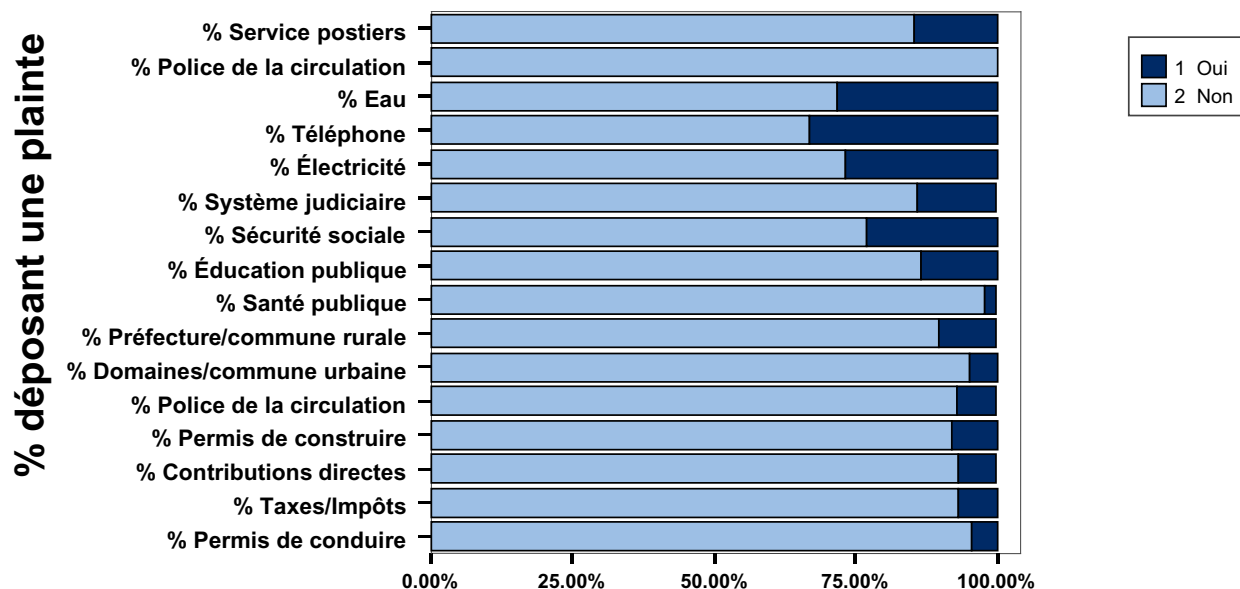
Graphique 3-14. Évaluation de la prestation des services parmi ceux qui ont eu le contact avec le(s) service(s) concerné(s)



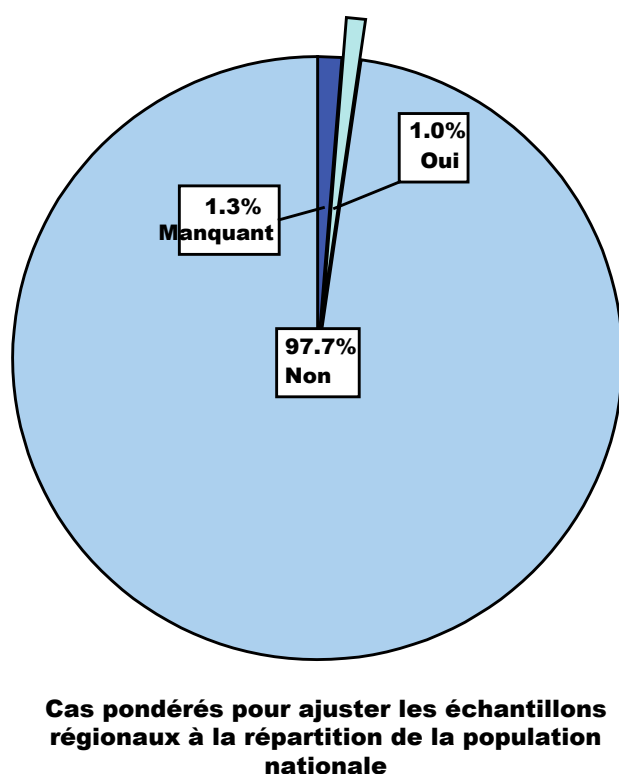
Peut-être parce que notre questionnaire a seulement interrogé les sondés au sujet des plaintes s'ils évaluaient le service négativement, ceux-ci ont rapporté que le nombre de plaintes déposés était très faible. D'autre part, il est difficile d'imaginer des évaluations positives produisant un nombre significatif de plaintes. Les résultats sont présentés dans le graphique 3-15. Comme on peut le voir, seulement une petite minorité de sondés avait formulé une plainte, même parmi le groupe de mécontents. Parmi ceux qui n'ont pas été satisfaits de leur service téléphonique, un tiers des usagers s'est plaint. L'eau et le service électrique ont fait l'objet de plaintes de plus d'un quart de leurs usagers. Mais,

parmi ceux qui n'ont pas été satisfaits de la police de la circulation, *il n'y avait aucune plainte*, peut-être en raison de la crainte de représailles, mais notre enquête ne nous permet pas de déterminer l'explication de ce faible niveau de rapportage.

Graphique 3-15. Plaintes déposées par ceux qui étaient mécontents des services : Ménages



Graphique 3-16. Le sondé a rapporté un pot-de-vin au cours de la dernière année (ménages et agents de l'État)



On ne devrait pas supposer que les plaintes visées soient reliées à la corruption. Au niveau national, seul 1% de tout l'échantillon, *y compris les agents de l'État*, a rapporté un pot-de-vin au cours de la dernière année, comme le montre le graphique 3-16.

3.4.5 Valeur des pots-de-vin

Une innovation importante dans l'approche de la Banque Mondiale pour mesurer la corruption a été l'obtention de données sur son coût effectif. Pour ce faire, des sondés qui ont rapporté qu'ils avaient été priés de payer un pot-de-vin ont été alors sollicités à déclarer combien ils avaient payé. C'est évidemment une question très sensible et qui pourrait engendrer un sous-rapportage significatif par ceux qui ne veulent pas déclarer le montant qu'ils ont payé. Néanmoins, nous rapportons cette information ici.

Les résultats montrés dans le tableau 3-5 sont triés de façon décroissante en termes de taille moyenne globale du pot-de-vin. Au total, nous avons eu des rapports de 1.377 pots-de-vin dans notre groupe de 3300 personnes. La valeur totale des pots-de-vin en francs malgaches (FMG) était de 66 118 730, ou en 7 307 dollars US au taux de change de décembre 2005. Nous croyons encore que c'est un sous-rapportage, mais nous n'avons aucune autre donnée pour estimer le degré de sous-rapportage. Sur une base *per capita*, ceci s'élève à 2.21 dollars par personne dans notre enquête, qui, si projeté sur l'ensemble de la population adulte de Madagascar, serait l'équivalent de 16.887.000 dollars en pots-de-vin payés annuellement.

Tableau 3- 5. Montant des pots-de-vin payés (en FMG) selon les ménages, Madagascar

	N	Minimum	Maximum	Montant	Moyenne
Système judiciaire	66	100	8,000,000	27,613,470	416,659
Police de la circulation	175	400	3,000,000	11,846,952	67,780
Domaines/Commune urbaine	199	100	4,000,000	8,565,393	43,034
Électricité	77	400	800,000	3,018,551	39,146
Permis de conduire	115	200	600,000	4,189,601	36,452
Téléphone	5	5,000	100,000	156,627	31,560
Sécurité sociale	18	100	300,000	529,189	30,039
Permis de construire	54	1,000	300,000	1,251,169	23,027
Eau	37	2,000	200,000	762,193	20,575
Contributions directes	83	400	300,000	1,436,851	17,311
Santé publique	137	60	300,000	2,328,246	17,024
Services postaux	15	100	200,000	235,028	15,390
Taxes/Impôts	187	200	150,000	2,759,613	14,768
Voirie	3	5,000	40,000	32,071	11,225
Éducation publique	64	200	50,000	561,595	8,818
Préfecture/commune rurale	142	100	200,000	832,181	5,851
Total	1,377	15,360	18,540,000	66,118,730	798,659

Dans notre enquête, le pot-de-vin minimum était de 15.360 FMG et le maximum 18.540.000 FMG. La plupart des pots-de-vin étaient assez petits. Dans la municipalité, par exemple, la moyenne était de seulement 5.851 FMG (ou de 65 cents US). Mais nous devons mettre ces chiffres en contexte; le revenu mensuel moyen dans notre enquête se situe entre 40.000 et 80.000 FMG.

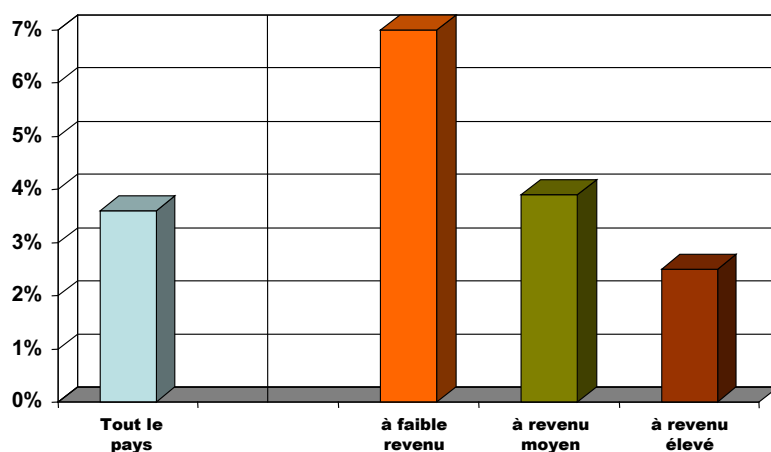
Il est important de noter que tandis que la population plus riche à Madagascar est plus probablement sollicitée à payer des pots-de-vin que les pauvres, le pourcentage du revenu annuel payé par les pauvres comme corruption est plus élevé que pour les riches, parmi ceux qui ont demandé un service public. Comme on peut le constater dans le graphique 3-17, les pauvres paient plus du double de leur revenu en pots-de-vin que les riches.

D'autre part, la corruption impose un autre coût aux citoyens : elle pourrait décourager des usagers à chercher les prestations auprès d'un fournisseur et

donc elle gêne l'accès des ménages aux services publics. Le graphique 3-18 montre le pourcentage des ménages qui ont eu besoin d'un service des prestataires publics mais qui ont décidé de s'en abstenir parce que les coûts supplémentaires hors service des pots-de-vin étaient trop élevés. Selon des rapports des ménages interviewés, la corruption a agi comme barrière en particulier quand on sollicite l'attention de la police de la circulation, du système judiciaire, des domaines et des communes urbaines.

Graphique 3-17. La corruption pénalise particulièrement les pauvres

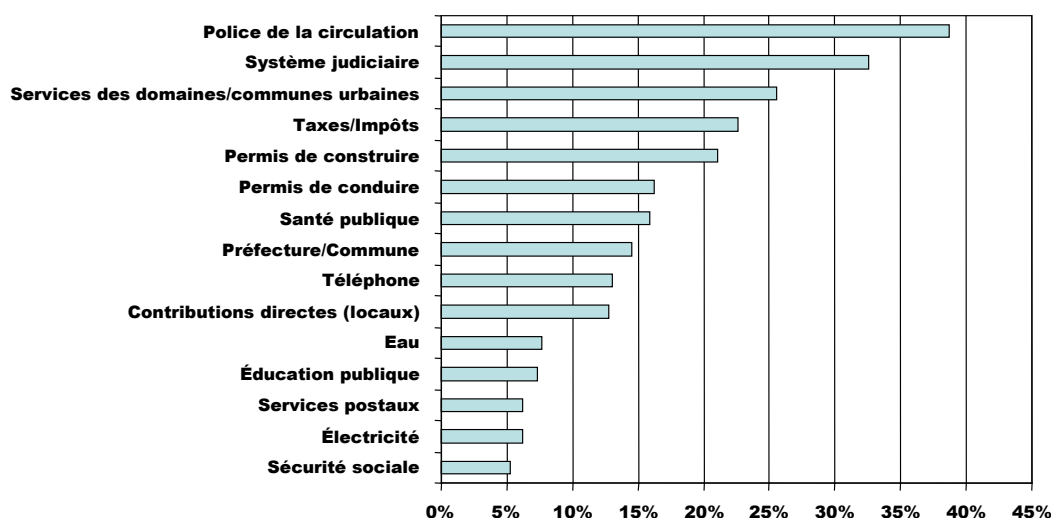
La corruption pénalise particulièrement les citoyens les plus pauvres (% des revenus annuels payés en pots-de-vin selon les ménages qui ont cherché à obtenir des services publics)



Note: Les chiffres sont calculés pour les usagers qui ont contacté une agence pour obtenir des renseignements. Ils sont présentés par groupes de revenu.

Graphique 3-18. Corruption comme obstacle aux services publics

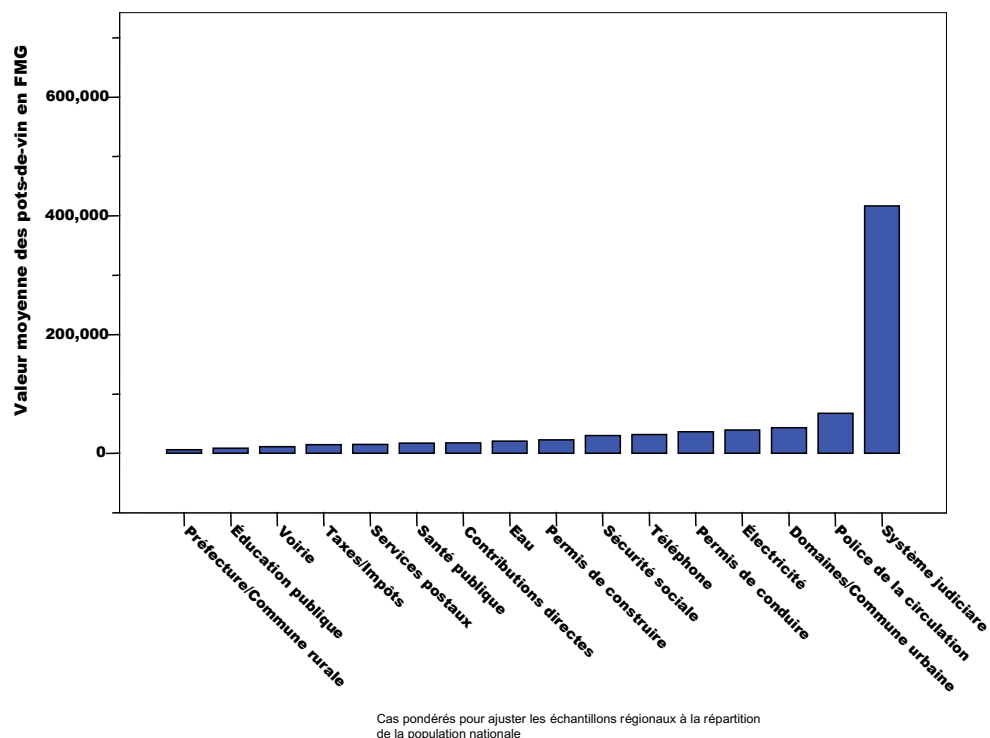
La corruption en tant qu'obstacles à l'accès aux services publics



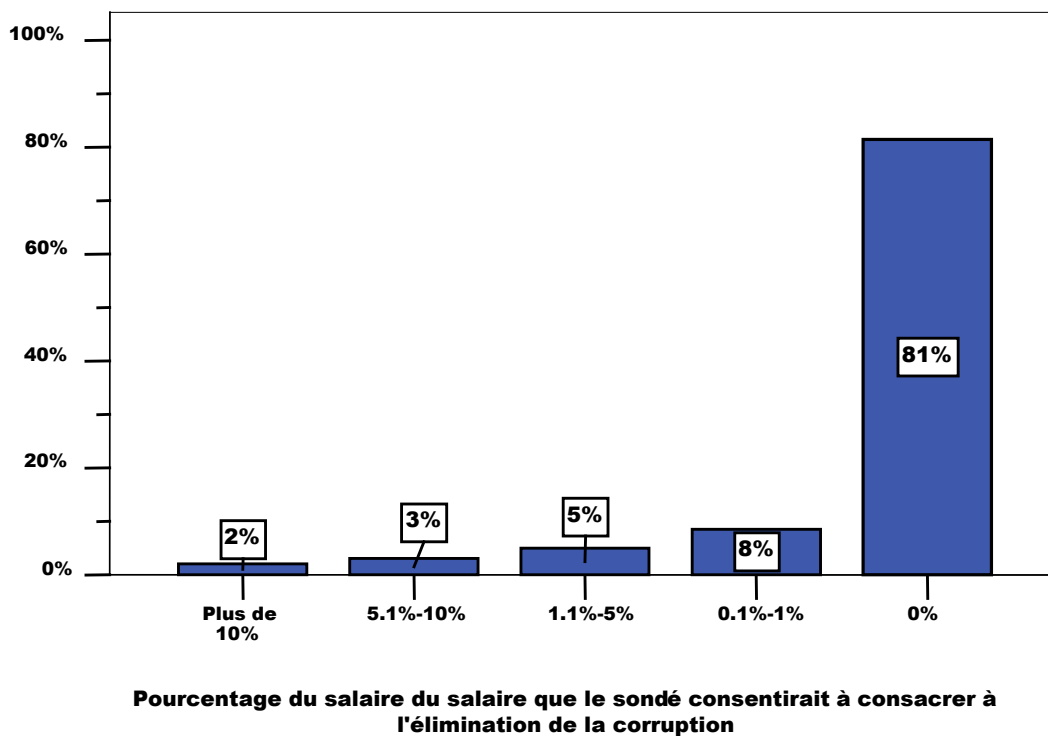
% des usagers ayant besoin d'un service mais ont décidé de ne pas chercher à l'obtenir parce qu'ils ne pouvaient pas se permettre les paiements non-officiels

En termes d'importance des pots-de-vin par agence, le système judiciaire était clairement au tout premier rang, avec un pot-de-vin moyen six fois plus élevé par rapport au service qui le suit (police de la circulation). On peut le voir plus clairement dans le graphique 3-19. En termes de fréquence, les services de l'enregistrement ont rapporté le plus grand nombre de pots-de-vin, suivi de près par les services des impôts sur le revenu et la police de la circulation (voir tableau 3-5).

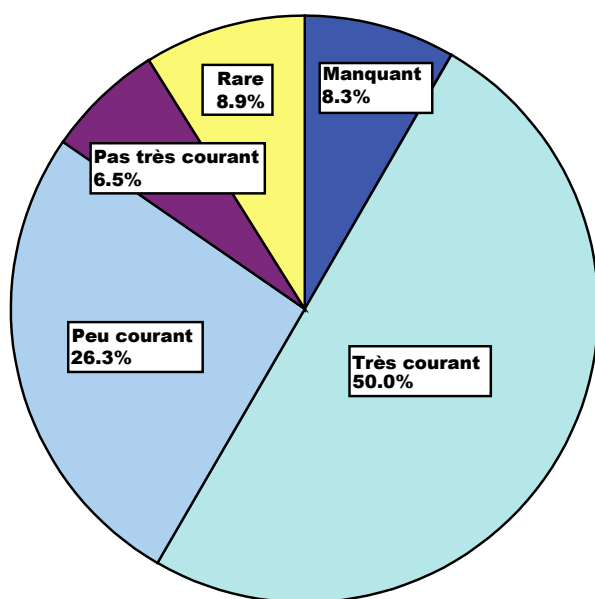
Graphique 3-19. La valeur des pots-de-vin (en francs malgaches) rapportée dans l'enquête de Madagascar



Graphique 3-20. Pourcentage de salaire que les sondés consacraient pour éliminer la corruption



Graphique 3-21. Perception de la fréquence de la pratique des pots-de-vin



Cas pondérés pour ajuster les échantillons régionaux à la répartition de la population nationale

3.4.6 Perception des solutions au problème de la corruption

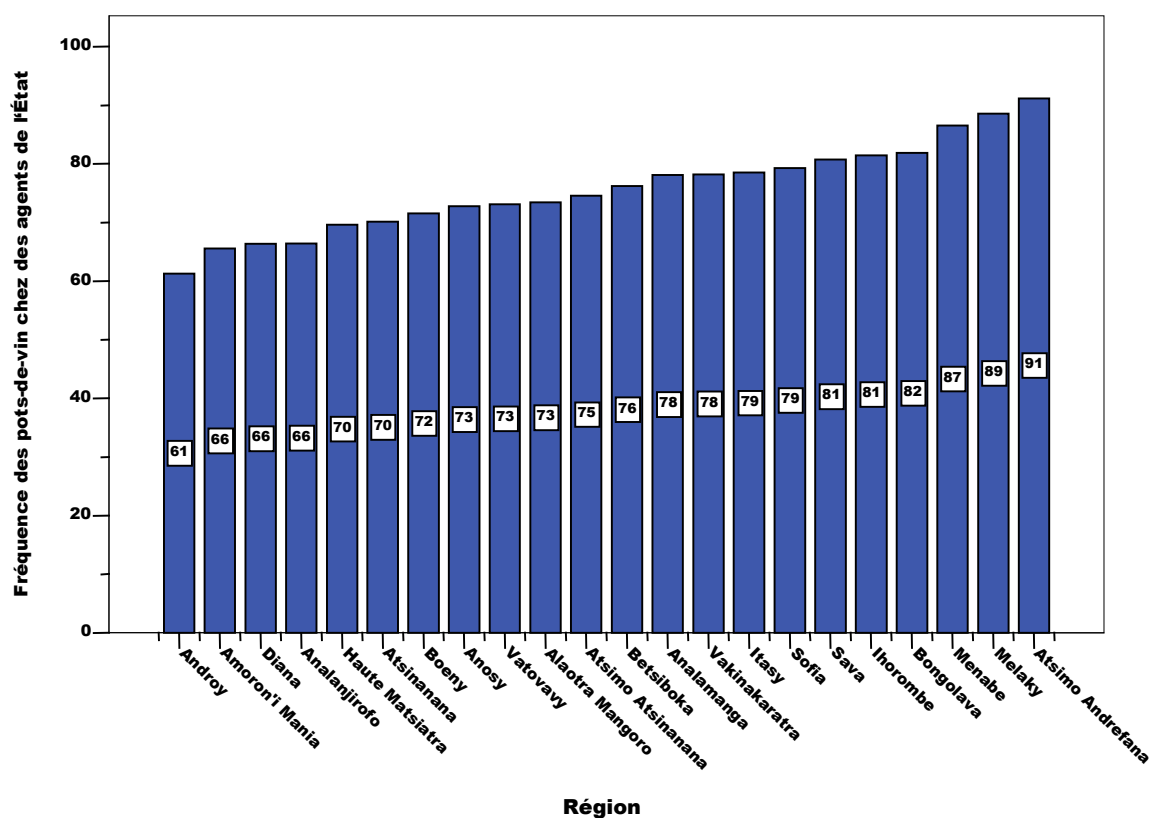
Disponibilité de payer pour une solution

L'enquête a essayé de déterminer quelles personnes à Madagascar étaient disposées à payer pour «éradiquer la corruption.» On en montre les résultats dans le graphique 3-20. Comme on peut le voir, quatre cinquièmes des sondés n'étaient pas disposés à dépenser quoi que ce soit pour réaliser ce but.

Une façon de juger la question plus vaste de la corruption est de s'enquérir de cette corruption directement. Nous avons demandé : «La corruption est-elle une pratique courante parmi les agents de l'État ?» et le graphique 3-21 fait état des résultats. Environ la moitié de la population a pensé que la corruption était très courante.

Examiné dans une perspective régionale, il y a une certaine variation. Androy a eu la plus basse perception du degré de corruption parmi les agents de l'État.

Graphique 3-22. Perception de la fréquence des pots-de-vin chez les agents de l'État, par région

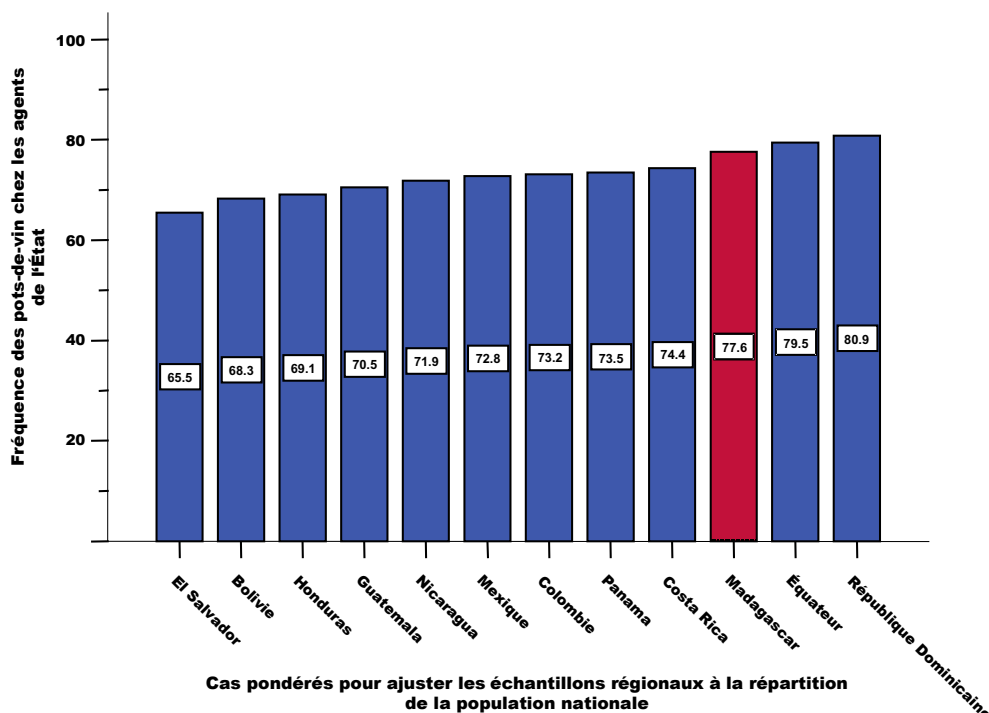


Cas pondérés pour ajuster les échantillons régionaux à la répartition de la population nationale

Il est utile pour comprendre ces résultats pour les placer dans la perspective comparative. On peut le faire en utilisant la base de données du Projet d'Opinion Publique Latino-Américain de l'Université de Vanderbilt (LAPOP). Les lecteurs intéressés peuvent consulter www.lapopsurveys.org < <http://www.lapopsurveys.org> > pour plus de détails sur ces bases de données.

On a posé la question de perception de corruption (EXC7) analysée ci-dessus d'une manière identique (sauf traduit en espagnol) en 2004 dans 11 pays latino-américains. Afin de comparer Madagascar à ces pays, nous nous concentrons exclusivement sur l'échantillon des ménages puisque l'échantillon des 11 pays latino-américains était constitué de ménages. Aucune donnée comparable n'existe pour le secteur public dans ces pays. Les résultats sont montrés dans le graphique 3-23. Il est important de faire plusieurs remarques au sujet de cette comparaison. D'abord, en regardant seulement les chiffres, il s'avère que la personne moyenne à Madagascar *perçoit* qu'il y a plus de corruption dans son pays que les citoyens moyens de la plupart des pays latino-américains, excepté l'Equateur et la République Dominicaine. En second lieu, les différences parmi les pays sur cette échelle 0-100 ne sont pas grandes, les points faibles étant 65.5 et le plus fort étant 80.9. Ceci signifie que pour tous les pays, le sondé moyen était susceptible de percevoir que la corruption était plutôt courante. Troisièmement, une recherche antérieure de LAPOP a prouvé que le lien entre la perception de la corruption et la corruption elle-même n'est pas particulièrement fort. En effet, il y a une certaine raison de suspecter que dans les pays où des efforts sont faits pour combattre la corruption en utilisant les médias, la perception de la corruption pourrait augmenter, même lorsque la corruption elle-même diminue (Seligson 2002a ; Seligson 2002b ; Seligson et Recanatini 2003).

Graphique 3-23. Perception de la corruption parmi les agents de l'État, par région



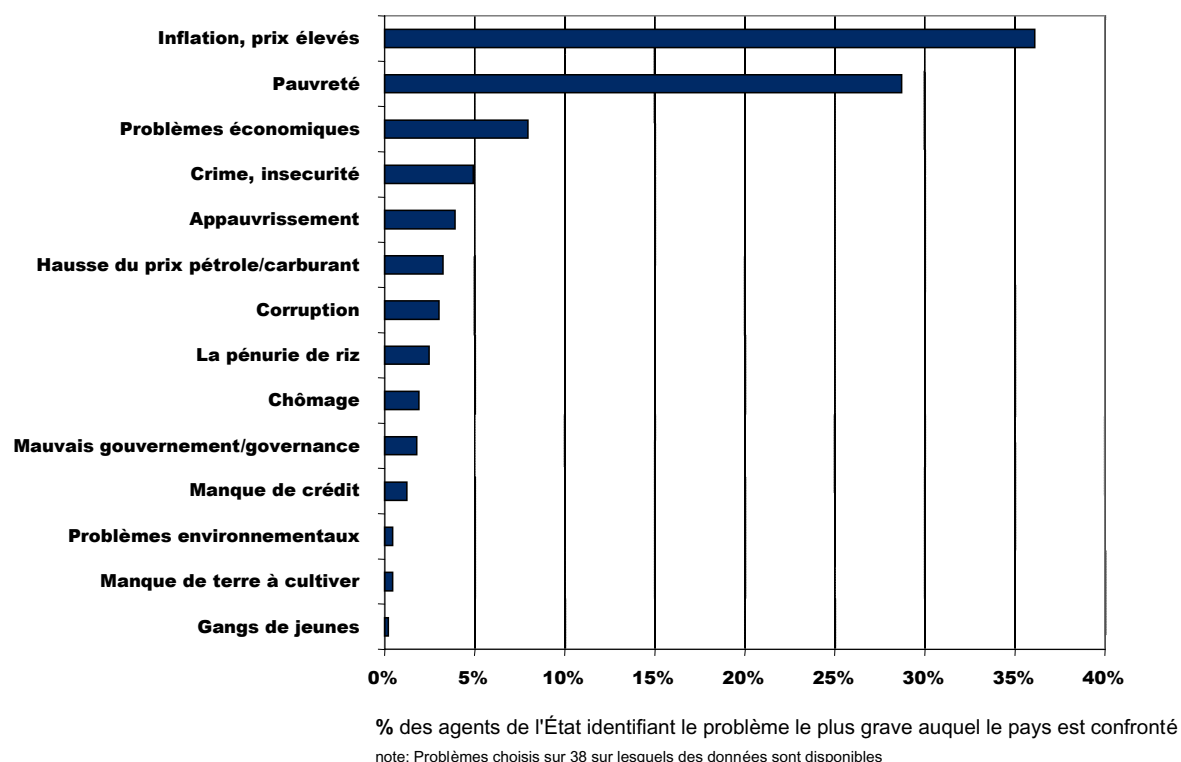
4.0 Résultats de l'enquête – Agents de l'État

Ce chapitre est divisé en deux grandes sections. La première discute des points de vue et des expériences des agents de l'État à Madagascar sur différentes dimensions de la gouvernance, tandis que la seconde compare Madagascar à certains pays africains. Pour une évaluation plus étendue de la qualité de la gouvernance, le Chapitre 5 compare les points de vue des agents de l'État avec ceux des usagers de services publics.

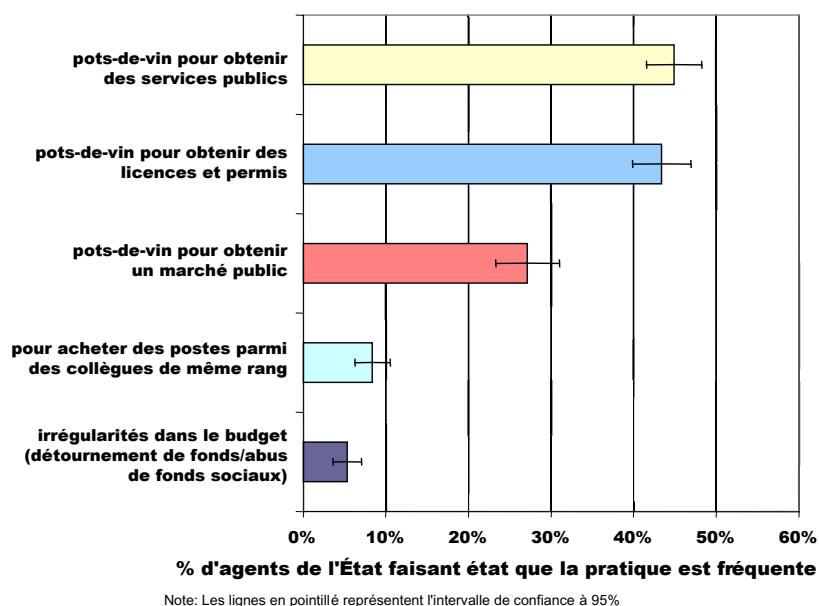
4.1 Les points de vue et les expériences des agents de l'État

Pour les agents de l'État à Madagascar, la corruption et la mauvaise qualité de gouvernance ne sont pas parmi les principaux problèmes affectant le pays (seulement 3 et 2 pour cent des sondés ont indiqué que ces deux facteurs constituaient les défis les plus sérieux pour le pays). Comme le montre le graphique 4-1, selon les agents de l'État, les principaux problèmes auxquels le pays fait face sont d'ordre économique: l'inflation et la pauvreté, et dans un moindre degré, les problèmes économiques en général, suivis par le crime / l'insécurité, l'appauvrissement et la hausse du prix des carburants. Nous nous hâtons d'ajouter que dans les enquêtes *Gouvernance et Diagnostic* effectuées dans d'autres pays, les agents de l'État classifient la corruption comme l'un des trois premiers problèmes affectant leur pays, d'habitude juste après l'inflation/la hausse du coût de la vie, tandis qu'à Madagascar, la corruption est classifiée bien plus loin. Toutefois, ces résultats ne signifient pas que la corruption n'est pas un problème, mais seulement que d'autres problèmes sont considérés plus pressants.

Graphique 4-1. Problème le plus grave se posant au pays, selon les agents de l'État.

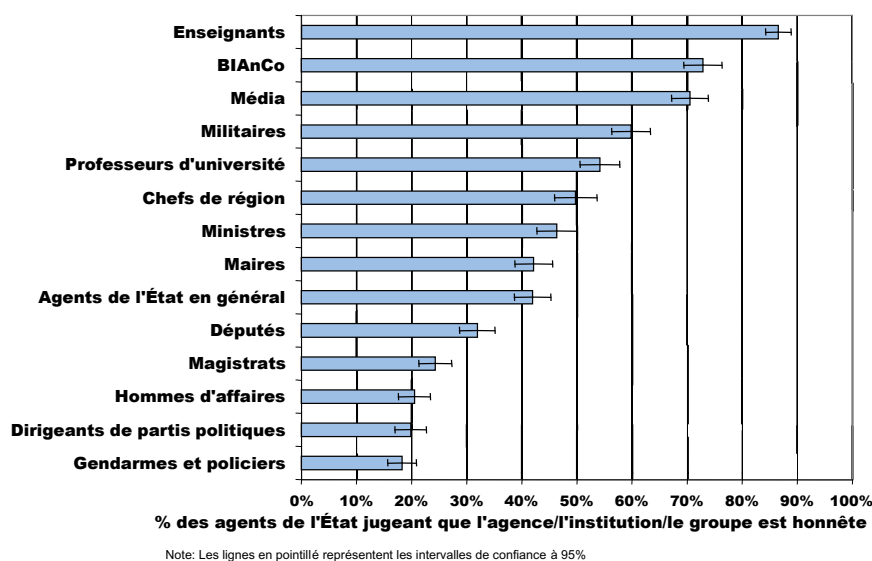


Graphique 4-2 Évaluation de la fréquence de corruption administrative



des différentes formes de corruption dans la conduite des affaires de l'administration publique – allant des pots-de-vin pour obtenir des services publics aux irrégularités dans la gestion budgétaire (malversation / détournement de fonds). Le graphique 4-2 résume leurs évaluations. Tandis que les pots-de-vin pour obtenir des services, licences et permis de la part des prestataires sont indiqués par 45 et 44 pour cent respectivement comme fréquents, seuls 5 pour cent considèrent que le détournement de fonds est une occurrence fréquente dans le secteur public. Selon ce rapport, la pratique de l'achat de poste dans le secteur public ne semble pas être un sérieux défi à Madagascar.

Graphique 4-3. Perception du niveau de corruption dans différentes institutions, selon les agents de l'État



On a demandé aux agents de l'État d'évaluer l'honnêteté des différents acteurs de la vie nationale. Leurs opinions sont résumées dans le Graphique 4-3. Les sondés considèrent les enseignants dans les écoles, le Bureau Indépendant Anti-Corruption (BIAnCo) et les médias comme les groupes les plus honnêtes à Madagascar. Par contre, les hommes d'affaires, les dirigeants des partis politiques et la police semblent être les acteurs nationaux les moins honnêtes, du point de vue des agents de l'État.

4.2 Gouvernance et Indicateurs de corruption

Les réponses des agents de l'État sur la performance de diverses agences publiques à Madagascar, collectées à travers l'enquête de diagnostic nous permettent d'explorer les principaux aspects institutionnels et aussi d'explorer les relations de ces arrangements institutionnels avec les niveaux de corruption telle que l'administration publique dans le pays l'a vécue.

En particulier, il est possible d'analyser les diverses dimensions de la gouvernance, telle que l'existence de mécanismes d'audit, le degré de l'application et la qualité des règles, la disponibilité et la qualité des ressources, la transparence, la portée de la voix des citoyens, la performance dans la prestation de service et la politisation du secteur public et ses relations avec la corruption. La description détaillée de la méthodologie utilisée dans le calcul de la gouvernance et les indicateurs de corruption, et la définition exacte de chaque indicateur sont fournies dans l'Annexe 5. Les données en profondeur collectées à Madagascar nous permettent non seulement d'explorer ces dimensions de la gouvernance pour le secteur public dans l'ensemble, mais aussi d'analyser les disparités entre les régions et entre les agences publiques. Afin de mieux comprendre comment le secteur public fonctionne dans le pays, les réponses des agents de l'État étaient groupées selon le type d'agence dans laquelle ils travaillent, ce qui a donné 11 groupes. Nous avons par la suite calculé la gouvernance et les indicateurs de corruption pour ces 11 groupes.

L'analyse est effectuée à travers la construction des indicateurs mesurant la gouvernance et la corruption. Les indicateurs peuvent prendre des valeurs entre 0 et 100. Pour les interpréter, il est important de se souvenir que, plus la valeur de l'indice de corruption monte, plus le problème est grave. Réciproquement, plus la valeur de l'indicateur de gouvernance monte, plus la qualité de cette dimension particulière de gouvernance s'améliore.

Selon les résultats de l'enquête sur le secteur public, les principaux défis pour l'administration publique de Madagascar sur la gouvernance ont trait à l'étendue à laquelle les décisions relatives au personnel et au budget sont ouvertes à l'examen du public; mais aussi dans quelle mesure les mécanismes pour effectuer un audit sur

Tableau 4-1. Indicateurs de gouvernance par groupe d'agences, à partir des réponses des agents de l'État

Groupe d'agences	Accès des pauvres	Mécanismes d'audit	Transparence des décisions	Politisation	Qualité des règles	Transparence	Méritocratie
Min chargés de l'éducation	73	65	63	18	70	66	67
Min de la Santé	60	67	60	14	71	64	76
Min chargés des affaires sociales	67	72	54	16	73	75	69
Min chargés des arrangements institutionnels	45	62	56	12	71	66	87
Min de la Police	83	73	70	11	77	75	79
Min de la Justice	54	68	58	17	69	65	69
Min chargés des infrastructures	69	58	44	22	72	51	58
Min chargés de l'agriculture, environnement	67	68	62	14	71	69	78
Min chargé de l'économie	69	68	64	12	77	71	77
Communes	73	69	67	20	73	75	71
Présidence & Primature	67	68	63	20	73	72	84
Ensemble du pays	68	67	62	16	72	68	73

ces décisions existent et à quelle mesure de transparence ces dernières sont effectuées (Tableau 4-1). Afin de mieux comprendre la corruption, nous avons séparé l'indicateur pour la corruption globale en cinq sous-types de corruption: corruption au niveau du personnel, corruption budgétaire, corruption pour obtenir des contrats avec le gouvernement, corruption administrative et la captation de l'État. Les preuves issues des données collectées suggèrent que les principaux défis auxquels Madagascar fait face ont trait à la corruption administrative ainsi que dans la captation de l'État par des intérêts privés. (Voir Tableau 4-2).

Un codage par couleur des groupes d'agences a été utilisé pour faciliter la lecture des résultats:

Les groupes d'agences en vert ont le score le plus élevé dans l'indicateur de gouvernance.

Les groupes d'agences en rouge ont le score le plus bas dans l'indicateur de gouvernance.

Tableau 4-2. Indicateurs de gouvernance par groupe d'agences, à partir des réponses des agents de l'État

Groupe d'agences	Corruption globale	Corruption relative au personnel	Corruption relative au budget	Corruption relatives aux marchés	Corruption administrative	Captation de l'État
Min chargés de l'éducation	33	20	12	43	55	48
Min de la Santé	37	13	11	45	55	53
Min chargés des affaires sociales	29	11	8	22	52	37
Min chargés des arrangements institutionnels	46	4	9	50	65	68
Min de la Police	27	11	8	30	47	33
Min de la Justice	33	12	9	37	57	41
Min chargés des infrastructures	33	17	16	30	51	52
Min chargés de l'agriculture, environnement	35	12	12	37	55	53
Min chargé de l'Économie	40	9	9	43	61	58
Communes	35	8	12	34	52	55
Présidence & Primature	34	13	8	40	47	50
Ensemble du pays	35	13	11	38	55	50

Les indicateurs ci-dessus prennent des valeurs entre 0 et 100. Pour les interpréter, ne pas oublier que plus la valeur de l'indice de corruption monte, plus le problème est sérieux. Un codage par couleur des groupes d'agences a été utilisé pour faciliter la lecture des résultats:

Les groupes d'agences en vert ont le score le plus bas dans l'indicateur de corruption.

Les groupes d'agences en rouge ont le score le plus élevé dans l'indicateur de corruption.

4.2.1 Gestion du personnel

Les réponses des agents de l'État suggèrent que pour l'administration publique malgache, les plus grands défis auxquels fait face le système de gestion du personnel sont relatifs à l'absence d'ouverture dans les décisions prises par l'agence et de mécanismes d'audit adéquats. Soixante-trois pour cent des responsables considèrent que les décisions relatives au personnel sont ouvertes à l'examen du public issu de l'intérieur autant que de l'extérieur de l'institution. De même, 67 pour cent des sondés considèrent que dans ce

domaine, leurs agences ont des mécanismes internes et externes pour l'audit des décisions sur le personnel, prises par leur institution.

Par contre, les agents de l'État considèrent que les décisions sur le personnel sont basées sur un système de mérite (73 pour cent) et considèrent que les règles régissant la gestion du personnel sont formellement écrites, bien communiquées et comprises par les employés du secteur public, et n'imposent aucun fardeau administratif pour le système. Qui plus est, selon les réponses des responsables, les agents de l'État ne viennent pas souvent du secteur privé pour rejoindre le secteur public. Ces caractéristiques du système d'administration du personnel pourraient aider à expliquer le fait que selon les indicateurs établis dans cette étude, la corruption dans le personnel n'est pas l'un des défis les plus graves auxquels Madagascar fait face. Quand on leur posait des questions sur la pratique de l'achat de postes dans le secteur public, les réponses des agents de l'État suggéraient que ce n'était pas très fréquent et il ne semble pas y avoir une différence considérable entre les niveaux hiérarchiques dans l'administration publique malgache.

Les indicateurs montrent qu'il existe d'importantes différences dans la manière dont chaque groupe d'agences opère; par exemple, les ministères chargés des aspects infrastructure, sur lesquels des données sont disponibles, font face à d'importants défis dans le volet gestion du personnel par rapport à la transparence et l'ouverture des décisions ainsi que dans l'existence de mécanisme d'audit. Bien que la politisation ne semble pas constituer l'un des plus grands problèmes affectant le secteur public malgache dans l'ensemble, c'est le cas pour les gouvernements locaux, où les décisions sur le personnel semblent souvent être influencées par une pression politique (Tableau A5-1 en annexe).

4.2.2 Gestion budgétaire

En analysant les ressources de gestion budgétaire dans l'administration publique de Madagascar, les responsables considèrent que les règles régissant le processus budgétaire sont formellement écrites, simples, claires et faciles à comprendre, mais que le plus grand défi réside dans le fait que les décisions ne sont pas ouvertes à l'examen du public. Un examen plus précis révèle que le manque d'ouverture dans les décisions budgétaires représente un défi important pour les ministères chargés du secteur de l'infrastructure. Quand on posait aux responsables des questions sur des pratiques telles que le détournement de fonds et les pots-de-vin destinés à influencer les décisions budgétaires, ils ont indiqué que ces pratiques constituent un défi pour plusieurs agences et spécialement pour ces ministères.

Il serait utile de comprendre comment les règles régissant les décisions budgétaires au niveau des gouvernements locaux sont conçues parce que selon les rapports des agents de l'État, ils ont de bons résultats dans ce domaine.

4.2.3 Prestation de service et mécanismes de voix des citoyens tels que les agents de l'État les voient

Dans l'ensemble, les agents de l'État malgaches considèrent que leurs agences offrent des services de bonne qualité, donne entière satisfaction aux usagers et assurent leurs services à un coût relativement faible. Toutefois, comparé à d'autres agences pour lesquelles des données sont disponibles, le ministère de la Justice pourrait améliorer la manière dont il offre ses services aux usagers. Paradoxalement, selon les responsables de ce ministère, les règles régissant la prestation de service dans leur agence existent bel et bien et sont formellement écrites, ce qui pourrait suggérer que le problème se trouve dans l'application de telles règles. La manière dont les responsables évaluent la qualité des services publics s'accorde avec les rapports des usagers interviewés dans ce diagnostic

de la gouvernance: en moyenne, les usagers interviewés étaient satisfaits du service qu'ils ont obtenu de la part des seize prestataires, et les services fournis par le système judiciaire sont parmi ceux qui ont obtenu les scores les plus faibles.

La corruption administrative, comprise comme étant le recours très répandu aux pots-de-vin pour obtenir des services publics, licences et permis constitue l'un des plus grands défis auxquels fait face le secteur public à Madagascar, particulièrement pour les Ministères de l'Intérieur et de la Réforme administrative, des Affaires étrangères, de la Fonction publique et le Ministère de l'Economie. (Tableau 4-2). Fait intéressant, selon les agents de l'État, payer un pot-de-vin pour obtenir un service ne garantit pas à l'utilisateur qu'il/elle va obtenir le service recherché.

Quand on leur posait une question sur l'existence de mécanismes à travers lesquels les usagers peuvent exprimer leurs préférences et sur l'existence des mécanismes pour rendre en considération les besoins et le feedback des usagers, ils ont indiqué que lesdits mécanismes existent. Les rapports des agents de l'État indiquent que ces mécanismes sont bien développés au sein des Ministères de l'Industrialisation et du Commerce, des Télécommunications et de l'Énergie et des Mines.

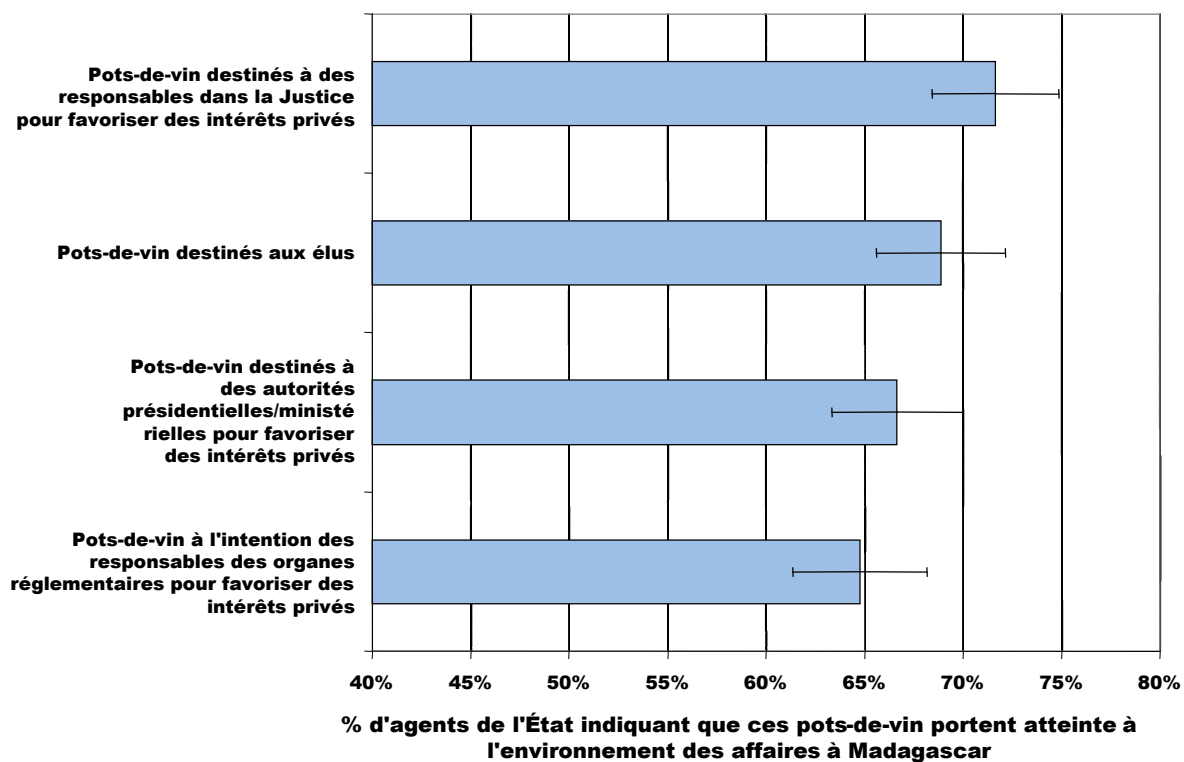
4.2.4 Disponibilité du capital humain, des ressources physiques et financières dans le secteur public de Madagascar

L'indicateur mesurant le pourcentage de cas dans lesquels le capital humain, les ressources physiques et financières étaient considérés adéquats est de 47, ce qui suggère que, même si en moyenne, ces limitations n'imposent pas de contraintes sévères pour le fonctionnement normal de la performance de l'administration publique, des domaines restent à améliorer. Toutefois, certaines agences semblent être relativement mieux loties que d'autres, tel est le cas de la Présidence, de la Primature et de la Vice-Primature. Par contre, les rapports des responsables du Ministère de la Police nationale suggèrent que l'absence de ressources adéquates leur impose une contrainte considérable. (Tableau 4-2). De l'autre côté, la non-satisfaction sur le salaire est très courante parmi les agents de l'État à Madagascar, dont environ 80 pour cent indiquent que le niveau de salaire et d'avantages obtenus n'est pas satisfaisant. Dans l'ensemble, les salaires sont payés à temps aux responsables et presque 74 pour cent des sondés ont indiqué ne jamais avoir eu l'expérience de retard de leur salaire au cours de l'année précédant l'interview.

4.2.5 Captation de l'État

Les agents de l'État à Madagascar rapportent que les pots-de-vin sont souvent utilisés pour définir la forme de postes-clé au sein du gouvernement (niveau supérieur du judiciaire, de l'exécutif et du législatif) dans le but de favoriser des intérêts privés. Le problème semble être particulièrement sévère au sein des ministères de l'Intérieur et de la Réforme administrative, de la Fonction publique et des Affaires étrangères (Tableau 4-2). Qui plus est, comme le montre le graphique 4-4, les agents de l'État indiquent que l'environnement des affaires à Madagascar est affecté de manière défavorable par les pots-de-vin destinés à favoriser des intérêts privés, surtout pour les pots-de-vin à l'intention des responsables dans la Justice et les élus.

Graphique 4-4. Effet des pots-de-vin sur l'environnement des affaires, selon les agents de l'État



Note: Les lignes en pointillés représentent les intervalles de confiance à 95%

4.2.6 Approvisionnement

Vingt-sept pour cent des sondés considèrent que les pots-de-vin destinés à obtenir des contrats publics avec le gouvernement sont fréquents (Graphique 4-2). Les responsables indiquent qu'en moyenne, seulement 5 pour cent des contrats impliquent des gratifications mais 17 pour cent de la valeur du contrat est payé comme pot-de-vin destiné à se faire allouer le contrat d'approvisionnement. Si l'on s'en tient aux indicateurs de gouvernance et de corruption calculés ci-dessus, les ministères de l'Intérieur et de la Réforme administrative, celui la Fonction publique et celui des Affaires étrangères font face au plus grand défi dans ce domaine. De l'autre côté, les règles régissant le processus d'approvisionnement dans l'administration publique malgache sont formellement écrites, ce qui suggère que des réformes dans ce domaine pourraient être plus utiles si on les orientait afin de garantir plus d'applicabilité et de responsabilité des processus existants.

4.2.7 La performance de l'Administration publique n'est pas la même dans les différentes Provinces

Le Tableau 4-3 ci-dessous montre les indicateurs de gouvernance et de corruption calculés à partir des réponses des agents de l'État pour chacune des six provinces à Madagascar. Les indicateurs suggèrent que la gouvernance se comporte de manière hétérogène parmi les agences publiques et les diverses dimensions de gouvernance. Les différences sont plus évidentes dans les dimensions telles que l'accès des pauvres aux services fournis par leurs institutions, l'application des règles régissant le personnel et les décisions budgétaires, la fréquence à laquelle les responsables font la rotation entre le secteur privé et le secteur public, la corruption administrative et la corruption dans les contrats avec le gouvernement. Les agents de l'État à travers tout Madagascar semblent partager leur évaluation sur l'existence de mécanismes d'audit dans leurs institutions, la mesure à laquelle les décisions sur le personnel sont basées sur la méritocratie et le recours généralisé à la corruption dans les pratiques budgétaires comme le révèle le faible niveau de variation de ces indicateurs.

En termes de gouvernance, le plus grand défi pour les provinces d'Antananarivo et de Toamasina est lié à l'étendue à laquelle les décisions relatives au personnel et au budget sont ouvertes à l'examen public. La province de Mahajanga devrait se concentrer sur la mise à disposition de plus de mécanismes par lesquels les usagers expriment leurs plaintes et feedbacks aux prestataires, alors que selon les rapports des agents de l'État, la province de Toliara pourrait considérer de favoriser davantage l'accès des pauvres aux services publics. Le plus grand défi pour la province d'Antsiranana est l'étendue à laquelle les décisions concernant le personnel et le budget sont influencées par la pression politique. La province de Fianarantsoa obtient de très bons résultats dans chacune des dimensions de gouvernance analysées.

Tableau 4-3. Indicateurs de gouvernance et de corruption par province, basés sur les réponses des agents de l'État

Province	Antananarivo	Fianarant	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsirana	Ensemble du pays
Accès des pauvres aux services	65	71	66	78	65	67	68
Mécanismes d'audit	65	71	69	67	67	66	67
Transparences des décisions liées au personnel	59	70	63	63	61	65	62
Politisation	16	14	16	13	16	26	16
Qualité des règles	71	77	76	68	69	71	72
Transparence	66	73	72	67	69	72	68
Voix	74	75	72	66	72	70	72
Méritocratie	73	77	74	69	71	73	73
Corruption globale	36	30	31	37	38	41	35
Corruption liée au personnel	13	11	9	13	15	24	13
Corruption liée au budget	12	12	10	12	12	10	11
Corruption liée aux marchés publics	38	31	44	41	38	48	38
Corruption administrative	58	47	45	56	58	56	55
Captation de l'État	51	44	46	54	53	57	50

En ce qui concerne la corruption, toutes les provinces sauf Antsiranana font face à leur plus grand défi dans la propagation de la corruption administrative; celle-ci est particulièrement grave dans les provinces d'Antananarivo et de Toliara. En même temps, la corruption dans les lois, décrets, règlements et décisions judiciaires constitue le plus grands défi pour la province d'Antsiranana.

Les indicateurs ci-dessus prennent des valeurs entre 0 et 100. Pour les interpréter, il est important de se souvenir que:

-Plus la valeur de l'indicateur de gouvernance monte, meilleure est la qualité de cette dimension.

-Plus la valeur de l'indice de corruption monte, plus le problème est grave.

Un codage par couleur des groupes d'agences a été utilisé pour faciliter la lecture des résultats:

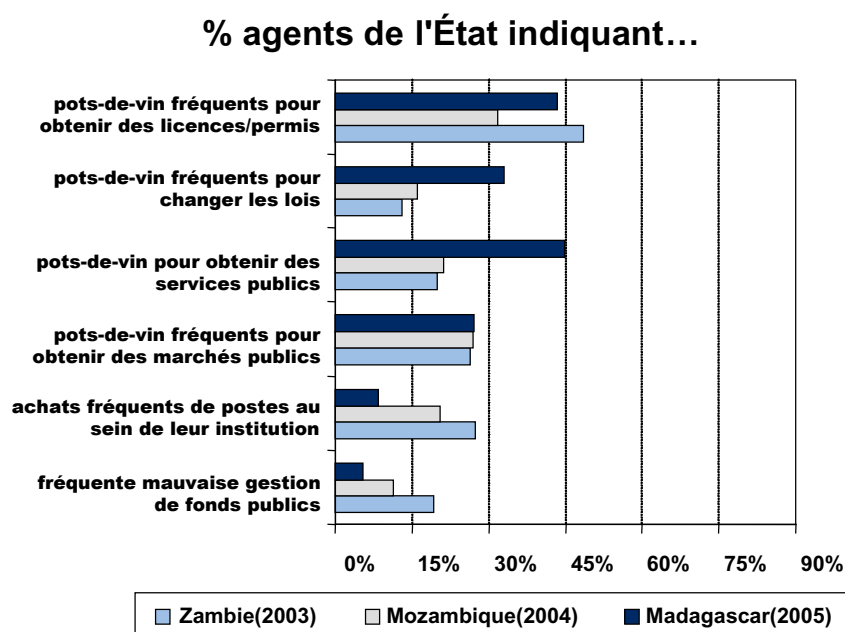
Les provinces en vert ont le score le plus élevé dans l'indicateur de gouvernance et le score le plus faible dans l'indicateur de la corruption.

Les provinces en rouge ont le score le plus faible dans l'indicateur de gouvernance et le score le plus élevé dans l'indicateur de la corruption.

4.3 Madagascar comparé à d'autres pays africains

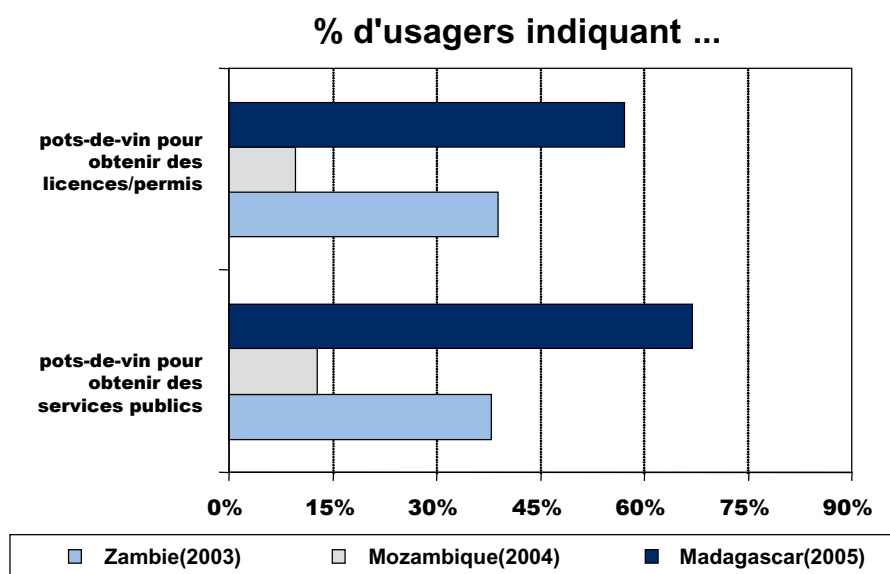
Chaque pays fait face à son propre défi dans le domaine de la gouvernance et c'est pourquoi il est si important de comprendre le phénomène avant d'adopter des mesures destinées à l'améliorer et de restreindre la corruption. Le graphique 4-5 décrit à quel point les différents types de corruption sont répandus à Madagascar, au Mozambique et en Zambie selon les agents de l'État issus de ces pays. Selon les sondés, le plus grand défi de la Zambie et du Mozambique est relatif au recours très répandu aux pots-de-vin pour obtenir des licences et des permis; suivi dans le cas du Mozambique par le recours très répandu aux pots-de-vin pour obtenir des contrats avec le gouvernement et dans le cas de la Zambie par l'achat de postes dans l'administration publique. Madagascar, d'un autre côté, fait actuellement face à son plus grand défi dans le domaine de la prestation de service suivie par l'étendue à laquelle les pots-de-vin peuvent être utilisés pour altérer les lois et décrets.

Graphique 4-5. Étendue de la corruption selon les agents de l'État. Madagascar comparé à des pays sélectionnés



Source: Enquêtes sur la Gouvernance et les diagnostics anti-corruption (2003-2004). Pour de plus amples détails, visiter <http://www.worldbank.org/wbi/governance/capacitybuild/d-surveys.html>

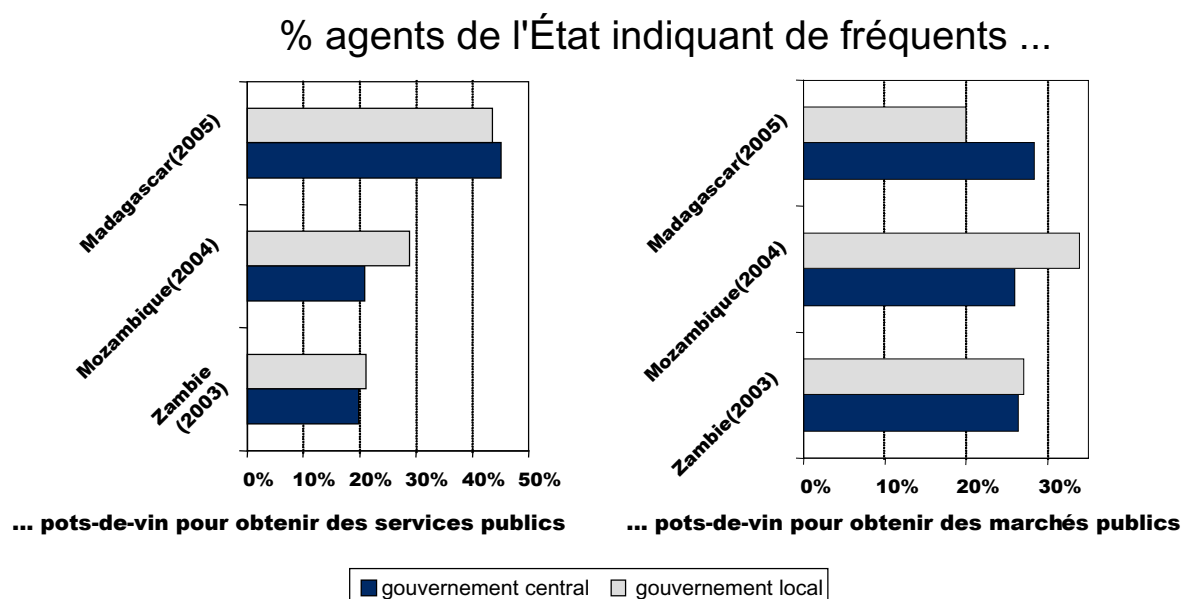
Graphique 4-6. Corruption dans les services publics, permis et licences, selon les ménages. Madagascar comparé à des pays sélectionnés



Le graphique 4-6 décrit les rapports des ménages dans ces pays sur l'étendue de la corruption pour obtenir des services publics, des permis et licences. Ces rapports dévoilent aussi des différences entre les pays. Tandis qu'au Mozambique et en Zambie, le pourcentage des ménages indiquant des pots-de-vin fréquents pour obtenir des services publics n'est pas considérablement plus important que le pourcentage d'utilisateurs indiquant des pots-de-vin fréquents pour obtenir des licences et des permis ; à Madagascar, la différence est notable -10 points de pourcentage.

Des hétérogénéités apparaissent aussi dans la manière dont les gouvernements local et central opèrent dans ces pays. Le Graphique 4-7 montre l'étendue de la propagation de la corruption dans l'approvisionnement public et dans la prestation de services publics au sein des gouvernements locaux, par rapport aux gouvernements centraux, selon les agents de l'État issus de chaque niveau de gouvernement dans ces pays.

Graphique 4-7. Corruption dans les services publics et corruption au sein de l'approvisionnement public dans le gouvernement local et central, selon les agents de l'État. Madagascar comparé à certains pays sélectionnés.



Au Mozambique, la corruption destinée à obtenir des services publics semble constituer un plus grand défi pour les gouvernements locaux que pour le gouvernement central, tandis qu'à Madagascar et en Zambie, ce type de corruption semble être réparti de manière équitable parmi les deux niveaux de l'administration publique.

Les rapports des agents de l'État au sein du gouvernement local et central de Madagascar et du Mozambique montrent qu'il existe des différences importantes dans la manière dont la corruption se propage au sein de l'approvisionnement public est parmi les différents niveaux. Selon ces rapports, la fréquence de pots-de-vin pour obtenir des contrats avec le gouvernement à Madagascar est plus élevée au niveau central qu'au niveau local. Par contre, dans le cas du Mozambique, cette forme de corruption semble être plus propagée au niveau local. En même temps, les agents de l'État issus de la Zambie n'indiquent aucune différence considérable entre l'administration centrale et locale dans la manière dont la corruption se propage au sein de l'approvisionnement public.

Références

Kaufmann, D., G. Mehrez, et T. Gurgur. (2002). «Voix de la gestion du secteur public? Une investigation empirique de la performance du secteur public, basée sur une enquête auprès des agents de l'État».

Pour de plus amples détails sur le diagnostic en profondeur de la gouvernance au sein de l'Institut de la Banque Mondiale, veuillez visiter l'adresse suivante : <http://www.worldbank.org/wbi/gouvernance/capacitebuild/index.html>

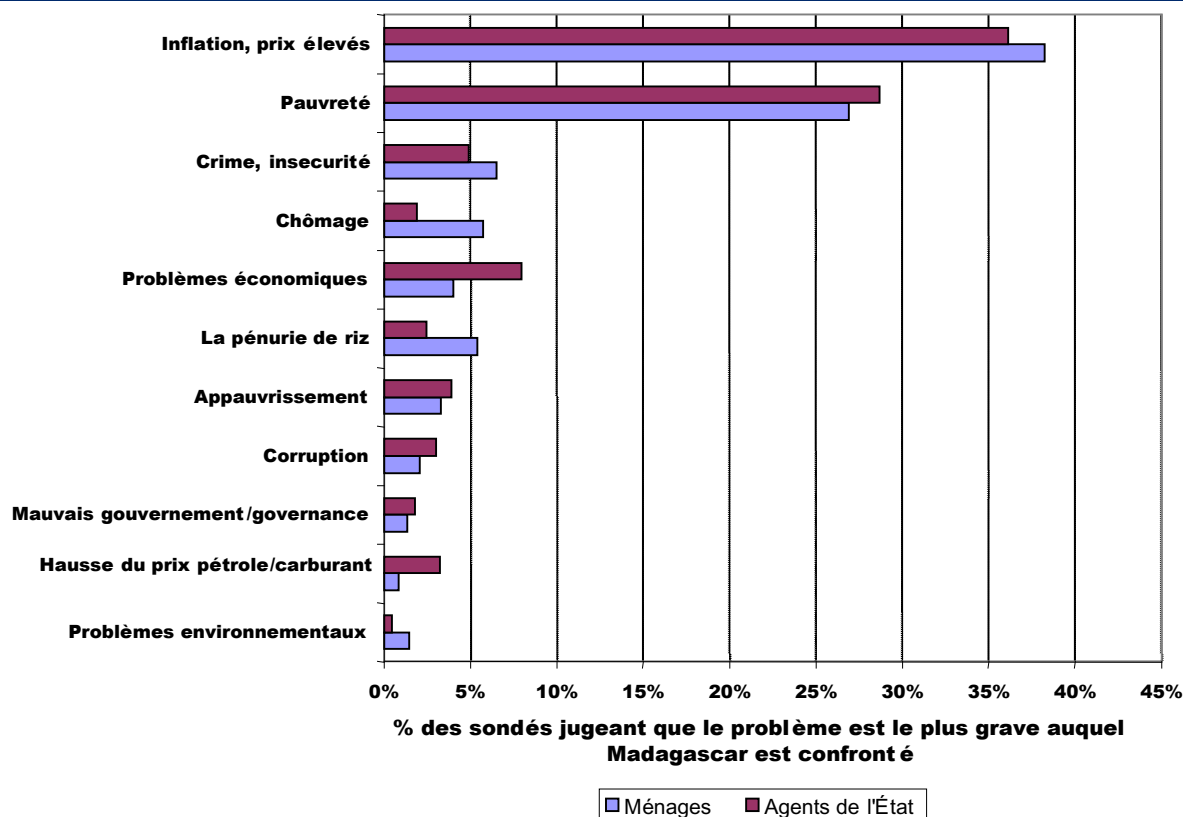
5.0 Agents de l'État et ménages: comparaison de leurs points de vue

L'objectif de ce chapitre est de rassembler les points de vue et les expériences de ceux qui représentent l'administration publique à Madagascar, c'est-à-dire les échantillons d'agents de l'État et les expériences des gens qui ont traité avec l'État pour la prestation de services publics, en d'autres termes, les échantillons de ménages.

Pour les agents de l'État ou les usagers, la corruption et la gouvernance ne figurent pas parmi les premiers défis auxquels le pays fait face (graphique 5-1): ces deux groupes considèrent de loin l'inflation et la pauvreté comme les problèmes les plus graves pour le pays.

L'avis des ménages et des agents de l'État coïncident sur le degré auquel ils considèrent l'honnêteté des différents acteurs dans la vie des Malgaches. Plus de 70 pour cent des sondés dans chaque groupe considèrent les enseignants des écoles, le *Bureau Indépendant Anti-Corruption* (BIAnCo) - et les médias comme honnêtes. A l'autre extrême, ces deux groupes accordent une mauvaise note à la police, aux directeurs de partis politiques et aux magistrats; moins de 30 pour cent des sondés dans les deux

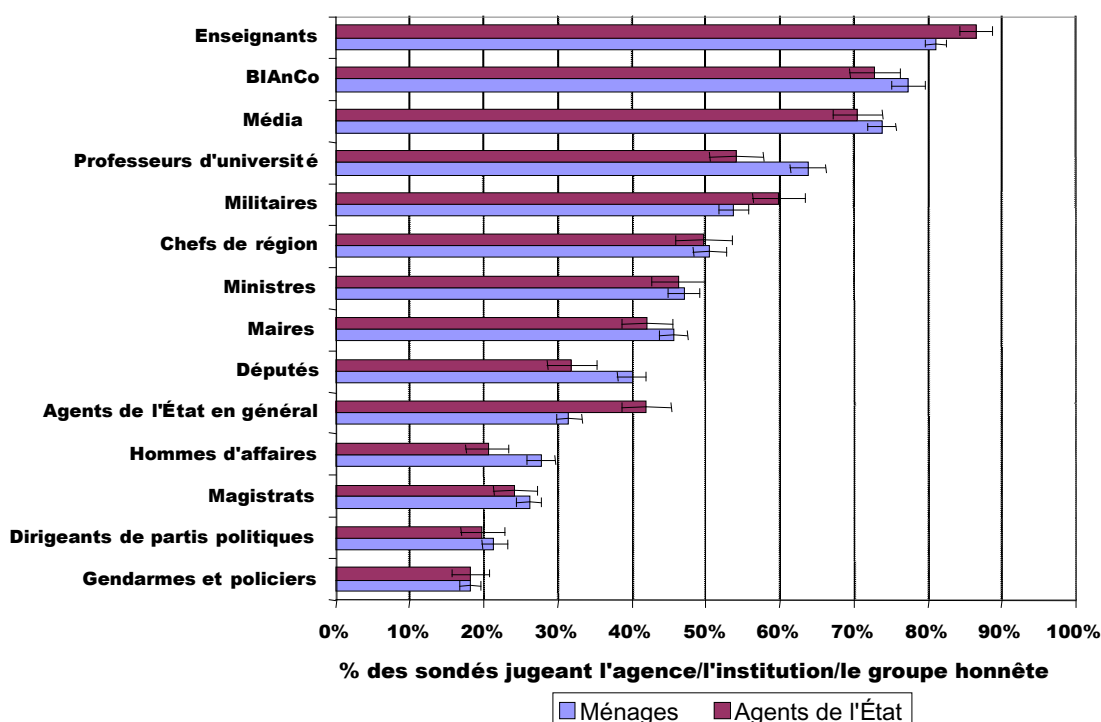
Graphique 5-1. Problème le plus grave se posant au pays, selon les agents de l'État et les ménages



Note: Problèmes choisis sur 38 problèmes pour lesquels il y a des données disponibles

groupes considèrent ces derniers comme honnêtes. Bien que les usagers et les agents de l'État s'accordent sur l'appréciation relative de ces groupes, certains décalages existent dans l'appréciation absolue qu'ils indiquent. Comme il fallait s'y attendre, alors que 42 pour cent des agents de l'État considèrent les employés du secteur public comme honnête, il n'y en a que 31 pour cent parmi les usagers. Fait surprenant, tandis que 40 et 28 pour cent des usagers interviewés considèrent les députés et les hommes d'affaires comme honnêtes, 32 et 20 pour cent des agents de l'État interviewés les considèrent ainsi. (Graphique 5-2)

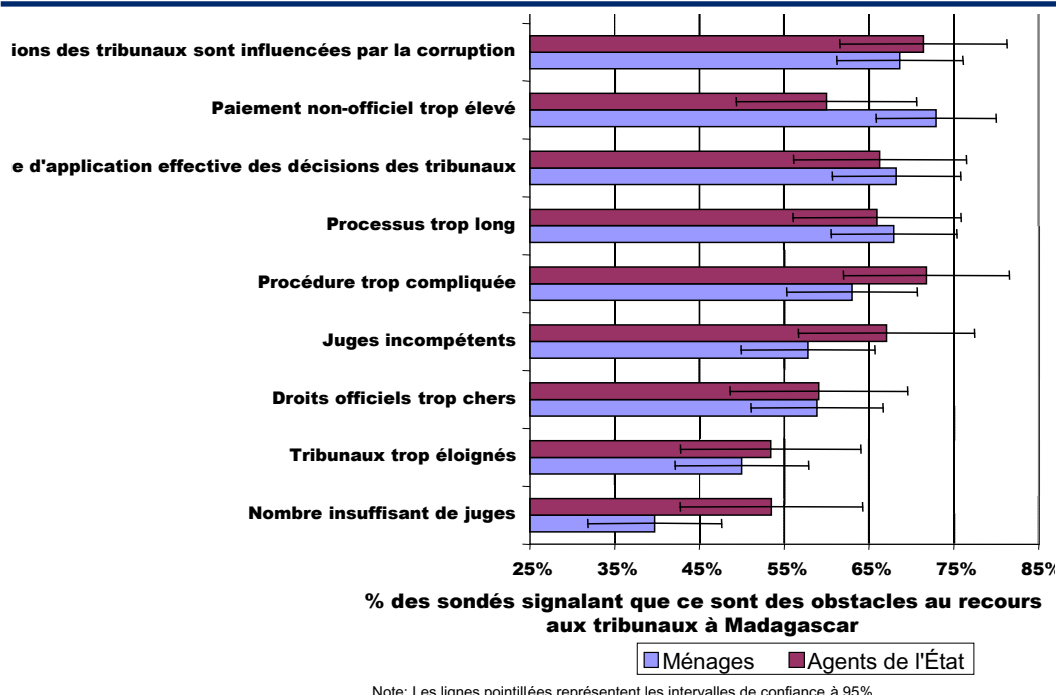
Graphique 5-2. Perception du niveau de corruption dans différentes institutions, selon les agents de l'État et les ménages



Selon les rapports des agents de l'État et des ménages, Madagascar fait face à de sérieux défis dans la gouvernance, à ce stade. La corruption dans le pays prend diverses formes et est assez courante, particulièrement dans les domaines de la prestation de services publics et le service judiciaire. Il est intéressant de mentionner que quand on leur a demandé sur quel secteur le BIANCo devrait se concentrer, les deux groupes, notamment les agents de l'État et les usagers, se sont accordés à dire que le secteur judiciaire devrait constituer la priorité.

Soixante-sept pour cent des ménages interviewés et 45 pour cent des agents de l'État interviewés considèrent que les pots-de-vin destinés à obtenir des services publics sont des faits courants à Madagascar. De la même façon, 60 pour cent des usagers et 48 pour cent des agents de l'État considèrent les pots-de-vin destinés à changer les décisions judiciaires comme fréquents (graphique 5-3). En ce qui concerne les pots-de-vin destinés à obtenir des services publics, des licences et autres permis, les ménages ont indiqué que les pots-de-vin étaient souvent nécessaires pour attirer l'attention de la police de la circulation, pour la demande de permis de conduire, pour attirer l'attention du service judiciaire, du service des domaines et des communes urbaines.

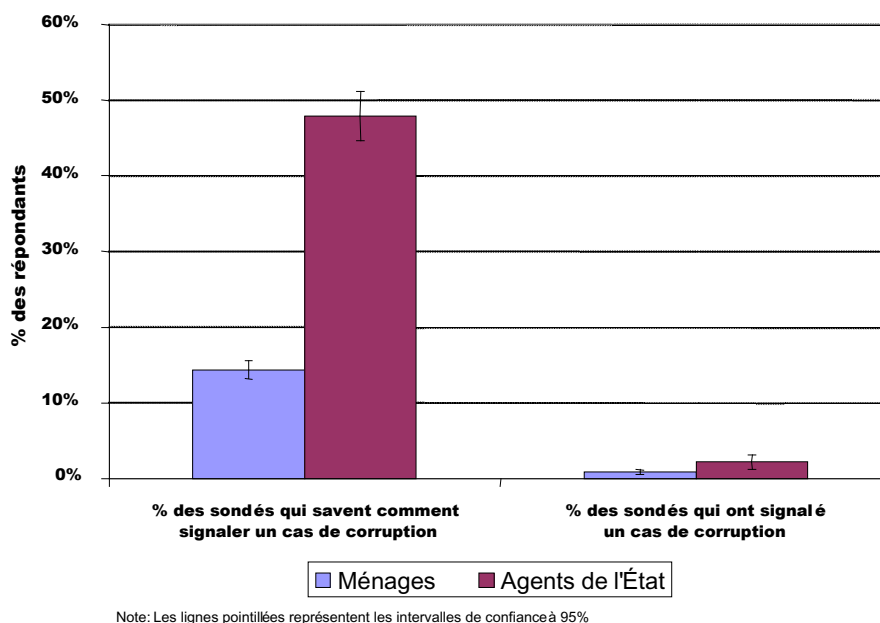
Graphique 5-3. La corruption à Madagascar – un résumé, selon les agents de l'État et les ménages.



Les rapports issus des agents de l'État et des ménages sur la manière dont on procède à la corruption diffèrent: tandis que 63 pour cent des agents de l'État considèrent que l'initiative de payer un pot-de-vin vient des usagers, 54 pour cent des usagers considèrent que des agents de l'État demandent le paiement.

Le système consistant à signaler tout acte de corruption constitue un mécanisme important pour la responsabilité. Les preuves indiquent qu'en général, les mécanismes de signalisation déjà en place ne sont pas très bien connus de la population, particulièrement par les usagers des services publics. Seulement 14 pour cent des ménages interviewés savent comment signaler un cas de corruption, et même si les agents de l'État sont mieux informés à ce sujet, la moitié des responsables interviewés ne savent pas comment procéder. Outre, seulement un pour cent des ménages interviewés et deux pour cent des agents de l'État interviewés ont eu recours à de tels mécanismes au cours de l'année précédant l'interview (Graphique 5-4).

Graphique 5-4. Connaissances des mécanismes pour signaler des cas de corruption, selon les agents de l'État et les ménages

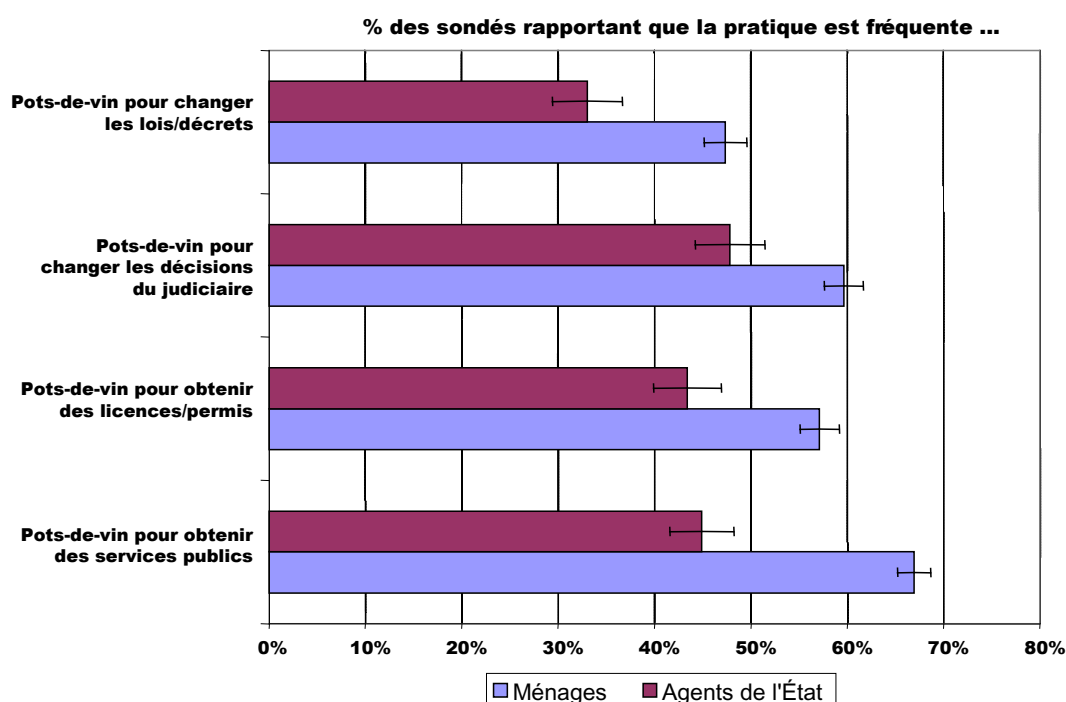


En ce qui concerne la qualité de tels mécanismes de signalisation, 67 pour cent des agents de l'État qui savent comment on signale l'acte de corruption considèrent le mécanisme comme bien protégé de tout éventuel harcèlement et représailles, alors que seulement 35 pour cent des ménages considèrent que c'est le cas. Seulement 16 pour cent des ménages et 16 pour cent des agents de l'État considèrent que le fait de signaler un cas va produire des résultats. Cela indique que beaucoup reste à faire pour rassurer le public que l'actuel mécanisme de signalisation serait à même de passer à l'acte.

Selon les opinions et les expériences des agents de l'État et des usagers, telles que rassemblées dans ce diagnostic de la gouvernance et la corruption, le pouvoir judiciaire à Madagascar fait actuellement face à des défis difficiles et importants. Bien que, pour les usagers et les agents de l'État, l'un des plus grands obstacles au recours aux tribunaux à Madagascar soit le montant des honoraires des avocats, la corruption joue un rôle important pour décourager les usagers à essayer d'y attirer l'attention.

Pour les ménages, le fait que les pots-de-vin soient trop chers est indiqué comme le plus grand obstacle pour le recours aux tribunaux dans le pays, suivi de près par le fait que les décisions du tribunal sont influencées par la corruption (73 et 69 pour cent respectivement indiquent qu'ils constituent un obstacle important). Pour les agents de l'État, le montant élevé des honoraires des avocats, la complexité du procès et la corruption influençant les décisions des tribunaux sont les obstacles les plus importants (79, 72 et 71 pour cent respectivement indiquent que c'est le cas). Quarante-vingt pour cent des ménages considèrent que les pots-de-vin constituent un obstacle important au fonctionnement du système judiciaire. D'un autre côté, les agents de l'État prétendent que le principal obstacle est la durée du procès, suivi étroitement par les pots-de-vin. (Graphique 5-5). Trente pour cent des usagers qui ont eu besoin d'un service judiciaire au cours de l'année précédant l'enquête mais qui ont décidé de ne pas y chercher d'attention étaient découragés parce que les coûts extra officiels – les pots-de-vin – étaient trop élevés.

Graphique 5-5. Obstacles au recours aux tribunaux à Madagascar, selon les agents de l'État et les ménages



6.0 Institutions, démocratie et corruption

Ce chapitre offre un point de vue plus large sur les institutions démocratiques à Madagascar et leurs relations avec la corruption. Le chapitre explore d'abord, la confiance des citoyens envers les institutions politiques malgaches, les différences régionales de cette confiance et les disparités entre les échantillons de population générale et d'agents de l'État compris dans cette étude.

Deuxièmement, le chapitre analyse le soutien des sondés au système politique, leurs niveaux de tolérance politique, et les relations entre ces deux dimensions essentielles de la stabilité démocratique.

En dernier lieu, nous examinons le lien de cause à effet entre la corruption et la légitimité politique, en créant un modèle statistique d'appui au système, y compris la victimisation par la corruption comme précurseur, et le contrôle pour d'autres facteurs socio-démographiques et ceux relatifs à l'attitude.

6.1 Confiance aux institutions

Nous avons élaboré toute une panoplie de questions concernant la confiance des citoyens envers diverses institutions politiques. Ces questions mesurent le degré de légitimité dont jouit chacune de ces institutions. Naturellement, plus une institution est légitime, plus les programmes, politiques et décisions que ladite institution essaie d'introduire tendront à être efficaces.

Les questions demandent particulièrement dans quelle mesure les sondés sont confiants envers ou ont confiance en chaque institution. Toutes les réponses sont basées sur une métrique de réponse à 1-7, mais ici, nous rapportons une métrique de 0-100 qui est plus facile à interpréter.

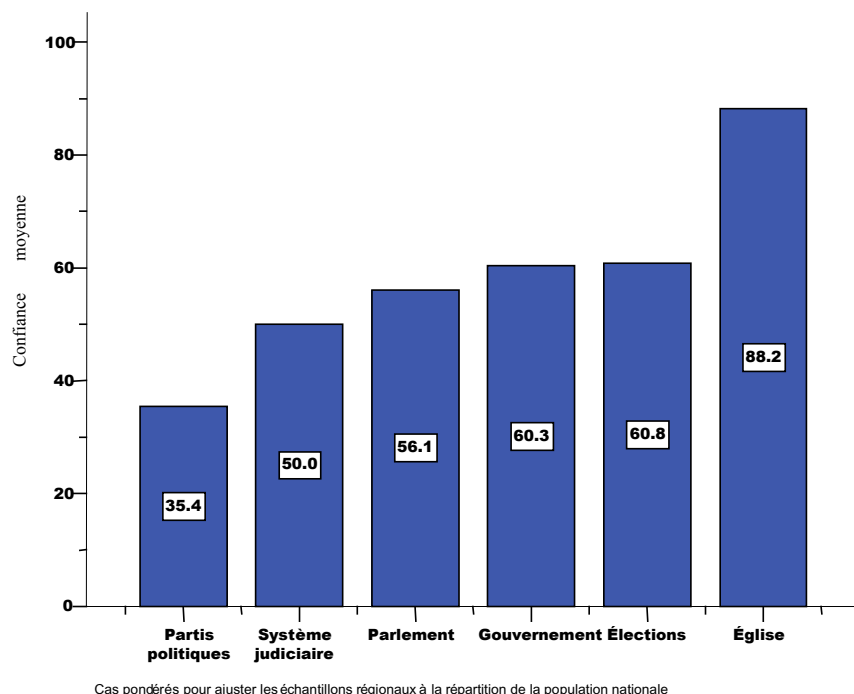
Les institutions soumises à l'évaluation sont:

2006	Le système judiciaire
2007	Le Gouvernement
2008	Le Parlement
2009	Les partis politiques
2010	Les élections
2011	L'Église

Ce sont les institutions politiques les plus importantes dans tout pays démocratique, à l'exception de l'Église, qui est incluse comme un point d'ancrage variable, vu qu'elle présente normalement le score le plus élevé dans la plupart des pays. Les institutions établissent un lien entre les citoyens et l'État et constituent les moyens par lesquels ce dernier élabore et met en œuvre les politiques publiques.

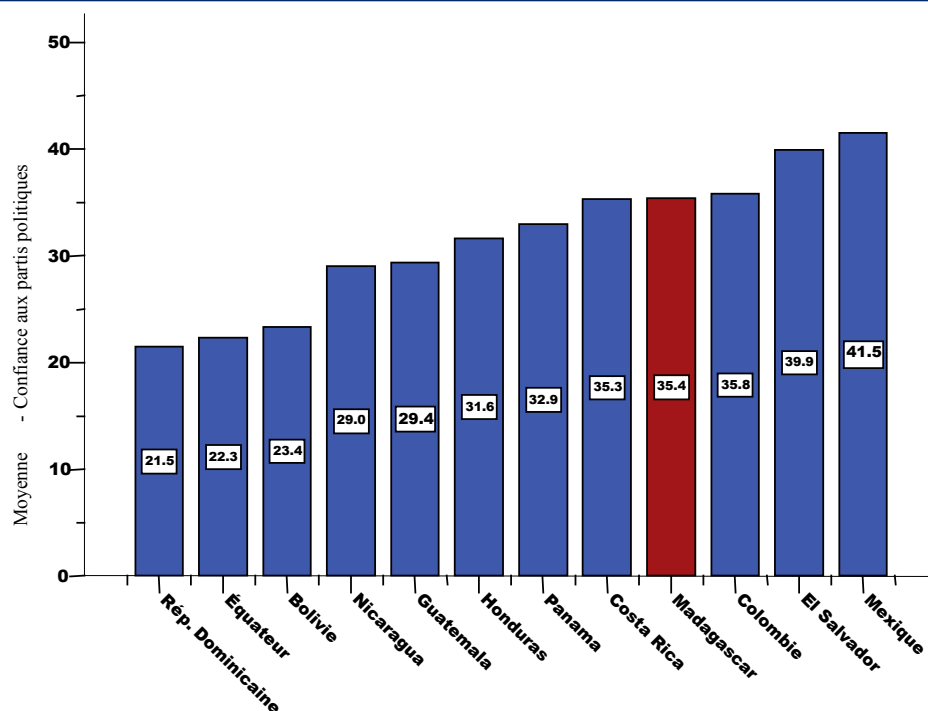
La Graphique 6-1 montre la confiance moyenne à ces institutions pour les ménages sondés. Comme nous l'avons noté, dans la plupart des pays où ces questions ont été posées, l'Église obtient le plus haut niveau de confiance auprès des citoyens. Les partis politiques, d'un autre côté, présentent d'habitude de faibles niveaux de confiance aux institutions; c'est aussi le cas à Madagascar.

Graphique 6-1. Confiance aux institutions - Ménages



Où se placent ces niveaux par rapport aux autres pays? L'éventail de confiance aux institutions a été régulièrement demandé dans des pays latino-américains, particulièrement ceux en Amérique Centrale et des Andes. Les graphiques suivants montrent les niveaux de confiance que les Malgaches ont envers les institutions dans une perspective de comparaison. Le Graphique 6-2 montre que, bien que les partis constituent l'institution avec le niveau de confiance le plus faible, une telle petite confiance à Madagascar n'est aucunement un cas rare. Bien sûr, le niveau de soutien aux partis malgaches est relativement élevé, dépassé seulement par le Mexique et le Salvador, et il obtient un score presque aussi élevé que les partis en Colombie et au Costa Rica. Le

Graphique 6.2. Confiance aux partis politiques. Les ménages malgaches dans une perspective de comparaison



reste des autres pays affiche des niveaux de confiance moins faibles aux partis, et certains d'entre eux, comme la République Dominicaine, l'Équateur et la Bolivie, ont des niveaux de confiance aux partis extrêmement faibles. Bref, Madagascar s'en sort bien comparé à ces cas latino-américains. Pour que ce chapitre demeure bref, plusieurs chiffres comparant Madagascar à des pays latino-américains sont présentés dans l'Annexe 6.

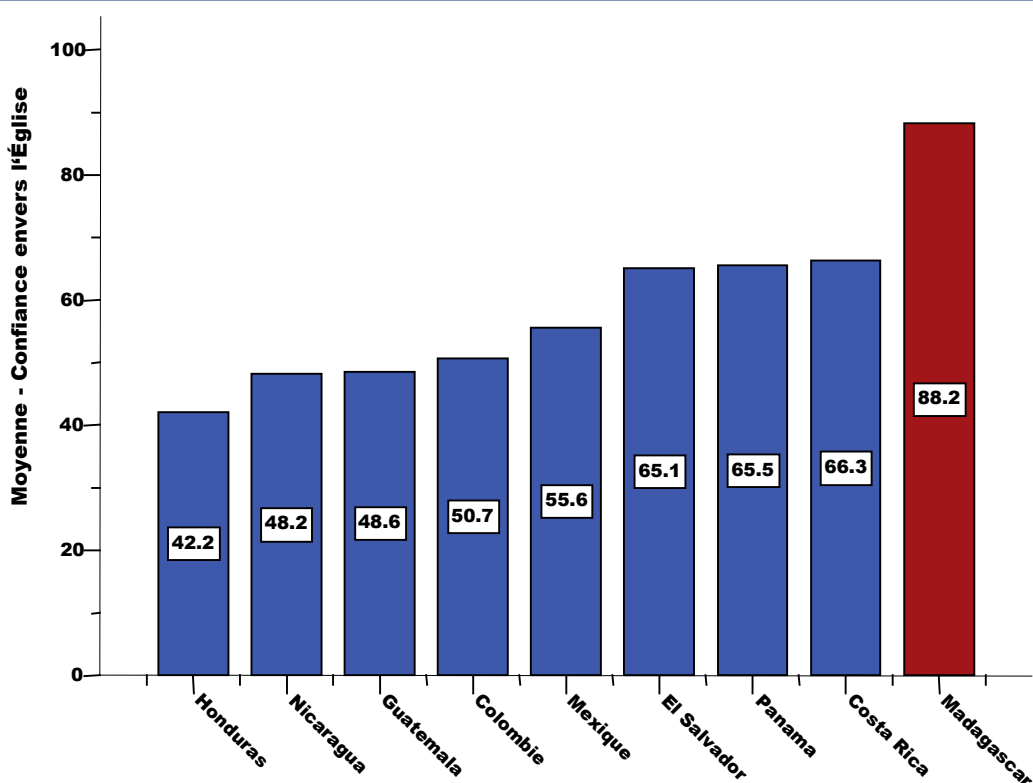
Le graphique A6-1 (en annexe) montre que le système judiciaire à Madagascar a atteint un niveau intermédiaire comparé à ces pays latino-américains. Le Parlement

Malgache bénéficie d'un niveau de confiance considérablement élevé de la part des citoyens à Madagascar, *plus élevé que ceux de tous les pays inclus dans cette comparaison*, comme le montre le graphique A6-2 en annexe. Cela peut en partie résulter de la différence entre le système semi-parlementaire à Madagascar, par opposition aux gouvernements présidentiels de l'Amérique latine dans lesquels la législature occupe une place moins importante relativement aux chiffres du président. Mais encore, les autres institutions que nous avons étudiées jusqu'ici ont aussi obtenu d'assez bons scores, comparées aux cas en Amérique latine. Cette hypothèse devrait toutefois être explorée davantage pour parvenir à des réponses irréfutables.

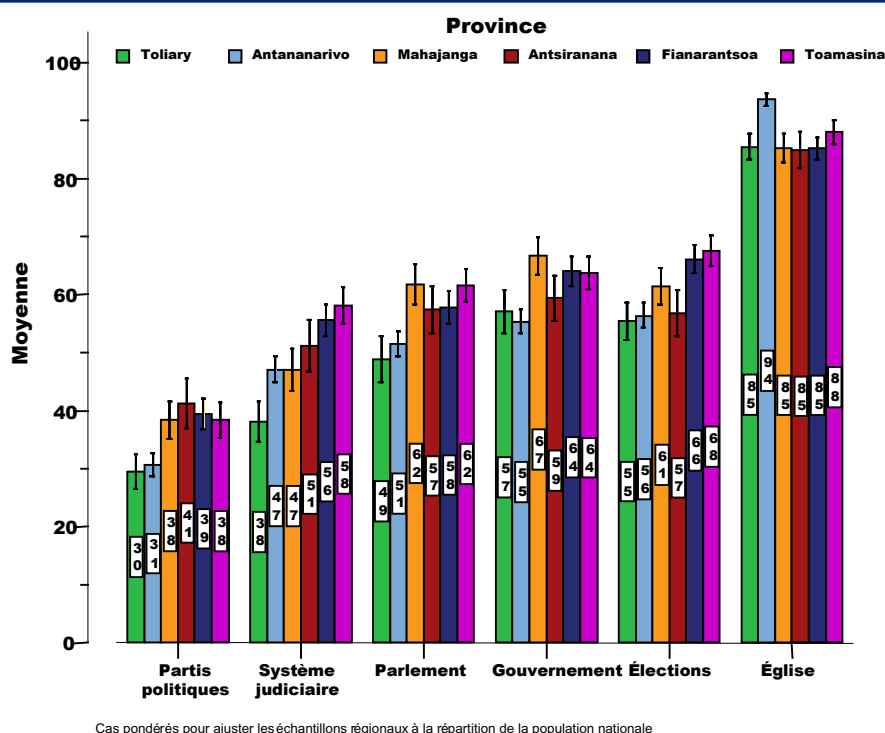
Le Gouvernement malgache jouit aussi de niveaux de confiance élevés dans une perspective comparative, comme le montre le graphique A6-3 en annexe.

En ce qui concerne les élections, Madagascar forme avec le Mexique un groupe situé au milieu de la chaîne, comme le montre le graphique A6-4 en annexe, mais avec des valeurs beaucoup plus élevées que celles de plusieurs autres pays. Enfin, comme le montre le Graphique 6-3, il est important de souligner le niveau de grande confiance en l'Église à Madagascar comparé à ces autres pays, particulièrement si l'on tient compte du fait que les pays latino-américains sont en général très catholiques. Bien sûr, le score malgache est plus élevé que tout autre score que nous avons enregistré dans les enquêtes LAPOP en Amérique latine (voir www.lapopsurveys.org).

Graphique 63. Confiance en l'Église. Les ménages malgaches dans une perspective comparative

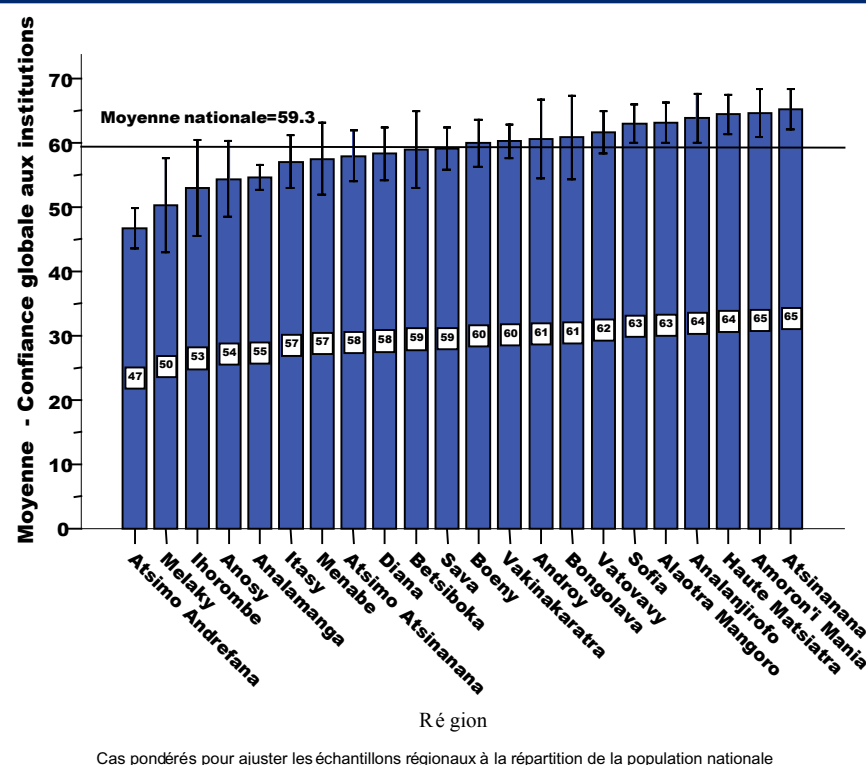


Graphique 6.4. Confiance envers les institutions par province - Ménages



Il existe une différence substantielle dans la confiance vouée aux institutions entre les provinces. Le Graphique 6-4 montre les moyennes et des intervalles de confiance de 95% pour chaque province, pour toutes les institutions analysées ci-dessus. Toliara et Antananarivo affichent les scores les plus faibles en matière de confiance aux partis politiques, par rapport aux quatre provinces restantes. Comme pour le système judiciaire, Toliara a encore le score le plus faible, tandis que Fianarantsoa et Toamasina présentent les niveaux de confiance les plus élevés. Toliara et Antananarivo montrent aussi le niveau de confiance le plus faible envers le Parlement. A ces deux provinces se joignent Antsiranana dans le score le plus faible en matière de confiance au Gouvernement et aux élections. Enfin, Antananarivo montre un niveau considérablement plus élevé de confiance en l'Église, comparé aux cinq autres provinces.

Graphique 6.5. Confiance globale envers les institutions, par région - Ménages



Comme il est indiqué dans l'introduction de cette étude, nous avons des données au niveau régional, et pouvons ainsi comparer le niveau de confiance aux institutions d'une région avec celui des autres. Nous incluons ici une série de chiffres montrant la disparité de confiance aux institutions dans les régions à Madagascar. Le lecteur devrait noter la nette variation entre les régions.

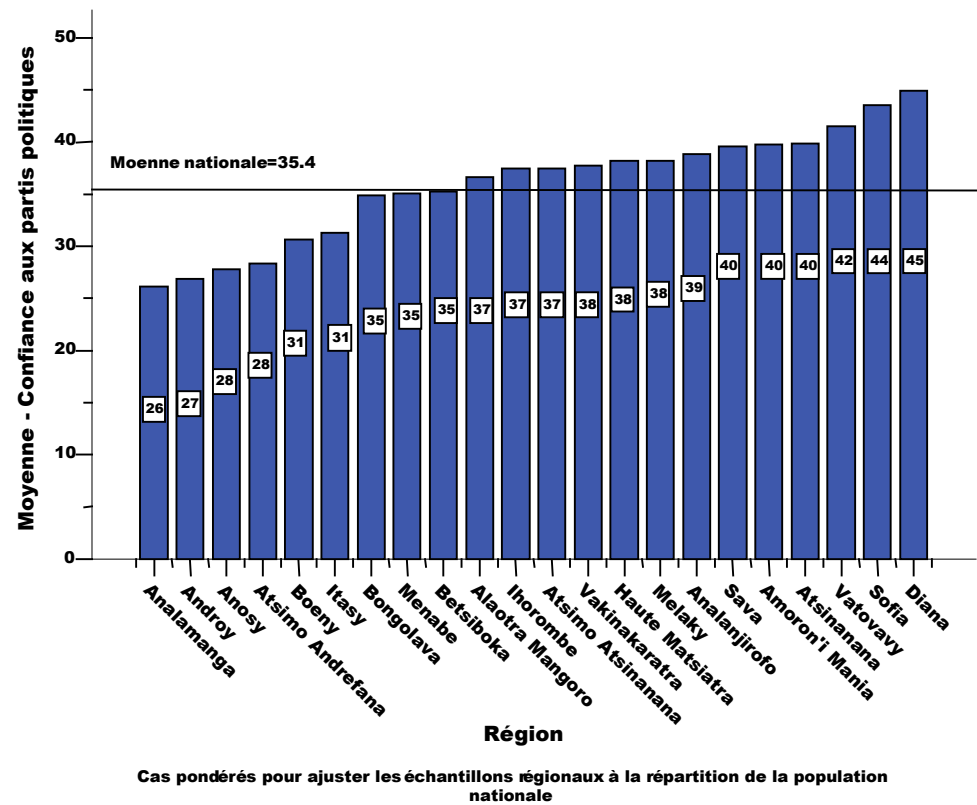
Nous montrons d'abord, sur le Graphique 6-5 la confiance globale aux institutions, calculée comme confiance moyenne pour toutes les institutions analysées ci-dessus, pour toutes les régions. Nous incluons aussi des intervalles de confiance de 95% afin de déterminer

où les différences entre les régions sont statistiquement significatives.

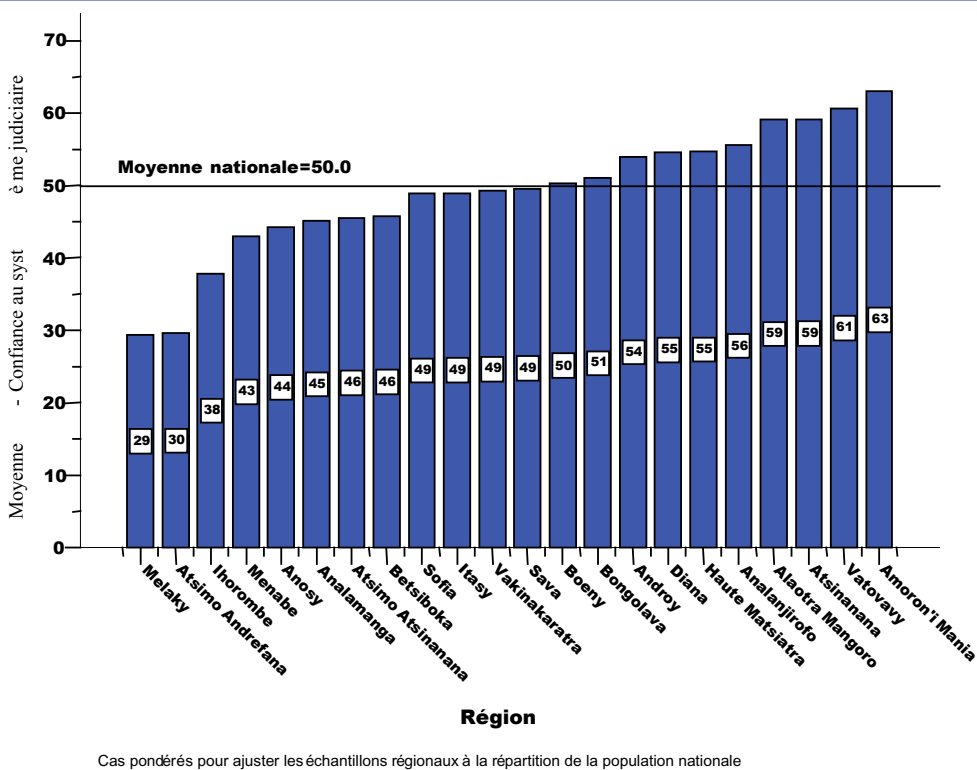
Bien qu'il existe clairement des régions qui ont des scores plus faibles que d'autres pour ce qui est de la confiance globale aux institutions, ces modèles varient aussi en fonction de l'institution spécifique que nous considérons. Par exemple, tandis que Diana montre une confiance moyenne d'un niveau intermédiaire à faible envers toutes les institutions (voir Graphique 6-5), c'est la région où les sondés, en moyenne, montrent le niveau de confiance le plus élevé envers les partis politiques, comme le montre le Graphique 6-6.

Le Graphique 6-7, quant à lui, montre la variation régionale en matière de confiance au système judiciaire. Melaky (Mahajanga) et Atsimo Andrefana (Toliara) présentent des niveaux nettement moins élevés que les autres régions, alors que l'Amoron'i Mania et le Vatovavy (toutes les deux dans l'ancienne province de Fianarantsoa) affichent le score le plus élevé.

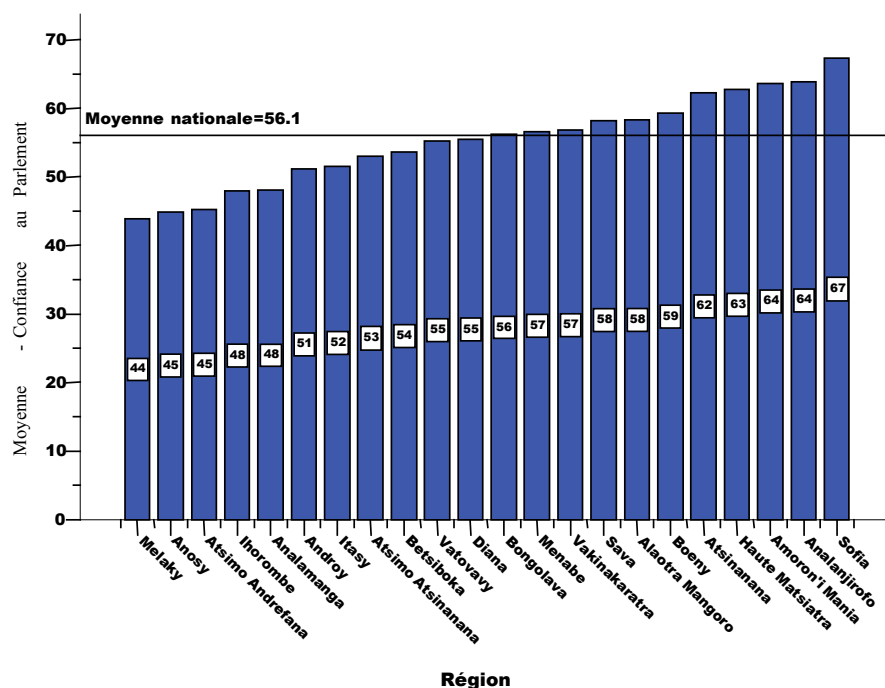
Graphique 6-6. Confiance envers les partis, par région - Ménages



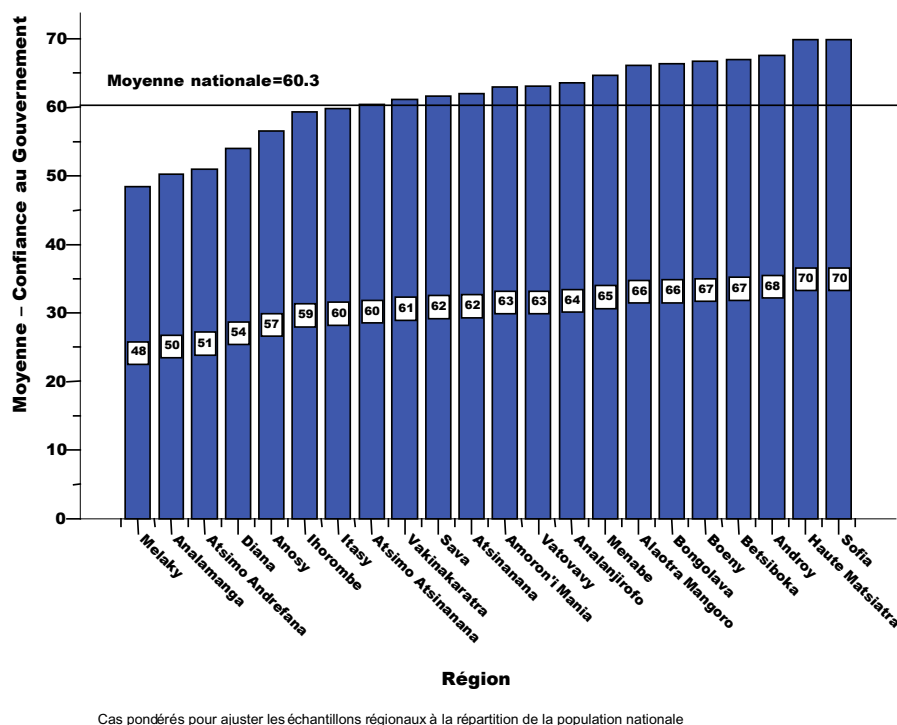
Graphique 6-7. Confiance envers le système judiciaire, par région - Ménages



Graphique 6-8. Confiance envers le Parlement, par région - Ménages



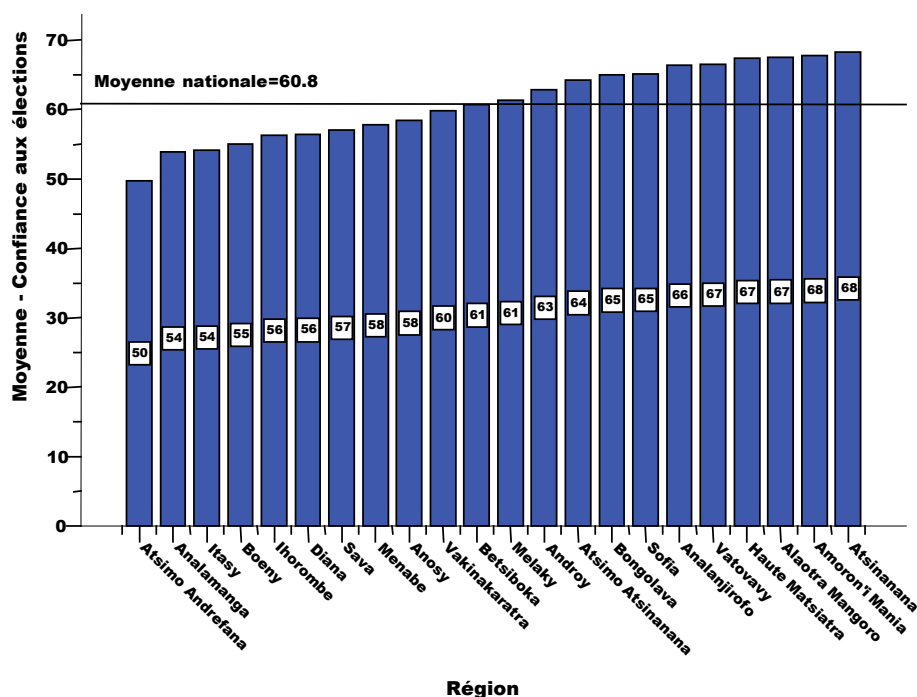
Graphique 6-9. Confiance envers Gouvernement, par région - Ménages



Pour ce qui est de la confiance au Parlement, Melaky semble une fois de plus avoir le score le plus faible, alors que Sofia (Mahajanga) se chiffre à un niveau plus élevé que les autres régions, comme le montre le Graphique 6-8.

Le même modèle émerge en ce qui concerne la confiance envers le Gouvernement, comme le montre le Graphique 6-9. Le Melaky, avec l'Analamanga (Antananarivo) et l'Atsimo Andrefana se situant en bas de l'échelle de la confiance, alors que Sofia et la Haute Matsiatra (Fianarantsoa) affichent les niveaux de confiance les plus élevés.

Graphique 6-10. Confiance dans les élections, par région - Ménages

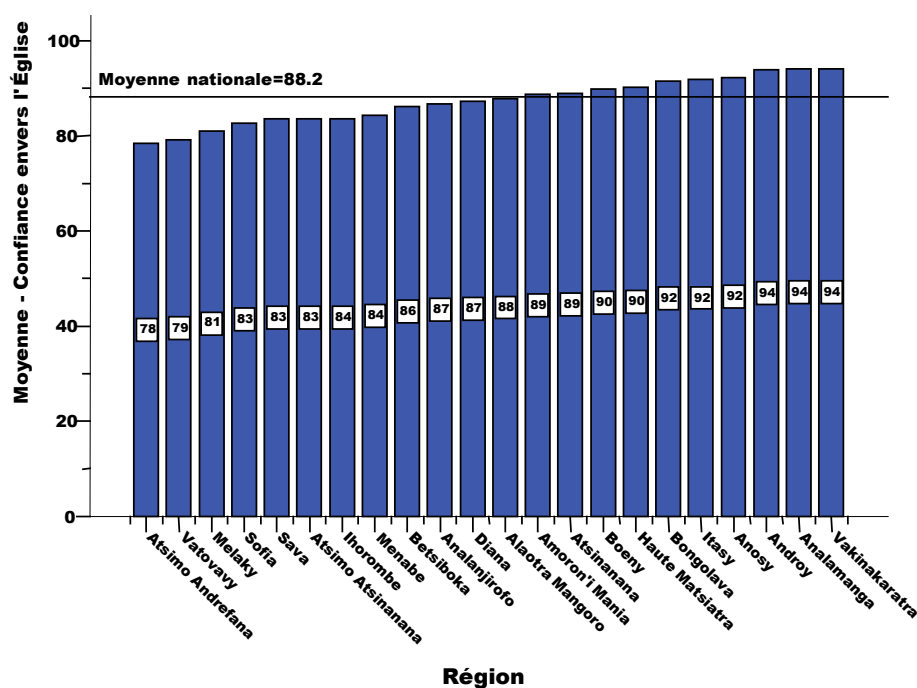


Cas pondérés pour ajuster les échantillons régionaux à la répartition de la population nationale

Le Graphique 6-10 montre qu'il existe un modèle régional quelque peu différent pour ce qui est de la confiance dans les élections. Bien que l'Atsimo Andrefana occupe encore la dernière place du classement, c'est l'Atsinanana (Toamasina), l'Amoron'i Mania (Fianarantsoa), l'Alaotra Mangoro (Toamasina) et la Haute Matsiatra qui constituent les régions avec les niveaux de confiance les plus élevés.

Enfin, Vakinankaratra et Analamanga (dans la province d'Antananarivo), et l'Androy (Toliara) montrent le niveau de confiance le plus élevé à l'Église, et l'Atsimo Andrefana (Toliara) et le Vatovavy (Fianarantsoa) ont le score le plus faible, comme le montre le Graphique 6-11.

Graphique 6-11. Confiance envers l'Église, par région - Ménages



Cas pondérés pour ajuster les échantillons régionaux à la répartition de la population nationale

6.2 Appui au système et légitimité

Outre cet ensemble de questions concernant la confiance aux institutions spécifiques, nous avons élaboré toute une panoplie d'articles pour produire une échelle de ce que l'on appelle «appui au système.» C'est une mesure de la légitimité du système politique en

entier, qui est considérée comme un indicateur fiable de la stabilité du régime. Cette échelle a été utilisée dans toutes les études menées en Amérique latine par le LAPOP de l'Université Vanderbilt. Cela consiste en cinq articles (B1, B2, B3, B4 et B6) mesurés dans une métrique de 1-7, comme suit:

L'indice d'appui au système est calculé comme la moyenne simple des réponses à ces questions, enregistrée dans une métrique de 0 - 100. Quel résultat Madagascar a-t-il obtenu pour l'appui au système? Une manière de faire une observation dans ce domaine consiste à comparer son niveau à ceux des autres pays. Le Graphique 6-12 montre le score moyen pour l'indice d'appui au système. Nous pouvons voir que les citoyens malgaches montrent, en moyenne, un soutien assez élevé pour leur système politique, plus élevé que dans la plupart des autres pays. Ce résultat prouve la stabilité du régime démocratique, comme nous le présentons dans le chapitre qui suit.

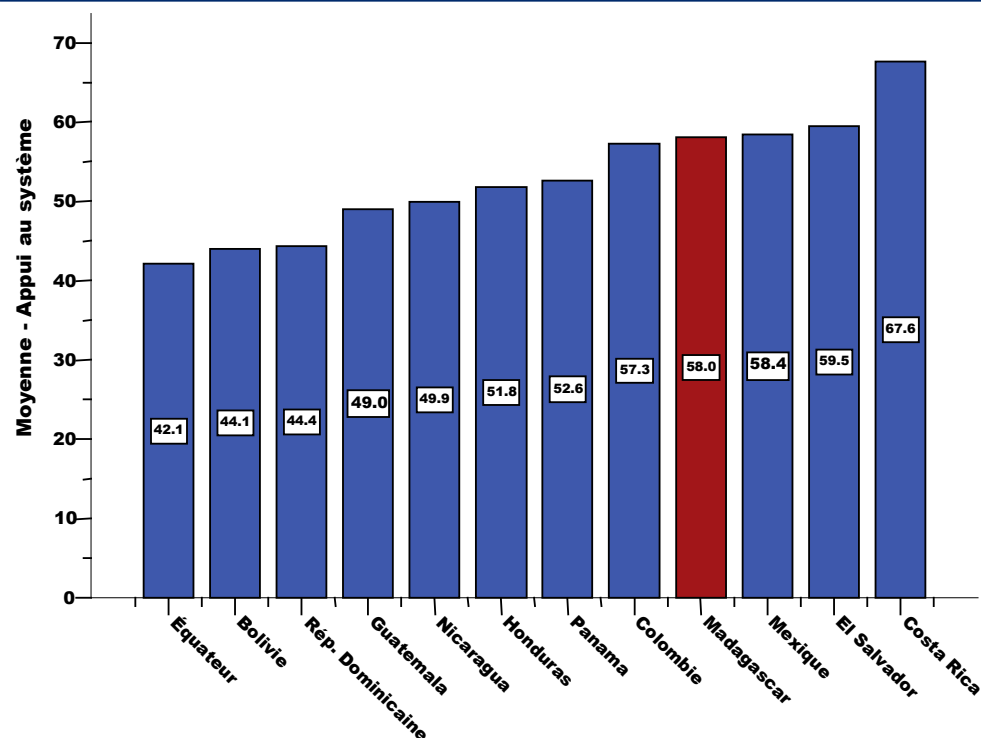
Maintenant, en utilisant la carte A, veuillez répondre aux questions suivantes

	Note 1 à 7 8=NSP	
B1. A quel point pensez-vous que les tribunaux garantissent un procès équitable ?		B1
B2. A quel point respectez-vous les institutions politiques de Madagascar ?		B2

Maintenant quand on pense au système de gouvernement en général, pas du gouvernement actuel ni du gouvernement précédent, mais du système politique en général

	Note 1 à 7 8=NSP	
B3. A quel point pensez-vous que les droits fondamentaux des citoyens sont bien protégés par le système politique à Madagascar ?		B3
B4. A quel point êtes-vous fier de votre système politique à Madagascar ?		B4
B6. A quel point pensez-vous que le système politique de Madagascar devrait être soutenu ?		B6

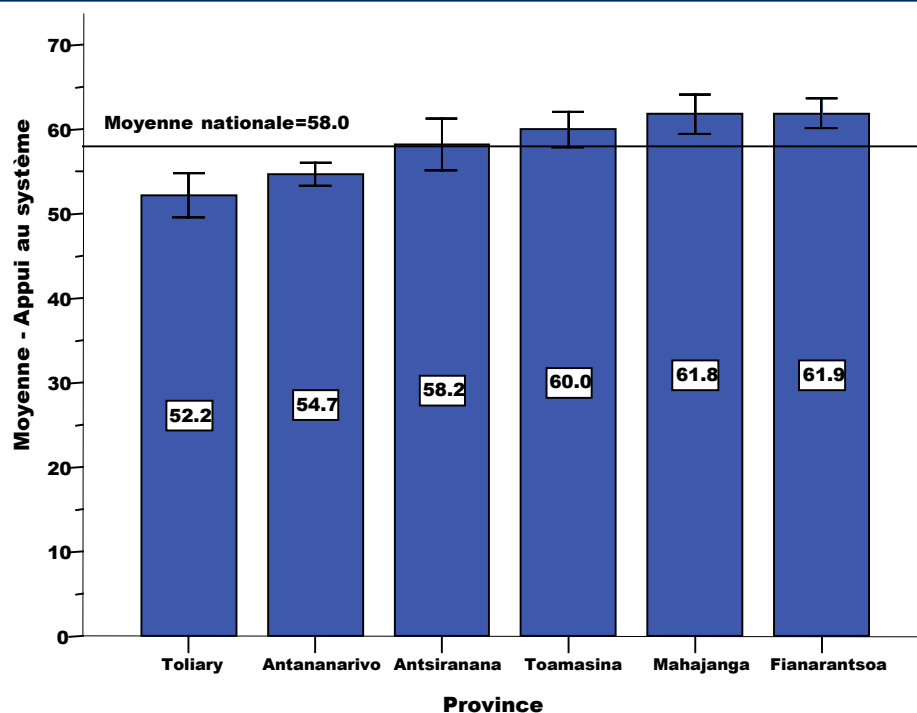
Graphique 6-12. Appui au système. Madagascar dans une perspective comparative - Ménages



Le Graphique 6-13 montre que les provinces de Toliara et d'Antananarivo ont les niveaux les plus faibles d'appui au système, par rapport aux quatre autres provinces.

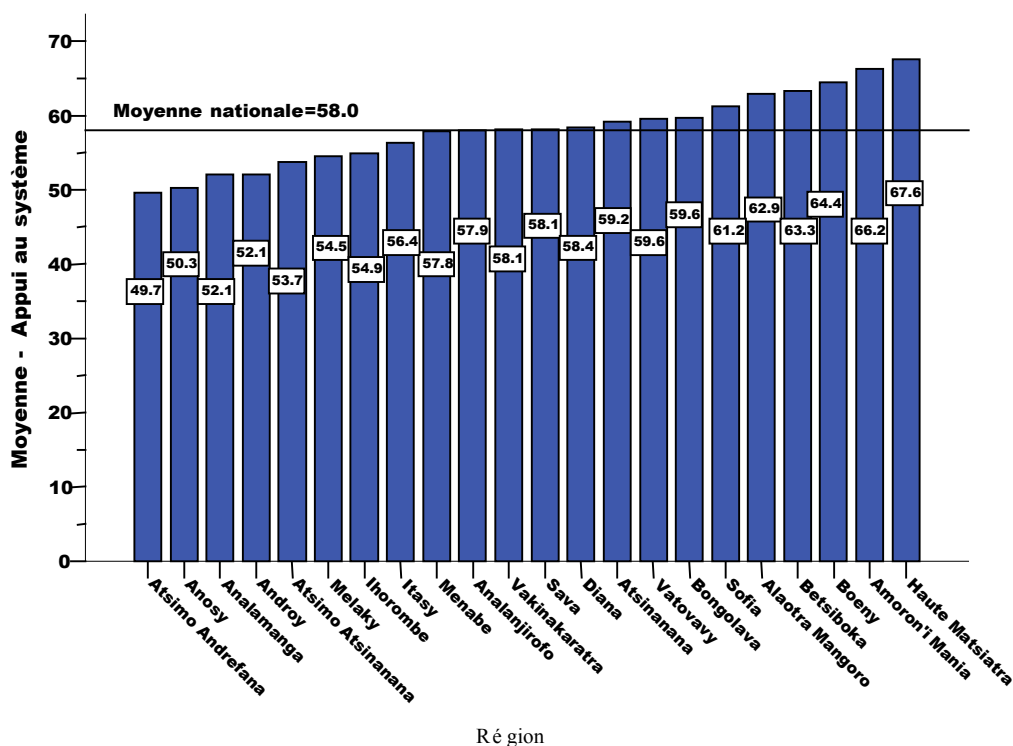
Le Graphique 6-14 montre la variation régionale de l'appui au système. Il importe de noter qu'il existe encore une différence de presque 18 points entre les régions telles que l'Atsimo Andrefana et l'Anosy (toutes les deux dans la province de Toliara) et la Haute Matsiatra et l'Amoron'i Mania (toutes les deux à Fianarantsoa).

Graphique 6-13. Appui au système, par province - Ménages



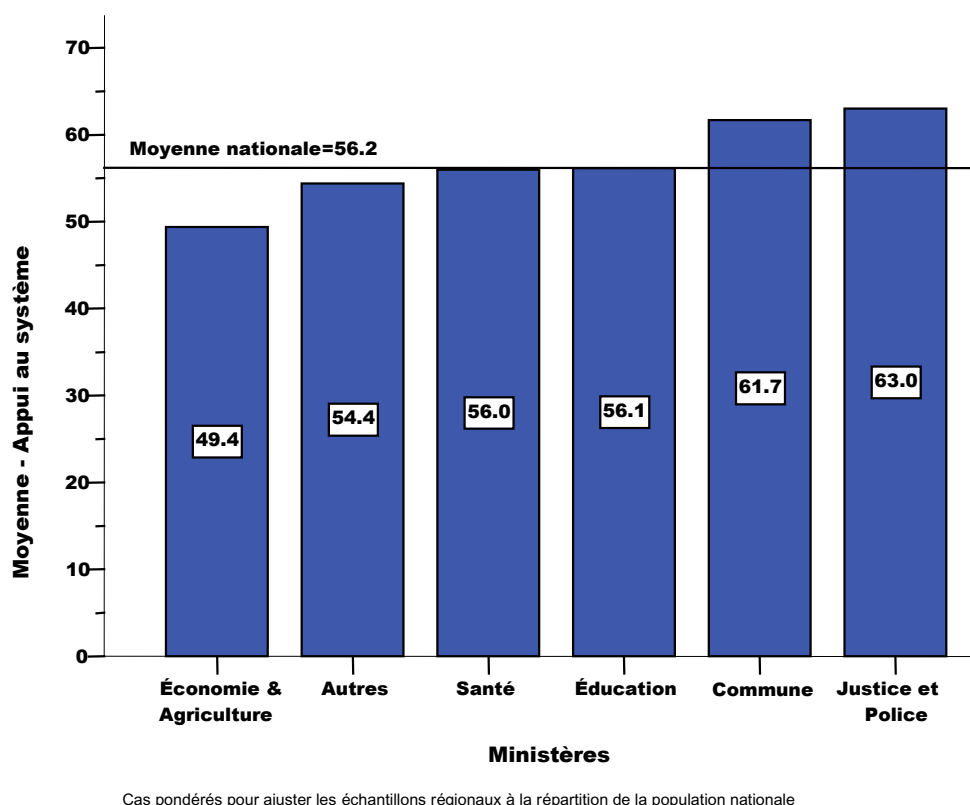
Cas pondérés pour ajuster les échantillons régionaux à la répartition de la population nationale

Graphique 6-14. Appui au système, par région – Ménages



Cas pondérés pour ajuster les échantillons régionaux à la répartition de la population nationale

Graphique 6-15. Appui au système, pour les agents de l'État, par agence/ministère

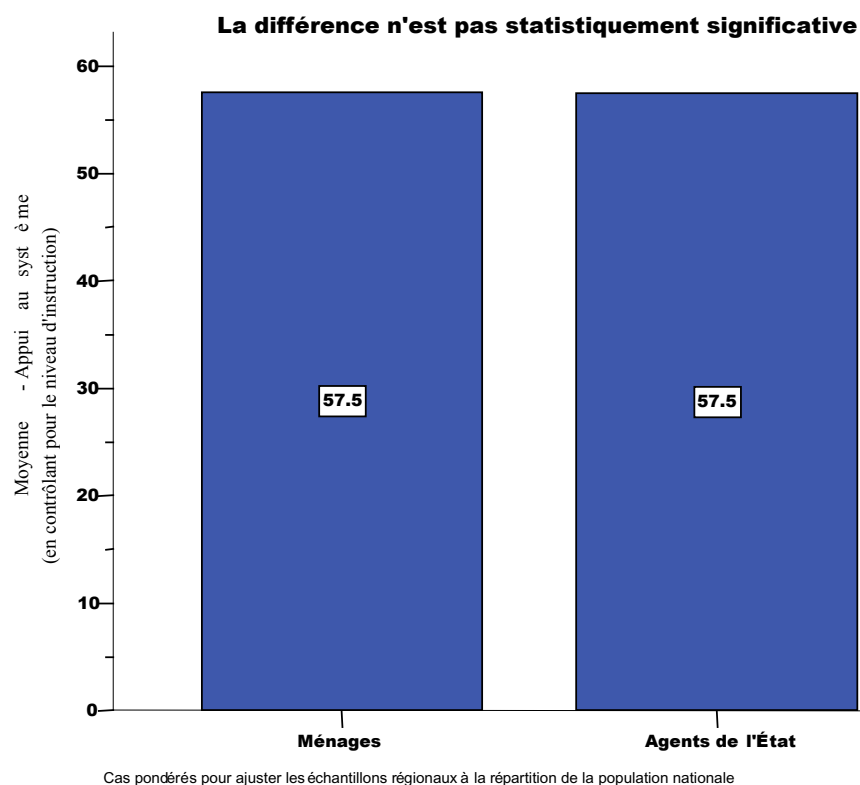


Parmi les agents de l'État, il existe aussi des variations entre les agences ou les ministères. Le Graphique 6-15 montre que les agents dans le domaine de la Justice et de la Police, ainsi que ceux travaillant au niveau du gouvernement local, montrent plus d'appui au système politique que les fonctionnaires des autres agences, particulièrement pour ceux qui travaillent dans le Ministère de l'Economie et de l'Agriculture.

Si nous voulons comparer les ménages avec les agents de l'État, nous devons faire très attention et effectuer certains contrôles importants.

En moyenne, les agents de l'État, en particulier, ont un niveau d'instruction plus élevé. Ainsi, si ce facteur n'est pas soumis à un contrôle, nous pourrions trouver des différences entre les deux échantillons qui ne sont que l'objet de cette différence d'éducation. C'est la raison pour laquelle le Graphique 6-16 montre le soutien moyen au système tant pour les ménages que les agents de l'État *effectuant un contrôle* pour l'éducation, c'est-à-dire, gardant l'éducation à un niveau constant. Le graphique montre que, quand on contrôle ce facteur, il n'y a pas de différences statistiquement significatives entre ces deux types de sondés en ce qui concerne leurs niveaux de soutien au système politique.

Graphique 6-16. Appui au système - Ménages comparés aux agents de l'État. (en contrôlant l'éducation)



6.3 Tolérance politique

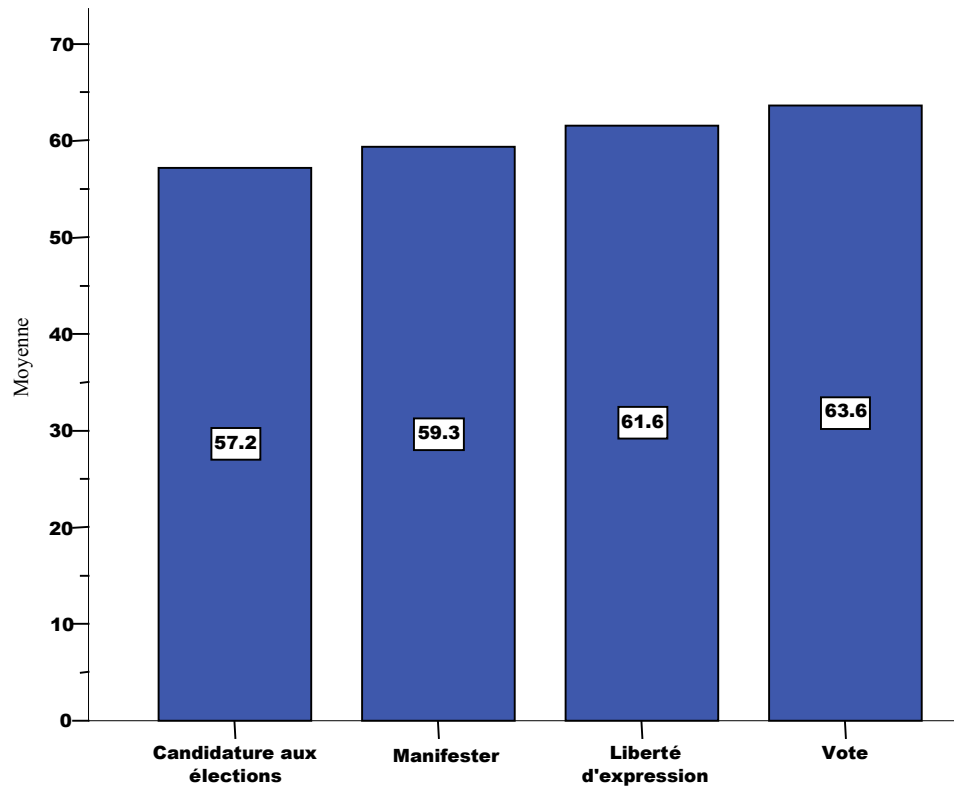
Tandis que l'appui au système donne une bonne indication des valeurs des citoyens menant vers la stabilité du régime, il ne nous indique pas en quoi ces valeurs sont démocratiques. Pour qu'un régime soit à la fois légitime et démocratique, les citoyens doivent exprimer des niveaux de tolérance élevés envers les droits des autres. Il est particulièrement important pour la nature démocratique d'un régime que les majorités soient tolérantes envers les droits des minorités. Les groupes minoritaires doivent pouvoir s'exprimer publiquement et tenter de persuader les autres à accepter leurs points de vue à travers des moyens légaux. En somme, la légitimité montre tout simplement la dimension de la stabilité, alors que la tolérance politique est un indicateur de la mesure où une telle stabilité est démocratique.

Afin de mesurer la tolérance du citoyen, il est possible de demander aux sondés d'exprimer leurs points de vue sur des principes généraux et abstraits comme la liberté d'expression ou le droit de vote. L'on a constaté toutefois qu'une telle méthode produit des niveaux artificiellement élevés de tolérance. La plupart des gens prétendent soutenir de tels principes généraux mais, une fois appliquées à une situation concrète, ces réponses tolérantes tendent à être considérablement moins nombreuses. C'est pourquoi nous avons élaboré une méthode qui s'est avérée utile et fiable pour mesurer la tolérance politique. Cette méthode vise à saisir dans quelle mesure les individus tolèrent l'expression publique de points de vue soutenus par des groupes spécifiques qui critiquent le système politique. Cette mesure est basée sur quatre articles, comme on le montre ci-dessous:

Les moyennes des réponses à ces questions pour les sondés dans les ménages, une fois converties en une échelle de 0 à 100, sont montrées dans le Graphique 6-17.

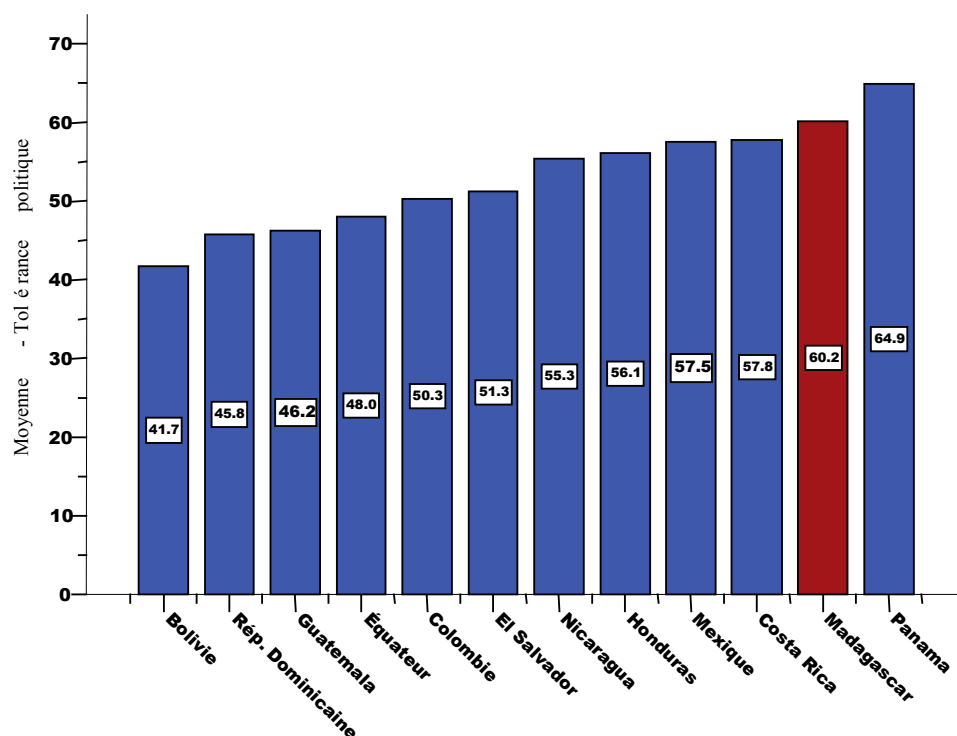
	Note 01 à 10 88=NSP	
D1. Il existe des gens qui ne font que critiquer le système de gouvernement à Madagascar. A quel point êtes-vous d'accord ou pas d'accord que ces gens-là aient le droit de vote ?		D1
D2. En pensant toujours à ces personnes qui critiquent le système de gouvernement à Madagascar, à quel point êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec le fait que ces personnes organisent des manifestations pacifiques pour exprimer leur point de vue ?		D2
D3. A quel point êtes-vous d'accord ou pas d'accord que ces personnes qui critiquent le système de gouvernement puissent se présenter aux élections publiques ?		D3
D4. En pensant toujours à ces personnes qui critiquent le système de gouvernement à Madagascar, à quel point êtes-vous d'accord ou pas d'accord qu'elles fassent des discours à la télévision ?		D4

Graphique 6-17. Tolérance pour le droit de... - Ménages



Cas pondérés pour ajuster les échantillons régionaux à la répartition de la population nationale

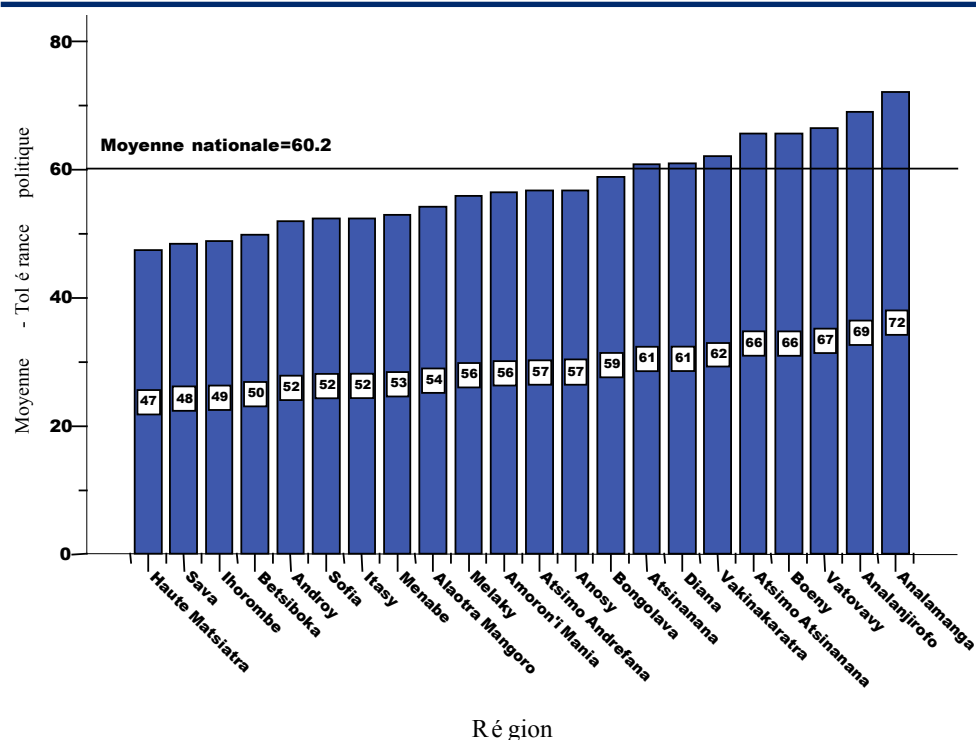
Graphique 6-18. Tolérance politique. Les ménages de Madagascar dans une perspective comparative



L'indice de tolérance politique est calculé comme la moyenne simple de ces quatre articles enregistrés. Le Graphique 6-18 montre le niveau moyen de la population Malgache en général (dans les ménages), comparé à ceux des pays latino-américains où ces questions ont été posées. Les résultats montrent que les citoyens de Madagascar sont beaucoup plus tolérants comparés aux citoyens de la plupart de pays latino-américains.

Le Graphique 6-19, à son tour, montre qu'il existe des différences régionales considérables dans la tolérance politique.

Graphique 6-19. Tolérance politique, par région - Ménages

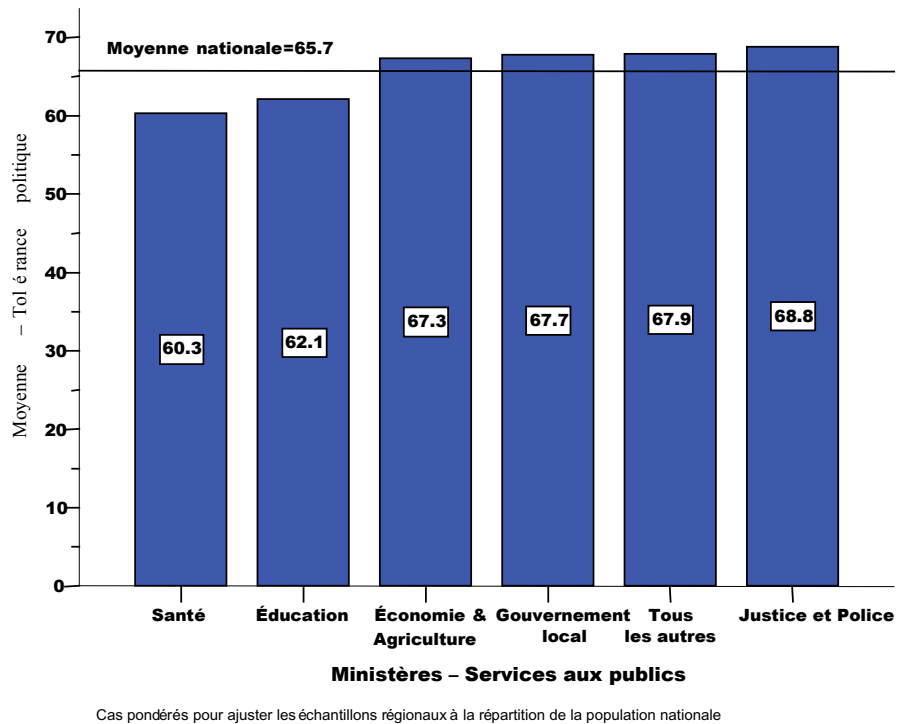


Cas pondérés pour ajuster les échantillons régionaux à la répartition de la population nationale

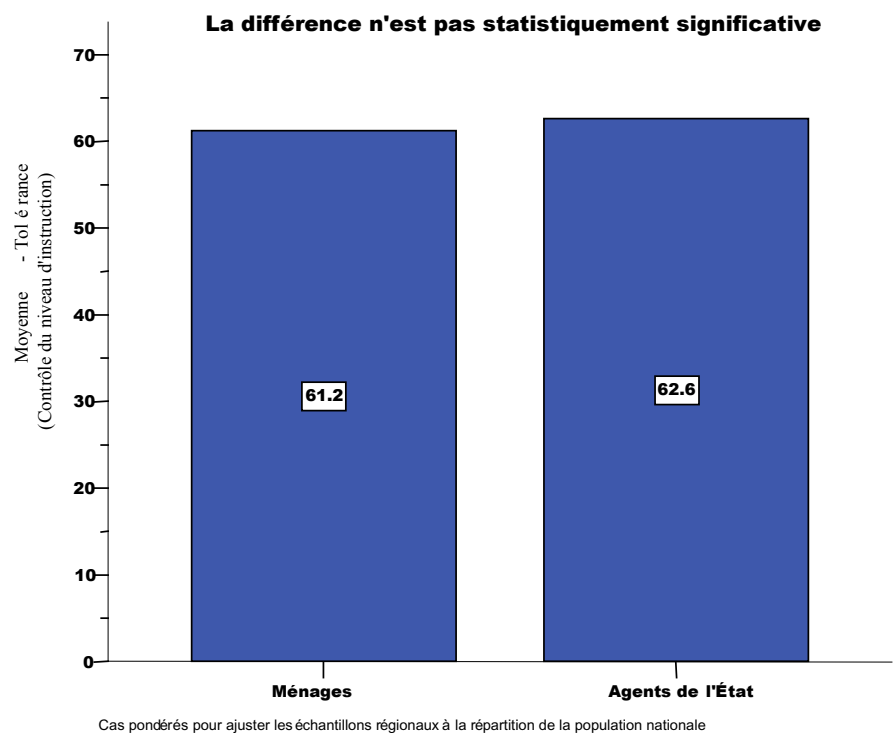
Parmi les agents de l'État, il y a aussi des variations auprès des agences ou ministères, comme le montre le Graphique 6-20. Il faut noter que la justice et la police sont les plus élevées. Bien que l'échantillon ne soit pas censé diviser ces deux secteurs et que le nombre d'observations dans chacun d'eux soit plutôt petit, une analyse préliminaire montre qu'il n'y a pas de différence statistiquement significative entre la police et la justice dans la tolérance politique.

Une fois de plus, si nous voulons comparer la tolérance politique moyenne des ménages avec celle des agents de l'État, il est important d'effectuer un contrôle pour le niveau d'instruction, vu que les agents de l'État tendent à être, en moyenne, plus éduqués que le grand public. Toute différence que nous pourrions trouver pourrait être le produit d'une différence de niveau d'instruction et non résulter du fait que les premiers sont des agents de l'État. Le Graphique 6-21 montre la tolérance politique moyenne pour ces deux groupes quand l'éducation est maintenue à un niveau constant. Comme ce graphique le montre, quand ces contrôles sont mis en place, il n'y a pas de différence statistiquement significative entre les deux échantillons.

Graphique 6-20. Tolérance politique des agents de l'État, par agence/ministère



Graphique 6-21. Tolérance politique. Ménages comparés aux agents de l'État (en contrôlant l'éducation)



6.4 Démocratie stable

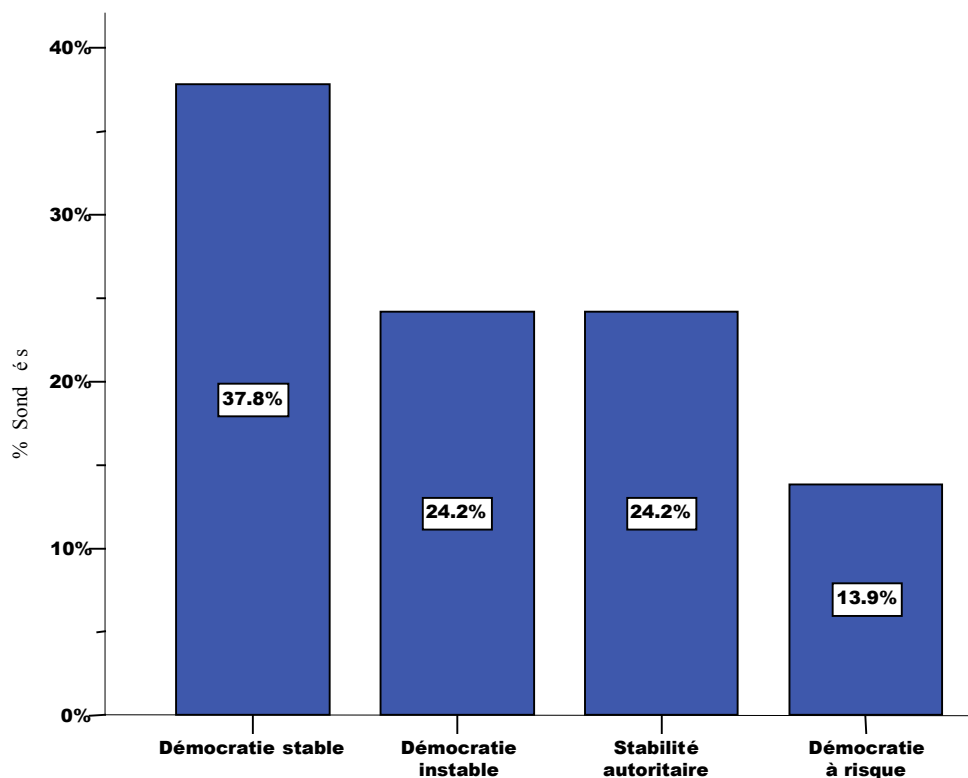
Notre mesure du soutien d'une démocratie stable est formée par les deux variables que nous avons analysées, notamment, l'appui au système et la tolérance politique. Nous adoptons une perspective théorique qui stipule que les deux valeurs, légitimité (appui au système) et tolérance, sont nécessaires pour qu'une démocratie puisse s'imposer. Les citoyens doivent non seulement considérer leur système politique comme légitime, mais ils doivent aussi respecter les droits politiques des autres citoyens, particulièrement ceux des minorités.

En combinant ces deux variables, nous pouvons établir une typologie des perspectives des régimes politiques. Ce cadre, montré ci-dessous, a été utilisé dans les études précédentes, particulièrement en Amérique latine.

Relation théorique entre la tolérance et l'appui au système dans les politiques institutionnellement démocratiques

	Tolérance	
	Elevée	Basse
Elevée	Démocratie	Stabilité autoritaire
Basse	Démocratie instable	Démocratie courant un risque

Graphique 6-22. Stabilité démocratique

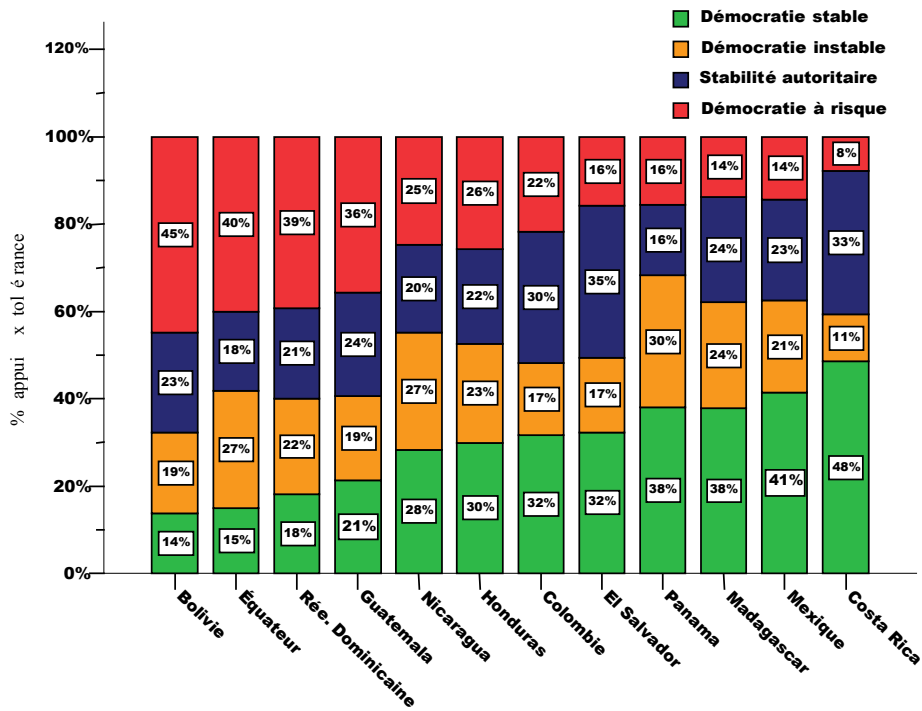


Cas pondérés pour ajuster les échantillons régionaux à la répartition de la population nationale

Comment les citoyens sont-ils répartis parmi ces catégories? Le Graphique 6-22 montre cette répartition.

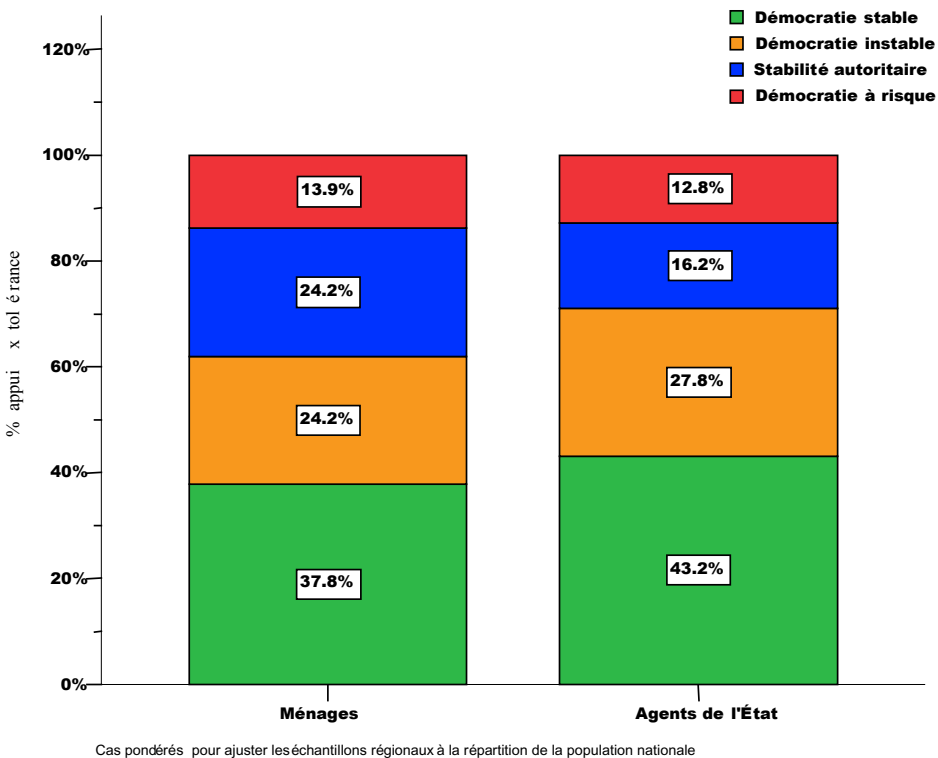
Le Graphique 6-23 montre cette distribution à Madagascar, comparé aux autres pays. Madagascar affiche un assez bon score comparé aux cas en Amérique latine.

Graphique 6-23. Combinaison de l'appui au système et de la tolérance.
Les ménages malgaches dans une perspective comparative



Quand on compare les ménages aux agents de l'État, nous pouvons voir dans le graphique 6-24 que ces derniers sont en général plus aptes à montrer des niveaux élevés d'appui au système et des niveaux élevés de tolérance, comme le montre le pourcentage plus élevé de agents de l'État tombant dans la catégorie «Démocratie Stable».

Graphique 6-24. Combinaison du soutien au système et à la tolérance. Ménages comparés aux agents de l'État



6.5 Corruption et démocratie

L'une des raisons motivant l'étude de la corruption dans un pays a trait à l'éventuel impact que la corruption pourrait avoir sur la stabilité du régime. La relation entre la corruption et le système politique a soulevé d'importants débats académiques.

Certains auteurs ont soutenu que la corruption pourrait être un moyen pour faire marcher la machine bureaucratique et une manière de redistribuer les biens publics, particulièrement dans les pays où l'arène politique a tendance à être fermée (Huntington 1968). De l'autre côté, certaines autres études soutiennent que la corruption est fortement liée au clientélisme et au copinage qui portent atteinte à la performance des démocraties (Banfield 1958).

Toutefois, cela ne fait que peu de temps que la plausibilité de ces hypothèses a fait l'objet d'une confirmation empirique ou d'une non-confirmation. Dans ses études sur les pays de l'Amérique Centrale et du Sud, le *Latin American Public Opinion Project* (LAPOP) s'est concentré sur la relation empirique entre la victimisation par la corruption et l'appui au système. Ces études ont montré que la corruption peut entraîner une perte de la légitimité pour le système politique (Seligson 2002).

Ici, nous voulons tester une telle hypothèse, c'est-à-dire, nous voulons examiner si les épisodes de corruption ont un effet négatif sur l'appui au système à Madagascar. Afin d'évaluer de manière empirique ces hypothèses, nous établissons un modèle de régression à multiples variables dont l'appui au système constitue une variable dépendante, à l'aide des échantillons de ménages.

Le principal précurseur dans ce modèle est la victimisation par la corruption, codée 1 si on a demandé au sondé (au moins une fois) de verser un pot-de-vin, et 0 pour les autres cas.

Nous voulons effectuer un contrôle pour un certain nombre de facteurs qui peuvent avoir un effet sur le appui au système, tels que:

- 2012 L'évaluation de la performance économique actuelle du pays par le sondé.
- 2013 L'évaluation de sa propre situation économique par le sondé.
- 2014 Les caractéristiques socio-démographiques telles que (a) le genre; (b) l'âge; (c) le niveau d'instruction; (d) le niveau de richesse; (e) le sondé vit en milieu urbain ou rural; (f) la situation familiale du sondé; et (g) le nombre d'enfants du sondé.

Les résultats du modèle de régression sont affichés dans le tableau 6-1.

Tableau 6-1. Résultats du modèle de régression - Appui au système

Variable dépendante: PSA5 (appui au système)			
Précurseur	Coefficient (erreur standard)	Signification	
Genre (masculin)	-.36 (.820)	.657	
Age (q2)	.04 (.041)	.295	
Éducation (ed)	-.49 (.629)	.433	
Richesse	-.13 (.033)	.000	***
Urbain	-2.44 (1.025)	.017	*
Marié ou union civile (marié)	-.80 (.944)	.396	
# Enfants (q12)	.37 (.210)	.080	
Performance éco. actuelle du pays (soct1r)	.14 (.020)	.000	***
Situation éco. personnelle actuelle (idio1r)	.10 (.021)	.000	***
Victime de corruption (pot-de-vin par 2)	-4.06 (.904)	.000	***
Constante	52.44 (1.909)	.000	
N	2,473		
Adj. R ²	.07		

* Sig. < .05

** Sig. < .01

*** Sig. < .001

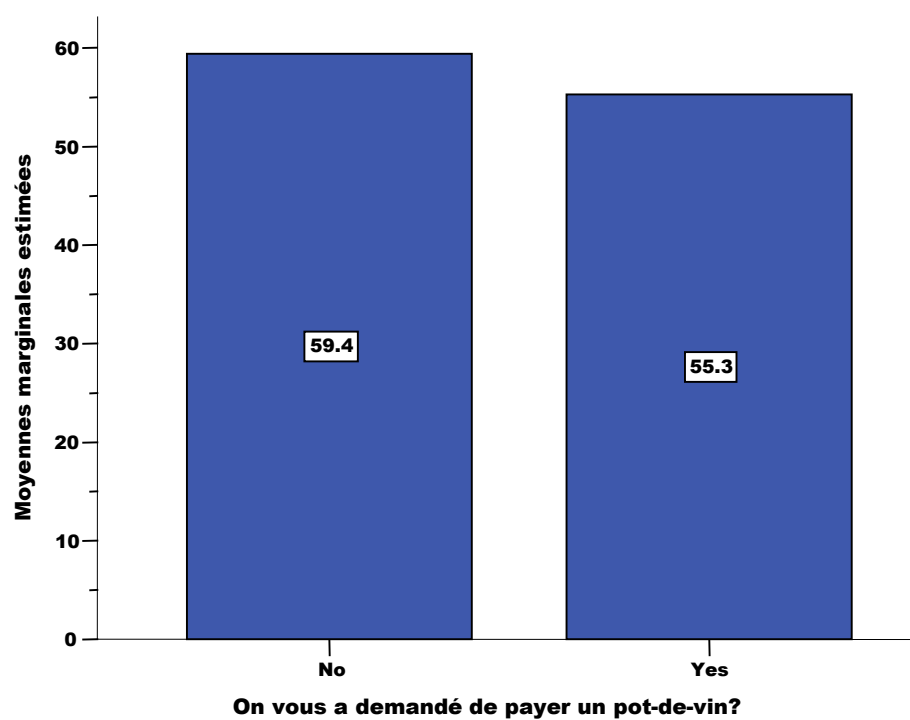
D'abord, ce modèle montre que, quand tous les autres facteurs sont maintenus à un niveau constant, les gens mieux nantis et les citoyens tendent à montrer moins d'appui au système politique.

Deuxièmement, tant que le facteur socio-tropique (évaluation de la performance économique du pays) que le facteur « porte-monnaie » (évaluation de sa propre situation économique) ont un effet positif considérable sur l'appui au système, toute chose égale par ailleurs. Ceci signifie que, plus l'évaluation de l'économie est positive, plus les sondés expriment leur appui.

Enfin, et de manière plus importante, quand on contrôle tous les facteurs précédents, il y a encore un impact solide et considérable de la victimisation par la corruption sur la légitimité du système. En fait, on prévoit que toute chose égale par ailleurs, un sondé à qui l'on a demandé (au moins une fois) un pot-de-vin, donne plus de 4 points en moins pour le système que quelqu'un qui n'a jamais été victime d'un tel acte de corruption. Cela signifierait que s'il n'y avait pas de corruption à Madagascar, l'appui au système augmenterait jusqu'à un degré proche de celui du pays qui se trouve en tête dans cette étude comparative. Ce résultat est important puisqu'il montre l'effet négatif de la corruption sur la légitimité; à Madagascar, la corruption mine l'appui à la légitimité du système politique.

Afin de mieux illustrer cela, le Graphique 6-25 montre cet impact, tout en gardant tous les autres facteurs à un niveau constant par rapport à leurs moyennes.

Graphique 6-25. Impact de la victimisation par la corruption sur l'appui au système - Ménages (en contrôlant tous les autres facteurs)



Sig. < .001

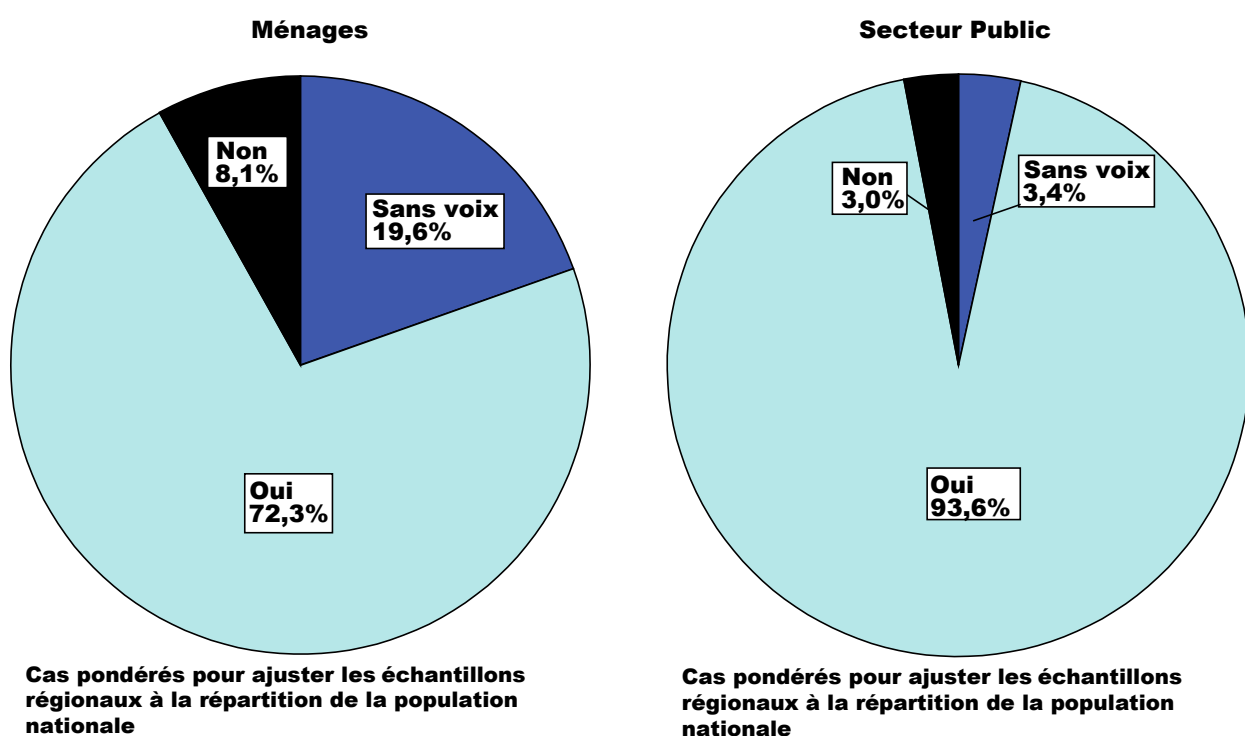
7.0 Efficacité et crédibilité des organes de lutte contre la corruption

Ce chapitre présente les résultats de l'enquête qui servent à démontrer *comment la population conçoit non seulement la corruption, mais aussi la stratégie de lutte contre la corruption et les organes chargés de sa mise en oeuvre, principalement le BIAAnCo.*

Sensibilisation à la Stratégie de lutte contre la Corruption

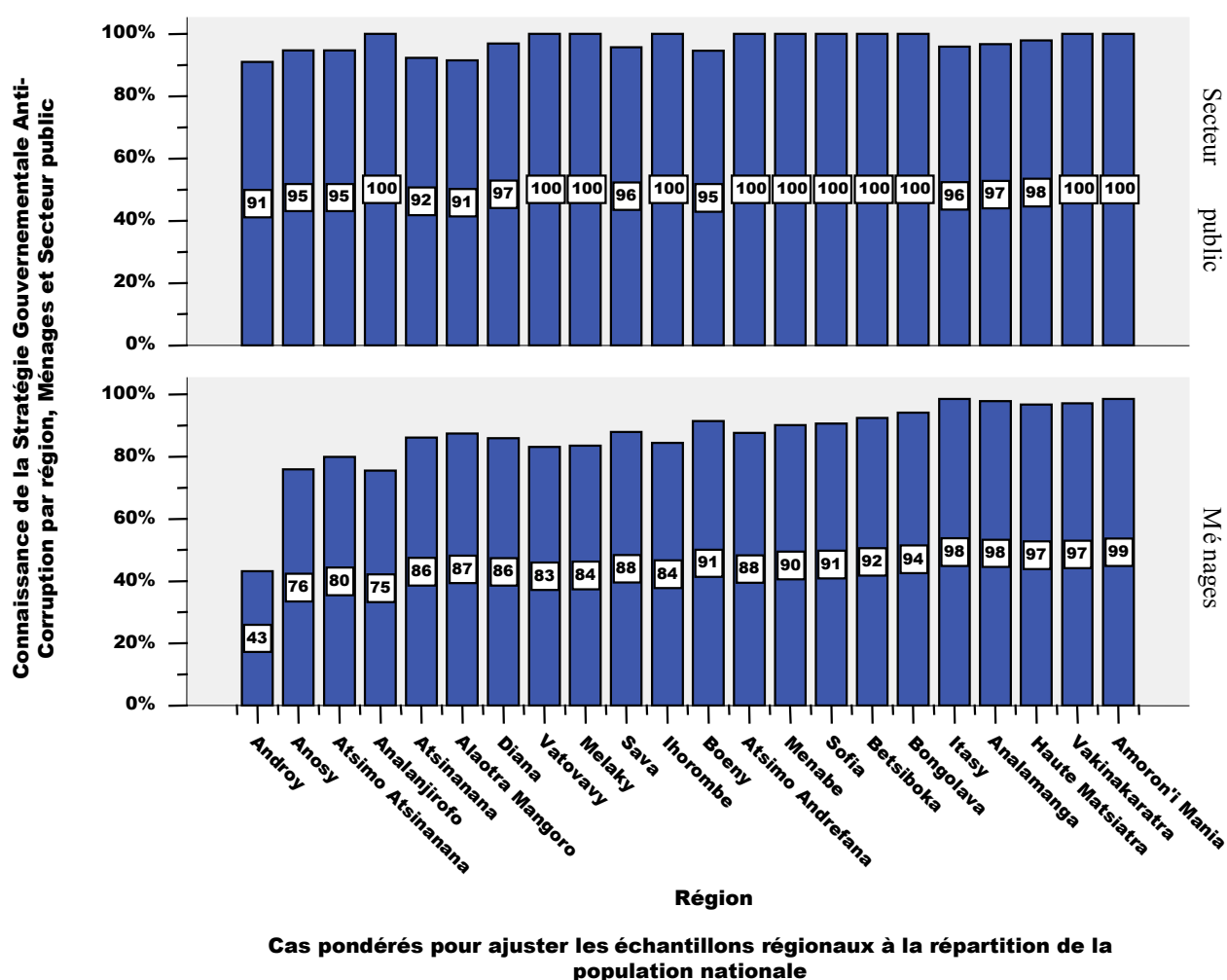
Déterminer la magnitude de la corruption est une chose, mais réduire sa magnitude en est une autre. Un élément important pour réduire la corruption est la sensibilisation de la population à ses impacts négatifs sur le développement et la démocratie. Dans cette partie de l'analyse, nous examinons la sensibilisation de la population quant aux efforts anti-corruption. Comme nous pouvons le constater dans le graphique 7-1, près des trois-quarts du public et plus de 90% des agents de l'État sont au courant de l'existence de la stratégie.

Graphique 7-1. Connaissance que le Gouvernement a adopté une Stratégie Anti-Corruption



En examinant ces mêmes données par région, nous voyons que parmi les agents de l'État presque tous connaissent la stratégie dans toutes les régions de l'île et que les différences entre celles-ci sont minimales. Auprès du public, pourtant, il y a quelques variations au niveau de certaines régions. C'est dans la région d'Androy où la stratégie semble la moins connue, tant chez les ménages que chez les agents de l'État.

Graphique 7-2. Connaissance de la Stratégie Anti-Corruption par région, ménages et agents de l'État



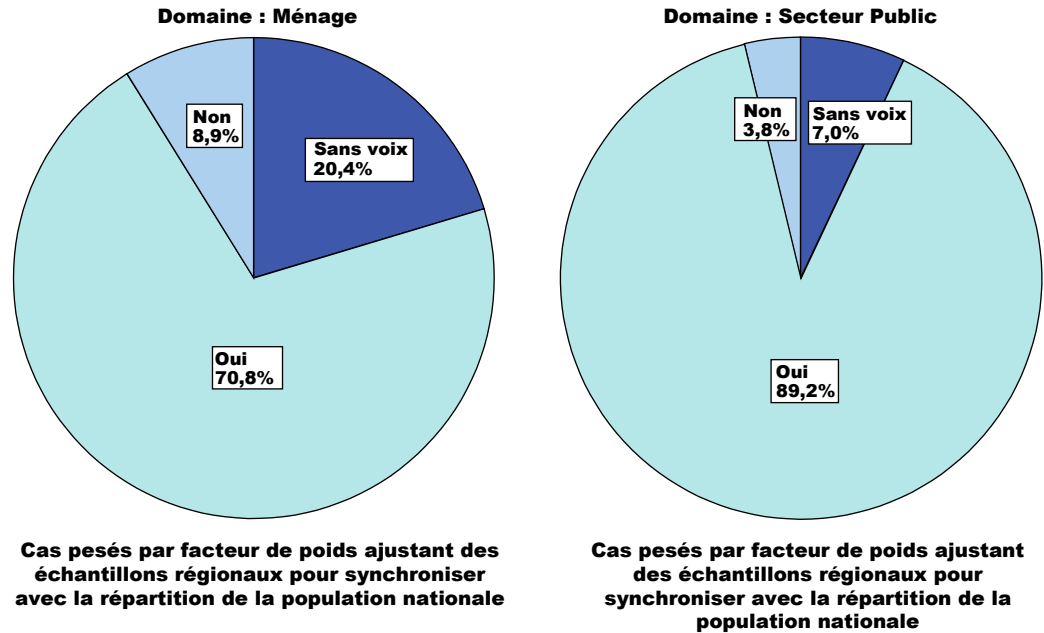
Connaissance des lois Anti-Corruption

Nous avons ensuite demandé si les personnes interrogées étaient au courant de l'existence des lois anti-corruption. Le graphique 7-3 montrent les résultats pour les ménages et le secteur public.

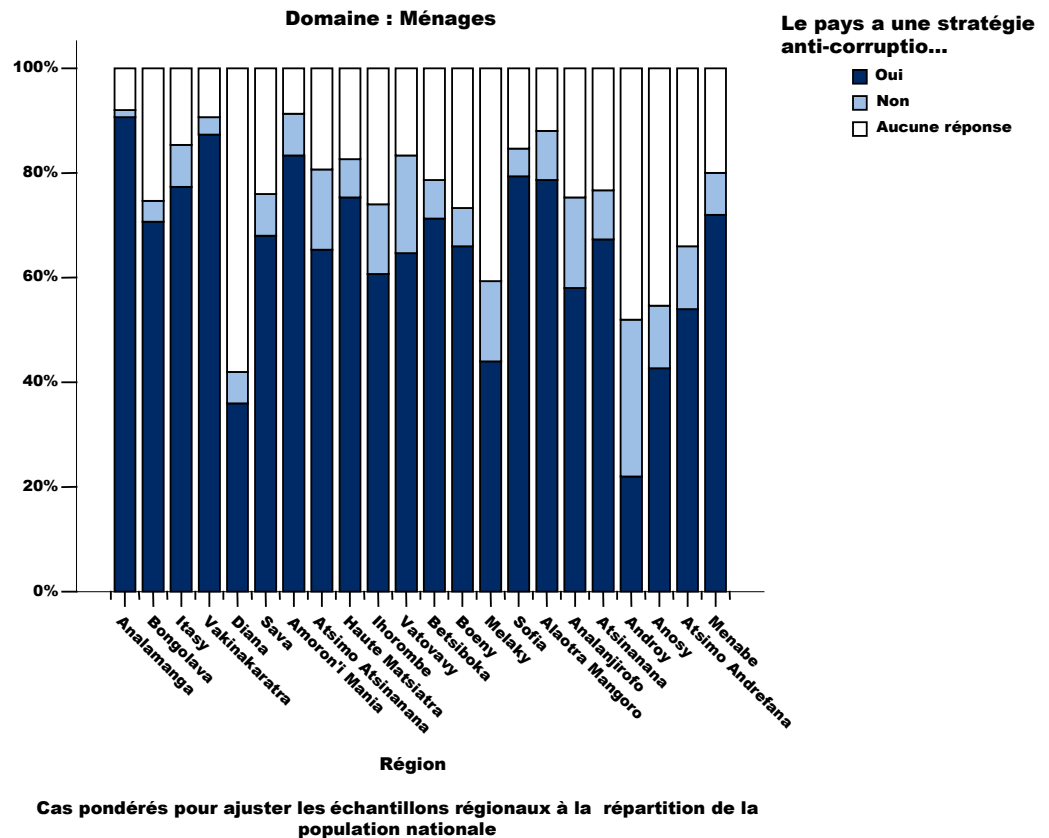
Comme nous pouvons le constater, dans les deux groupes, une grande majorité dit que ces lois existent, mais parmi les ménages, environ un tiers dit soit que ces lois n'existent pas, soit qu'ils l'ignorent.

En examinant cet aspect de plus près, nous trouvons que parmi les ménages il existe une grande variation. A l'exception de certaines régions (ex. : Diana et Androy), la plupart des Malgaches sont au courant des lois, mais dans d'autres, beaucoup de gens ne le savent simplement pas du tout ou disent «non.»

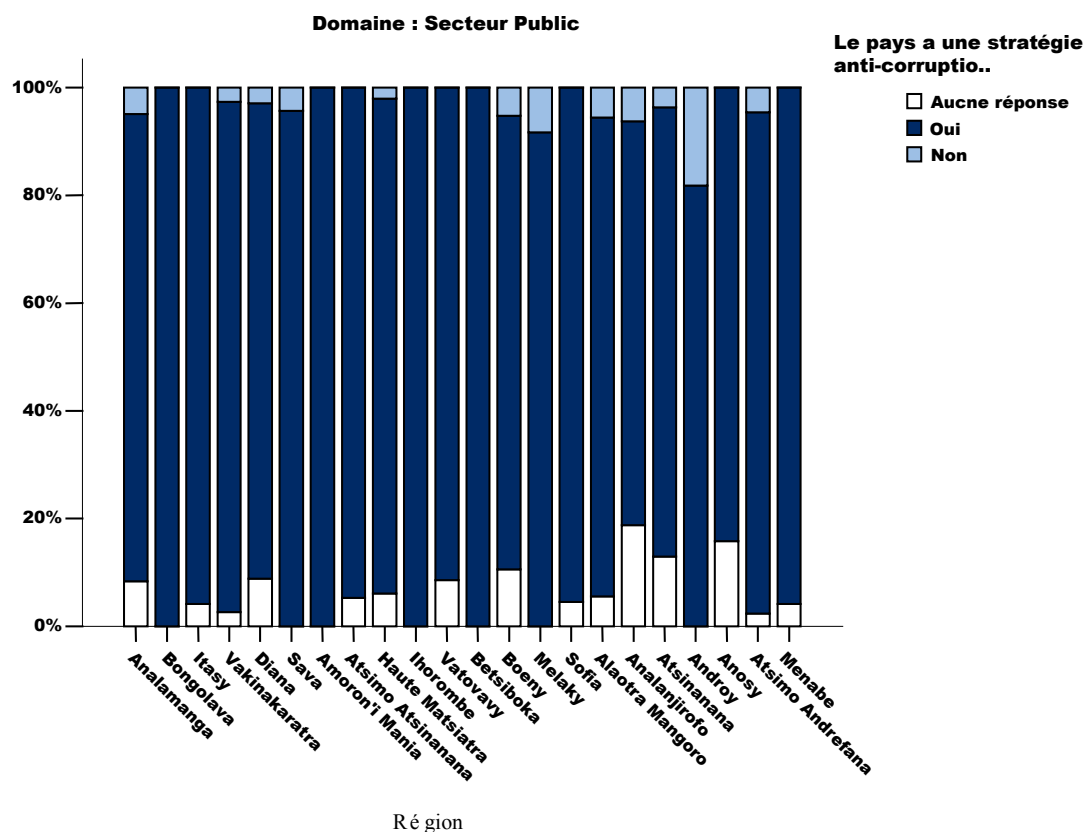
Graphique 7-3. Est-ce que le pays dispose de lois Anti-Corruption? Ménages et secteur public



Graphique 7-4. Connaissance des Lois Anti-Corruption à Madagascar: Ménages

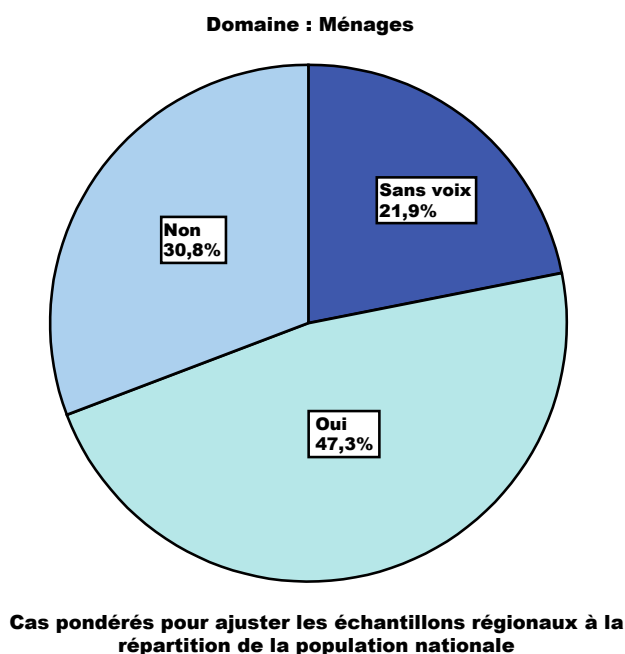


Graphique 7-5. Connaissance des lois anti-Corruption à Madagascar : Agents de l'État



Cas pondérés pour ajuster les échantillons régionaux à la répartition de la population nationale

Graphique 7-6. La lutte contre la corruption vise-t-elle les petites infractions, laissant tranquilles les crimes graves? Secteur Public



Parmi les agents de l'État, comme on le montre dans le graphique 7-5, il existe une très faible variation. Tous les employés sont pour ainsi dire conscients de l'existence des lois anti-corruption.

Crédibilité de l'effort Anti-Corruption

Nous avons demandé aux sondés s'ils étaient d'accord avec la déclaration selon laquelle «la lutte contre la corruption vise les petites infractions, laissant tranquilles les crimes graves.» Comme le montre le graphique 7-6, moins de la moitié de toutes les personnes interrogées sont d'accord avec cette affirmation.

Les avis sur cette question varient considérablement. Comme le montre le graphique 7-7, une grande partie de la population n'avait pas d'opinion, même si la majorité dans plusieurs régions étaient d'accord avec cette déclaration.

Pris ensemble, les points ci-dessus suggèrent que la plupart des Malgaches sont au courant des lois anti-corruption, mais une proportion importante du public est sceptique quant à leur efficacité.

Connaissance de la campagne médiatique

On a posé aux personnes interrogées une série de questions pour déterminer si elles étaient au courant des efforts pour faire connaître la campagne anti-corruption. Le tableau 7-1 en donne les résultats. L'échantillon auprès des ménages montre que l'effort que l'on reconnaît le plus facilement était celui des posters, suivi de la télévision et ensuite des journaux. D'un autre côté, en aucun des cas, pas plus d'un tiers des sondés n'ont dit qu'ils avaient vu la campagne dans ces médias. Toutefois, il y avait chez les agents de l'État une reconnaissance massive de la campagne.

Graphique 7-7 La lutte contre la corruption vise-t-elle les petites infractions, laissant tranquilles les crimes graves? Ménages

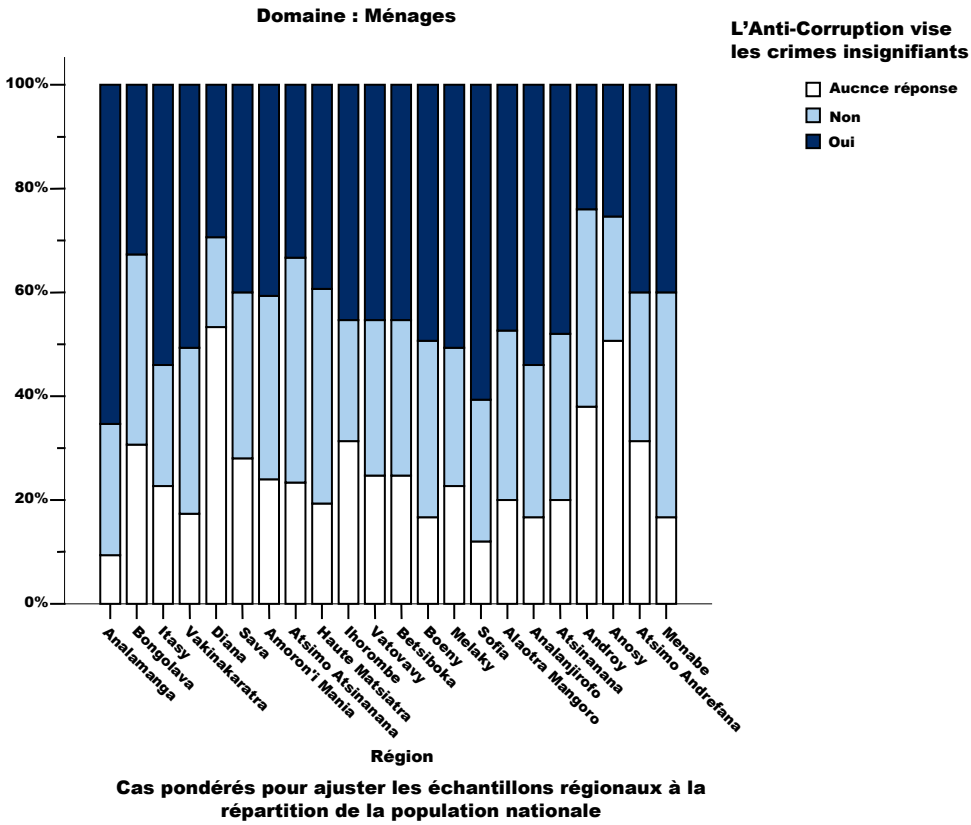


Tableau 7-1. Connaissance de la campagne Anti-Corruption sur les médias.

Echantillon	Question	Oui	Non
1.00 Ménages	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous vu la publicité sur la lutte contre la corruption à la télévision ?	28,9%	71,1%
	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous vu la publicité sur la lutte contre la corruption dans les journaux ?	21,3%	78,7%
	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous vu la publicité sur la lutte contre la corruption sur les posters ?	35,2%	64,8%
2.00 Secteur public	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous vu la publicité sur la lutte contre la corruption à la télévision ?	84,3%	15,7%
	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous vu la publicité sur la lutte contre la corruption dans les journaux ?	72,7%	27,3%
	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous vu la publicité sur la lutte contre la corruption sur les posters ?	81,4%	18,6%

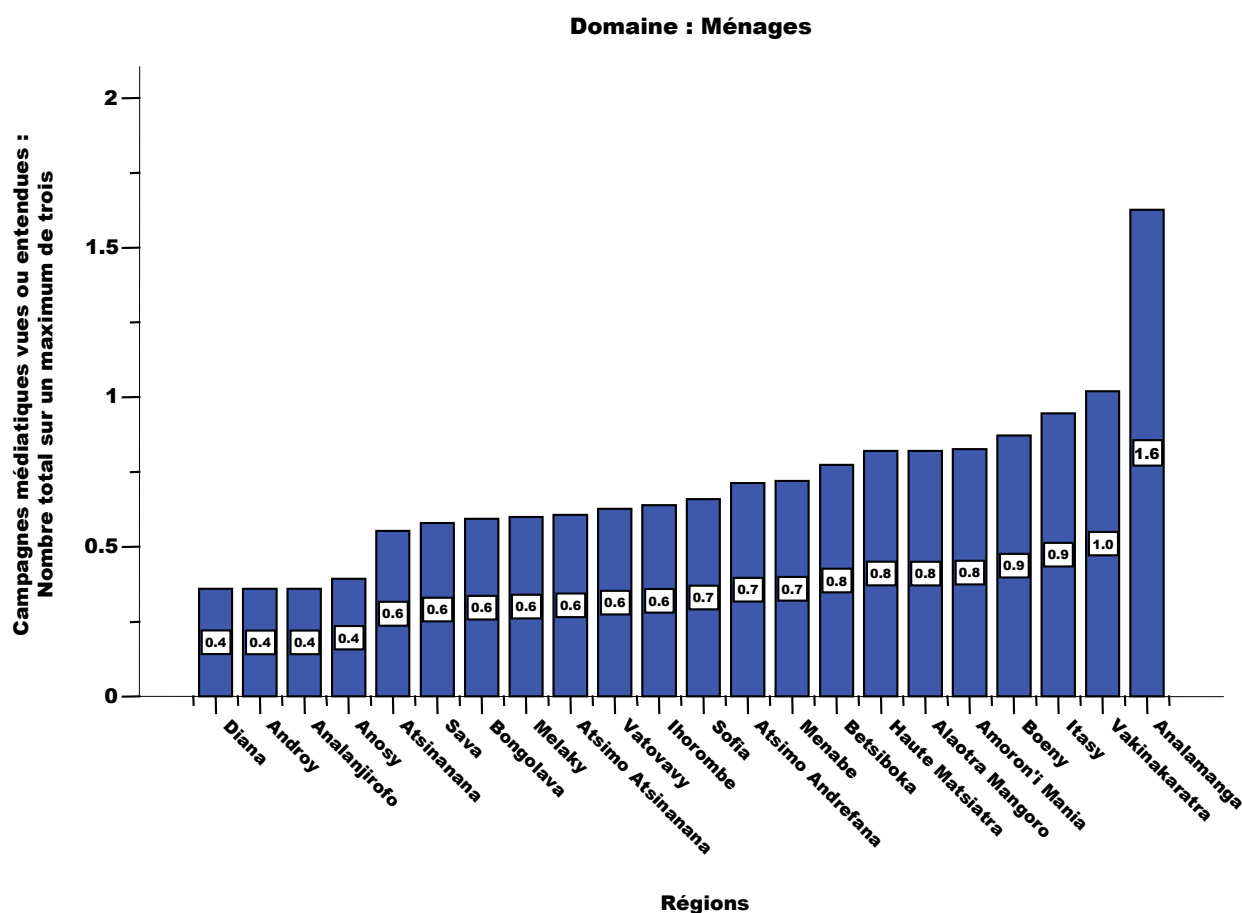
Tableau 7-2. Nombre total d'émissions médiatiques Anti-Corruption vues par les personnes interrogées

Echantillon	Nombre de média	Sondés	%	Cumulatif %
1.00 Ménage	0,00	1.769	53,6	53,6
	1,00	688	20,9	74,5
	2,00	467	14,2	88,6
	3,00	376	11,4	100,0
	Total	3.300	100,0	
2.00 Secteur public	0,00	52	5,8	5,8
	1,00	104	11,6	17,3
	2,00	206	22,9	40,2
	3,00	538	59,8	100,0
	Total	900	100,0	

Il se peut que certaines personnes n'aient vu aucun message publicitaire, alors que d'autres en auraient vu certains mais pas tous. Le tableau 7-2 présente les trois sources de la campagne. Comme on le voit, 53,6% du public n'en ont vu aucun, ce qui veut dire qu'environ la moitié en a vu au moins un. Parmi les agents de l'État, seuls 5,8% n'en ont vu aucun.

D'après les données auprès des ménages dans une perspective régionale, et en examinant le nombre total des trois sources de média incluses dans le questionnaire (télévision, journaux et posters), nous voyons qu'il y a une variation considérable, comme le montre le graphique 7-8.

Graphique 7-8. Connaissance de campagnes médiatiques auprès des ménages, par Région



L'enquête a également porté sur la connaissance du Conseil Supérieur de Lutte Contre la Corruption (CSLCC). Les résultats apparaissent dans le graphique 7-9. Le contraste entre les ménages et les agents de l'État est très marqué. Seuls 11,5% des ménages contre 69,1% des agents de l'État ont entendu parler du CSLCC.

Information sur les mesures spécifiques Anti-Corruption

On a posé une série de quatre questions précises aux sondés sur les mesures anti-corruption. Celles-ci sont résumées dans le tableau 7-3. Une fois encore, on note des différences prononcées entre les ménages et les agents de l'État. Il est probable que la plupart des différences que nous observons entre les ménages et les agents de l'État sont dues au fait que les agents de l'État travaillent dans un environnement où ces réformes et mesures sont discutées plus souvent. Parmi le public, un peu plus d'un tiers ont reçu des informations sur la manière de détecter la corruption, par opposition à deux-tiers chez les agents de l'État. L'enquête a ensuite posé une question sur la signature des «accords d'intégrité» et seule une petite proportion des ménages et du secteur public l'aurait signé. De pourcentages plus vastes ont entendu parler des actions de sensibilisation anti-corruption par le secteur judiciaire.

Graphique 7-9. Proportions des échantillons qui ont entendu parler du CSLCC

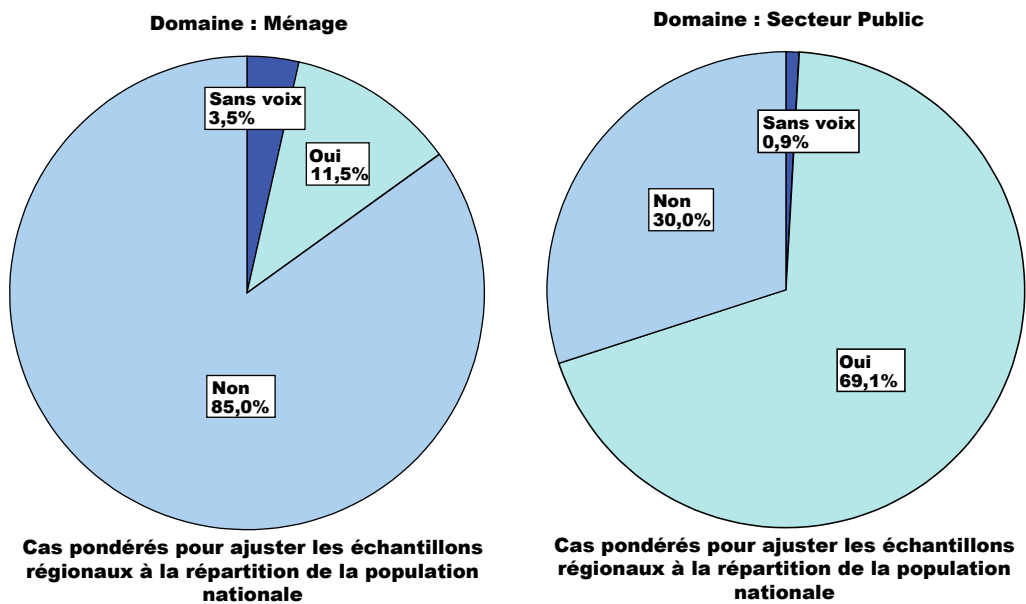


Tableau 7-3. Information sur les mesures spécifiques Anti-Corruption : Ménages & Secteur public

		Oui	Non	Ne savent pas	Inap
1.00 Ménage	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous reçu des informations sur la manière de détecter la corruption?	37,0%	61,0%	1,9%	
	Avez-vous déjà entendu parler d'agents qui signent un accord d'intégrité?	3,4%	92,4%	4,2%	
	Avez-vous déjà signé un accord d'intégrité dans votre travail?	1,2%	5,0%	1,3%	92,4%
	Au cours des 12 derniers mois, étiez-vous avisés des actions entreprises par la Justice pour lutter contre la corruption?	26,8%	70,0%	3,3%	
2.00 Secteur public	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous reçu des informations sur la manière de détecter la corruption?	68,2%	29,9%	1,7%	0,2%
	Avez-vous déjà entendu parler d'agents qui signent un accord d'intégrité?	17,8%	79,0%	3,0%	0,2%
	Avez-vous déjà signé un accord d'intégrité dans votre travail?	12,4%	13,6%	1,6%	72,4%
	Au cours des 12 derniers mois, étiez-vous avisés des actions entreprises par la Justice pour lutter contre la corruption?	54,2%	44,2%	1,6%	

Puis, l'enquête fait suivre ces questions par des questions supplémentaires sur les efforts anti-corruption. Elles sont résumées pour les ménages et le secteur public dans le tableau 7-4. Parmi les ménages, il est clair que BIANCo jouit d'une visibilité de haut niveau; le niveau observé chez les agents de l'État est encore plus haut.

Tableau 7-4. Connaissance des mesures supplémentaires Anti-Corruption

Echantillon	Question	Oui	Non	Ne savent pas	Inap
1.00 Ménages	Avez-vous déjà entendu parler de la Chaîne Pénale Anti-Corruption?	3,6%	91,6%	4,8%	
	Pensez-vous que la Chaîne Pénale Anti-Corruption est efficace?	1,4%	1,1%	1,1%	96,4%
	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous signé une Déclaration d'engagement volontaire contre la Corruption?	0,8%	95,5%	3,6%	
	Avez-vous entendu parler du BIANCO?	46,8%	52,1%	1,1%	
	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous entendu parler des actions du BIANCO visant à prévenir la corruption?	34,0%	12,7%		53,2%
	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous entendu parler des investigations menées par BIANCO?	22,6%	11,3%	0,1%	66,0%
	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous entendu parler des actions du BIANCO visant à éduquer les citoyens et à obtenir leur appui?	24,9%	8,8%	0,3%	66,0%
2.00 Secteur Public	Avez-vous déjà entendu parler de la Chaîne Pénale Anti-Corruption?	32,6%	65,7%	1,8%	
	Pensez-vous que la Chaîne Pénale Anti-Corruption est efficace?	12,6%	7,6%	12,4%	67,4%
	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous signé une Déclaration d'engagement volontaire contre la Corruption?	6,2%	92,3%	1,4%	
	Avez-vous entendu parler du BIANCO?	97,9%	1,8%	0,3%	
	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous entendu parler des actions du BIANCO visant à prévenir la corruption?	85,6%	12,3%		2,1%
	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous entendu parler des investigations menées par BIANCO?	64,9%	20,7%		14,4%
	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous entendu parler des actions du BIANCO visant à éduquer les citoyens et à obtenir leur support?	66,9%	17,7%	1,0%	14,4%

Comme le BIANCo est si connu, il est important de mesurer sa perception populaire. Le tableau 7-5 montre que deux-tiers des ménages n'a aucune idée sur la création du BIANCo puisqu'il n'en a pas entendu parler. Mais presque tous ceux qui en ont entendu parler pensent que sa création était une bonne idée. Parmi les agents de l'État, seulement 5% disent que la création du BIANCo n'était pas une bonne chose.

Tableau 7-5. Évaluation du BIANCo

Echantillon	Question	Oui	Non	Ne savent pas	Inap
1.00 Ménage	Créer BIANCO était-il une bonne idée?	31,4%	1,4%	1,1%	66,0%
	BIANCO est-il un bureau indépendant ?	66,2%	33,8%		
2.00 Secteur public	Créer BIANCO était-il une bonne idée?	75,8%	5,3%	4,4%	14,4%
	BIANCO est-il un bureau indépendant ?	54,0%	46,0%		

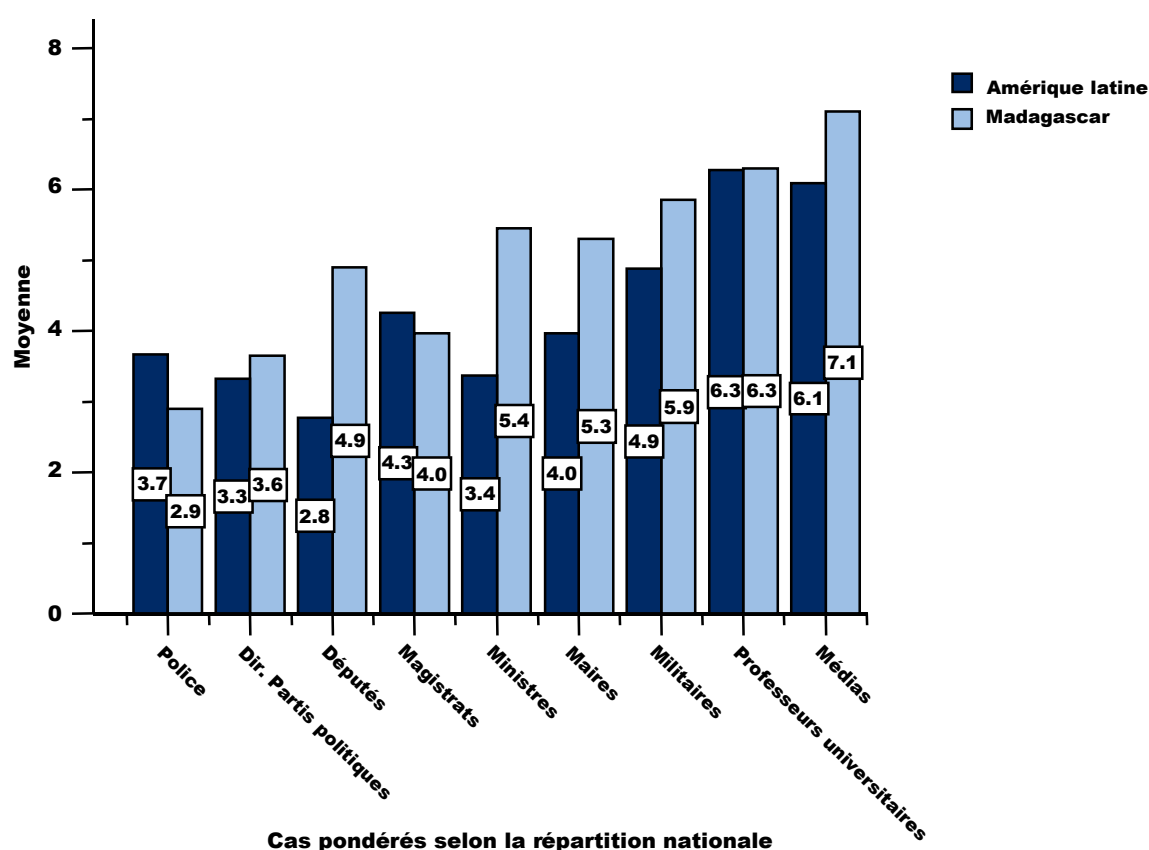
Suggestion pour rendre la campagne Anti-Corruption efficace

L'un des facteurs les plus importants dans l'effort de «vendre» un programme gouvernemental à la population est que le messager doit être considéré comme crédible. Il va sans dire que le processus qui consiste à désigner un tel programme devrait être transparent et participatif avec des contributions des citoyens à différentes étapes. L'enquête présente une série importante d'aspects qui nous aident à déterminer le niveau de crédibilité des différentes sources possibles de ce message. Le tableau 7-10 dessous montre une comparaison des données combinées de 11 pays en Amérique Latine, avec les mêmes questions que celles posées à Madagascar, les sondés à qui on lit une liste et on leur demande de juger chaque point sur la liste allant du corrompu à l'honnête, le score le plus élevé (10) étant le plus honnête.¹

¹Malheureusement , à Madagascar, l'échelle varie de 0-10, alors qu'en Amérique latine, elle varie de 1 à 10. Pour pouvoir comparer les deux scores, l'échelle du score latino-américain de '1' était rétrogradée à '0'.

Les résultats sont révélateurs. Tout d'abord, elles montrent que les médias sont perçus comme honnêtes à Madagascar, plus que tout autre groupe des séries. Deuxièmement, les professeurs à l'université et les militaires sont également perçus comme honnêtes. Troisièmement, dans toutes les catégories à l'exception de deux (la police et les magistrats), le peuple malgache accorde un taux d'honnêteté plus élevé à ces groupes que les Latino-Américains. Pour le cas des députés et ministres, le fossé entre l'Amérique latine et Madagascar est particulièrement marqué, avec des taux vraiment plus élevés à Madagascar qu'en Amérique latine. Le taux moins élevé de la police, plus faible qu'en Amérique Latine, est très suggestif. Il paraîtrait qu'on ne tient pas la police en grande estime (du moins en termes de perception de leur honnêteté). Nous en avons déjà vu la raison dans cette section du rapport sur les corruptions de la police de la circulation.

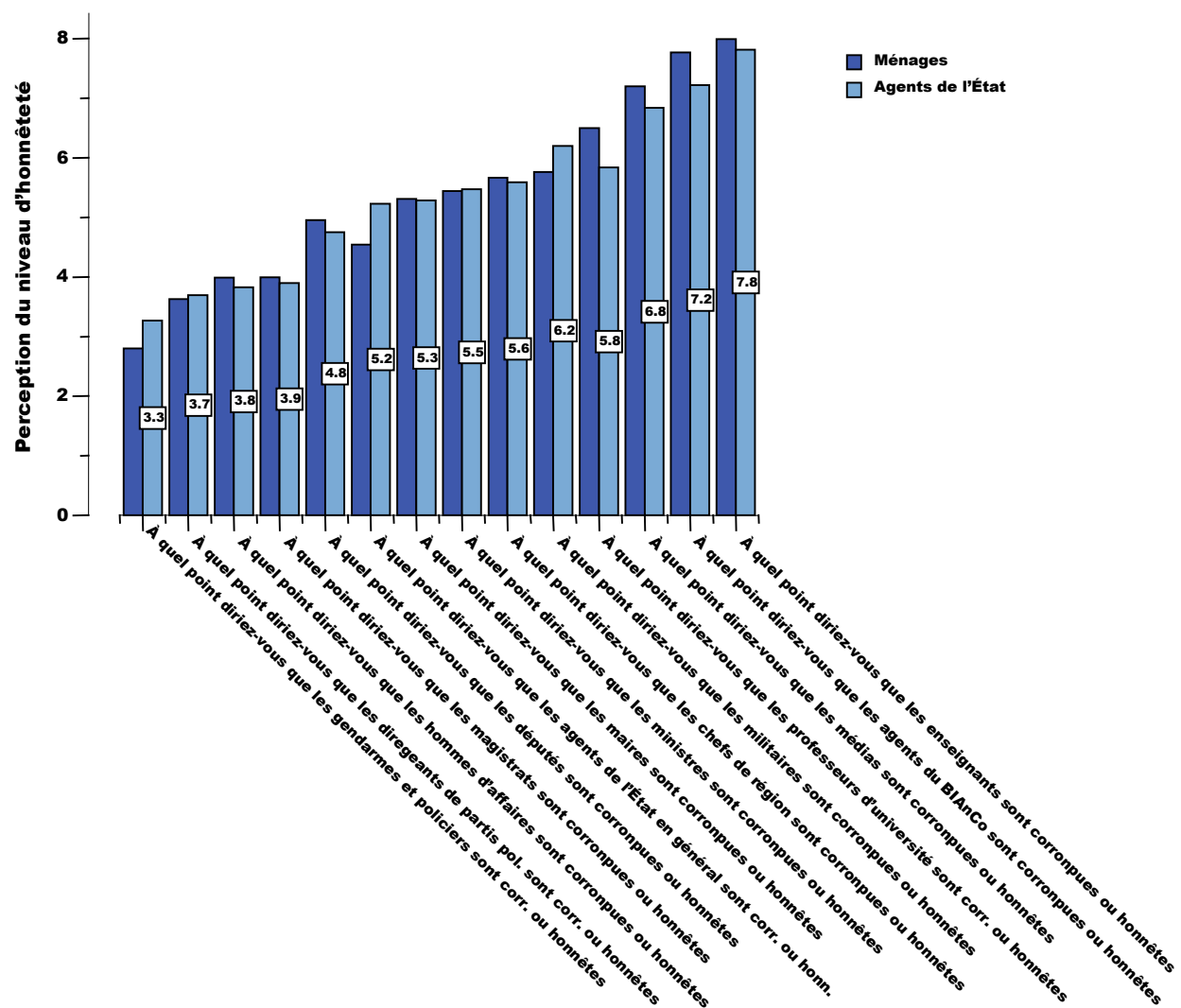
Graphique 7-10. Degré relatif d'honnêteté des différents fonctionnaires publics : Madagascar c. pays combinés de l'Amérique Latine



Les résultats de l'analyse comparative afférente à la perception de l'honnêteté/ malhonnêteté par diverses institutions publiques devraient aider à la formulation d'une stratégie pour lutter contre la corruption. Mais le questionnaire de Madagascar comprenait quelques institutions qui n'étaient pas dans le questionnaire latino-américain. C'est pourquoi, avant de conclure cette section, nous devrions considérer l'ensemble des éléments de la perception de l'honnêteté que contient l'enquête.

Dans le graphique 7-11, nous voyons que lorsque tous les éléments sont inclus, les enseignants sont perçus comme encore plus honnêtes que les médias ou les professeurs d'université. Les résultats montrent également que BIANCo est en très bonne position, en deuxième position après les enseignants. Enfin, les ménages et les agents de l'État sont fortement en accord sur presque tous les plans.

Graphique 7-11. Perception de l'honnêteté/malhonneteté à Madagascar, Ménages & Agents de l'État



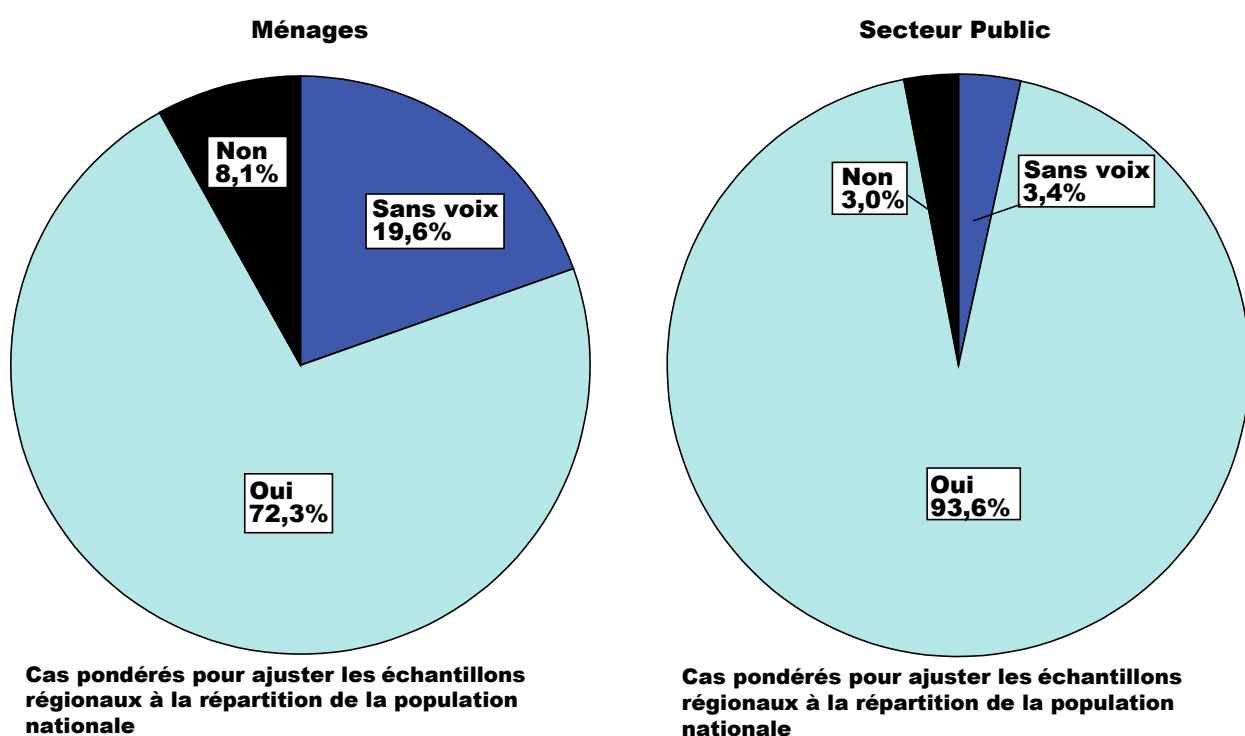
7.0 Efficacité et crédibilité des organes de lutte contre la corruption

Ce chapitre présente les résultats de l'enquête qui servent à démontrer *comment la population conçoit non seulement la corruption, mais aussi la stratégie de lutte contre la corruption et les organes chargés de sa mise en oeuvre, principalement le BIAAnCo.*

Sensibilisation à la Stratégie de lutte contre la Corruption

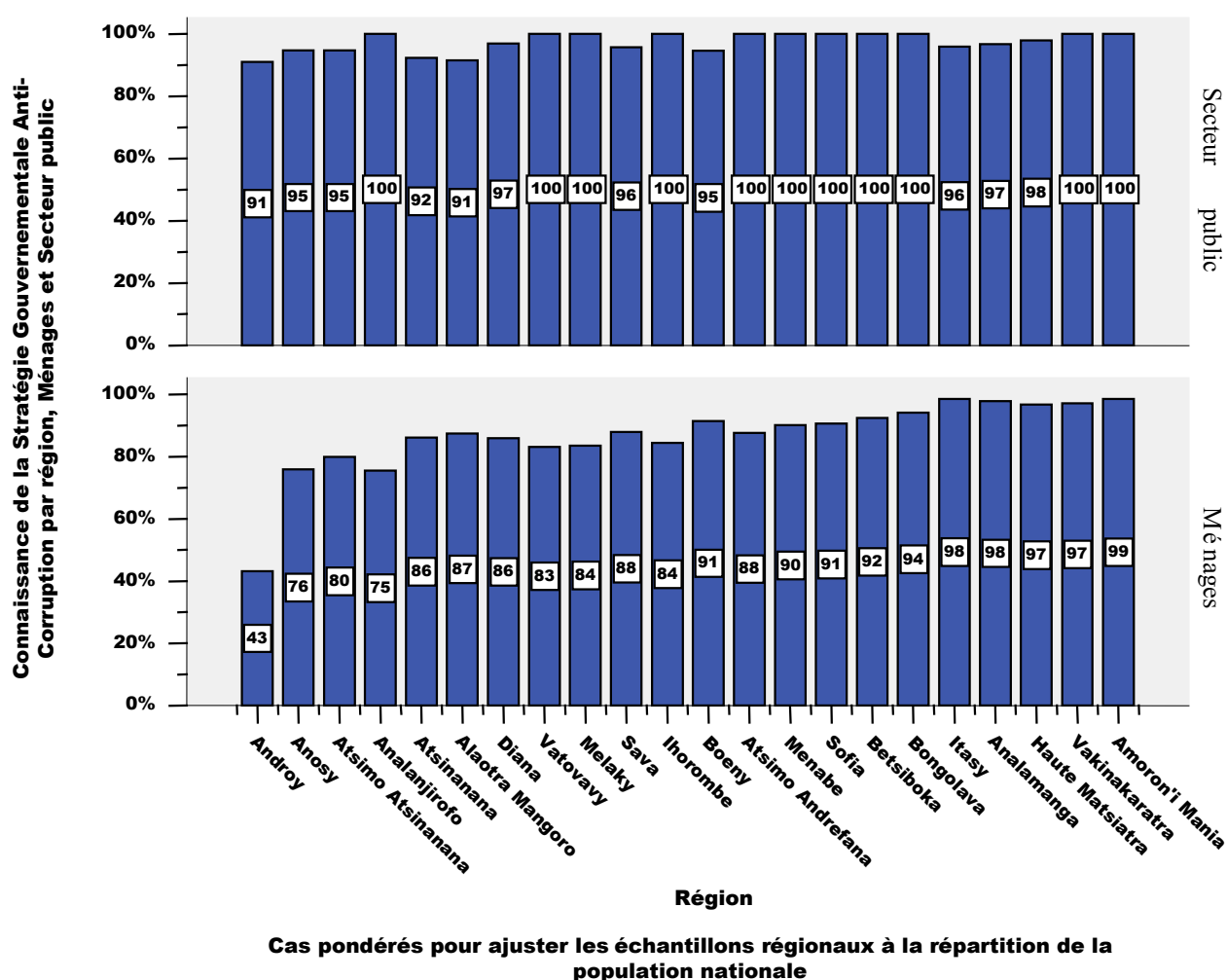
Déterminer la magnitude de la corruption est une chose, mais réduire sa magnitude en est une autre. Un élément important pour réduire la corruption est la sensibilisation de la population à ses impacts négatifs sur le développement et la démocratie. Dans cette partie de l'analyse, nous examinons la sensibilisation de la population quant aux efforts anti-corruption. Comme nous pouvons le constater dans le graphique 7-1, près des trois-quarts du public et plus de 90% des agents de l'État sont au courant de l'existence de la stratégie.

Graphique 7-1. Connaissance que le Gouvernement a adopté une Stratégie Anti-Corruption



En examinant ces mêmes données par région, nous voyons que parmi les agents de l'État presque tous connaissent la stratégie dans toutes les régions de l'île et que les différences entre celles-ci sont minimales. Auprès du public, pourtant, il y a quelques variations au niveau de certaines régions. C'est dans la région d'Androy où la stratégie semble la moins connue, tant chez les ménages que chez les agents de l'État.

Graphique 7-2. Connaissance de la Stratégie Anti-Corruption par région, ménages et agents de l'État



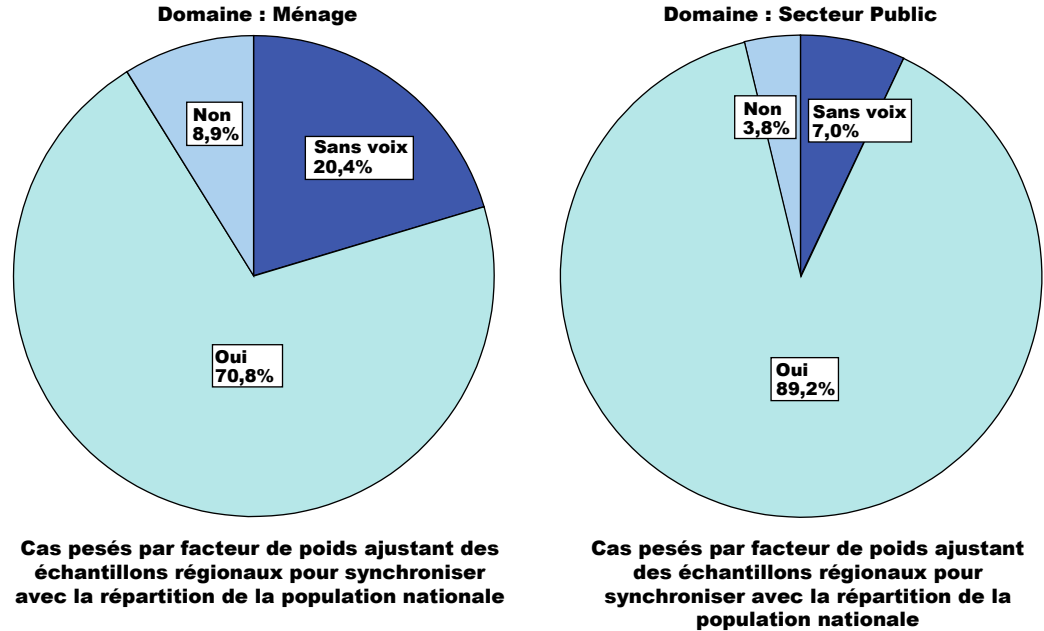
Connaissance des lois Anti-Corruption

Nous avons ensuite demandé si les personnes interrogées étaient au courant de l'existence des lois anti-corruption. Le graphique 7-3 montrent les résultats pour les ménages et le secteur public.

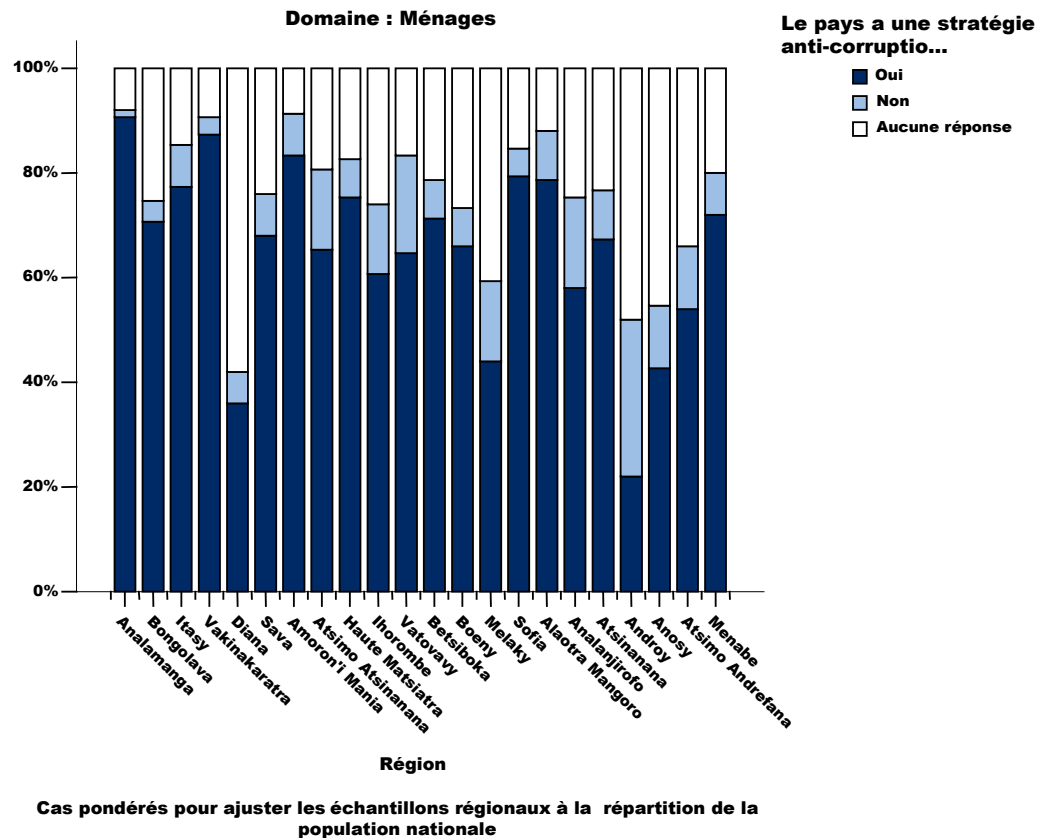
Comme nous pouvons le constater, dans les deux groupes, une grande majorité dit que ces lois existent, mais parmi les ménages, environ un tiers dit soit que ces lois n'existent pas, soit qu'ils l'ignorent.

En examinant cet aspect de plus près, nous trouvons que parmi les ménages il existe une grande variation. A l'exception de certaines régions (ex. : Diana et Androy), la plupart des Malgaches sont au courant des lois, mais dans d'autres, beaucoup de gens ne le savent simplement pas du tout ou disent «non.»

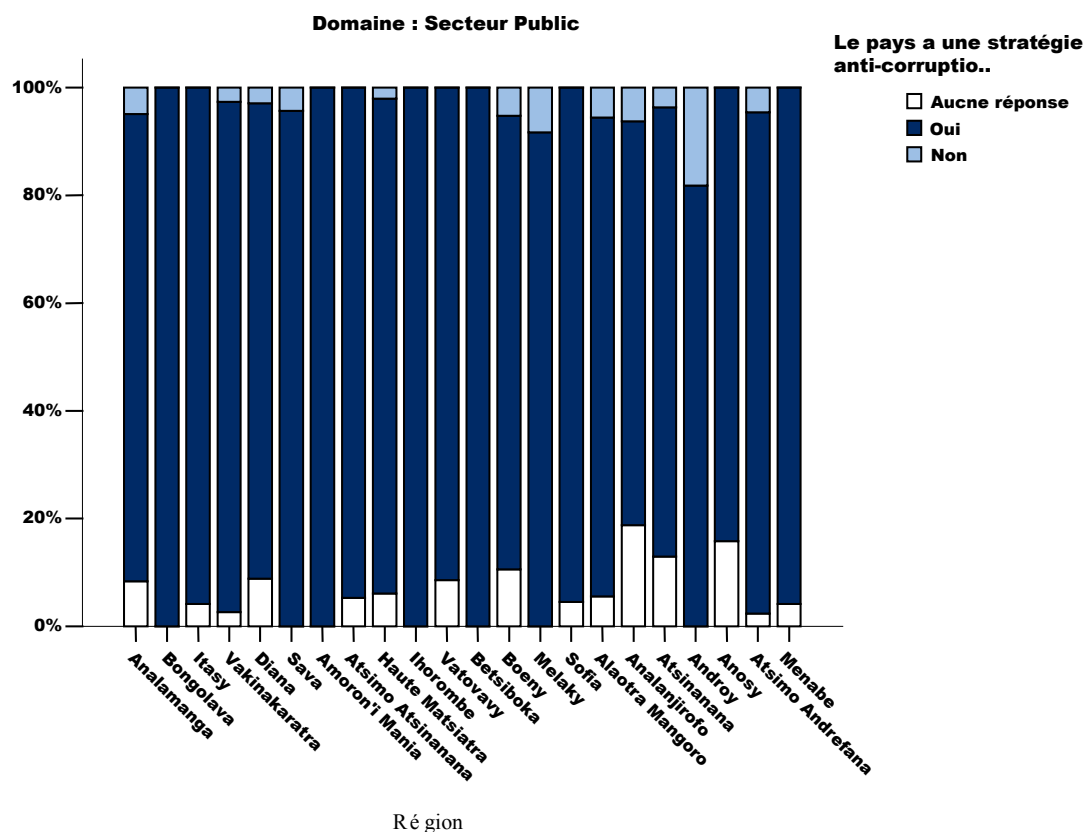
Graphique 7-3. Est-ce que le pays dispose de lois Anti-Corruption? Ménages et secteur public



Graphique 7-4. Connaissance des Lois Anti-Corruption à Madagascar: Ménages

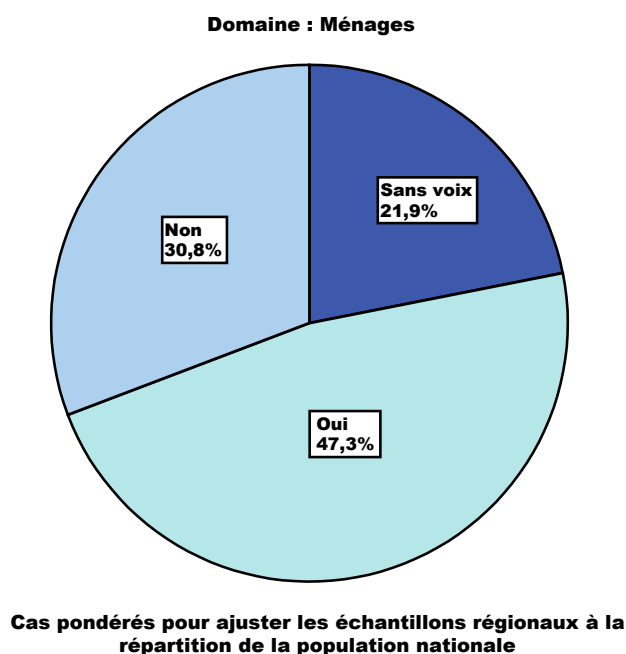


Graphique 7-5. Connaissance des lois anti-Corruption à Madagascar : Agents de l'État



Cas pondérés pour ajuster les échantillons régionaux à la répartition de la population nationale

Graphique 7-6. La lutte contre la corruption vise-t-elle les petites infractions, laissant tranquilles les crimes graves? Secteur Public



Parmi les agents de l'État, comme on le montre dans le graphique 7-5, il existe une très faible variation. Tous les employés sont pour ainsi dire conscients de l'existence des lois anti-corruption.

Crédibilité de l'effort Anti-Corruption

Nous avons demandé aux sondés s'ils étaient d'accord avec la déclaration selon laquelle «la lutte contre la corruption vise les petites infractions, laissant tranquilles les crimes graves.» Comme le montre le graphique 7-6, moins de la moitié de toutes les personnes interrogées sont d'accord avec cette affirmation.

Les avis sur cette question varient considérablement. Comme le montre le graphique 7-7, une grande partie de la population n'avait pas d'opinion, même si la majorité dans plusieurs régions étaient d'accord avec cette déclaration.

Pris ensemble, les points ci-dessus suggèrent que la plupart des Malgaches sont au courant des lois anti-corruption, mais une proportion importante du public est sceptique quant à leur efficacité.

Connaissance de la campagne médiatique

On a posé aux personnes interrogées une série de questions pour déterminer si elles étaient au courant des efforts pour faire connaître la campagne anti-corruption. Le tableau 7-1 en donne les résultats. L'échantillon auprès des ménages montre que l'effort que l'on reconnaît le plus facilement était celui des posters, suivi de la télévision et ensuite des journaux. D'un autre côté, en aucun des cas, pas plus d'un tiers des sondés n'ont dit qu'ils avaient vu la campagne dans ces médias. Toutefois, il y avait chez les agents de l'État une reconnaissance massive de la campagne.

Graphique 7-7 La lutte contre la corruption vise-t-elle les petites infractions, laissant tranquilles les crimes graves? Ménages

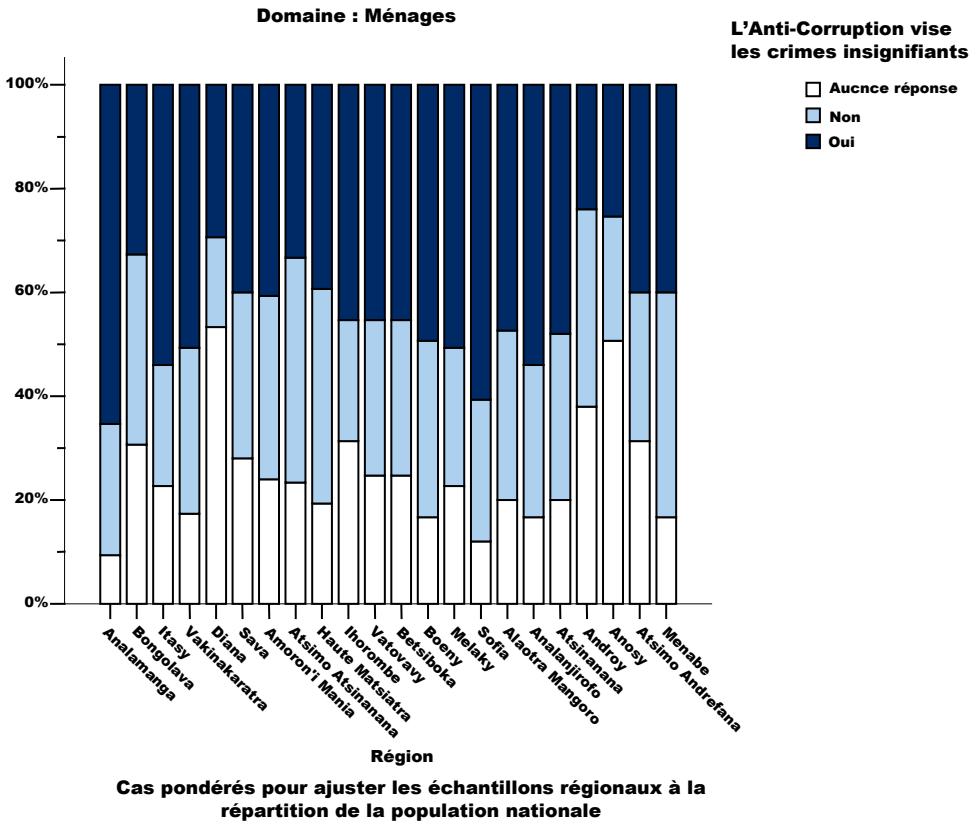


Tableau 7-1. Connaissance de la campagne Anti-Corruption sur les médias.

Echantillon	Question	Oui	Non
1.00 Ménages	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous vu la publicité sur la lutte contre la corruption à la télévision ?	28,9%	71,1%
	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous vu la publicité sur la lutte contre la corruption dans les journaux ?	21,3%	78,7%
	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous vu la publicité sur la lutte contre la corruption sur les posters ?	35,2%	64,8%
2.00 Secteur public	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous vu la publicité sur la lutte contre la corruption à la télévision ?	84,3%	15,7%
	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous vu la publicité sur la lutte contre la corruption dans les journaux ?	72,7%	27,3%
	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous vu la publicité sur la lutte contre la corruption sur les posters ?	81,4%	18,6%

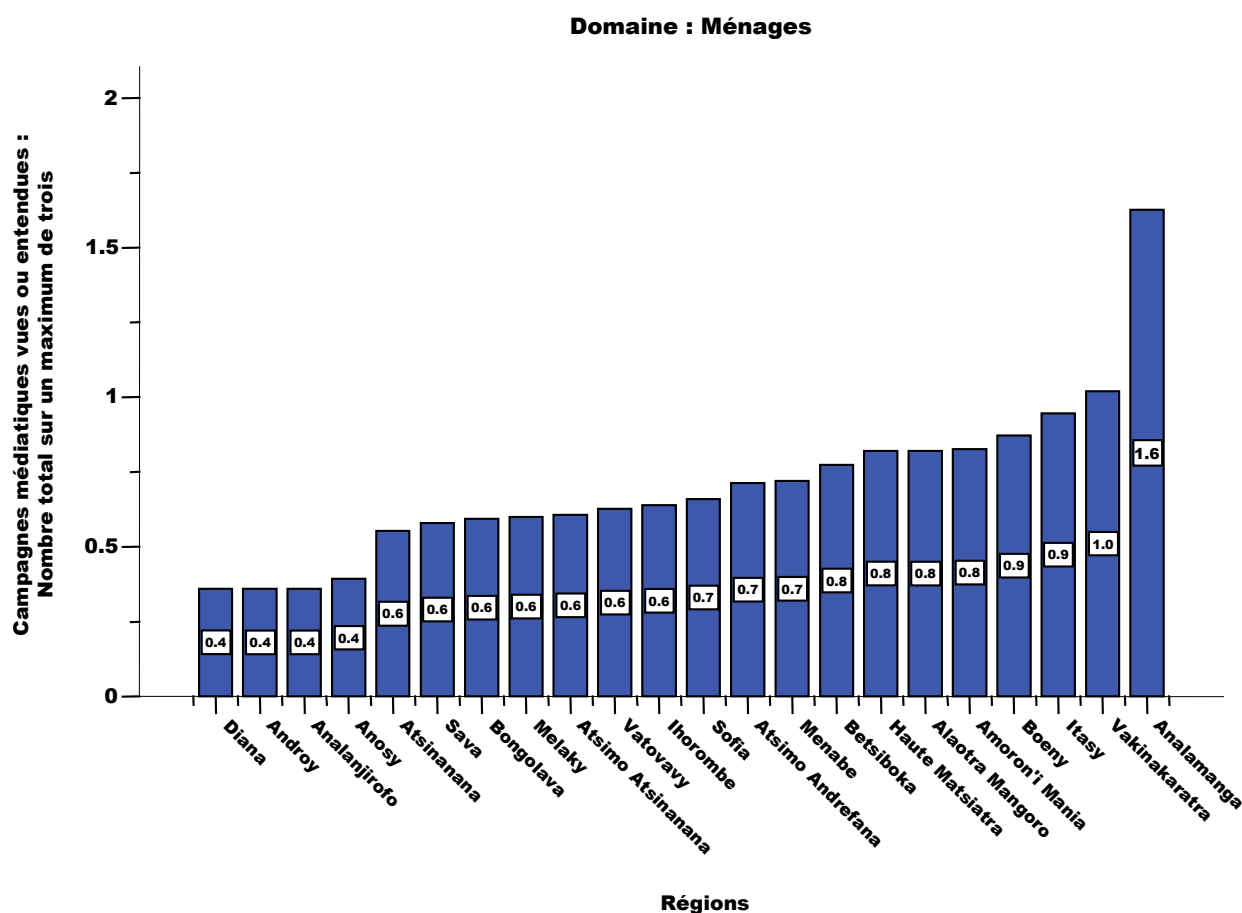
Tableau 7-2. Nombre total d'émissions médiatiques Anti-Corruption vues par les personnes interrogées

Echantillon	Nombre de média	Sondés	%	Cumulatif %
1.00 Ménage	0,00	1.769	53,6	53,6
	1,00	688	20,9	74,5
	2,00	467	14,2	88,6
	3,00	376	11,4	100,0
	Total	3.300	100,0	
2.00 Secteur public	0,00	52	5,8	5,8
	1,00	104	11,6	17,3
	2,00	206	22,9	40,2
	3,00	538	59,8	100,0
	Total	900	100,0	

Il se peut que certaines personnes n'aient vu aucun message publicitaire, alors que d'autres en auraient vu certains mais pas tous. Le tableau 7-2 présente les trois sources de la campagne. Comme on le voit, 53,6% du public n'en ont vu aucun, ce qui veut dire qu'environ la moitié en a vu au moins un. Parmi les agents de l'État, seuls 5,8% n'en ont vu aucun.

D'après les données auprès des ménages dans une perspective régionale, et en examinant le nombre total des trois sources de média incluses dans le questionnaire (télévision, journaux et posters), nous voyons qu'il y a une variation considérable, comme le montre le graphique 7-8.

Graphique 7-8. Connaissance de campagnes médiatiques auprès des ménages, par Région



L'enquête a également porté sur la connaissance du Conseil Supérieur de Lutte Contre la Corruption (CSLCC). Les résultats apparaissent dans le graphique 7-9. Le contraste entre les ménages et les agents de l'État est très marqué. Seuls 11,5% des ménages contre 69,1% des agents de l'État ont entendu parler du CSLCC.

Information sur les mesures spécifiques Anti-Corruption

On a posé une série de quatre questions précises aux sondés sur les mesures anti-corruption. Celles-ci sont résumées dans le tableau 7-3. Une fois encore, on note des différences prononcées entre les ménages et les agents de l'État. Il est probable que la plupart des différences que nous observons entre les ménages et les agents de l'État sont dues au fait que les agents de l'État travaillent dans un environnement où ces réformes et mesures sont discutées plus souvent. Parmi le public, un peu plus d'un tiers ont reçu des informations sur la manière de détecter la corruption, par opposition à deux-tiers chez les agents de l'État. L'enquête a ensuite posé une question sur la signature des «accords d'intégrité» et seule une petite proportion des ménages et du secteur public l'aurait signé. De pourcentages plus vastes ont entendu parler des actions de sensibilisation anti-corruption par le secteur judiciaire.

Graphique 7-9. Proportions des échantillons qui ont entendu parler du CSLCC

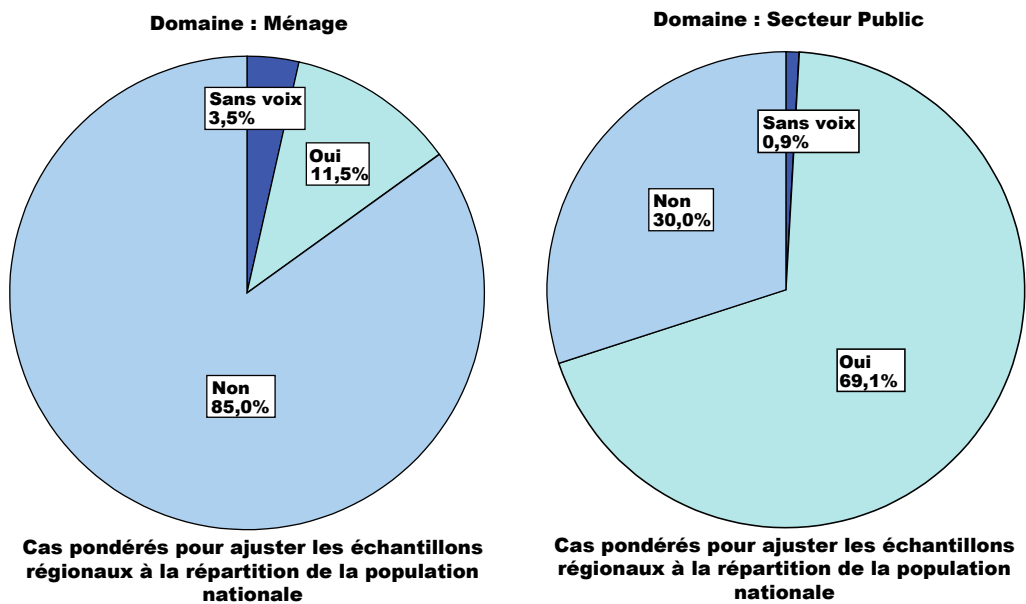


Tableau 7-3. Information sur les mesures spécifiques Anti-Corruption : Ménages & Secteur public

		Oui	Non	Ne savent pas	Inap
1.00 Ménage	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous reçu des informations sur la manière de détecter la corruption?	37,0%	61,0%	1,9%	
	Avez-vous déjà entendu parler d'agents qui signent un accord d'intégrité?	3,4%	92,4%	4,2%	
	Avez-vous déjà signé un accord d'intégrité dans votre travail?	1,2%	5,0%	1,3%	92,4%
	Au cours des 12 derniers mois, étiez-vous avisés des actions entreprises par la Justice pour lutter contre la corruption?	26,8%	70,0%	3,3%	
2.00 Secteur public	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous reçu des informations sur la manière de détecter la corruption?	68,2%	29,9%	1,7%	0,2%
	Avez-vous déjà entendu parler d'agents qui signent un accord d'intégrité?	17,8%	79,0%	3,0%	0,2%
	Avez-vous déjà signé un accord d'intégrité dans votre travail?	12,4%	13,6%	1,6%	72,4%
	Au cours des 12 derniers mois, étiez-vous avisés des actions entreprises par la Justice pour lutter contre la corruption?	54,2%	44,2%	1,6%	

Puis, l'enquête fait suivre ces questions par des questions supplémentaires sur les efforts anti-corruption. Elles sont résumées pour les ménages et le secteur public dans le tableau 7-4. Parmi les ménages, il est clair que BIANCo jouit d'une visibilité de haut niveau; le niveau observé chez les agents de l'État est encore plus haut.

Tableau 7-4. Connaissance des mesures supplémentaires Anti-Corruption

Echantillon	Question	Oui	Non	Ne savent pas	Inap
1.00 Ménages	Avez-vous déjà entendu parler de la Chaîne Pénale Anti-Corruption?	3,6%	91,6%	4,8%	
	Pensez-vous que la Chaîne Pénale Anti-Corruption est efficace?	1,4%	1,1%	1,1%	96,4%
	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous signé une Déclaration d'engagement volontaire contre la Corruption?	0,8%	95,5%	3,6%	
	Avez-vous entendu parler du BIANCO?	46,8%	52,1%	1,1%	
	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous entendu parler des actions du BIANCO visant à prévenir la corruption?	34,0%	12,7%		53,2%
	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous entendu parler des investigations menées par BIANCO?	22,6%	11,3%	0,1%	66,0%
	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous entendu parler des actions du BIANCO visant à éduquer les citoyens et à obtenir leur appui?	24,9%	8,8%	0,3%	66,0%
2.00 Secteur Public	Avez-vous déjà entendu parler de la Chaîne Pénale Anti-Corruption?	32,6%	65,7%	1,8%	
	Pensez-vous que la Chaîne Pénale Anti-Corruption est efficace?	12,6%	7,6%	12,4%	67,4%
	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous signé une Déclaration d'engagement volontaire contre la Corruption?	6,2%	92,3%	1,4%	
	Avez-vous entendu parler du BIANCO?	97,9%	1,8%	0,3%	
	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous entendu parler des actions du BIANCO visant à prévenir la corruption?	85,6%	12,3%		2,1%
	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous entendu parler des investigations menées par BIANCO?	64,9%	20,7%		14,4%
	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous entendu parler des actions du BIANCO visant à éduquer les citoyens et à obtenir leur support?	66,9%	17,7%	1,0%	14,4%

Comme le BIANCo est si connu, il est important de mesurer sa perception populaire. Le tableau 7-5 montre que deux-tiers des ménages n'a aucune idée sur la création du BIANCo puisqu'il n'en a pas entendu parler. Mais presque tous ceux qui en ont entendu parler pensent que sa création était une bonne idée. Parmi les agents de l'État, seulement 5% disent que la création du BIANCo n'était pas une bonne chose.

Tableau 7-5. Évaluation du BIANCo

Echantillon	Question	Oui	Non	Ne savent pas	Inap
1.00 Ménage	Créer BIANCO était-il une bonne idée?	31,4%	1,4%	1,1%	66,0%
	BIANCO est-il un bureau indépendant ?	66,2%	33,8%		
2.00 Secteur public	Créer BIANCO était-il une bonne idée?	75,8%	5,3%	4,4%	14,4%
	BIANCO est-il un bureau indépendant ?	54,0%	46,0%		

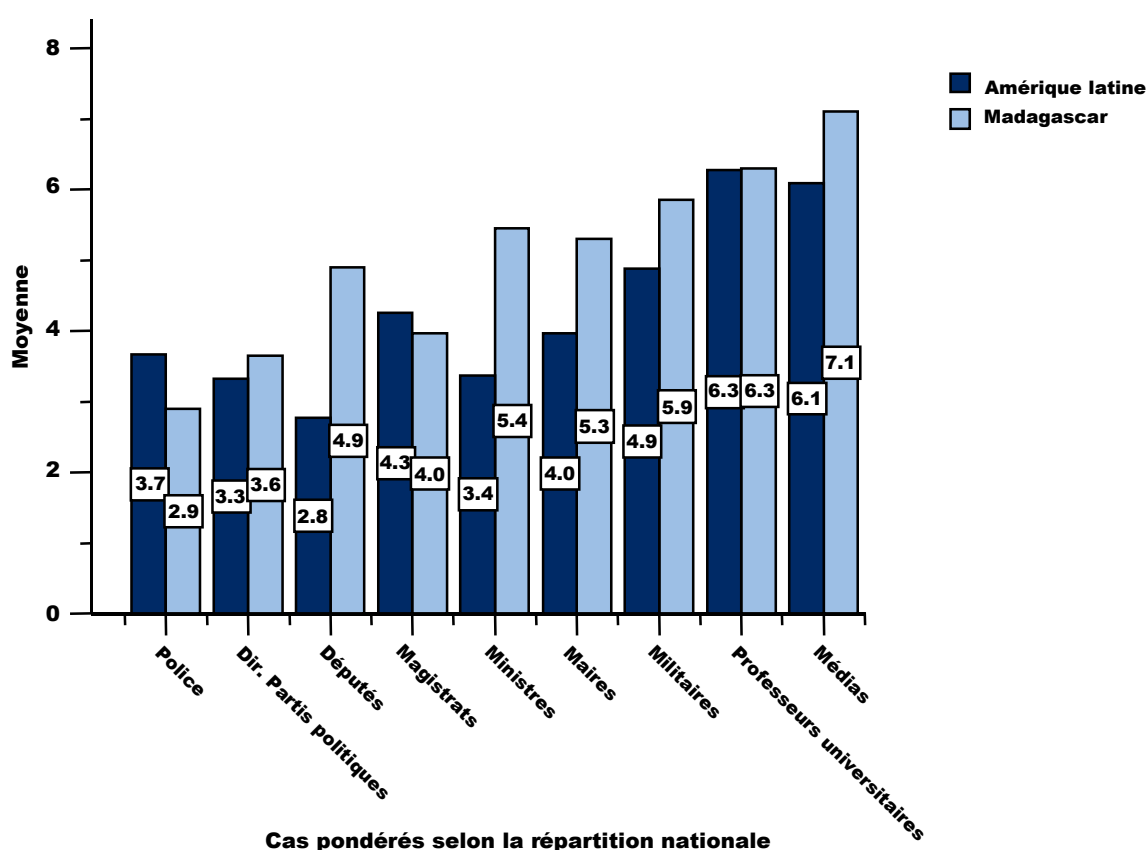
Suggestion pour rendre la campagne Anti-Corruption efficace

L'un des facteurs les plus importants dans l'effort de «vendre» un programme gouvernemental à la population est que le messager doit être considéré comme crédible. Il va sans dire que le processus qui consiste à désigner un tel programme devrait être transparent et participatif avec des contributions des citoyens à différentes étapes. L'enquête présente une série importante d'aspects qui nous aident à déterminer le niveau de crédibilité des différentes sources possibles de ce message. Le tableau 7-10 dessous montre une comparaison des données combinées de 11 pays en Amérique Latine, avec les mêmes questions que celles posées à Madagascar, les sondés à qui on lit une liste et on leur demande de juger chaque point sur la liste allant du corrompu à l'honnête, le score le plus élevé (10) étant le plus honnête.¹

¹Malheureusement , à Madagascar, l'échelle varie de 0-10, alors qu'en Amérique latine, elle varie de 1 à 10. Pour pouvoir comparer les deux scores, l'échelle du score latino-américain de '1' était rétrogradée à '0'.

Les résultats sont révélateurs. Tout d'abord, elles montrent que les médias sont perçus comme honnêtes à Madagascar, plus que tout autre groupe des séries. Deuxièmement, les professeurs à l'université et les militaires sont également perçus comme honnêtes. Troisièmement, dans toutes les catégories à l'exception de deux (la police et les magistrats), le peuple malgache accorde un taux d'honnêteté plus élevé à ces groupes que les Latino-Américains. Pour le cas des députés et ministres, le fossé entre l'Amérique latine et Madagascar est particulièrement marqué, avec des taux vraiment plus élevés à Madagascar qu'en Amérique latine. Le taux moins élevé de la police, plus faible qu'en Amérique Latine, est très suggestif. Il paraîtrait qu'on ne tient pas la police en grande estime (du moins en termes de perception de leur honnêteté). Nous en avons déjà vu la raison dans cette section du rapport sur les corruptions de la police de la circulation.

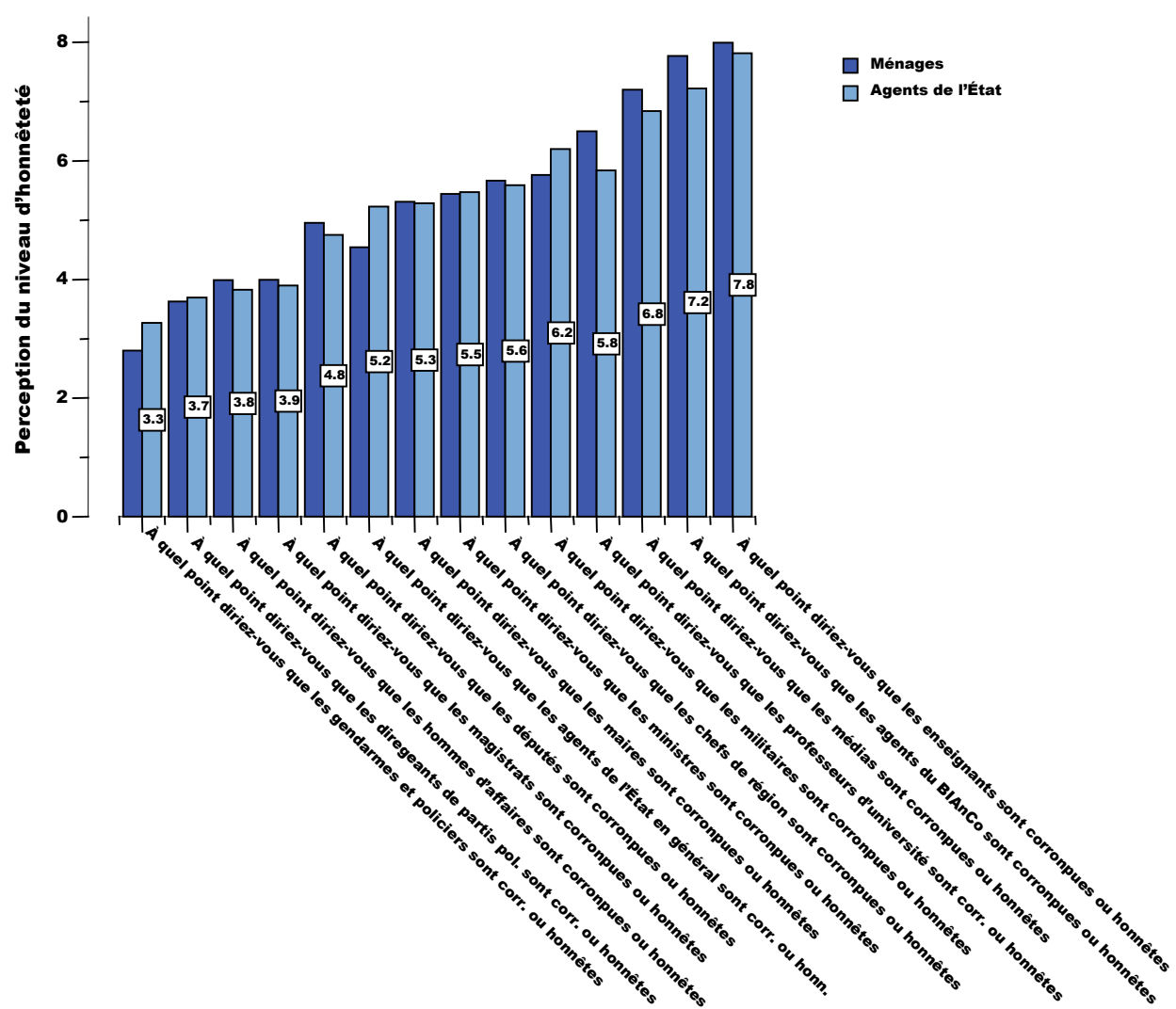
Graphique 7-10. Degré relatif d'honnêteté des différents fonctionnaires publics : Madagascar c. pays combinés de l'Amérique Latine



Les résultats de l'analyse comparative afférente à la perception de l'honnêteté/ malhonnêteté par diverses institutions publiques devraient aider à la formulation d'une stratégie pour lutter contre la corruption. Mais le questionnaire de Madagascar comprenait quelques institutions qui n'étaient pas dans le questionnaire latino-américain. C'est pourquoi, avant de conclure cette section, nous devrions considérer l'ensemble des éléments de la perception de l'honnêteté que contient l'enquête.

Dans le graphique 7-11, nous voyons que lorsque tous les éléments sont inclus, les enseignants sont perçus comme encore plus honnêtes que les médias ou les professeurs d'université. Les résultats montrent également que BIANCo est en très bonne position, en deuxième position après les enseignants. Enfin, les ménages et les agents de l'État sont fortement en accord sur presque tous les plans.

Graphique 7-11. Perception de l'honnêteté/malhonneteté à Madagascar, Ménages & Agents de l'État



8.0 Conclusion

Le principal objectif de cette étude est de fournir au CSLCC une évaluation détaillée des mécanismes et des typologies de corruption et de mauvaise gouvernance dans le pays. Les informations recueillies à travers ces sondages diagnostiques pourront servir à produire des indicateurs de base (état-zéro), permettant ainsi de faire le suivi et l'évaluation dans le temps des éléments de la gouvernance et de l'importance des pratiques de corruption ainsi que de l'impact des initiatives gouvernementales. Les solutions à apporter pour freiner le phénomène de la corruption doivent venir de tous les secteurs de la société malgache; l'accès aux résultats de cette étude leur permettra de faire leurs propres analyses et de proposer les solutions distinctes que pourra considérer le CSLCC. Voici un résumé des résultats des sondages.

8.1 Résumé des sondages

I - Points de vue des ménages et des agents de l'État concernant l'importance de la corruption à Madagascar

Tant chez les ménages que chez les agents de l'État, la corruption ne figure pas parmi les problèmes les plus graves auxquels le pays doit faire face : les deux groupes considèrent que l'inflation et la pauvreté sont les plus sérieux problèmes au pays. Par contre, la corruption n'est pas perçue comme un problème négligeable puisque 50 pour cent des ménages interrogés estiment que la corruption est monnaie courante chez les agents de l'État ; 67 pour cent des ménages interrogés et 45 pour cent des agents de l'État interrogés pensent qu'il en est de même pour obtenir des services. Qui plus est, 60 pour cent des usagers et 48 pour cent des agents de l'État jugent que les pots-de-vin visant à changer les décisions de la justice sont tout aussi courants.

En ce qui concerne la perception des ménages et des agents de l'État quant à l'honnêteté des acteurs de la société malgache, les deux groupes sont d'accord sur les évaluations qu'ils donnent. Les enseignants, le BIANCo et les médias sont considérés comme honnêtes par plus de 70 pour cent des sondés de chaque groupe. Par contre, les deux groupes ont une mauvaise opinion de la police et de la gendarmerie, ainsi que des chefs de partis politiques; moins de 30 pour cent des sondés dans les deux groupes considèrent que ces derniers sont honnêtes.

II- Mécanismes de corruption et coûts de ces derniers pour les différents groupes de citoyens

Parmi les 3 300 personnes enquêtées dans les ménages, on a enregistré 1 377 cas de pots-de-vin. En extrapolant par rapport au nombre total d'adultes et en estimant à 2 dollars chaque transaction, on peut estimer le coût total des pots-de-vin versés à 16 millions US dollars par an. Les ménages malgaches dépensent en moyenne 3,6 pour cent de leur revenu annuel en pots-de-vin pour obtenir des services publics. Ce pourcentage cache une réalité très inquiétante: les citoyens à faible revenu dépensent presque 7 pour cent de leur revenu et les citoyens à haut revenu en dépensent 2,5 pour cent.

L'analyse des services publics montre qu'une agence se révèle être très corrompue, du moins selon les utilisateurs des services : il s'agit de la police de la circulation. Cinquante-huit pour cent de ceux qui ont eu des contacts avec des responsables de ce service se sont vus réclamer un pot-de-vin. Un service public y afférant, le bureau s'occupant des Permis de Conduire, était le second en demandes de pots-de-vin (39 pour cent des utilisateurs). Viennent ensuite le Service des domaines, les Communes urbaines et le système judiciaire. Les rapports indiquent que les agences restantes montraient une demande de pot-de-vin à moins de 30 pour cent des utilisateurs de leurs services.

La corruption empêche les ménages d'avoir accès aux services publics. La corruption constitue un obstacle surtout quand on a à traiter avec la police de la circulation, le système judiciaire, les services des domaines et les communes urbaines.

La corruption décourage les usagers de traiter avec la justice. Les ménages rapportent que le fait que les pots-de-vin soient trop chers est le plus grand obstacle au recours aux tribunaux dans le pays, suivi de près par le fait que les décisions des tribunaux sont influencées par la corruption.

Les avis des agents de l'État et des ménages diffèrent en ce qui concerne la manière dont la corruption est perpétrée : alors que 63 pour cent des agents de l'État pensent que cette initiative de payer un pot-de-vin vient des usagers, 54 pour cent pensent que c'est le responsable public qui exige le paiement.

La corruption mine la confiance envers le système politique : l'appui à la légitimité du système politique à Madagascar est relativement élevé. Or les citoyens qui ont été victimes de la corruption montrent un appui nettement plus faible pour le système. Il existe toujours un fort impact de la victimisation par la corruption sur la légitimité du système. En fait, toutes choses égales par ailleurs, on estime que le pot-de-vin fait baisser l'appui au système de plus de 4 points (sur une échelle de 0 à 100). Cela voudrait dire que si la corruption n'existait pas, Madagascar serait presque en tête en la matière parmi les pays compris dans la base de données comparative que nous avons utilisée pour cette étude. Ce résultat est important car il montre l'effet négatif de la corruption sur la légitimité.

III - Sur l'attitude face à la corruption

Environ 44 pour cent des personnes enquêtées affirment que le pot-de-vin est efficace, mais le reste de la population est incertain ou ne souhaite pas se prononcer.

Parmi les ménages, un peu plus d'un tiers affirme avoir reçu une information sur la manière de détecter la corruption, comparé aux deux-tiers parmi les agents de l'État.

Quatorze pour cent des ménages savent comment dénoncer. Seize pour cent seulement pensent que la dénonciation portera ses fruits. Seulement 1 pour cent des ménages interrogés et 2 pour cent des agents de l'État interrogés ont utilisé ces mécanismes au cours de l'année qui précédait l'interview.

Quatre personnes sur cinq ne sont pas prêtes à payer pour éliminer complètement la corruption.

IV - Sur les performances des organes anti-corruption

Près de 75 pour cent du public et plus de 90 pour cent des agents de l'État connaissent l'existence d'une stratégie de lutte contre la corruption.

Les enseignants, le BIANCo et les médias sont considérés par les interviewés comme les groupes les plus honnêtes à Madagascar.

La Chaîne Pénale Anti-Corruption n'est pas connue de 91,6 pour cent des ménages et de 65,7 pour cent des agents de l'État interrogés. Le BIANCo est plus largement connu et plus de 90 pour cent de ceux qui en ont entendu parler pensent que sa création était une bonne chose.

V - Points de vue et expériences des agents de l'État: qualité des institutions publiques en termes de transparence, redevabilité, corruption et performance

En général les ménages sont satisfaits de la qualité des services fournis par le secteur public, surtout les services postaux et les services de l'éducation et de la santé. Par contre, les services offerts par la police de la circulation et du système judiciaire ne satisfont pas l'utilisateur.

Les agents de l'État pensent que les pots-de-vin pour obtenir des services, des licences et permis sont la forme la plus courante de corruption dans le pays. En particulier, on a demandé aux responsables la fréquence des différentes formes de corruption quand on traite une affaire dans l'administration publique – des pots-de-vin pour obtenir des services publics aux irrégularités dans la gestion du budget (détournement de fonds/abus de biens publics). Alors que les pots-de-vin pour obtenir des services, des licences et permis des prestataires publics est monnaie courante dans le secteur public d'après respectivement 45 et 44 pour cent, seuls 5 pour cent considèrent que le détournement de fonds se produit fréquemment dans le secteur public. Selon ce rapport, la pratique de l'achat d'un poste dans le secteur public semble ne pas être un défi sérieux à Madagascar.

Selon les agents de l'État, les plus grands défis dans l'administration publique tiendraient du fait que les décisions concernant le personnel et le budget sont reliées à la question de savoir dans quelle mesure elles sont sujettes à la surveillance du public, et jusqu'à quel point les mécanismes pour examiner ces décisions existent et avec quel degré de transparence elles sont prises. Cela est particulièrement grave dans les cas du Ministère de l'Industrie et du Commerce, du Ministère de la Télécommunication et du Ministère de l'Énergie et des Mines.

On peut décomposer la corruption en cinq types: la corruption chez le personnel, la corruption dans la gestion du budget, la corruption pour décrocher un marché public, la corruption administrative¹, et la captation de l'État². La preuve que présentent les données recueillies suggère que les principaux défis auxquels Madagascar est confronté sont reliés à la corruption administrative ainsi qu'à la captation de l'État exercée par des intérêts privés.

¹ La corruption administrative est définie comme des pots-de-vin versés pour obtenir des services publics, licences et permis.

² La captation de l'État est définie comme une influence que des intérêts privés ont sur les décideurs politiques pour remanier des lois/réglementations/politiques pour leurs propres intérêts.

8.2 Indicateurs de performance

Nous avons dressé une liste exhaustive d'indicateurs tirés directement des questionnaires auprès des ménages et auprès des agents de l'État. Ces indicateurs illustrent tantôt le niveau de tolérance, de perception ou de victimisation de la corruption parmi les sondés. Comme ceux-ci sont tirés des questionnaires, les valeurs de chacun sont connues pour la fin de 2005. Le CSLCC (ou tout autre organisme intéressé à mesurer la situation de la corruption) pourra choisir parmi ces indicateurs ceux qu'il voudra retenir pour évoquer la situation de la corruption au pays à un moment précis dans l'histoire de la lutte contre la corruption, c'est-à-dire au point de départ (état zéro). En effectuant des sondages dans les années à venir, le CSLCC pourra mesurer l'évolution de la situation au pays et les réussites ou échecs dus à la mise en œuvre de sa stratégie qu'il pourra ajuster au besoin.

Les auteurs de ce rapport dispenseront une formation au CSLCC sur le choix des indicateurs et les différentes solutions statistiques pour calculer la valeur des indicateurs retenus à partir des résultats des sondages. Cette formation fait l'objet du Rapport méthodologique que C&A transmettra au CSLCC en avril 2006. Les listes exhaustives des indicateurs sont présentées à l'Annexe 7.

8.3 Les prochaines étapes

Comme prévu au départ, il est recommandé au CSLCC de diffuser les résultats des sondages dans le rapport final de façon rapide et transparente à la plus grande audience possible, y compris aux audiences internationales. La vulgarisation devrait être menée et basée sur une stratégie de communication que le CSLCC a déjà commencé à mettre au point.

Pour la diffusion des résultats, il est recommandé d'identifier les meilleures méthodes de communication pour chaque public visé. Par exemple la radio semble être le moyen de prédilection pour les ménages dans les zones rurales isolées. Le CSLCC pourra se servir des solutions Internet pour diffuser les informations et inclure les données d'enquêtes, les résultats ainsi que les autres rapports à venir.

Il est recommandé d'inclure dans la stratégie de communication des moyens pour informer, sensibiliser et *conscientiser* la population en général sur la corruption puisque les résultats montrent une tolérance considérable vis-à-vis des actes de corruption.

Il est recommandé de mettre les données à la disposition des chercheurs gouvernementaux et non-gouvernementaux, à Madagascar et à l'étranger et d'encourager les études; ceci inclut la mise à disposition de l'ensemble des données aux organismes internationaux.

La stratégie de communication devrait être conçue pour créer et encourager chez la population malgache une plus forte demande de transparence et de responsabilité au sein du gouvernement à tous les niveaux; ceci servira à maintenir et à augmenter la volonté politique du gouvernement.

Il est recommandé de cibler des audiences spécifiques dans la stratégie de diffusion en tenant compte de la différence régionale en termes de besoin d'une prise de conscience plus importante et participative. Certaines régions s'avèrent plus sceptiques quant à l'efficacité des lois anti-corruption et des autres outils. Les régions urbaines et rurales sont touchées différemment par la corruption; la corruption varie aussi selon l'âge et le genre.

Il est recommandé de continuer à encourager le travail du BIANCo et de la Chaîne Pénale. La plupart des Malgaches en dehors du gouvernement ne sont pas au courant de

l'existence du BIANCo et presque personne ne connaît la Chaîne Pénale ou ses activités. On peut limiter ce scepticisme en informant la population en général de ses réalisations.

Il est recommandé de mener dès 2006 une enquête nationale sur la corruption au niveau des entreprises privées en utilisant une méthodologie conforme à celle utilisée pour les sondages auprès des ménages et des agents de l'État, conformément à l'approche de l'Institut de la Banque Mondiale (et tel qu'il est proposé dans le Rapport N° 2). En plus de contribuer à alimenter la banque d'informations état-zéro, le sondage pourra servir de catalyseur auprès des entreprises, les engageant à participer dans la lutte contre la corruption.

Si les fonds le permettent, il est recommandé au CSLCC de mener chaque année des sondages auprès des ménages, des agents de l'État et des chefs d'entreprises afin de voir les avancées ou les échecs dans la lutte contre la corruption sur tous les plans. Si les fonds ne sont pas complètement disponibles, on pourrait accorder priorité à un sondage annuel auprès des ménages et à un sondage tous les deux ans auprès des agents de l'État et des chefs d'entreprises. Il serait préférable que ces sondages soient administrés au même moment de l'année pour capter les perceptions et les opinions des personnes dans les mêmes situations sociales, économiques et politiques. Il est important d'utiliser les mêmes questionnaires (qu'on pourra modifier au besoin) et les mêmes méthodes d'échantillonnage pour pouvoir comparer sans risque les résultats d'une période à une autre.

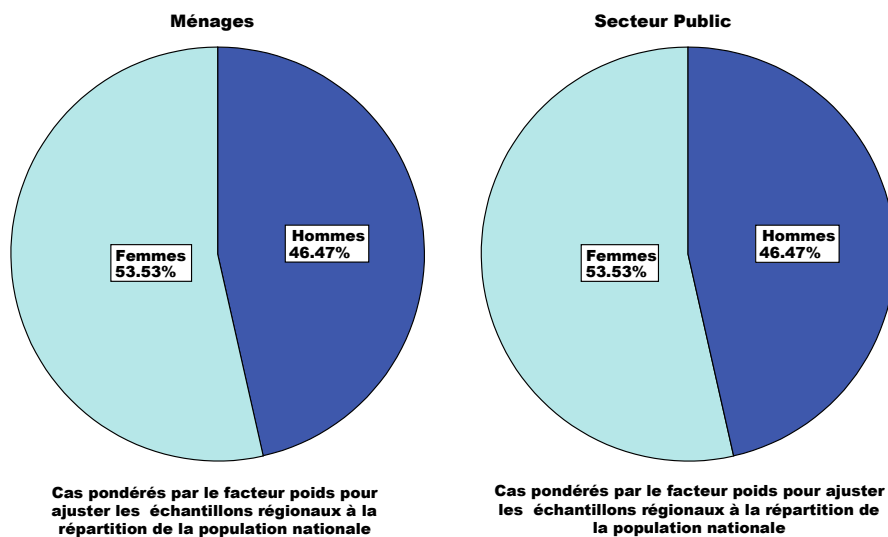
Annexe I-Caractéristiques démographiques des échantillons

Genre

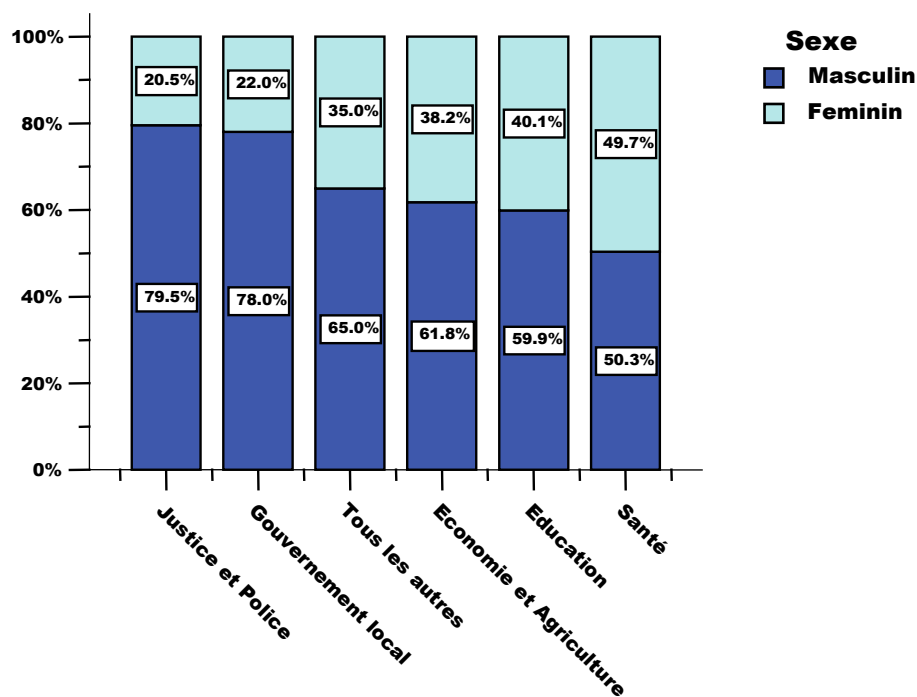
La répartition par genre dans les ménages et les agents de l'État se trouve dans les graphiques A1-1 et A1-2. Comme on peut le voir, la répartition des ménages s'approche de 50-50%, c'est-à-dire celle à laquelle on devrait s'attendre normalement. Dans le secteur public on trouve cependant une prédominance écrasante du sexe masculin, ce qui reflète la répartition de l'emploi dans le secteur public à Madagascar.

La répartition par genre dans le secteur public devient plus claire quand elle est décomposée par ministère. Comme on peut le voir, le sexe masculin prédomine dans tous les ministères (tels que groupés dans cette étude), bien qu'il soit le plus prédominant dans le groupe Justice/Police, et le moins prédominant dans le Groupe Santé.

Graphique A1-1. Répartition des échantillons selon le genre



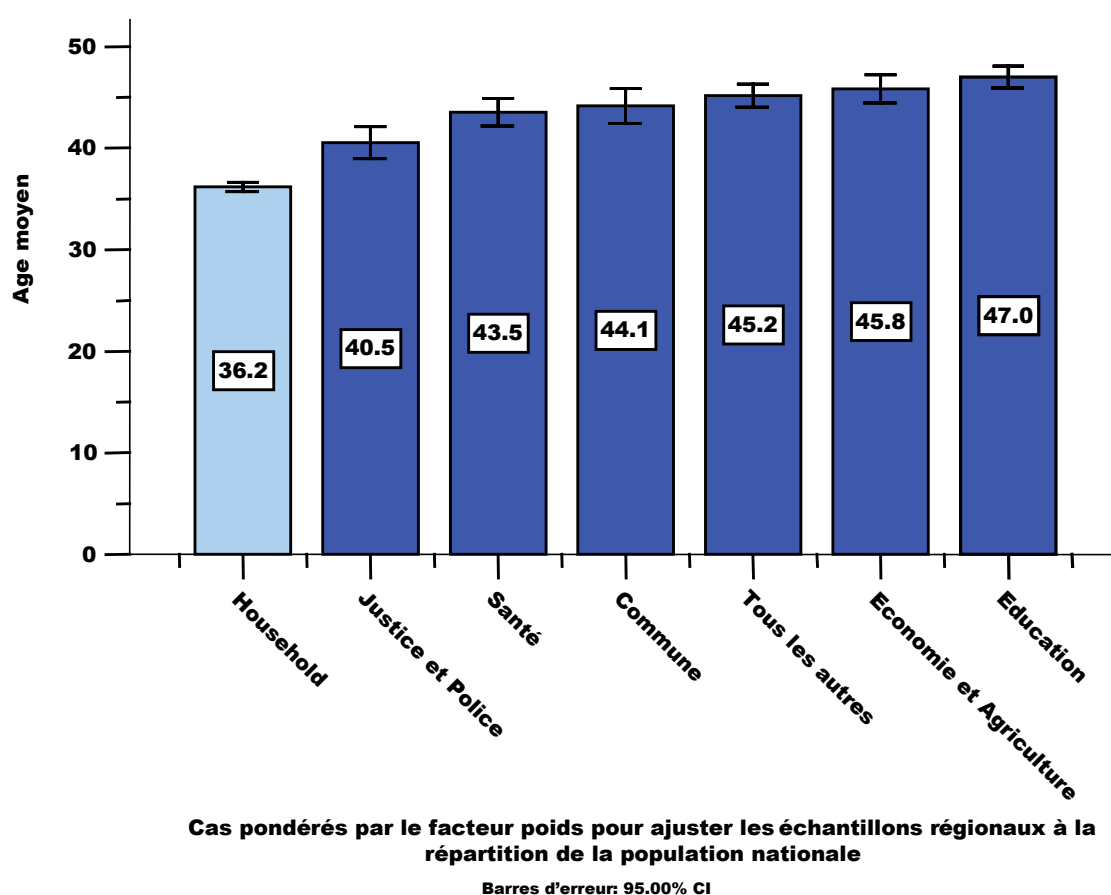
Graphique A1-2. Répartition par Genre de l'échantillon du secteur public



Âge

L'âge moyen des échantillons du secteur public et des ménages diffère considérablement. C'est ce que l'on retrouve dans la graphique A1-3. Dans ce graphique, nous utilisons les «intervalles de confiance», qui sont les indicateurs en forme de «I» au sommet de chaque barre. Ce «I» indique les limites supérieures et inférieures de l'intervalle de confiance qui entoure la moyenne pour chaque barre. Puisque les ménages sondés sont si grands, il n'est guère surprenant que l'intervalle de confiance soit très serré. Les résultats prouvent que les ménages au niveau national sont sensiblement plus jeunes que les sondés qui occupent des emplois dans le secteur public. Ceci est prévisible puisque, pour décrocher un poste, la plupart des employés du secteur public devait avoir terminé leurs études, tandis que les ménages incluent tous ceux qui sont âgés de 18 ans et plus, que leurs études soient terminées ou pas.

Graphique A1-3. Âge moyen des sondés dans les ménages et dans le secteur public

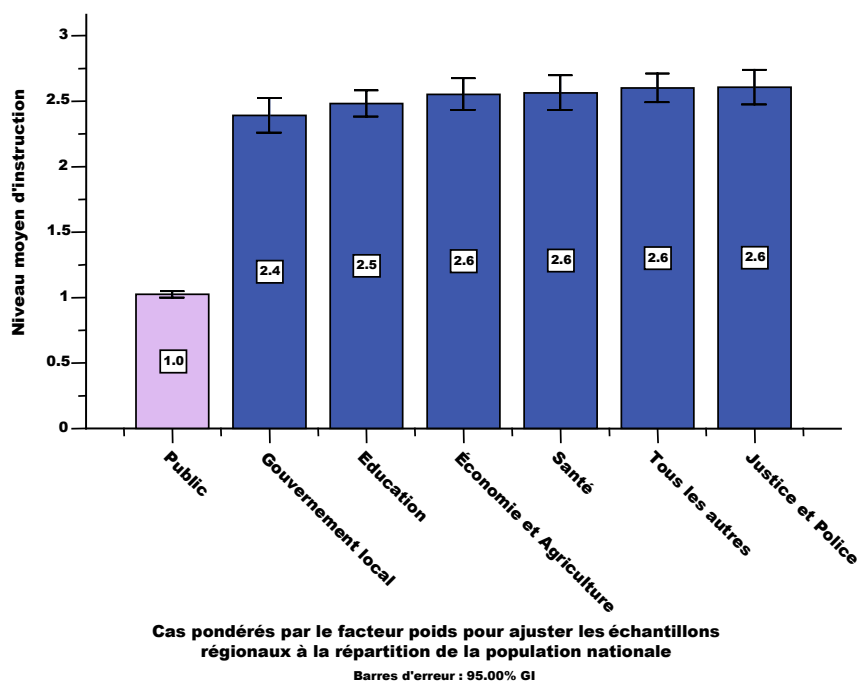


Éducation

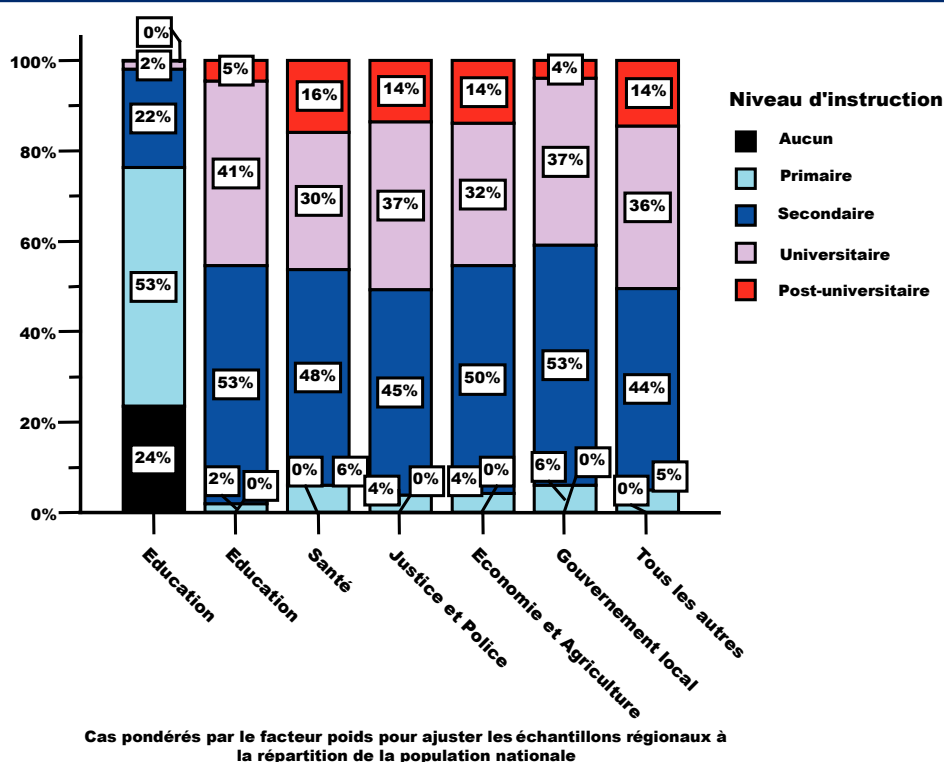
Les différences en matière d'éducation entre les ménages et le secteur public sont marquées. L'enquête a codé l'éducation dans un grand groupe (aucune, primaire, secondaire, universitaire, et universitaire supérieure). L'échelle s'étend de 0 (aucune éducation) à 4 (universitaire supérieure). Le calcul de la moyenne basée sur ce procédé de métrique montre que les agents de l'État marquent des points qui sont près de 2.5 fois supérieurs aux sondés des ménages. Les barres d'erreur sur le graphique prouvent également qu'il n'y a aucune différence significative parmi les groupes agents de l'État en termes de leur niveau d'instruction moyen.

Une étude plus détaillée des différences de niveau d'instruction parmi les groupes inclus dans cette étude se trouve dans la graphique A1-5. Comme on peut le voir, alors que selon le rapport, 24% des ménages malgaches n'ont pas d'éducation, aucun des agents de l'État n'est dans ce cas. Environ la moitié (53%) des ménages ont pour niveau d'instruction le plus élevé l'école primaire, comparé à seulement 2-6% chez les agents de l'État. En revanche, environ la moitié des agents de l'État ont fini l'éducation secondaire, à comparer avec seulement 22% des sondés au niveau des ménages. Enfin, un tiers ou plus d'agents de l'État ont atteint le niveau universitaire contre seulement 2% dans les ménages.

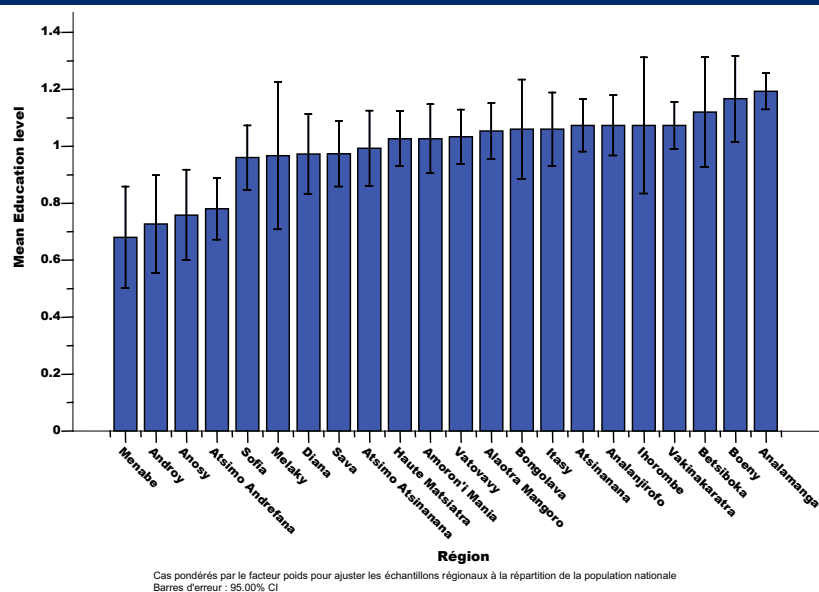
Graphique A1-4. Échantillons des degrés d'instruction, ménages et agents de l'État



Graphique A1-5. Niveau d'instruction, ménages et agents de l'État



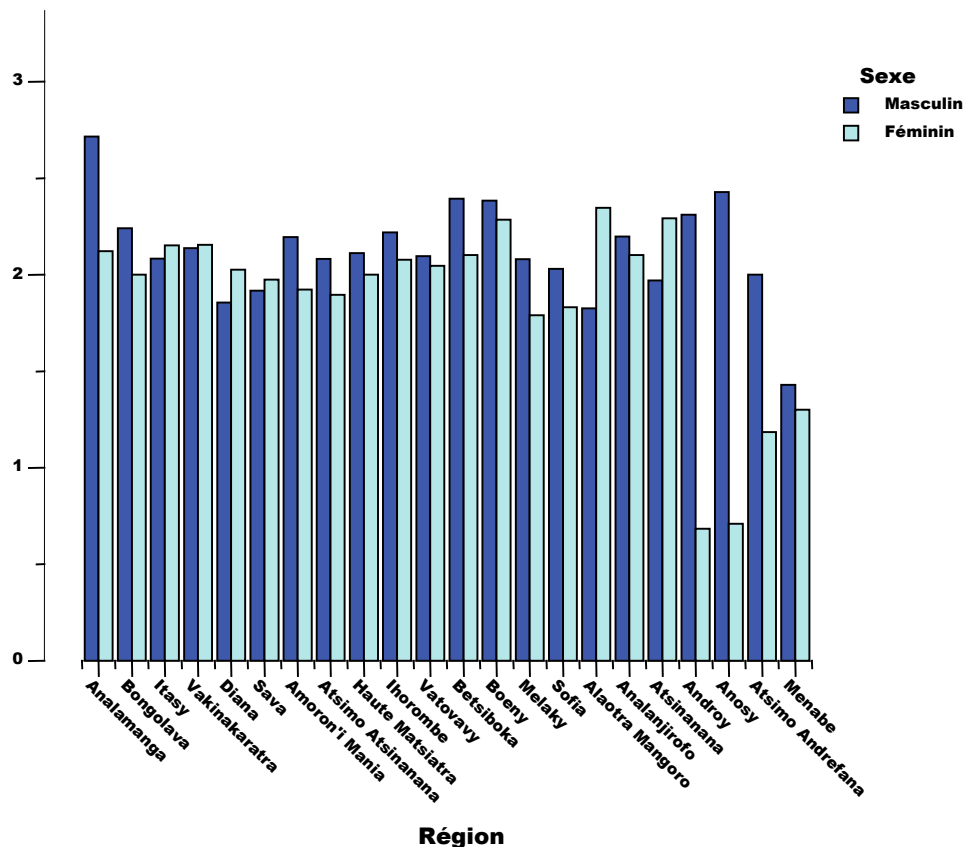
Graphique A1-6. Niveau d'instruction par région, ménages



Il est intéressant d'examiner les niveaux d'instruction dans les ménages par région. Ces résultats se trouvent dans la graphique A1-6. La variation est large. À une extrémité, sur une échelle de 0-4, Menabe marque .68, alors qu'Analamanga affiche presque le double avec 1.19.

Les différences entre hommes et femmes sont pratiquement inexistantes dans beaucoup de régions, alors qu'elles sont marquées dans d'autres, comme le montre le graphique A1-7. Dans les régions où les différences sont marquées (par exemple, Androy et Anosy), les hommes dépassent de loin les femmes.

Graphique A1-7. Éducation selon le sexe, par région

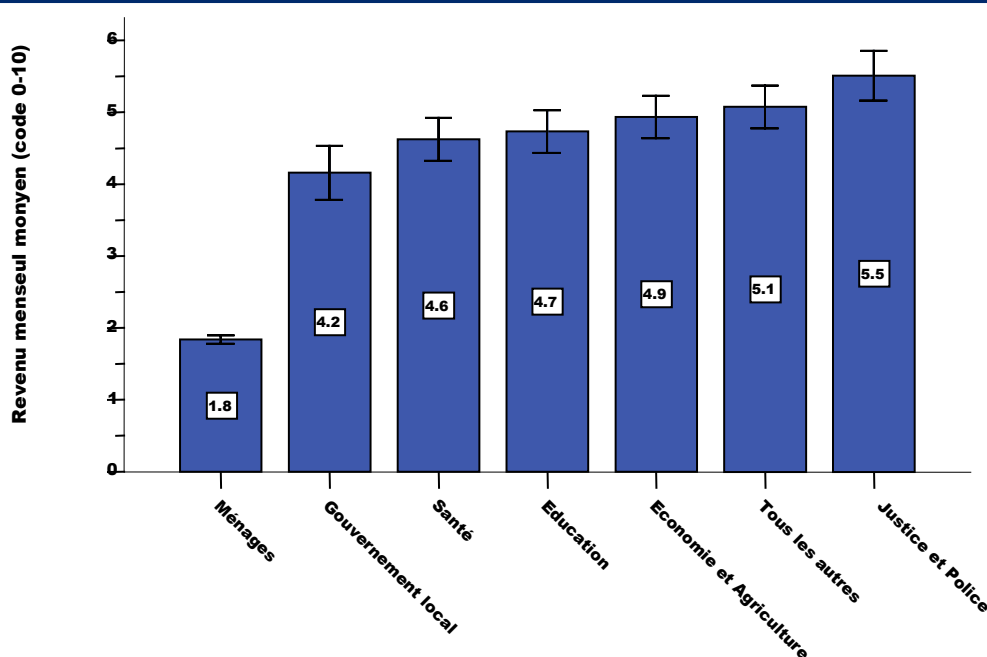


Revenu et richesse

L'enquête a utilisé deux procédés différents de mesure du revenu et de la richesse relatifs des sondés. Nous nous sommes enquis de leur revenu mensuel, mais nous savions à l'avance que beaucoup de sondés à la question ne pourront pas ou ne voudront pas y répondre. Ce sont souvent ceux dont le revenu est en grande partie en nature qui ne peuvent pas répondre à cette question, ainsi que les paysans qui consomment beaucoup de leur production ou l'échangent contre d'autres marchandises. C'est souvent ceux qui craignent que l'information de l'enquête pourrait atterrir dans les mains des percepteurs d'impôt qui éprouvent de la réticence à donner une réponse. Dans notre enquête, 27% des ménages et 10% des agents de l'État n'ont pas répondu à cette question. Afin de réduire la proportion de l'échantillon pour lequel nous n'avons pu obtenir aucune information sur le revenu, nous avons posé une série de questions (la série de «R») si les sondés possédaient divers appareils électroménagers et d'autres articles. Considérés ensemble, ceci nous a fourni des indications sur la richesse du ménage (bien que ce ne soit pas le revenu réel).

L'examen des données sur le revenu (en omettant ceux qui n'ont pas répondu à la question) nous donne le résultat présenté dans le graphique A1-8. Le revenu moyen le plus faible a été enregistré auprès des ménages, et le plus élevé auprès des agents du Ministère de la Justice et de la Police. Il n'y a aucun doute qu'il y a un grand écart au sein du groupe de Justice/Police entre le revenu le plus faible et le plus élevé, mais notre échantillon n'a pas été conçu pour séparer ces deux groupes. Dans le secteur public, ce sont les agents des communes qui ont eu les revenus les plus faibles, mais même dans ce groupe, le revenu moyen dépasse du double celui des ménages.

Graphique A1-8. Revenu mensuel (échelle de 0-10) des ménages et des agents de l'État

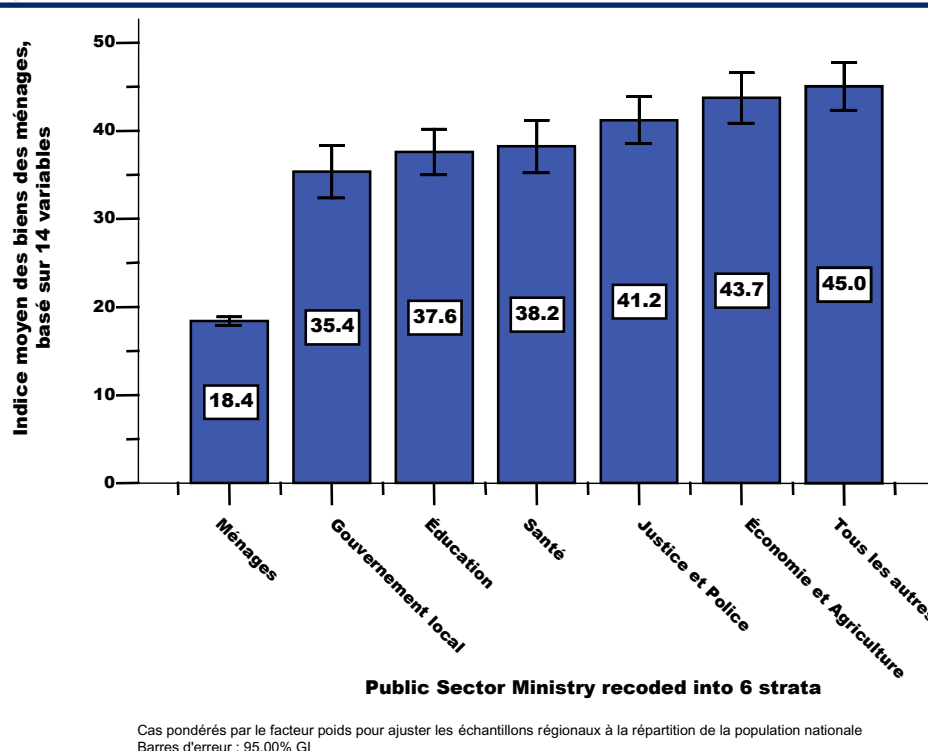


Ministères offrant des services publics groupés en 6 couches

Cas pondérés par le facteur poids pour ajuster les échantillons régionaux à la répartition de la population nationale
Barres d'erreur : 95.00% CI

La possession par le ménage d'objets en tant qu'indice de la richesse nous donne les résultats présentés dans le graphique ci-dessous. Les résultats sont les mêmes que ceux de la mesure basée sur le salaire montré ci-dessus, à quelques différences près. Les ménages affichent une fois encore le plus faible niveau parmi les groupes, et la différence est d'une magnitude à peu près identique, se situant approximativement à la moitié de celui du niveau le plus faible par rapport au revenu/richeesse des agents de l'État. Une fois encore le gouvernement local est le plus faible parmi les groupes des agents de l'État. À l'autre extrémité il y a une certaine différence dans les deux mesures, avec les «tous les autres» qui ont eu les points les plus élevés dans l'indice de richesse. Mais comme le montrent les intervalles de confiance, il n'y a aucune différence significative entre les trois groupes de tête dans les deux systèmes de mesure, ainsi ces différences ne sont pas statistiquement significatives. De même, le fait que le personnel de santé et celui de l'éducation changent de position n'est pas statistiquement significatif puisque l'indicateur d'intervalle de confiance ne montre aucune différence entre ces deux groupes.

Graphique AI-8. Richesse (telle que mesurée par 14 variables) des ménages et des agents de l'État



En examinant la mesure de richesse à utiliser dans cette étude, nous optons pour la mesure basée sur l'article étant donné qu'elle ne comporte aucune donnée manquante, et ainsi, nous ne perdons aucun cas dans notre analyse quand nous utilisons la richesse plutôt que le revenu comme élément de prédiction. Les deux mesures produisent des résultats semblables (en effet ils sont en corrélation les uns avec les autres à .69), aussi l'avantage d'éviter des données manquantes est de loin supérieur à n'importe quel avantage putatif que le revenu sur salaire nous donne sur la mesure basée sur objet de richesse.

ENQUÊTE NATIONALE AUPRÈS DES MÉNAGES
SUR LA CORRUPTION À MADAGASCAR
MADAGASCAR, 2005
(MÉNAGES)
VERSION 3 octobre 2005
IRB Approval # 050723



**VANDERBILT
UNIVERSITY**



Casals & Associates, Inc.

ID Numéro d'identification [assigné par le bureau] _____	ID	____ ____ ____ ____ ____ ____
PROV Province Antananarivo.....1 Fianaratsa.....2 Toamasina.....3 Mahajanga.....4 Toliary.....5 Antsiranana.....6	PROV	____
REG Région _____	REG	____ ____
MUNI Commune _____	MUNI	____ ____
UR Zone Urbaine.....1 Rurale.....2	UR	
DOM Ménage.....1 Responsables dans le secteur public.....2	DOM	

Heure et Minute de début : _____h _____m
(Heure) (Minute)

M/Mme/Mlle : La Banque Mondiale, le Programme des Nations Unies pour le Développement et l'USAID sont en train de mener une enquête auprès de la population malgache pour voir les opinions des citoyens concernant les différentes facettes de la situation nationale. Vous avez été choisi au hasard pour une interview et nous aimerions demander votre coopération. Vos réponses seront confidentielles et nous ne vous demandons pas votre nom. Nous sommes intéressés par votre perception, celle-ci faisant partie de l'opinion publique en général.

(M/Mme/Mlle : Ny Banque Mondiale, ny PNUD ary ny USAID dia manao fanadihadiana eo anivon'ny mponina Malagasy mba ahafantarana ny heviny mikasika ny toe-draharaha misy eto amin'ny firenena. Ianao dia voafidy mba hamaly fanontaniana vitsivitsy ka mba mangataka fiaraha-miasa avy aminao izahay. Ireo valin-teninao dia hijanona ho tsiambaratelo ary izahay dia tsy hangataka ny anaranao. Ny andrasanay aminao dia ny fomba fijerinao, izany dia tafiditra indrindra ao anaty ny fihetiviny ny besinimaro amin'ny ankapobeny.)

Q1. Sexe : <i>[Ne pas poser la question. Notez tout simplement]</i> Masculin.....1 Féminin.....2	Q1	
LANG. Langue de l'entretien <i>[Ne pas poser la question. Notez tout simplement]</i> Malagasy.....1 Français.....2		

QUESTIONS GÉNÉRALES

A4. Selon vous, quel est le problème le plus grave auquel le pays est confronté à l'heure actuelle? (<i>Araky ny hevitrao, inona no olana lehibe indrindra izay sedrain'ny firenena amin'izao fotoana izao?</i>) <i>[ne lisez pas la liste]</i> Problèmes économiques (<i>Olana eo@ toe-karena</i>)01 Inflation, prix élevés (<i>sondro-bidim-piainana</i>)02 Chômage (<i>tsy fananana asa</i>)03 Pauvreté (<i>fahantrana</i>)04 Crime, insécurité (<i>tsy fahandriam-pahalemana</i>)05 Manifestations —grèves, barrages routiers, etc (<i>fihetsiketseham-bahoaka samihafa</i>)06 Manque de terre à cultiver (<i>tsy fahampian'ny tany azo volena</i>)07 Manque de crédit (<i>tsy fahampian'ny fampindramam-bola</i>).....09 Problèmes environnementaux (<i>olan'ny tontolo iainana</i>).....10 Drogues (<i>zava-mahadomelina</i>)11 Trafic de stupéfiants (<i>varotra an-tsokosoko zava-mahadomelina</i>)12 Corruption (<i>kolikoly</i>)13 Gangs de jeunes (<i>andian-jatovo mpanao asa ratsy</i>)14 Mauvais gouvernement – mauvaise gouvernance (<i>Ny tsy fahaiza-mitantan'ny mpitondra</i>)15 Migration vers d'autres lieux (<i>fifindra-monina amin'ny toeran-kafa</i>)16 Lutte contre le terrorisme (<i>ady amin'ny fampihorohoroana</i>)17 La pénurie du riz (<i>tsy fahampiam-bary</i>)18 Hausse du pétrole/carburant (<i>fiakaran'ny vidin-tsolika</i>)19 Appauvrissement (<i>miha-mahantra ny olona</i>)20 Ne sais pas.....88 Autre (un seul) : _____	A4	_ _ _ _
--	----	-----------

In A4A. Selon vous, quel est le problème le plus grave auquel <ville/communauté> est confrontée à l'heure actuelle? (<i>Araky ny hevitrao, inona no olana lehibe indrindra izay sedrain'ny tanànanao amin'izao fotoana izao?</i>) (D (ne lisez pas la liste) Problèmes économiques (<i>Olana eo@ toe-karena</i>).....01 Inflation, prix élevés (<i>sondro-bidim-piainana</i>)02 Chômage (<i>tsy fananana asa</i>)03 Pauvreté (<i>fahantrana</i>)04 Crime, insécurité (<i>tsy fahandriam-pahalemana</i>)05 Manifestations —grèves, barrages routiers, etc (<i>fihetsiketseham-bahoaka samihafa</i>)06 Manque de terre à cultiver (<i>tsy fahampian'ny tany azo volena</i>)07 Manque de crédit (<i>tsy fahampian'ny fampindramam-bola</i>).....09 Problèmes environnementaux (<i>olan'ny tontolo iainana</i>).....10 Drogues (<i>zava-mahadomelina</i>)11 Trafic de stupéfiants (<i>varotra an-tsokosoko zava-mahadomelina</i>)12 Corruption (<i>kolikoly</i>)13 Gangs de jeunes (<i>andian-jatovo mpanao asa ratsy</i>)14 Mauvais gouvernement – mauvaise gouvernance (<i>Ny tsy fahaiza-mitantan'ny mpitondra</i>)15 Migration vers d'autres lieux (<i>fifindra-monina amin'ny toeran-kafa</i>)16 Lutte contre le terrorisme (<i>ady amin'ny fampihorohoroana</i>)17 La pénurie du riz (<i>tsy fahampiam-bary</i>)18 Manque d'eau potable (<i>tsy fahampian'ny rano fisotro madio</i>).....19 Hausse du pétrole/carburant (<i>fiakaran'ny vidin-tsolika</i>)20 Appauvrissement (<i>miha-mahantra ny olona</i>)21 Ne sais pas.....88 Autre (un seul) : _____	A4A	
---	-----	--------------------------------------

CORG3 Quel pourcentage du revenu mensuel de vos affaires seriez-vous disposé à payer pour aider à éliminer complètement la corruption ? (<i>Firy isan-jato amin'ny fidiram-bolanao isam-bolana no sahinao atokana hanampiana ny asa hanafoanana tanteraka ny kolikoly ?</i>) 0%.....1 0,1% - 1%.....2 1,1% - 5%.....3 5,1%-10%.....4 Plus de 10%.....5 Ne sais pas.....8	CORG3	
--	-------	--

	Tous les jours	Une ou deux fois par semaine	Rarement	Jamais	Ne sais pas
A1. Écoutez-vous les Nouvelles à la radio (<i>Mihaino vaovao amin'ny radio ve ianao</i>)	1	2	3	4	8
A2. Regardez-vous les Nouvelles à la télé (<i>Mijery vaovao amin'ny télé ve ianao</i>)	1	2	3	4	8
A3. Lisez-vous les Nouvelles dans les journaux (<i>Mamaky vaovao amin'ny gazety ve ianao</i>)	1	2	3	4	8

SOCT1. En général, dans quelle catégorie placeriez-vous la situation économique <i>dans le pays</i> ? Diriez-vous qu'elle est très bonne, bonne, moyenne, mauvaise ou très mauvaise ? (<i>ahoana ny fahitanao amin'ny ankapobeny ny toe-karena eto Madagasikara ? tena tsara, tsara, eo ho eo ihany, ratsy, sa tena ratsy ?</i>) Très bonne.....1 Bonne.....2 Moyenne.....3 Mauvaise.....4 Très mauvaise.....5 Ne sais pas.....8	SOCT1	
IDIO1. En général, dans quelle catégorie placeriez-vous <i>votre propre</i> situation économique ? Diriez-vous qu'elle est très bonne, bonne, moyenne, mauvaise ou très mauvaise ? (<i>ahoana ny fahitanao amin'ny ankapobeny ny toe-bolanao ? tena tsara, tsara, eo ho eo ihany, ratsy, sa tena ratsy ?</i>) Très bonne.....1 Bonne.....2 Moyenne.....3 Mauvaise.....4 Très mauvaise.....5 Ne sais pas.....8	IDIO1	
IT1. Et maintenant, pour parler en termes généraux des personnes qui habitent ici, diriez-vous que les gens dans votre voisinage sont généralement très dignes de confiance, assez dignes de confiance, très peu dignes de confiance ou indignes de confiance ? (<i>Raha hiresaka amin'ny ankapobeny ny olona monina eto amin'ity toerana ity indray isika, tena azo atokisana, azo atokisana ihany, tsy dia tena azo atokisana, tsy azo atokisana mihitsy izy ireo ?</i>) Très dignes de confiance.....1 Assez dignes de confiance.....2 Très peu dignes de confiance.....3 Indignes de confiance.....4 Ne sais pas.....8	IT1	
NP1. Lors des 12 derniers mois, avez-vous eu l'occasion de vous rendre à une réunion de quartier (<i>fokontany</i>), une réunion de la Commune ou à une autre réunion organisée par la commune ou le maire ? (<i>Tato anatin'ny 12 volana farany, efa nisy ve fotoana namonjenao fivoriam-pokonolona (fokontany), fivoriana teny amin'ny firaisana, fivoriana hafa nokarakarain'ny firaisana na ny mairie ?</i>) Oui.....1 Non.....2 Ne sais pas ou ne me souviens pas.....8	NP1	
VIC1. Avez-vous été victime d'un délit quelconque dans les 12 derniers mois ? (<i>niharana herisetra na halatra ve ianao tato anatin'ny 12 volana farany ?</i>) Oui.....1 Non.....2 Ne sais pas ou ne me souviens pas.....8	VIC1	
AOJ11. En parlant de l'endroit ou du quartier où vous vivez et en pensant à la possibilité d'être victime d'une agression ou d'un vol, vous sentez-vous très en sécurité, un peu en sécurité, pas très en sécurité ou pas en sécurité du tout ? (<i>raha hiresaka momba ny faritra honenanao isika ka sanatria misy herisetra na halatra mihatra amina, mahatsiaro ho tena misy fiarovana, misy fiarovana ihany, tsy dia tena misy fiarovana, sa tsy misy fiarovana mihitsy ve ianao ?</i>) Très en sécurité.....1 Un peu en sécurité.....2 Pas très en sécurité.....3 Pas en sécurité du tout.....4 Ne sais pas.....8	AOJ11	

Donnez la carte « A » au Répondant

Nous allons maintenant utiliser cette carte. Cette carte contient une échelle de 7 niveaux; chaque niveau représente un point qui va de 1 —qui signifie RIEN— à 7 —qui signifie BEAUCOUP. Par exemple, si je vous demandais à quel point vous aimez regarder la télévision, si vous n'aimez pas regarder la télévision du tout, vous choisiriez le chiffre 1. Par contre si vous regardez beaucoup la télévision, vous choisiriez le chiffre 7. Si votre opinion se situe entre rien et beaucoup, vous choisiriez un chiffre au milieu. Donc, à quel point aimez vous regarder la télévision ? Lisez le chiffre. [ASSUREZ-VOUS QUE LA PERSONNE A BIEN COMPRIS] *(Izao dia hampiasa an'ity mari-drefy ity isika. Izy ity dia mirakitra ambaratonga 7, ny ambaratonga tsirairay dia manambara isa miainga amin'ny 1 – izay milaza TSIA MIHITSY- ka hatr@ 7 izay milaza ENY TOKOA. Ohatra, raha hanontany anao aho hoe hatraiza ny fitiavanao mijery télé, raha tsy tia mijery télé mihitsy ianao, dia isa 1 no fidinao. Mifanohitra @zany, raha tia mijery télé be ianao dia isa 7 no fidinao. Raha eo anelanelan'ny TSIA MIHITSY sy ny ENY TOKOA ny hevitrao dia fidio ny isa eo anelanelany. Hatraiza ary ny fitiavanao mijery télé ? Vakio ny isa [amarino tsara fa azon'ilay olona ny tiana holazaina.]*

1	2	3	4	5	6	7	8
Rien (tsia mihitsy)				Beaucoup (Eny tokoa)			Ne sais pas

Maintenant, en utilisant la carte A, veuillez répondre aux questions suivantes

	Note 1 à 7 8=NSP		
B1. A quel point pensez-vous que les tribunaux garantissent un procès équitable ? <i>(Hatraiza ny fahitanao fa tsy mianagatra ny Fitsarana)</i>		B1	
B2. A quel point respectez-vous les institutions politiques de Madagascar ? <i>(Hatraiza ny fankatoavanao ny rafi-pitondrana eto Madagasikara)</i>		B2	

Maintenant quand on pense au système de gouvernement en général, pas du gouvernement actuel ni du gouvernement précédent, mais du système politique en général (*raha eritreretina indray kosa ny fomba fitantanana amin'ny ankapobeny, tsy @maha governemanta na ny mpitondra @zao fotoana na teo aloha azy akory, fa@ maha rindran-damina politika mahafaobe azy kosa*)

	Note 1 à 7 8=NSP		
B3. A quel point pensez-vous que les droits fondamentaux des citoyens sont bien protégés par le système politique à Madagascar <i>(hatraiza ny fahitanao fa ny zo fototry ny olom-pirenena dia voahajan'ny fomba fitondrana ara-politika/système politique eto Madagasikara ?)</i>		B3	
B4. A quel point êtes-vous fier de votre système politique à Madagascar ? <i>(hatraiza ny fireharehanao@ ny fomba fitondrana ara-politika eto Madagasikara?)</i>		B4	
B6. A quel point pensez-vous que le système politique de Madagascar devrait être soutenu ? <i>(hatraiza no fahitanao fa ny fomba rindran-damina politika eto Madagasikara dia tokony hotohanana ?)</i>		B6	
B13. A quel point avez-vous confiance au Parlement ? <i>(Hatraiza ny fahatokisanao ny Antenimieram-pirenena/Parlement)</i>		B13	
B14. A quel point avez-vous confiance au gouvernement ? <i>(Hatraiza ny fahatokisanao ny Governemanta)</i>		B14	
B21. A quel point avez-vous confiance aux partis politiques ? <i>(Hatraiza ny fahatokisanao ireo Antoko politika misy)</i>		B21	
B10A. A quel point avez-vous confiance au système judiciaire ? <i>(Hatraiza ny fahatokisanao ny Fitsarana)</i>		B10A	
B43. A quel point êtes-vous fier d'être citoyen malgache ? <i>(hatraiza ny fireharehanao @ maha-olom-pirenena malagasy anao ?)</i>		B43	
B47. A quel point avez-vous confiance aux élections ? <i>(hatraiza ny fahatokisanao ny Fifidianana ?)</i>		B47	
B63. A quel point avez-vous confiance en l'Eglise ? <i>(hatraiza ny fahatokisanao ny Fiangonana ?)</i>		B63	

Donner la Carte « B » au Répondant

Nous allons maintenant changer de cartes. Cette nouvelle carte contient une échelle de 10 niveaux, qui vont de 1 à 10, avec 1 voulant dire que vous n'êtes pas du tout d'accord et 10 que vous êtes tout à fait d'accord. Les questions suivantes ont pour but de découvrir les diverses idées de la population de Madagascar. Veuillez utiliser la carte avec les 10 niveaux pour répondre. *(Hiova mari-drefy indray isika. Ity mari-drefy vaovao ity dia mirakitra dingana na ambaratonga 10, manomboka @1 ka hatr@ 10. Ny 1 dia midika hoe TSY EKENAO MIHITSY ny filazana ary ny 10 kosa dia manambara fa TENA EKENAO ilay izy. Ireto fanontaniana manaraka ireto dia ahafantarana ny hevitra avt @ ny mponina eto Madagasikara)*

01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	88
Pas du tout d'accord <i>Tsy ekenao mihitsy</i>									Tout à fait d'accord <i>Tena ekenao</i>	Ne sais pas

	Note 01 à 10 88=NSP		
D1. Il existe des gens qui ne font que critiquer le système de gouvernement à Madagascar. A quel point êtes-vous d'accord ou pas d'accord que ces gens-là aient le droit de vote ? <i>(misy olona tsy manao afa-tsy ny manakiana ny fomba fitantan'ny Governemanta ankehitriny na tany aloha teto Madagascar. Hatraiza ny fanekenao ny hananan'ireny olona ireny zo hifidy ?)</i>		D1	
D2. En pensant toujours à ces personnes qui critiquent le système de gouvernement à Madagascar, à quel point êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec le fait que ces personnes organisent des manifestations pacifiques pour exprimer leur point de vue ? <i>(raha hiresaka hatrany an'ireny mpanakiana ny fomba fitantan'ny Governemanta izay misy sy efa nisy teto Madagascar ireny isika, hatraiza ny fanekenao ny hoe ireny olona ireny dia mikarakara fihetsiketsehana am-pilaminana mba hanehoany ny heviny ?)</i>		D2	
D3. A quel point êtes-vous d'accord ou pas d'accord que ces personnes qui critiquent le système de gouvernement puissent se présenter aux élections publiques ? <i>(hatraiza ny fanekenao na tsia fa ireny olona mpanakiana ny fomba fitantan'ny Governemanta izay misy sy efa nisy teto Madagascar ireny dia afaka mirotsaka hofidiana @fifidianana andraisan'ny vahoaka anjara ?)</i>		D3	
D4. En pensant toujours à ces personnes qui critiquent le système de gouvernement à Madagascar, à quel point êtes-vous d'accord ou pas d'accord qu'elles fassent des discours à la télévision ? <i>(raha hiresaka hatrany an'ireny mpanakiana ny fomba fitantan'ny Governemanta izay misy sy efa nisy teto Madagascar ireny isika, hatraiza ny fanekenao fa ireny olona ireny dia afaka maneho ny heviny @télé ?)</i>		D4	

[Toujours Carte « B »]

En utilisant toujours la même carte, je vais vous poser d'autres questions. Il existe une série d'actions que les gens peuvent entreprendre **pour atteindre leurs objectifs politiques**. En utilisant l'échelle de 10 niveaux, qui vont de 1 (pas du tout d'accord) à 10 (tout à fait d'accord), veuillez me dire si vous approuveriez les personnes qui entreprennent les actions suivantes : *(Io mari-drefy io ihany no ampiasaina ka hametraka fanontaniana vitsivitsy @nao aho. Misy hetsika maromaro izay azon'ny olona atao mba hanatratrarany tanjona ara-politika. Amin'ny alalan'ny dingana na ambaratonga 10, manomboka @ 1 TSY EKENAO MIHITSY ka hatr@ 10 TENA EKENAO), mba azonao lazainao ve ny fanekenao ireo olona izay manao ireto hetsika manaraka ireto*

01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	88
Pas du tout d'accord Tsy ekenao mihitsy Tout à fait d'accord Tena ekenao										Ne sais pas

	Note 01 à 10 88=NSP		
E5. Participer à des manifestations légales ? (<i>mandray anjara @ fihetsiketsehana ara-dalàna ?</i>)		E5	
E8. Participer à des groupes qui essaient de résoudre les problèmes de la communauté? (<i>mandray anjara @ vondron'olona izay miezaka mamaha ny olan'ny mpiara-monina ?</i>)		E8	
E11. Participer à des campagnes électorales pour un parti politique ou un candidat ? (<i>mandray anjara @ fampielezan-kevitra ho an'ny antoko politika iray na kandidà iray ?</i>)		E11	
E15. Participer au barrage d'une rue ou d'une route ? (<i>mandray anjara @ fanakanan-dalana</i>)		E15	
E14. Envahir un terrain ou une propriété privée ? (<i>miditra an-tsokosoko @ toerana na tanàn'olona iray ?</i>)		E14	
E2. Occuper illégalement des bâtiments ou des bureaux ? (<i>midongy mipetraka tsy ara-dalàna @ trano na birao ?</i>)		E2	
E3. Participer à des groupes qui veulent renverser un gouvernement légitime? (<i>Mandray anjara @ hetsiky ny vondron'olona iray te-hanongana ny fanjakana mijoro ?</i>)		E3	
E16. Se faire justice eux-mêmes? (<i>ny olona izay mamaly faty tsy miandry fitsarana ?</i>)		E16	

[REPRENDRE LA CARTE B]

PN4. En des termes généraux, diriez-vous que vous êtes très satisfait, satisfait, pas satisfait ou très insatisfait de la façon avec laquelle fonctionne la démocratie à Madagascar? (<i>@ ankapobeny, afa-po ve ianao, sa tsy afa-po mihitsy @ fomba fandehan'ny demokrasia eto Madagascar ?</i>) Très satisfait.....1 Satisfait.....2 Pas satisfait.....3 Très insatisfait.....4 NSP.....8	PN4	
DEM2 Avec laquelle des phrases suivantes êtes-vous le plus d'accord : (<i>iza @ ireto filazana manaraka ireto no tena ekenao kokoa ?</i>) Pour des gens comme moi, peu importe que le régime soit démocratique ou pas démocratique (<i>ho an'ny olona toa ahy, tsy mampaninona na mandala na tsy mandala ny demokrasia ny fitondrana</i>)1 ou bien La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement (<i>ny demokrasia dia mety kokoa miohatra ny fomba fitantanana hafa</i>).....2 ou bien Dans certaines circonstances, un gouvernement autoritaire peut être préférable(<i>misy tranagan-javatra indraindray izay ilàna kokoa ny fitondrana didy jadona</i>)3 NSP.....8	DEM2	

	Correct	Incorrect/Ne sais pas		
GI1. Vous souvenez-vous du nom du président actuel français ? (<i>tadidinao ve ny anaran'ny filoham-pirenena frantsay @izao fotoana izao ?</i>) [bonne réponse: <i>Chirac ou Jacques Chirac, NE LISEZ PAS</i>]	1	2	GI1	
GI5. Vous souvenez-vous du nom de l'actuel président de l'Afrique du Sud ? (<i>tadidinao ve ny anaran'ny filoham-pirenena afrikana tatsimo @izao fotoana izao ?</i>) [bonne réponse : <i>Mbeki ou Thabo Mbeki, NE LISEZ PAS</i>]	1	2	GI5	
GI3. Vous souvenez-vous du nombre de régions à Madagascar ? (<i>tadidinao ve ny isan'ireo faritra/région misy eto Madagasikara</i>) [bonne réponse : vingt-deux (22) <i>NE LISEZ PAS</i>]	1	2	GI3	
GI4. Savez-vous quelle est la durée du mandat présidentiel à Madagascar ? (<i>fantatrao ve ny fe-potoana iray iasan'ny filoham-pirenena eto Madagasikara</i>) [bonne réponse : cinq (5) ans <i>NE LISEZ PAS</i>]	1	2	GI4	

QUESTIONS SPÉCIFIQUES SUR LA CORRUPTION

Il se passe beaucoup de choses dans la vie. Je vais en mentionner certaines. J'aimerais que vous indiquiez comment vous jugez, par rapport aux actes suivants, les personnes: (*misy tranga maromaro miseho eo @ fiainana. Hitanisa vitsivitsy @ izy ireo aho. Mba afaka milaza ve ianao hoe ahoana ny fitsaranao ireo olona manao ireto zavatra ataony manaraka ireto*)

Sont-elles corrompus et devrait être punies ? (*manao kolikoly ve izy ka tokony hosaziana*)

ou bien

Sont-elles corrompues mais justifiées dans certaines circonstances ? (*manao kolikoly ihany saingy misy antony manamarina ny zavatra ataony @tranga sasany*)

ou bien

Ne sont-elles pas corrompues ? (*tsy manao kolikoly izy*)

DC1. Par exemple, un député accepte un pot-de-vin de 2 millions d’ariary (10 millions de FMG) versé par une entreprise. Pensez-vous que le député est (<i>depiote iray mandray tsolotra mitentina 2 tapitrisa ariary (10 tapitrisa iraimbilanja) omen’ny orinasa iray, aminao io depiote io ve</i>) Corrompu et devrait être puni(<i>manao kolikoly ka tokony hosaziana</i>)1 Corrompu mais justifié(<i>manao kolikoly saingy misy manamarina ny zavatra ataony</i>)2 Pas corrompu(<i>tsy manao kolikoly</i>)3 NSP.....8	DC1	
DC2. Et que pensez-vous de l'entreprise qui a versé le pot-de-vin au député ? Selon vous cet acte est : (<i>ary ahoana ny fahitanao ilay orinasa izay nanome tsolotra an'ilay depiote ? @nao, io zavatra nataony io dia :</i>) Corrompu et devrait être puni(<i>manao kolikoly ka tokony hosaziana</i>)1 Corrompu mais justifié(<i>manao kolikoly fa misy manamarina ny zavatra ataony</i>)2 Pas corrompu(<i>tsy manao kolikoly</i>)3 NSP.....8	DC2	
DC7. Un agent de l’État utilise une voiture de service qui est pour usage officiel pour amener sa famille à la plage pour fêter le jour de Pâques. Selon vous, l'agent de l’État est : (<i>mpiasam-panjakana iray mampiasa ny fiaram-panjakana natokana ho an’ny asany ofisialy mba hitondrana ny fianakaviana eny amoron-dranomasina mandritra ny fankalazana ny fetin’ny paska</i>) Corrompu et devrait être puni(<i>manao kolikoly ka tokony hosaziana</i>)1 Corrompu mais justifié(<i>manao kolikoly fa misy manamarina ny zavatra ataony</i>)2 Pas corrompu(<i>tsy manao kolikoly</i>)3 NSP.....8	DC7	
DC8. Quelqu'un voit une voiture de service sur la plage. Cette personne ne le dénonce pas à la police/gendarmerie. Selon vous, cette personne est : (<i>misy olona mahita eny amoron-dranomasina ny fiara-panjakana natokana ho an’ny asa kanefa tsy nampandre ny mpitandro ny filaminana na ny zandary. aminao, io olona io koa dia</i>) Corrompu et devrait être puni(<i>manao kolikoly ka tokony hosaziana</i>)1 Corrompu mais justifié(<i>manao kolikoly saingy misy manamarina ny zavatra ataony</i>)2 Pas corrompu(<i>tsy manao kolikoly</i>)3 NSP.....8	DC8	

DC9. Le maire de la commune, sans la permission des membres du conseil de la commune, prête le tracteur communal à un groupe de ses amis voisins pour construire un terrain de football. Selon vous, le maire est : (ny maire-n'ny commune, tsy nahazo alalana t@vondron'ny filan-kevitra ny commune, dia nampindrana « tracteur communale » t@namany mba hanamboarana kianja filalaovam-baolina. Aminao, ilay maire dia : : Corrompu et devrait être puni(manao kolikoly ka tokony hosaziana).....1 Corrompu mais justifié(manao kolikoly fa misy manamarina ny zavatra ataony).....2 Pas corrompu(tsy manao kolikoly)3 NSP.....8	DC9	
DC12. Un chômeur est le beau-frère d'un important politicien, ce dernier utilise son influence pour lui obtenir un emploi. Pensez-vous que le politicien est : (misy olona tsy an'asa iray zaodahin'ny mpanao politika ambony iray izay mampiasa ny toerana misy azy mba hampidirana ilay zaodahiny hiasa. Aminao io mpanao politika io dia : Corrompu et devrait être puni(manao kolikoly ka tokony hosaziana).....1 Corrompu mais justifié(manao kolikoly saingy misy manamarina ny zavatra ataony).....2 Pas corrompu(tsy manao kolikoly)3 NSP.....8	DC12	
CORG4. Lorsque quelqu'un verse un pot-de-vin à un agent de l'état, lequel des cas suivants a le plus souvent lieu ? (iza @ ireto zavatra ireto no tena mateti-pitranga rehefa misy olona iray manome tsolotra mpiasam-panjakana ?) Un employé de l'administration indique ou demande un paiement (ilay mpiasam-panjakana no mangataka ny fandoavam-bola)1 ou bien Le ménage (la famille) offre un paiement de son plein gré(ny fianakaviana no manome vola antsitraro)2 ou bien On sait d'avance comment et combien payer, et on en parle donc pas (efa fantatra mialoha ny vola haloa sy ny fomba andoavana azy ka tsy asiana resaka intsony).....3 NSP.....8	CORG4	
CORG5. Si quelqu'un offre un pot-de-vin pour obtenir un service ou résoudre un problème, à quel point serait-il certain de la fourniture de ce service ou de la résolution du problème une fois que le pot-de-vin est payé ? [lire les réponses] (raha misy olona iray manome tsolotra mba ahazoana services na hamahana olana iray, azo antoka ve fa hisy hanampy azy na hovoavaha ny olany rehefa voaloha ilay tsolotra ?) Très incertain(tena tsy azo antoka)1 Incertain(tsy azo antoka)2 Relativement certain(azo antoka ihany)3 Certain(azo antoka)4 Très certain(tena azo antoka)5 Ne sais pas.....8 [ne lisez pas]	CORG5	
EXC7. En tenant compte de votre expérience ou de ce que vous avez pu entendre, la corruption parmi les agents de l'État, est-elle chose très courante, courante, pas très courante ou rare? (raha raisina ny zavatra efa niainanao sy izay efa renao, ny kolikoly eo @ mpiasam-panjakana, dia efa zavatra tena mateti-pitranga, mateti-pitranga, tsy dia tena mateti-pitranga sa mahalana ?) Très courante(tena mateti-pitranga)1 Peu courante(mitranga tsindraindray)2 Pas très courante(tsy dia mpitranga matetika)3 Rare(maalana)4 NSP.....8	EXC7	

MGEXC1. Avez-vous déjà entendu parler de cas de corruption dans les journaux et médias ? / ? (efa naho tranga mikasika ny kolikoly tamin'ny filazam-baovao na gazety ve ianao ?)	MGEXC1	
Oui.....1		
Non.....2		
NSP.....8		

[UTILISER LA CARTE B]

Nous allons de nouveau utiliser l'échelle de 1 à 10 points, dans laquelle 1 est que vous n'êtes pas d'accord du tout et 10 que vous êtes tout à fait d'accord. (hampiasa an' ity mari-drefy 1 hatr@ 10 ity indray isika, ka ny 1 dia midika hoe TENA TSY EKENAO ary ny 10 hoe TENA EKENAO)

01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	88
Pas du tout d'accord									Tout à fait d'accord	Ne sais pas
Tsy ekenao mihitsy									Tena ekenao	

Veuillez évaluer les affirmations suivantes concernant la corruption à Madagascar. (mba tsarao ireto filazana mikasika ny kolikoly eto Madagasikara manaraka ireto)

	Note 01 à 10 NSP=88		
COREV4. Il existe dans le gouvernement de Madagascar une intention et une volonté sincères de combattre la corruption. (misy eo anivon'ny governemantan'i Madagasikara ny fikasana sy finivana marina hiady @ kolikoly)		COREV4	
COREV5. La stratégie nationale anti-corruption est efficace pour combattre la corruption. (ahitana fahombiazana ny tetik'adim-pirenena hiadiana @ kolikoly).		COREV5	
COREV6. Dans la lutte contre la corruption à Madagascar, l'aide des institutions internationales est efficace. (@ ady @ kolikoly dia tena ilaina ihany koa ny fanampian'ireo fikambanana iraisam-pirenena isan-karazany).		COREV6	

[UTILISER LA CARTE E]

En utilisant l'échelle de 5 points de la carte E, veuillez-vous dire jusqu'à quel point les pratiques suivantes sont-elles répandues à Madagascar, où 1 veut dire « Inexistante » et 5 veut dire « Largement répandue »? (@ fampiasana dingana ao @ mari-drefy E. Azonao lazaina ve ny toetry ny fiparitahan'ireto fombafomba tanisaina manaraka ireto manerana an'i Madagasikara, ka 1 raha TSY MISY ary 5 kosa raha TENA MIPARITAKA)

1	2	3	4	5	8
Inexistante <i>Tsy misy</i>			Largement répandue <i>Tena miparitaka</i>		Ne sais pas

	Note 1 à 5 NSP=88		
CORPER1. Pots-de-vin pour obtenir des services publics. (misy tsolotra ve amin'ny fanatanterahana ny asam-panjakana/service)		CORPER1	
CORPER2. Pots-de-vin pour obtenir des licences et permis. (misy tsolotra ve ahazoana fahazoan-dalana)		CORPER2	
CORPER3. Pots-de-vin pour changer des décisions judiciaires. (misy tsolotra ve mba hanovana ny didim-pitsarana /décisions judiciaires)		CORPER3	
CORPER4. Pots-de-vin pour changer des lois ou des decrets. (tsolotra mba hanovana lalàna na didy)		CORPER4	

[REPRENDRE LA CARTE E]

GRILLES SUR LES MÉNAGES

Nous voudrions poser des questions sur la qualité, le processus de doléances, les paiements et l'accès aux divers services publics. [Intervieweur: Prière de poser toutes les questions pour chaque service public. En d'autres termes, suivre les questions du tableau horizontalement, pas de manière verticale] (*izao dia hametraka fanontaniana momba ny hatsarana, ny fomba fanaovana fitarainana, ny fandoavam-bola ary ny fidirana eo anivon'ireny asam-panjakana natokana ho an'ny sarambabem-bahoaka ireny aho*). [Interviewer : *apetraho ireo fanontaniana isaky ny service. Izany hoe araho ny fanontaniana mitsangana ao @ tableau*

Institution	3. Lors des 12 derniers mois est-ce que quelqu'un de votre ménage a-t-il essayé d'avoir le service de (tato anatin'ny 12 volana farany nisy olona tao @ ankohonanao ve nangataka service tao @ [insérer le Nom de l'institution ici] ? 1=Oui [continuer] 2=Non [Passer directement à 7a] 8=NSP [sauter jusqu'à 7a]	4. En parlant de [insérer le Nom de l'institution ici], comment est le service, à votre avis? Diriez-vous qu'il est : (Ahoana ny fahitanao ny service) 1= "Très mauvais" (tena ratsy) [continuer] 2= "Mauvais" (ratsy) [continuer] 3= "Assez bon" (Antonony) [Passer à 6b] 4= "Bon" (tsara) [Passer à 6b] 5= "Très bon" (tena tsara) [Passer à 6b] 8= "Ne sais pas" [ne pas lire] [Passer à 6b]	5b. Est-ce que vous avez déposé une plainte? (efa nametraka fitarainana/fitoriana ve ianao) 1=Oui [continuer] 2=Non [passer à 5d] 8=NSP [passer à 6b] 9 = N/A [passer à 6b]	5c. Quel effet cela a-t-il eu? (inona no vokatr'izay ?) 1=Aucun effet (tsy nisy) 2=Peu d'effet (zara raha nisy) 3=Un effet modéré (nisy kely ihany) 4=Un effet significatif (nisy hita mivaingana) 5=Beaucoup d'effet (nisy vokany lehibe tokoa) 8=NSP 9=NA [passer à 6b]	5d. Si Non pourquoi ne vous êtes- vous pas plaint? (fa naninona ianao no tsy nitaraina/nitory) 1=Ne saviez pas comment vous y prendre (tsy hainao ny manao azy) 2=Cela aurait été trop long (ela loatra) 3=Inutile (tsy ilaina izany) 4=Ai essayé mais n'ai pas pu (nanandrana fa tsy nahavita) 5=Autres motifs (antony hafa) [ne pas lire] 8=NSP 9=NA [continuer]	6b. En demandant ce service, est-ce qu'on vous a demandé, ou au membre de votre famille, de payer une gratification ou un pôt-de-vin? (tamin'ny fanatanterahana io service io ve nisy nangataka tsolotra taminao) 1=Oui [continuer] 2=Non [passer à 7a] 8=NSP [passer à 7a] 9=NA [passer à 7a]	6c. Combien est-ce que vous ou le membre de votre famille a-t-il eu à payer comme gratification ou pot-de-vin la dernière fois qu'on avait besoin de ce service. [écrire la valeur (ou équivalent si monnaie (Ar ou FMG)) (ohatrinona ny vola naloanao t@ izany)) 8888=NSP 9999=NA [passer à 7a]	7a. Est-ce qu'un membre de votre famille ou vous-même avez pensé à demander ce service et avez décidé de ne pas le faire? (efa nisy fianakavianao na ianao nieritreritra ny hanao/hangataka an'ilay service ve fa niova hevitra ?) 1=Oui [continuer] 2=Non [passer à la section/ligne suivante] 8=NSP [passer à la section/ligne suivante] 9=NA [passer à la section /ligne suivante]	7b. Pourquoi ne l'avez-vous pas fait ? (fa naninona no tsy nataonao) 1=Vous saviez que le responsable dans l'institution ne le ferait pas (fantatrao fa tsy hanao izany ny tompon'andraikitra) 2=N'avez pas le temps (tsy manam-potoana ianao) 3=N'aurais pas pu payer le coût officiel (tsy voaloanao ny sarany ara-dalàna) 4=Ne pouvais pas payer le pôt-de-vin (tsy voaloanao ny sarany miampy ny vola tsolotra samihafa) 5=Ne saviez pas vers qui se tourner (tsy fantatrao izay olona hatonina) 6=C'est une perte de temps (fandanianaandro izany) 7=Autre [ne pas lire] 8=NSP 9=NA [passer à la section/ligne suivante]
INDIVLIC. Permis de conduire	INDIVLIC3	INDIVLIC4	INDIVLIC5b	INDIVLIC5c	INDIVLIC5d	INDIVLIC6b	INDIVLIC6c Ar FMG	INDIVLIC7a	INDIVLIC7b
INTAX. Taxes/ Impôts	INTAX3	INTAX4	INTAX5b	INTAX5c	INTAX5d	INTAX6b	INTAX6c Ar FMG	INTAX7a	INTAX7b
INCONDIR. Contributions directes (locales)	INCONDIR3	INCONDIR4	INCONDIR5b	INCONDIR5c	INCONDIR5d	INCONDIR6b	INCONDIR6c Ar FMG	INCONDIR7a	INCONDIR7b
INPERCON. Permis de construire	INPERCON3	INPERCON4	INPERCON5b	INPERCON5c	INPERCON5d	INPERCON6b	INPERCON6c Ar FMG	INPERCON7a	INPERCON7b
INPOLCIR. Police de la circulation	INPOLCIR3	INPOLCIR4	INPOLCIR5b	INPOLCIR5c	INPOLCIR5d	INPOLCIR6b	INPOLCIR6c Ar FMG	INPOLCIR7a	INPOLCIR7b

Institution	3. Lors des 12 derniers mois est-ce que quelqu'un de votre ménage a-t-il essayé d'avoir le service de (tato anatin'ny 12 volana farany nisy olona tao @ ankohonanao ve nangataka service tao @ [insérer le Nom de l'institution ici] ? 1=Oui [continuer] 2=Non [Passer directement à 7a] 8=NSP [sauter jusqu'à 7a]	4. En parlant de [insérer le Nom de l'institution ici], comment est le service, à votre avis? Diriez-vous qu'il est : (Ahoana ny fahitanao ny service) 1= "Très mauvais" (tena ratsy) [continuer] 2= "Mauvais" (ratsy) [continuer] 3= "Assez bon" (Antonony) [Passer à 6b] 4= "Bon" (tsara) [Passer à 6b] 5= "Très bon" (tena tsara) [Passer à 6b] 8 = "Ne sais pas" [ne pas lire] [Passer à 6b]	5b. Est-ce que vous avez déposé une plainte? (efa nametraka fitarainana/fitoriana ve ianao) 1=Oui [continuer] 2=Non [passer à 5d] 8=NSP [passer à 6b] 9 = N/A [passer à 6b]	5c. Quel effet cela a-t-il eu? (inona no vokatr'izay ?) 1=Aucun effet(tsy nisy) 2=Peu d'effet(zara raha nisy) 3=Un effet modéré(nisy kely ihany) 4=Un effet significatif(nisy hita mivaingana) 5=Beaucoup d'effet (nisy vokany lehibe tokoa) 8=NSP 9=NA [passer à 6b]	5d. Si Non pourquoi ne vous êtes- vous pas plaint? (fa naninona ianao no tsy nitaraina/nitory) 1=Ne saviez pas comment vous y prendre (tsy hainao ny manao azy) 2=Cela aurait été trop long (ela loatra) 3=Inutile(tsy ilaina izany) 4=Ai essayé mais n'ai pas pu (nanandrana fa tsy nahavita) 5=Autres motifs (antony hafa) [ne pas lire] 8=NSP 9=NA [continuer]	6b. En demandant ce service, est-ce qu'on vous a demandé, ou au membre de votre famille, de payer une gratification ou un pôt-de-vin? (tamin'ny fanatanterahana io service io ve nisy nangataka tsolotra taminao) 1=Oui [continuer] 2=Non [passer à 7a] 8=NSP [passer à 7a] 9=NA [passer à 7a]	6c. Combien est-ce que vous ou le membre de votre famille a-t-il eu à payer comme gratification ou pot-de-vin la dernière fois qu'on avait besoin de ce service. [écrire la valeur (ou équivalent si cadeau ou faveur) et la monnaie (Ar ou FMG)] (ohatrinona ny vola naloanao t@ izany)) 8888=NSP 9999=NA [passer à 7a]	7a. Est-ce qu'un membre de votre famille ou vous-même avez pensé à demander ce service et avez décidé de ne pas le faire? (efa nisy fianakavianao na ianao nieritreritra ny hanao/hangataka an'ilay service ve fa niova hevitra ?) 1=Oui [continuer] 2=Non [passer à la section/ligne suivante] 8=NSP [passer à la section/ligne suivante] 9=NA [passer à la section /ligne suivante]	7b.Pourquoi ne l'avez-vous pas fait ? (fa naninona no tsy nataonao) 1=Vous saviez que le responsable dans l'institution ne le ferait pas(fantatrao fa tsy hanao izany ny tompon'andraiktra) 2=N'avez pas le temps(tsy manam-potoana ianao) 3=N'aurais pas pu payer le coût officiel (tsy voaloanao ny sarany ara-dalàna) 4=Ne pouvais pas payer le pôt-de-vin(tsy voaloanao ny sarany miampy ny vola tsolotra samihafa) 5=Ne saviez pas vers qui se tourner(tsy fantatrao izay olona hatonina) 6=C'est une perte de temps(fandanianandro izany) 7=Autre [ne pas lire] 8=NSP 9=NA [passer à la section/ligne suivante]
INREGNAT. Services des Domaines et des Communes Urbaines	INREGNAT3	INREGNAT4	INREGNAT5b	INREGNAT5c	INREGNAT5d	INREGNAT6b	INREGNAT6c Ar FMG	INREGNAT7a	INREGNAT7b
INENREG. Préfecture/ Commune	INENREG3	INENREG4	INENREG5b	INENREG5c	INENREG5d	INENREG6b	INENREG6c Ar FMG	INENREG7a	INENREG7b
INSANPUB. Services Santé Publique	INSANPUB3	INSANPUB4	INSANPUB5b	INSANPUB5c	INSANPUB5d	INSANPUB6b	INSANPUB6c Ar FMG	INSANPUB7a	INSANPUB7b
INEDPUB. Education Publique	INEDPUB3	INEDPUB4	INEDPUB5b	INEDPUB5c	INEDPUB5d	INEDPUB6b	INEDPUB6c Ar FMG	INEDPUB7a	INEDPUB7b
INSECSOC. Sécurité Sociale (pensions)	INSECSOC3	INSECSOC4	INSECSOC5b	INSECSOC5c	INSECSOC5d	INSECSOC6b	INSECSOC6c Ar FMG	INSECSOC7a	INSECSOC7b
INSYSJUS. Système Judiciaire	INSYSJUS3	INSYSJUS4	INSYSJUS5b	INSYSJUS5c	INSYSJUS5d	INSYSJUS6b	INSYSJUS6c Ar FMG	INSYSJUS7a	INSYSJUS7b

Institution	3. Lors des 12 derniers mois est-ce que quelqu'un de votre ménage a-t-il essayé d'avoir le service de (tato anatin'ny 12 volana farany nisy olona tao @ ankohonanao ve nangataka service tao @ [insérer le Nom de l'institution ici] ? 1=Oui [continuer] 2=Non [Passer directement à 7a] 8=NSP [sauter jusqu'à 7a]	4. En parlant de [insérer le Nom de l'institution ici], comment est le service, à votre avis? Diriez-vous qu'il est : (Ahoana ny fahitanao ny service) 1= "Très mauvais" (tena ratsy) [continuer] 2= "Mauvais" (ratsy) [continuer] 3= "Assez bon" (Antonony) [Passer à 6b] 4= "Bon" (tsara) [Passer à 6b] 5= "Très bon" (tena tsara) [Passer à 6b] 8 = "Ne sais pas" [ne pas lire] [Passer à 6b]	5b. Est-ce que vous avez déposé une plainte? (efa nametraka fitarainana/fito riana ve ianao) 1=Oui [continuer] 2=Non [passer à 5d] 8=NSP [passer à 6b] 9 = N/A [passer à 6b]	5c. Quel effet cela a-t-il eu? (inona no vokatr'izay ?) 1=Aucun effet(tsy nisy) 2=Peu d'effet(zara raha nisy) 3=Un effet modéré(nisy kely ihany) 4=Un effet significatif(nisy hita mivaingana) 5=Beaucoup d'effet (nisy vokany lehibe tokoa) 8=NSP 9=NA [passer à 6b]	5d. Si Non pourquoi ne vous êtes- vous pas plaint? (fa naninona ianao no tsy nitaraina/nitory) 1=Ne saviez pas comment vous y prendre (tsy hainao ny manao azy) 2=Cela aurait été trop long (ela loatra) 3=Inutile(tsy ilaina izany) 4=Ai essayé mais n'ai pas pu (nanandrana fa tsy nahavita) 5=Autres motifs (antony hafa) [ne pas lire] 8=NSP 9=NA [continuer]	6b. En demandant ce service, est-ce qu'on vous a demandé, ou au membre de votre famille, de payer une gratification ou un pôt-de-vin? (tamin'ny fanatanterahana io service io ve nisy nangataka tsolotra taminao) 1=Oui [continuer] 2=Non [passer à 7a] 8=NSP [passer à 7a] 9=NA [passer à 7a]	6c. Combien est-ce que vous ou le membre de votre famille a-t-il eu à payer comme gratification ou pot-de-vin la dernière fois qu'on avait besoin de ce service. [écrire la valeur (ou équivalent si cadeau ou faveur) et la monnaie (Ar ou FMG)] (ohatrinona ny vola naloanao t@ izany)) 8888=NSP 9999=NA [passer à 7a]	7a. Est-ce qu'un membre de votre famille ou vous-même avez pensé à demander ce service et avez décidé de ne pas le faire? (efa nisy fianakavianao na ianao nieritreritra ny hanao/hangataka an'ilay service ve fa niova hevitra ?) 1=Oui [continuer] 2=Non [passer à la section/ligne suivante] 8=NSP [passer à la section/ligne suivante] 9=NA [passer à la section /ligne suivante]	7b.Pourquoi ne l'avez-vous pas fait ? (fa naninona no tsy nataonao) 1=Vous saviez que le responsable dans l'institution ne le ferait pas(fantatrao fa tsy hanao izany ny tompon'andraiktra) 2=N'avez pas le temps(tsy manam-potoana ianao) 3=N'aurais pas pu payer le coût officiel (tsy voaloanao ny sarany ara-dalàna) 4=Ne pouvais pas payer le pôt-de-vin(tsy voaloanao ny sarany miampy ny vola tsolotra samihafa) 5=Ne saviez pas vers qui se tourner(tsy fantatrao izay olona hatonina) 6=C'est une perte de temps(fandanianandro izany) 7=Autre [ne pas lire] 8=NSP 9=NA [passer à la section/ligne suivante]
INELEC. Électricité	INELEC3	INELEC4	INELEC5b	INELEC5c	INELEC5d	INELEC6b	INELEC6c Ar FMG	INELEC7a	INELEC7b
INPHONE. Téléphone	INPHONE3	INPHONE4	INPHONE5b	INPHONE5c	INPHONE5d	INPHONE6b	INPHONE6c Ar FMG	INPHONE7a	INPHONE7b
INEAU. Eau	INEAU3	INEAU4	INEAU5b	INEAU5c	INEAU5d	INEAU6b	INEAU6c Ar FMG	INEAU7a	INEAU7b
INVOIRIE. Voirie	INVOIRIE3	INVOIRIE4	INVOIRIE5b	INVOIRIE5c	INVOIRIE5d	INVOIRIE6b	INVOIRIE6c Ar FMG	INVOIRIE7a	INVOIRIE7b
INPOSTAL. Services postaux	INPOSTAL3	INPOSTAL4	INPOSTAL5b	INPOSTAL5c	INPOSTAL5d	INPOSTAL6b	INPOSTAL6c Ar FMG	INPOSTAL7a	INPOSTAL6b

[UTILISER LA CARTE F]

Dans beaucoup de pays dans le monde, on sait qu'il existe différents acteurs et de groupes dans le secteur privé qui exercent de la pression sur le gouvernement en payant des pots-de-vin pour leur propres intérêts. Avec une échelle de 1 à 5 comme celle de la carte F, dites dans quelle mesure les formes de corruption suivantes ont-elles une influence sur l'environnement des affaires de Madagascar. Rappelez-vous que 1 veut dire « Aucune influence » et 5 veut dire « Influence très significative »: / ***isam-pirenena maro maneran-tany, misy karazan'olona na vondron'olona samihafa manery ny governemanta ka manome tsolotra mba hahazoana tombotsoa manokana. @ alalan'ny dingana 1 hatr@ 5 arak'izay hita ao @ mari-drefy F, lazao hoe hatraiza no fiantaikan'ireto fisehon'ny kolikoly tanisaina manaraka ireto eo anivon'ny tontolon'ny fandraharahana eto @firenena. Ampatsiahivina anao ny 1 dia midika hoe « tsy misy fiantraikany » ary 5 midika hoe « misy fiantraikany lehibe »***

1	2	3	4	5	8
Aucune influence			Influence très significative		Ne sais pas
Tsy misy fiantraikany			Misy fiantraikany lehibe		

	Note 1 à 5 NSP=8		
CORINF2. Pots-de-vin aux élus pour s'assurer que des lois particulières favorisent leurs intérêts. Dites dans quelle mesure ceci a-t-il une influence sur l'environnement des affaires de Madagascar/ <i>tsolotra ho an'ny olom-boafidy fa ny lalàna manokana hampandaniana dia hanampy ny tombontsoany</i>		CORINF2	
CORINF3. Pots-de-vin aux autorités présidentielles ou ministérielles pour s'assurer que les décisions exécutives favorisent leurs intérêts. Dites dans quelle mesure ceci a-t-il une influence sur l'environnement des affaires de Madagascar. <i>tsolotra ho an'ny fitondrampanjakana mba ahazoana antoka fa ny fanapahan-kevitry ny fitondrana fara-tampony na ny isaky ny ministera dia manatsara ny tombontsoany manokana</i>		CORINF3	
CORINF4. Pots-de-vin aux responsables des commissions de régulation pour assurer les intérêts de groupes particuliers. Dites dans quelle mesure ceci a-t-il une influence sur l'environnement des affaires de Madagascar. / <i>tsolotra ho an'ny tompon'andraikitra-na vaomiera na ivon- toerana iray mpanara maso ny fampiharana ny lalàna mba iantohana ny tombontsoan'ny vondrona iray</i>		CORINF4	
CORINF5. Pots-de-vin aux membres du secteur judiciaire pour leur demander de revenir sur leurs décisions. Dites dans quelle mesure ceci a-t-il une influence sur l'environnement des affaires de Madagascar. / <i>tsolotra ho an'ireo manam-pahefana ara-pitsarana mba hanovàna fanapahan-kevitra iray ho amina tombontsoa manokana</i>		CORINF5	

CODEN1. Savez-vous quel processus faut-il suivre pour dénoncer un acte de corruption commis par un agent de l'État ? / <i>fantatrao ve inona avy no atao raha hitory mpiasam-panjakana nanao kolikoly ianao ?</i> Oui.....1 Non.....2	CODEN1	
CODEN2. Lors des 12 derniers mois, vous ou un membre de votre ménage a-t-il dénoncé un acte de corruption commis par un agent de l'État ? [Si Oui suivez à CODEN2A ; si la réponse est Non ou NSP, allez à la section suivante, Question PC1] / <i>Tato anatin'ny 12 volana farany, efa nitry mpiasam-panjakana iray nanao kolikoly ve ianao na olona iray ao anatin'ny ankohonanao ? [Raha eny, tohizo ao @ CODEN2A ; raha tsia, dia mandehana any @ section manaraka fanontaniana PCI]</i> Oui.....1 Non.....2 NSP.....8	CODEN2	
CODEN2A. Si oui, à quelle structure la dénonciation ou plainte a-t-elle été adressée ? [ne lisez pas les réponses possibles] / <i>raha eny, taiza ianao no nitry na nametraka fitarainana ?</i> Commune.....1 Brigade de gendarmerie/commissariat de police.....2 Service déconcentré concerné/ <i>service- paritra misahana an'izany</i>3 Tribunal.....4 CSLCC.....5 BIANCO.....6 Chaîne Pénale Anti-Corruption.....7 Autre..... Je ne sais pas.....88 Non applicable.....99	CODEN2A	

[Uniquement pour ceux qui ont dénoncé un acte de corruption]

[Donner la carte B au répondant] / *[natokana ho an'ireo izay efa nitry mpanao kolikoly]*

Comment évalueriez-vous le processus pour dénoncer la corruption ? Veuillez répondre sur l'échelle de 1 à 10 en utilisant la Carte B. / *ahoana no hitsaranao ny dingana arahina @ fitoriana ny mpanao kolikoly ?*

01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	88
Pas du tout d'accord <i>Tsy ekenao mihitsy</i>									Tout à fait d'accord <i>Tena ekenao</i>	
									Ne sais pas	

	Notez 00 à 10 NSP=88 NA=99		
CODEN3. Le processus est très efficace. <i>nahomby ilay dingana arahina</i>		CODEN3	
CODEN4. Le processus est très simple. / <i>tsotra ilay dingana arahina</i>		CODEN4	
CODEN5. Celui qui fait le rapport est bien protégé de possible harcèlement. / <i>ilay nanao ilay tatitra dia voaaro tsara @ mety ho fandrahonana</i>		CODEN5	
CODEN6 : Les réponses obtenues sont satisfaisantes. / <i>ny valiny azo dia nahafa-po</i>		CODEN6	

[DONNEZ LA CARTE C AU RÉPONDANT]

Je vais maintenant mentionner diverses institutions publiques et privées. J'aimerais connaître jusqu'à quel point vous pensez que ces institutions sont honnêtes ou corrompues. En utilisant la carte C veuillez indiquer le nombre de l'échelle qui représente le mieux votre point de vue. / *hitanisa rafi-pitantanana miankina sy tsy miankina @ fanjakana aho ankehitriny. Tiako hofantarina hoe hatraiza ny fieritreretanao ny mah-amangarahara na ny maha-mpanao kolikoly an'izy ireny. Ampiasao ny mari-drefy C, ka lazao ny isa izay milaza tanteraka ny hevitrao.*

00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	88
Très corrompu Tena Mpanao kolikoly										Très honnête Tena Madio	Ne sais pas

	Note 00 à 10 NSP=88		
PC1. A quel point diriez-vous que les députés sont corrompus ou honnêtes ? <i>hatraiza no ilazanao fa ireo depiote dia madio na manao kolikoly ?</i>		PC1	
PC2. A quel point diriez-vous que les ministres sont corrompus ou honnêtes ? / <i>hatraiza no ilazanao fa ireo minisitra dia madio na manao kolikoly ?</i>		PC2	
PC2A. A quel point diriez-vous que les chefs de région sont corrompus ou honnêtes ? / <i>hatraiza no ilazanao fa ireo lehiben'ny faritra dia madio na manao kolikoly ?</i>		PC2A	
PC3. A quel point diriez-vous que les maires sont corrompus ou honnêtes ? / <i>hatraiza no ilazanao fa ireo maire dia madio na manao kolikoly ?</i>		PC3	
PC5. A quel point diriez-vous que les gendarmes et policiers sont corrompus ou honnêtes ? / <i>hatraiza no ilazanao fa ireo zandary sy polisy dia madio na manao kolikoly ?</i>		PC5	
PC7. A quel point diriez-vous que les enseignants sont corrompus ou honnêtes ? / <i>hatraiza no ilazanao fa ireo mpampianatra dia mangarahara na manao kolikoly ?</i>		PC7	
PC8. A quel point diriez-vous que les professeurs d'université sont corrompus ou honnêtes ? / <i>hatraiza no ilazanao fa ireo mpampianatra any @ ambaratonga ambony dia madio na manao kolikoly ?</i>		PC8	
PC11A. A quel point diriez-vous que les hommes d'affaires sont corrompus ou honnêtes ? / <i>hatraiza no ilazanao fa ireo mpandraharaha dia madio na manao kolikoly ?</i>		PC11A	
PC12. A quel point diriez-vous que les magistrats sont corrompus ou honnêtes ? / <i>hatraiza no ilazanao fa ireo mpitsara dia madio na manao kolikoly ?</i>		PC12	
PC13. A quel point diriez-vous que les militaires sont corrompus ou honnêtes ? / <i>hatraiza no ilazanao fa ireo miaramila dia madio na manao kolikoly ?</i>		PC13	
PC14. A quel point diriez-vous que les dirigeants de partis politiques sont corrompus ou honnêtes ? / <i>hatraiza no ilazanao fa ireo mpitantana antoko politika dia madio na manao kolikoly ?</i>		PC14	
PC17. A quel point diriez-vous que les agents de l'État en général sont corrompus ou honnêtes ? / <i>hatraiza no ilazanao fa ireo mpiasam-panjakana @ ankapobeny dia madio na manao kolikoly ?</i>		PC17	
PC18. A quel point diriez-vous que les agents du BIANCO sont corrompus ou honnêtes ? / <i>hatraiza no ilazanao fa ireo mpiasan'ny BIANCO dia madio na manao kolikoly ?</i>		PC18	
PC19. A quel point diriez-vous que les médias sont corrompus ou honnêtes ? / <i>hatraiza no ilazanao fa ireo haino aman-jery dia madio na manao kolikoly ?</i>		PC19	

LSU1. Avez-vous personnellement ou un membre de votre famille poursuivi quelqu'un en justice au cours des trois dernières années? / efa nitory olona iray tany @ fitsarana tao anatin'ny 3 taona farany ve ianao na olona iray ao anatin'ny fianakavianao Oui.....1 Non.....2 NSP.....8 [Si NON ou NSP, passez à ACS1]	LSU1	
--	------	--

OBSTACLES

[DONNEZ LA CARTE G AU RÉPONDANT]

Dans l'échelle de 0 à 10 de la carte G, où 0 veut dire « Pas important du tout » et 10 veut dire « Très important », pensez-vous que ... **ao anatin'ny dingana 0 hatr@ 10 ao @ mari-drefy G, ka ny 0 midika hoe « tsy manan-danja mihitsy » ary ny 10 hoe « tena manan-danja »**

	Notez 00 à 10 NSP=88 NA=99		
OBST1. Le coût officiel trop élevé constitue un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar Ny halafon'ny sara-pitsarana dia sakana lehibe eo @fitondrana ny raharaha eo @ tribonaly		OBST1	
OBST2. Le coût des pots-de-vin trop élevé constitue un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar...?/ ny halafon'ny kolikoly dia anisan'ny sakana tsy andalovana ny fitsarana		OSBT2	
OBST3. Les frais des avocats trop élevés constituent un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar...?/ Ny halafon'ny saram-piarovan'ny mpisolo vava dia sakana tsy ankanesana eny @ fitsarana		OBST3	
OBST4. Les décisions du tribunal influencées par la corruption constituent un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar ? // ny fanapahan-kevitra raisin'ny tribonaly izay misy kolikoly dia sakana tsy itondrana ny raharaha eny @ tribonaly?		OBST4	
OBST5. Les juges incompetents constituent un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar... ? .../ ary ny mpitsara tsy mahafehy ny asany dia sakana tsy andalovana ny tribonaly		OBST5	
OBST6. La procédure trop longue constitue un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar... ? / ary ny fombafomba sy dingam-pitsarana lava loatra dia sakana tsy andalovana ny tribonaly		OBST6	
OBST7. La procédure très complexe constitue un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar... ? ary ary ny fombafomba sy dingam-pitsarana manahirana loatra dia sakana tsy andalovana ny tribonaly		OBST7	
OBST8. Le manque d'application effective des décisions du tribunal constitue un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar... ? ary ny tsy fahampian'ny fampiharana ny fanapahan-kevitra ny tribonaly dia sakana tsy andalovana ny tribonaly		OBST8	
OBST9. L'éloignement des tribunaux constitue un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar... ? .../ ary ny halaviran'ny toeram-pitsarana dia sakana tsy andalovana ny tribonaly		OBST9	
OBST12. Les effectifs insuffisants des juges constituent un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar... ?/ ny tsy fahampian'ny mpitsara dia sakana tsy andalovana ny tribonaly		OBST12	

Je vais maintenant vous poser quelques questions sur le gouvernement et certaines agences concernant la lutte contre la corruption ici à Madagascar. Veuillez svp répondre par un : OUI ou NON. **hametraka fanontaniana vitsivitsy mikasika ny governemanta sy ny sampana samihafa miady @ kolikoly eto Madagasikara indray aho ankehitriny. Mba valio @ eny na tsia azafady.**

		Oui	Non	NSP		
ACS1	Le gouvernement malgache a-t-il adopté une stratégie nationale de lutte contre la corruption ? / manana paik'ady nasionaly iadiana @ kolikoly ve ny governemanta malagasy?	1	2	8	ACS1	
ACS2	Le pays a-t-il des lois contre la corruption ? / manana lalàna iadiana @ kolikoly ve ny firenena ?	1	2	8	ACS2	
ACS3	Avez-vous des boîtes à idées anti-corruption dans votre quartier ? manana boîtes à idées (vatakely fametrahana soso-kevitra) ve ny faritra misy anao ?	1	2	8	ACS3	
ACS4	D'après ce que vous avez vu, pensez-vous que les personnes qui combattent la corruption dans ce pays ciblent uniquement les petits corrupteurs en laissant tranquilles les gros corrupteurs @ izay efa hitanao, ny olona izay miady @kolikoly eto @ firenena ve manenjika ny mpanao kolikoly madinika irery ihany fa tsy manenjika kosa ny mpanao kolikoly goavana?	1	2	8	ACS4	
ACS5	Avez-vous vu lors des 12 derniers mois une publicité sur la lutte contre la corruption à la télévision ? efa nahita fanentanana momba ny ady @kolikoly @ télé ve ianao /tato anatin'ny 12 volana farany ?	1	2	8	ACS5	
ACS6	Avez-vous vu lors des 12 derniers mois une publicité sur la lutte contre la corruption dans les journaux ? / efa nahita fanentanana angazety momba ny ady @kolikoly ve ianao tato anatin'ny 12 volana farany ?	1	2	8	ACS6	
ACS7	Avez-vous vu lors des 12 derniers mois une publicité sur la lutte contre la corruption sur les affiches? / efa nahita fanentanana t@ peta-drindrana momba ny ady @kolikoly ve ianao tato anatin'ny 12 volana farany ?	1	2	8	ACS7	
ACS8	Avez-vous entendu parler du Conseil Supérieur de Lutte Contre la Corruption (CSLCC) ? / efa nandre ny momba ny Conseil Supérieur de Lutte Contre la Corruption (CSLCC) ve ianao ? [SI LA RÉPONSE EST NON, ALLER À ACS10]	1	2	8	ACS8	

ACS9	Par quel moyen avez-vous surtout entendu parler du Conseil Supérieur de Lutte Contre la Corruption ? [une seule réponse ; ne lisez pas les réponses] / t@ inona no nandreanao ny momba io CSLCC io ? Radio.....1 Télévision.....2 Journal.....3 Affiche.....4 « Bouche-à-oreille ».....5 Autre.....6 Ne sais pas.....8 Non applicable.....9	ACS9	
------	---	------	--

		Oui	Non	NSP	NA		
<u>ACS10</u>	Avez-vous reçu lors des 12 derniers mois une information sur la manière de détecter la corruption? / tato anatin'ny 12 volana farany, efa naharay na naheno filazana mikasika ny fomba famantarana ny fisian'ny kolikoly ve ianao ?	1	2	8		ACS10	
ACS12	Avez-vous jamais entendu parler d'employés signant un « engagement d'intégrité » au travail ? [Si NON, passez à ACS14]. / mbola tsy naheno mpiasa nanao sonia ny « engagement d'intégrité au travail » ve ianao ?	1	2	8		ACS12	
ACS13	Avez-vous jamais signé des « engagements d'intégrité » sur votre lieu de travail ? / ianao manokana ve mbola tsy nanao sonia taratasy toa io « engagement d'intégrité au travail » ?	1	2	8	9	ACS13	
<u>ACS14</u>	Êtes-vous au courant des actions qu'a entrepris la justice pour combattre la corruption lors des 12 derniers mois ? efa nandre ny fisian'ny hetsika ataon'ny fitsarana iadiana @kolikoly ve ianao tato anatin'ny 12 volana farany ?	1	2	8		ACS14	

ACS15	Croyez-vous que l'Administration recrute la plupart des nouveaux agents publics sur la base du mérite ou bien sur la base de liens personnels? / araka ny hevitrao, ny fampidirana ireo mpiasam-pianjakana vaovao ve miankina @ fahaizan'izy ireo sa @ alalan'ny fahafantaran'olona ? Sur la base du mérite.....1 Sur la base de liens personnels....2 Ne sais pas.....8	ACS15	
-------	---	-------	--

		Oui	Non	NSP	NA		
ACS16	Avez-vous entendu parler de la Chaîne Pénale Anti-Corruption ? [Si NON ou NSP, passez à ACS17] / efa nandre momba ny Chaîne Pénale Anti-Corruption ve ianao?	1	2	8		ACS16	

		Oui	Non	NSP	NA		
ACS16a	Pensez vous que la Chaîne Pénale Anti-Corruption est efficace ? / <i>araka ny hevitrao, mahomby ve ny Chaîne Pénale Anti-Corruption ?</i>	1	2	8	9	ACS16a	
ACS17	Lors de 12 derniers mois, avez-vous signé la « Déclaration d'engagement volontaire » contre la corruption / <i>efa nanao sonia ny « Déclaration d'engagement volontaire » miady @kolikoly ve ianao tato anatin'ny 12 volana farany.</i>	1	2	8		ACS17	
BIA01	Avez-vous entendu parler du Bureau Indépendant Anti-Corruption (BIANCO)? [SI LA REPONSE EST « NON », PASSER A LA SECTION SUIVANTE, QUESTION ED] / <i>efa nandre ny momba ny BIANCO (Bureau Indépendant Anti-Corruption) ve ianao ?/ RAHA TSIA MANDEHANA ANY @ SECTION MANARAKA FANONTANIANA ED]</i>	1	2	8		BIA01	
BIA02	Avez-vous, lors des 12 derniers mois, entendu parler d'actions menées par BIANCO qui visaient à prévenir la corruption ? [SI LA REPONSE EST « NON », PASSER A LA SECTION SUIVANTE, QUESTION ED] <i>efa nandre ny hetsika nataon'ny BIANCO izay entina hisorohana ny kolikoly ianao ve tato anatin'ny 12 volana farany ?</i>	1	2	8	9	BIA02	
BIA03	Avez-vous, lors des 12 derniers mois, entendu parler d'investigations/d'enquêtes menées par le BIANCO dans le cadre de la lutte contre la corruption ? / <i>efa nandre ny fanadihadiana nataon'ny BIANCO ho enti-miady @kolikoly ianao ve tato anatin'ny 12 volana farany ?</i>	1	2	8	9	BIA03	
BIA04	Avez-vous, lors des 12 derniers mois, entendu parler d'actions menées par BIANCO qui visaient à éduquer et à obtenir le soutien de la population dans la lutte contre la corruption ? / <i>efa nandre hetsika nataon'ny BIANCO hanabeazana sy hanentanana ny fanohanan'ny mponina @ ady @kolikoly ianao ve tato anatin'ny 12 volana farany ?</i>	1	2	8	9	BIA04	
BIA06	Est-ce que la mise en place du BIANCO est une bonne chose ? / <i>mahatsara zavatra ve ny fisian'ny BIANCO aminao ?</i>	1	2	8	9	BIA06	
BIA07	Diriez-vous qu'en général, le BIANCO a connu/ @ <i>ankapobeny, ny BIANCO dia</i> Beaucoup de succès/ <i>nahitana fahombiazana tanteraka.....1</i> Un certain succès/ <i>nahitana fahombiazana2</i> Peu de succès/ <i>tsy dia tena nahitana fahombiazana loatra3</i> Pas de succès du tout/ <i>tsy nahitana fahombiazana mihitsy4</i> Ne sais pas.....8 [ne lisez pas] Non applicable.....9 [ne lisez pas]					BIA07	

BIA11	D'après vous, le BIANCO devrait travailler prioritairement sur quel secteur? [ne lisez pas les réponses] / araka ny hevitrao, eo @ sehatra inona no tena tokony iasan'ny BIANCO ? Judiciaire.....01 Gendarmerie nationale.....02 Police nationale.....03 Domaines.....04 Impôts.....05 Trésor Publique.....06 Douanes.....07 Commerce.....08 Education.....09 Santé.....10 Environnement, eaux et forêts.....11 Pêche.....12 Energie.....13 Tourisme.....14 Industrie et artisanat.....15 Mines.....16 Secteur financier.....17 Secteur public en général.....18 Secteur privé en général.....19 Autre.....20 Ne sais pas.....88 Non applicable.....99	BIA11	
BIA12	D'après-vous, le BIANCO est-il vraiment un bureau indépendant de tous les pouvoirs publics ? / @nao, miankina @fitondrana sa tsia ny BIANCO? Oui.....1 Non.....2 NSP.....8 Non applicable.....9	BIA12	

VARIABLES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES

Et maintenant, **pour terminer**, je vais vous poser quelques questions pour des raisons statistiques. **hamaranako azy, dia misy fanontaniana vitsivitsy ilaina @ statistika ireto**

ED. Quel est votre niveau d'instruction ? / ny fari-pahaizanao ? Sans instruction0 Primaire.....1 Secondaire.....2 Université —licence, maîtrise.....3 Post universitaire — DESS, Masters, DEA, Doctorat.....4 NSP.....8	ED	
Q2 Quel âge avez-vous? _____ans	Q2	_ _

Q10. Quel est le revenu mensuel de votre ménage ? / <i>ohatrinona eo ho eo ny vola miditra ao @ tokantranonao ?</i> [Utiliser la Carte D] Aucun revenu.....00 < 40 000 Ar (200 000 fmg).....01 40 000 – 80 000 Ar (200 000 – 400 000 fmg).....02 80 000 – 120 000 Ar (400 000 – 600 000 fmg)03 120 000 – 160 000 Ar (600 000 – 800 000 fmg).....04 160 000 – 200 000 Ar (800 000 – 1 000 000 fmg).....05 200 000 – 300 000 Ar (1 000 000 – 1 500 000 fmg).....06 300 000 – 400 000 Ar (1 500 000 – 2 000 000 fmg).....07 400 000 – 700 000 Ar (2 000 000 – 3 500 000 fmg).....08 700 000 – 1 000 000 Ar (3 500 000 – 5 000 000 fmg).....09 > 1 000 000 Ar (5 000 000 fmg).....10 Ne sais pas ou ne veux pas dire.....88	Q10	
Q11. Quel est votre état civil Célibataire.....1 Marié(e).....2 Concubinage (vit avec quelqu'un).....3 Divorcé(e).....4 Séparé(e).....5 Veuf/ve.....6 Ne sais pas/Ne répond pas.....8	Q11	
Q12. Combien d'enfants avez-vous ? _____ (0=pas d'enfants) Ne sais pas.....88	Q12	
LENG1. Quelle langue parlez-vous à la maison depuis votre enfance ? / <i>inona no tena teny fampiasanao hatr@ fahazazanao ?</i> Malagasy.....1 Français.....2 Autre.....3 _____ Ne sais pas/Ne répond pas.....8	LENG1	
CITSHIP. Quelle est votre nationalité? Malagasy.....1 Autre2 _____ NSP.....8	CITSHIP	

Pour terminer, pouvez-vous me dire si vous disposez des appareils et autres possessions suivants dans votre ménage ? / <i>ary farany, inona @ ireto fitaovana manaraka ireto no misy ao an-tokantranonao ?</i>	Non	Oui	NSP		
---	-----	-----	-----	--	--

R1. Téléviseur	0	1	8	R1	
R2. Réfrigérateur	0	1	8	R2	
R3. Téléphone fixe	0	1	8	R3	
R4. Téléphone mobile	0	1	8	R4	
R5. Véhicule	0	1	8	R5	
R6. Machine à laver	0	1	8	R6	
R7. Micro-ondes	0	1	8	R7	
R12. Eau potable dans la maison	0	1	8	R12	
R14. Toiletttes à l'intérieur de la maison	0	1	8	R14	
R15. Ordinateur	0	1	8	R15	
R16. Électricité	0	1	8	R16	
R19. Radio	0	1	8	R19	
R20. Bicyclette	0	1	8	R20	
R21. Charette	0	1	8	R21	

R17. Nombre de bœufs (le chiffre exact) _____	R17	
---	-----	--

R22. Quel type de combustible utilisez-vous pour cuisiner dans votre ménage ? / <i>Inona no loharanon'angovo ampiasainao rehefa mahandro ianao ao an-tokantranonao ?</i> Electricité.....01 Gaz naturel.....02 Biogaz.....03 Pétrole.....04 Charbon de bois.....05 Bois, paille.....06 Bouse.....07 Autre.....08 Preciser _____ Ne sais pas.....88		
R18. [Ne pas posez la question – mais notez la nature du sol dans la pièce principale de la demeure] Terre.....1 Nattes.....2 Ciment.....3 Parquet.....4 Carreaux5 Autres.....6 Ne sais pas.....8	R18	

HEURE DE FIN DE L'ENTRETIEN : _____ HF |____|____| : |____||____|
(minutes, voir page 1)

Nombre de personnes présentes lors de l'entretien y compris l'interviewer / *ny isan'ny olona nanatrika ilay fanadihadiana anisan'izany ilay mpanontany*: _____

En général quelle a été la réaction du répondant lors de l'entretien? / *@ ankapobeny, nanao ahoana ny fihetsik'ilay olona nanontaniana ?*

Très négative.....1
Négative.....2
Assez positive.....3
Positive.....4
Très positive.....5

Je jure que cet entretien a été mené :

Signature de l'enquêteur _____

Date _____

Signature du superviseur de terrain _____

Signature de la personne qui a codé les données : _____

Signature de la personne qui a introduit les données : _____

Signature de la personne qui a vérifié les données : _____

Commentaires _____

ENQUÊTE NATIONALE AUPRÈS DES AGENTS DE L'ÉTAT
SUR LA CORRUPTION À MADAGASCAR
MADAGASCAR, 2005
(SECTEUR PUBLIC)
VERSION 3 octobre 2005
IRB Approval # 050723



**VANDERBILT
UNIVERSITY**



Casals & Associates, Inc.

ID Numéro d'identification [assigné par le bureau] _____	ID	_ _ _ _ _ _ _
PROV Province Antananarivo.....1 Fianaratsoa.....2 Toamasina.....3 Mahajanga.....4 Toliary.....5 Antsiranana.....6	PROV	_
REG Région _____	REG	_ _
MUNI Commune _____	MUNI	_ _
UR Zone Urbaine.....1 Rurale.....2	UR	
DOM Ménage.....1 Responsables dans le secteur public.....2	DOM	

ESTRAPRI. Première couche de l'échantillon	ESTRAPRI	
Ministère de l'enseignement secondaire et de l'éducation de base.....01		
Ministère de la santé.....02		
Ministère de l'intérieur et de la réforme administrative.....03		
Ministère de la police nationale.....04		
Ministère de l'économie, des finances et du budget.....05		
Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.....06		
Ministère de la justice.....07		
Vice primature.....08		
Ministère de l'enseignement technique.....09		
Ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur.....10		
Ministère de l'industrialisation, du commerce et de développement du secteur privé.....11		
Ministère de la jeunesse et des sports.....12		
Ministère de l'environnement et des eaux & forêts.....13		
Ministère des télécommunications, des postes et de la communication.....14		
Ministère de la population.....15		
Ministère de la fonction publique, du travail et des lois sociales.....16		
Ministère des affaires étrangères.....17		
Ministère de l'énergie et des mines.....18		
Présidence de la République.....19		
Ministère de la culture.....20		
Primature.....21		
Communes22		

Heure et Minute de début : _____h_____m
(Heure) (Minute)

M/Mme/Mlle : La Banque Mondiale, le Programme des Nations Unies pour le Développement et l'USAID sont en train de mener une enquête auprès de la population malgache pour voir les opinions des agents de l'Etat concernant les différentes facettes de la situation nationale. Vous avez été choisi au hasard pour une interview et nous aimerions demander votre coopération. Vos réponses seront confidentielles et nous ne vous demandons pas votre nom. Nous sommes intéressés par votre perception, celle-ci faisant partie de l'opinion publique en général.
(M/Mme/Mlle : Ny Banque Mondiale, ny PNUD ary ny USAID dia manao fanadihadiana eo anivon'ny mponina Malagasy mba ahafantarana ny heviny mikasika ny toe-draharaha misy eto amin'ny firenena. Ianao dia voafidy mba hamaly fanontaniana vitsivitsy ka mba mangataka fiaraha-miasa avy aminao izahay. Ireo valin-teninao dia hijanona ho tsiambaratelo ary izahay dia tsy hangataka ny anaranao. Ny andrasanay aminao dia ny fomba fijerinao, izany dia tafiditra indrindra ao anaty ny fihevitra ny besinimaro amin'ny ankapobeny.)

Q1. Sexe : <i>[Ne pas poser la question. Notez tout simplement]</i> Masculin.....1 Féminin.....2	Q1	
LANG. Langue de l'entretien <i>[Ne pas poser la question. Notez tout simplement]</i> Malagasy.....1 Français.....2	LANG	

A4. Selon vous, quel est le problème le plus grave auquel le pays est confronté à l'heure actuelle? (<i>Araky ny hevitrao, inona no olana lehibe indrindra izay sedrain'i Madagasikara amin'izao fotoana izao?</i>) <i>[ne lisez pas la liste]</i> Problèmes économiques (<i>Olana ara-toe-karena</i>)01 Inflation, prix élevés (<i>Fiakaran'ny vidim-piainana</i>)02 Chômage(<i>Ny tsy fananana asa</i>)03 Pauvreté (<i>Ny fahantrana</i>)04 Crime, insécurité (<i>Ny tsy fahandriam-pahalemana, ny vono olona</i>)05 Manifestations-grèves, barrages routiers, etc (<i>Ny grevy, fihetsiketsehana</i>)..06 Manque de terre à cultiver (<i>Ny tsy fahampian'ny tany azo vokarina</i>)07 Manque de crédit (<i>Ny tsy fahampian'ny fampindramam-bola</i>).....09 Problèmes environnementaux (<i>Ny olana eo anivon'ny tontolo iainana</i>).....10 Drogues (<i>Ny zava-mahadomelina</i>)11 Trafic de stupéfiants (<i>Ny kirakira zava-mahadomelina</i>)12 Corruption (<i>Ny kolikoly</i>)13 Gangs de jeunes (<i>Ny tanora mitambatra amin'ny asa ratsy</i>)14 Mauvais gouvernement – mauvaise gouvernance(<i>Ny tsy fahaiza-mitantan'ny mpitondra</i>)15 Migration vers d'autres lieux (<i>Ny fifindra-monina amin'ny toeran-kafa</i>) ..16 Lutte contre le terrorisme (<i>Ny ady atao amin'ny fampihorohoroana</i>)17 La pénurie du riz(<i>Ny tsy fahampiam-bary</i>)18 Hausse du pétrole/carburant (<i>Ny fiakaran'ny vidin'ny solika</i>) 19 Appauvrissement(<i>miha-mahantra ny mponina</i>)20 Ne sais pas.....88 Autre (un seul) : _____	A4	
---	----	-------------------------

POS. Quelle est votre situation actuelle ? <i>[lire toutes les options]</i> Inona no toerana misy anao @zao fotoana izao ? Chef ou adjoint - chef d'une organisation (<i>Tale na Tale lefitra- Talen'ny Fikambanana</i>)1 Chef ou adjoint - chef de département/bureau (<i>Tale na Tale lefitra—Talen'ny Sampana Birao</i>).....2 Autre cadre supérieur/professionnel/technique (<i>Mpiasa ambony matihanina – Teknika</i>).....3 Subalterne (<i>Mpiasa ambany fahefana</i>).....4 Personnel d'appui/administratif (<i>Mpiasa mpanampy-mpandraharaha</i>).....5 Autre, spécifiez:_____	POS	
---	-----	--

POSTYPE. Pour le poste que vous occupez-vous actuellement, avez-vous obtenu ce poste en passant un examen, avez-vous été élu ; vous a-t-il été donné par une personne de vos connaissances dans cette agence ou dans la politique en général ; ou vous avez un contrat de services ? Amin’ny asa iandraiketanao amin’izao fotoana izao, ahoana no fomba nahatongavanao t@ io toerana io ? tamin’ny alalan’ny fanadinana ve sa voafidy sa natolotra olom-patatra tato sa nanao fifanarahana araka asa ? Examen(fanadinana)1 Élus(voafidy)2 Patronage, contacts (olom-pantatra)3 Contrat de services (fifanarahana araka asa).....4 Autre, précisez _____ NSP.....8	POSTYPE	
SUPNUMBER. Combien de personnes sont sous vos ordres ? firy ny olona eo ambany fifehezanao ? _____ personnes NSP.....888	SUPNUMBER	
YEARSJOB. Depuis combien d'années avez-vous travaillé au sein de cette organisation ? (firy taona no niasanao tato @ity toerana ity ?) _____ ans NSP.....88	YEARSJOB	
YEARSJOB. Combien d'années avez-vous travaillé dans le secteur public —y inclus le temps au poste actuel— ? (firy taona no efa niasanao t@ fanjakana ?) _____ ans NSP.....88	YEARSJOB	

YEARSPRIV. Si vous avez travaillé dans le secteur privé avant d'occuper ce poste, combien d'années y avez-vous travaillé en tout ? <i>(efa niasa t@ sehatra tsy miankina ve ianao ? firy taona no naharetan'izany ?)</i> _____ ans NSP.....88 NA.....99 <i>(n'a pas travaillé dans le secteur privé)</i>	YEARSPRIV	
SECTOR. Que faisiez-vous avant de commencer votre travail actuel ? <i>/ inona no nataonao talohan'ny nanombohanao ity asanao ankehitriny ity</i> Travaillait dans un autre service de l'Etat / <i>niasa t@ asam-panjakana hafa ankoatr'io iasanao io.....01</i> N'a pas changé de service / <i>tsy niova service.....02</i> Travaillait pour un Parti politique / <i>niasa ho an'Antoko politika.....03</i> Travaillait pour une institution éducative ou médicale / <i>niasa t@ sehatra fanabeazana na fitsaboana.....04</i> Travaillait pour une entreprise de l'Etat / <i>niasa t@ orinasam-panjakana..... ;:05</i> Travaillait pour une entreprise privée / <i>niasa t@ orinasa tsy miankina @fanjakana.....06</i> Travaillait dans les médias privés / <i>niasa t@ haino aman-jery tsy miankina @ fanjakana07</i> Travaillait dans l'Agriculture / <i>niasa t@ sehatry ny fambolena.....08</i> Travaillait pour une ONG / <i>niasa t@ ONG.....09</i> Etait étudiant(e) / <i>nianatra.....10</i> Etait sans emploi / <i>tsy an'asa.....11</i> Autre12	SECTOR	
SCHABR. Si vous avez reçu une formation /instruction en dehors de Madagascar où ? / <i>raha nahazo fiofanana na fampianarana ivelan'ny Madagascar ianao, taiza ?</i> Europe de l'Est (<i>Europa Atsinanana</i>).....01 France02 Afrique du Sud (<i>Afrika Atsimo</i>).....03 Autre pays Africain (<i>Firenena Afrikanina hafa</i>)04 Etats-Unis (<i>Etazonia</i>).....05 Autre pays d'Europe de l'Ouest (<i>Firenena hafan'Europa Andrefana</i>).....06 Pays d'Asie de l'Est (<i>Firenena Asia Atsinanana</i>).....07 Ailleurs (Préciser).....08 NA...99 <i>(n'ai pas formation /instruction en dehors du Madagascar)</i>	SCHABR	

PART 2: Gestion du personnel

[Donnez la carte H au répondant]

1=Jamais ; 2=Rarement ; 3=Souvent ; 4=La plupart du temps ; 5=Toujours

Veillez répondre à cette question en utilisant la carte H. Sur cette échelle de 1 à 5, où 1 indique jamais et 5 signifie toujours, dites dans quelle mesure les décisions que votre institution prend au niveau l'administration et de la réglementation relative au personnel...(ampiasao ny carte H, misy maridrefy 1 hatramin'ny 5. Ny 1 midika TSIA MIHITSY ny 5 midika FOANA., fanapahan-kevitra raisina eo anivon'ny fitantanana sy ny fitsipika mifehy ny mpiasa eto aminareo ...)

	Notez 1 à 5 NSP=8		
PM2. Les décisions que votre institution prend au niveau l'administration et de la réglementation relative au personnel sont simples, claires, faciles à comprendre.(fanapahan-kevitra raisina eo anivon'ny fitantanana sy ny fitsipika mifehy ny mpiasa eto aminareo dia tsotra, mazava, mora azo...)		PM2	
PM3. Ces décisions ne demandent pas trop d'étapes administratives. ...(tsy mitaky dingana ara-pitantanana be loatra ny fanapahan-kevitra)		PM3	
PM4. Ces décisions sont bien encadrées —les directeurs s'assurent que les règles sont respectées / (Ny fanapahan-kevitra ve dia voafehy tsara- izany hoe ny Directeur dia manara-maso fa ny fitsipika mifehy dia voahaja)		PM4	
PM5. Ces décisions sont appliquées rigoureusement —le non-respect entraîne toujours des conséquences négatives pour les contrevenants—(Ny fanapahan-kevitra ve dia tanterahina araka ny tokony ho izy izany hoe ny tsy fampiharana dia mitarika voka-dratsy hoan'ireo izay tsy nanatanteraka izany)		PM5	

Avec la même échelle de 1 à 5, où 1 veut dire jamais et 5 toujours, jugez dans quelle mesure au cours des deux dernières années —2004-2005— les décisions de la direction du personnel —recrutement, nominations, changements, promotions, hausse des salaires— ont été: / arak'io échelle 1 hatr@ 5 io ihany, ka ny 1 midika hoe TSIA MIHITSY ary ny 5 dia midika hoe ENY TOKOA , tsarao hoe nandritra ny roa taona farany____2004-2005____ ny fanapahan-kevitra mikasika ny mpiasa____ fampidirana mpiasa vaovao, fanendrena olona eo @ toerana anankiray, fanovana, fiakarana @toerana ambonibony kokoa, fisondrotan'ny karama____dia

	Notez 1 à 5 NSP=8		
PM6. Effectuées de façon transparente —on sait qui a été nommé, reçu une promotion ou bénéficié d'une hausse de salaire, et pourquoi—(atao ao anatin'ny mangarahara izany hoe fantatra izay voatendry na nahazo fisondrotana ambony kokoa na nahazo fisondrotana karama ka fantatra ny antony)		PM6	
PM7. Les postes vacants ont été annoncés au sein de l'institution ainsi qu'au public en dehors de l'institution —le cas échéant—(voalaza eo anivon'ny sehatra sy ivelan'ny toeram-piasana ireo toerana banga [raha misy])		PM7	
PM8. Ces décisions sont utiles pour l'amélioration de l'efficacité institutionnelle (ilaina ho@ fanatsarana ny fahombiazana eo amin'ny toera-piasanao)		PM8	
PM9. Ces décisions sont soumises à des audits réguliers internes ou externes(iantefan'ny fanaraha-maso matetika anatin'ny ivelany)		PM9	
PM10. Ces décisions sont soumises à la procédure formelle d'appel (mandalo dingana ara-dalana)		PM10	
PM11. Ces décisions sont basées sur des critères précis définis par écrit (mifototra @mason-tivana voafaritra mazava an-taratasy)		PM11	
PM12. Ces décisions sont basées sur l'expérience professionnelle ou mérite ou résultats(mifototra @ traikefa ananana na fahamendrehana na vokatra azo)		PM12	
PM13. Ces décisions sont basées sur le niveau d'instruction (mifototra amin'ny fari-pahaizana)		PM13	
PM14. Ces décisions sont basées sur l'ancienneté ou l'âge (mifototra @ fahaelana teo amin'ny asa na ny taona)		PM14	

	Note 1 à 5 NSP=8		
PM15. Ces décisions sont basées sur les liens familiaux ou l'amitié (<i>mifototra @ rohim-pihavanana na finamanana</i>)		PM15	
PM16. Ces décisions sont influencées par les relations d'affaire ou associations (<i>vokatry ny fifandraisana ara-pandraharahana na fikambanana</i>)		PM16	
PM17. Ces décisions sont basées sur les liens politiques ou les affiliations ou pressions politiques (<i>mifototra @ firehana politika na fanerena ara-politika</i>)		PM17	
PM18. Ces décisions sont basées sur les relations d'influence au sein de l'institution (<i>mifototra @ fifandanjam-pahefana eo anivon'ny rafitra</i>)		PM18	
PM19. Ces décisions sont influencées par des paiements illégaux —achat des postes ou des promotions—(<i>nohon'ny tsindrin'ny fandoavam-bola tsy ara-dalàna fividianana toerana na fisondrotana</i>)		PM19	

[Reprenez la carte H]

SS1. En ce qui concerne votre <i>salaire</i> , en êtes-vous...(<i>mikasika ny karamanao, ianao ve</i> Pas du tout satisfait(<i>tsy afa-po mihitsy</i>).....1 Pas satisfait(<i>tsy afa-po</i>).....2 Plutôt satisfait(<i>afa-po ihany</i>).....3 Satisfait(<i>afa-po</i>).....4 Tout à fait satisfait(<i>afa-po tanteraka</i>).....5 NSP.....8	SS1	
SS2. Et de vos <i>avantages sociaux</i> , êtes vous.....(<i>mikasika ny tombontsoa ara-tsosialy, ianao ve...</i> Pas du tout satisfait(<i>tsy afa-po mihitsy</i>).....1 Pas satisfait(<i>tsy afa-po</i>).....2 Plutôt satisfait(<i>afa-po ihany</i>).....3 Satisfait(<i>afa-po</i>).....4 Tout à fait satisfait(<i>afa-po tanteraka</i>).....5 NSP.....8	SS2	
SS3. Au cours des douze derniers mois, y a-t-il jamais eu du retard dans le paiement de votre salaire ? (<i>tato anatin'ny 12 volana farany, efa nisy fahatarana ve ny fandoavana ny karamanao ?</i>) Oui.....1 Non.....2 [passer a SS4] NSP.....8 [passer a SS4]	SS3	
SS3A. Combien de fois environ avez-vous perçu votre salaire avec du retard au cours des 12 derniers mois ? (<i>impiry no nisy izay fahataran'ny fandraisana karama izay</i>) _____ fois. NSP.....88 NA.....99 [pas de retard dans le paiement des salaires]	SS3A	
SS3B. Quand il y avait du retard dans le paiement des salaires au sein de votre organisation, quel était en moyenne le nombre de semaines de retard ? (<i>naharitra firy herinandro eo ho eo ny fahatarana raha niseho izany?</i>) _____ semaines. [inclure fractions si nécessaire ; ex : 0,5 semaines] NSP.....88 NA.....99 [pas de retard dans le paiement des salaires]	SS3B	

[Donnez la carte I au répondant]

SS4. A l'aide de la Carte I, veuillez dire quel était votre salaire mensuel net (en Ariary) à la fin de l'année 2004 ? (amin'ny alalan'ny carte I, ohatrinona ny karamanao isam-bolana tamin'ny taona 2004 ?)	SS4	
Moins de 100,000 Ar.....1		
100,000 – 199,999 Ar.....2		
200,000 – 399,999 Ar.....3		
400,000 – 599,999 Ar.....4		
600,000 Ar et plus.....5		
NSP.....8		

[Reprenez la carte I]

PERFEVAL1. Quelle est la fréquence de l'évaluation formelle écrite de votre performance ? (isaky ny inona refesina an-tsoratra ny zava-bitanao)	PERFEVAL1	
Jamais (Tsy mbola nanao mihitsy)1		
Une fois tous les trois ans (Indray mandeha isaky ny telo taona)2		
Une fois tous les deux ans (Indray mandeha isaky ny roa taona) 3		
Une fois par an (Indray mandeha isan-taona)4		
Plus d'une fois par an (Maherin'ny indray mandeha isan-taona) 5		
Autre (précisez)6		
NSP.....8		
PERFEVAL3. Au cours de l'année passée, quelqu'un de votre organisation a-t-il fait l'objet d'une sanction pour cause de mauvais résultats ? (t@ taon-dasa, nisy olona tato @ toera-piasanao ve niharan'ny sazy noho ny tsy fahombiazany?)	PERFEVAL3	
Oui.....1		
Non.....2		
NSP.....8		

PERFEVAL4 Au cours de l'année passée, quelqu'un de votre organisation a-t-il fait l'objet d'une sanction pour faute professionnelle ? (<i>t@ taon-dasa, nisy olona tato @ toeram-piasanao ve niharan'ny sazy noho ny fahadisoana momba ny asa?</i>) Oui.....1 Non.....2 NSP.....8	PERFEVAL4	
--	-----------	--

[Donnez la carte H au répondant]

1=Jamais ; 2=Rarement ; 3=Souvent ; 4=La plupart du temps ; 5=Toujours

Et maintenant, à l'aide de la carte H, veuillez répondre aux questions suivantes : (<i>amin'ny alalan'ny carte H, mba omeo ny valinteninao amin'ireto fanontaniana ireto :</i>)	Notez 1 à 5 NSP=8		
PERFEVAL5. Votre organisation prime-t-elle les résultats professionnels excellents ? (<i>manome tambim-pankasitrahana rehefa mahazo vokatra tsara ve ny toeram-piasanao ?</i>)		PERFEVAL5	

1=Jamais ; 2=Rarement ; 3=Souvent ; 4=La plupart du temps ; 5=Toujours

Évaluez la tendance des responsables publics de votre institution à passer du secteur public au secteur privé ou du secteur privé au secteur public. Utilisez l'échelle de la Carte H où 1 signifie jamais et 5 veut dire toujours: (<i>tombano ny fironan'ny tompon'andraikitra, eo @ fiovana eo @ seha-panjakana mankany @ sehatra tsy miankina na, ny mifanohitra amin'izany. Ny 1 midika tsia mihitsy ny 5 midika foana</i>)	Notez 1 à 5 NSP=8		
ROTATE1. Dans le cas du Directeur(<i>ny Directeur</i>)		ROTATE1	
ROTATE2. et du cadre supérieur(<i>ny mpiasa ambony</i>)		ROTATE2	
ROTATE3. et des professionnels ou techniciens (<i>ny matihanina sy ny techniciens</i>)		ROTATE3	
ROTATE4. et des assistants (<i>ireo mpiasa mpanampy</i>)		ROTATE4	

1=Jamais ; 2=Rarement ; 3=Souvent ; 4=La plupart du temps ; 5=Toujours

Évaluez les politiques/directives et réglementations de l'administration du budget. En utilisant la même échelle; dans quelle mesure ces décisions de l'administration du budget sont-elles: (<i>tombano hatraiza ny fetran'ny fitantanana ny teti-bola eo @ toeram-piasanao</i>)	Notez 1 à 5 NSP=8		
BUDGET2. Simples, claires, faciles à comprendre(<i>tsotra, mazava, mora azo...</i>)		BUDGET2	
BUDGET3. Ne demandent pas trop d'étapes administratives...(Tsy mitaky dingana eo @ambaratongam-pitantanana be loatra)		BUDGET3	
BUDGET4. Bien suivies —les chefs s'assurent que les règles sont respectées—(<i>voaara-maso tsara- Ny chef dia manara-maso fa voahaja tsara ny fitsipika</i>)		BUDGET4	
BUDGET5. Appliquées de façon rigoureuse(<i>ampiharina @fomba hentitra</i>)		BUDGET5	

1=Jamais ; 2=Rarement ; 3=Souvent ; 4=La plupart du temps ; 5=Toujours

Au cours des deux dernières années, en utilisant toujours cette carte, veuillez me dire dans quelle mesure pensez-vous que les décisions relatives à l'administration <i>du budget</i> —montant alloués au budget, services, programmes effectués, groupes ayant reçu des allocations budgétaires— ont été: (tato anatin'ny roa taona farany ahoana ny fiheveranao ny fanapahan-kevitra mikasika ny fifehezana ny teti-bola : ohatrinona no voatokana ho an'io teti-bola io, services, fandaharan'asa na vondrona nahazo fanampiana ara-bola manokana)	Notez 1 à 5 NSP=8		
BUDGET6. Faites dans la transparence —nous savons qui a reçu quoi et pourquoi— (noraisina tao anatin'ny mangarahara- Fantatra iza no nahazo inona ary inona no antony)		BUDGET6	
BUDGET7. Annoncées et ouvertes à la connaissance du public par diverses voies légales (nolazaina ho fantatry ny besinimaro t@ fomba ara-dalàna samihafa)		BUDGET7	
BUDGET8. Les décisions relatives à l'administration <i>du budget</i> sont soumises à des audits réguliers par l'unité de contrôle interne (ambany fanaraha-maso @ fotoana efa voatondro mialoha ataon'ny vondrona anatiny)		BUDGET8	
BUDGET9. Soumises à des audits externes réguliers effectués par des professionnels expérimentés et qualifiés dans les audits (ambany fanaraha-maso matetika ataon'ny matihanina amin'izany avy any ivelany)		BUDGET9	
BUDGET10. Basées sur des critères spécifiques définis par écrit et bien communiquées (mifototra @ mason-tsivana manokana voafaritry an-tsoratra sy namapahafantarina)		BUDGET10	
BUDGET11. Influencées par des liens régionaux (baikon'ny fifandraisana ara-paritra)		BUDGET11	
BUDGET12. Dans quelle mesure pensez-vous que les décisions relatives à l'administration <i>du budget</i> sont basées sur des pressions politiques (mifototra @ fanerena ara-politika)		BUDGET12	
BUDGET13. Basées sur des relations d'influence au sein des institutions (mifototra @ fifandraisan'ny tsindrim-pahefana eo anivon'ny toeram-piasana)		BUDGET13	
BUDGET14. Influencées par des paiements illicites ou de pots-de-vin (mifototra @ fandoavana risoriso tsy manara-dalàna)		BUDGET14	
BUDGET15. Planifiées en tenant compte les activités et les tâches de l'organisation (voarindra mifandraika @hetsika sy ny tsy maintsy ataon'ny toeram-piasana)		BUDGET15	

[Reprenez la carte H]

PROC1. Dans votre département ou organisation, dans quelle mesure les directives, politiques ou réglementations de la gestion de l'acquisition d'un marché sont formalisées par écrit? Marché veut dire ici, par exemple, achat de livres, de biens et services publics, de médicaments, d'intrants agricoles, et des fournitures de bureau. (eo amin'ny sampana na departemanta misy anao, hatraiza ny fandraiketana an-tsoratra ny tolotra rehetra ilainy?) (tolotra : fividianana boky, fitaovana, fanafody...) Jamais formalisées par écrit (tsy misy fandraiketana an-tsoratra mihitsy).....1 Jusqu'à 25% du temps (Hatramin'ny 25% ny fotoana).....2 Jusqu'à 50% du temps (Hatramin'ny 50% ny fotoana).....3 Jusqu'à 75% du temps (Hatramin'ny 75% ny fotoana).....4 Tout le temps (100% ny fotoana).....5 NSP.....8	PROC1	
---	-------	--

PROC2. Dans beaucoup de pays, c'est une pratique courante chez les entreprises de payer un pot-de-vin pour décrocher un contrat de marché. D'après vous cela arrive dans votre organisation dans quel pourcentage des contrats de marché? (<i>any @ firenena maro, efa mahazatra ny manome tsolotra mba ahazoana fifanekena ara-barotra. Aminao firy isan-jaton'ny fifanarahana ara-barotra eto @ toeram-piasanao no fisian' izany toe-javatra izany?</i>) _____ % de contrats de marché NSP.....888. [Si zéro ou NSP, passez à SERVICE1]		
PROC3. Quand un pot-de-vin est payé pour un contrat de marché de votre organisation, typiquement quel pourcentage de la valeur de ce contrat doit être payé pour gagner le contrat de marché (<i>raha misy tsolotra omena mba hahazoana fifanekena ara-barotra iray eto amin'ny toeram-piasanao, ampahafirin'ny sandan'ilay fifanekena no aloa mba ahazoana izany?</i>) _____ % de la valeur du contrat (_____ % ny sandan'ny fifanekena) NSP.....888 NA.....999	PROC3	
SERVICE1. Votre organisation traite-t-elle directement avec le public ? (<i>mifampiraharaha mivantana amin'ny vahoaka ve ny toeram-piasanao ?</i>) Oui.....1 Non.....2 NSP.....8	SERVICE1	

[Donnez la carte H au répondant]

1=Jamais ; 2=Rarement ; 3=Souvent ; 4=La plupart du temps ; 5=Toujours

En utilisant cette échelle de 1 à 5 où 1 veut dire jamais et 5 toujours, dans quelle mesure les services que votre organisation offre sont...(<i>ny tolotr'asan' ny toeram-piasanao ve...</i>)	Notez 1 à 5 NSP=8		
SERVICE2. de haute qualité(<i>avo lenta na tena kalitao ambony</i>)		SERVICE2	
SERVICE3. sont effectués selon des règles formelles (écrites) (<i>manaraka ny fitsipika voarakitra an-tsoratra</i>)		SERVICE3	
SERVICE4. sont offerts à un prix relativement bas (<i>amin'ny sarany mirary</i>)		SERVICE4	
SERVICE5. sont entièrement satisfaisants aux yeux de l'utilisateur(<i>mahafa-po tanteraka ny mpanjifa na ny mpila izany</i>)		SERVICE5	
SERVICE6. sont accessibles aux pauvres(<i>takatra ny sahirana am-pivelomana</i>)		SERVICE6	

En relation avec la mise en oeuvre des activités ou prestation de services, toujours avec la carte H, dans quelle mesure dans l'institution où vous travaillez existe-il (<i>eo @ fanatanterahana ny asa eo amin'ny toeram-piasanao, hatraiza no hampihodinana ny hetsika, ny foto-drafitra asa</i>)	Notez 1 à 5 NSP=8		
SERVICE7. ...de mécanismes bien définis qui prennent en considération les plaintes et les besoins des utilisateurs ? (<i>misy lamina maty paika natao handraisana ny fitarainan'ny mpanjifa</i>)		SERVICE7	
SERVICE8. existe-t-il de mécanismes bien définis qui recueillent les suggestions des utilisateurs ainsi que leurs préférences? (<i>misy lamina maty paika ahafahan'ny mpanjifa maneho ny soso-keviny na ny safidiny ?</i>)		SERVICE8	
SERVICE9. existe-t-il des reçus des différentes transactions enregistrées sur papier pour usage en prévisions des audits internes ou externes ? (<i>misy rosia isaky ny fandoavam-bola voarakitra an-tsoratra mba ho fanamarinana @ mety ho fanaraha-maso ifotony na ivelany?</i>)		SERVICE9	

1=Jamais ; 2=Rarement ; 3=Souvent ; 4=La plupart du temps ; 5=Toujours

Toujours avec la carte H, dans quelle mesure les ressources suivantes remplissent-elles vos besoins et les besoins de vos collègues pour faire vos activités ? <i>(araka ny carte H, 1 midika TSIA MIHITSY ny 5 midika FOANA ,hatraiza no mahafa-pon'ny filanao sy ny filan'ny mpiasa aminao @loharanomkery ireto ?)</i>	Notez 1 à 5 NSP=8		
RESOURCE1 Dans quelle mesure le montant des ressources budgétaires est suffisant pour faire vos activités ? <i>(hatraiza ny fahampian'ny vola mba ahafahana manatanteraka ny asa?)</i>		RESOURCE1	
RESOURCE2. Dans quelle mesure votre organisation possède-t-elle le personnel qualifié suffisant pour faire vos activités <i>(hatraiza ny fananan'ny toeram-piasanao mpiasa matihaninasy manana ny fahaiza-manao mba ahafahana manatanteraka ny asa?)</i>		RESOURCE2	
RESOURCE3. Dans quelle mesure votre organisation possède-t-elle les matériels de bureau ou ordinateurs, suffisants pour faire vos activités <i>(hatraiza ny fananan'ny toeram-piasanao fitaovana ampy mba ahafahana manatanteraka ny asa?)</i>		RESOURCE3	
RESOURCE 4. Dans quelle mesure votre organisation possède-t-elle l'espace et les bureaux suffisants pour faire vos activités <i>(hatraiza ny fananan'ny toeram-piasanao toerana na birao malalaka mba ahafahana manatanteraka ny asa?)</i>		RESOURCE4	

[Reprenez la carte H]

Dans quelle mesure êtes vous d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes... *(ianao ve manaiky ireto hevitra manaraka ireto...)*

	Pas du tout d'accord	Pas d'accord	Indif-férent	D'accord	Tout à fait d'accord	NSP		
MANAGE1. Lorsque la direction prend des décisions elle tient toujours compte des avis des subalternes <i>(rehefa manapa-kevitra ny tompon'andraikitra dia maka foana ny hevitra ny mpiasa eo ambany fahefany)</i>	1	2	3	4	5	8	MANAGE1	
MANAGE2. L'organisation dispose un système adéquat pour enregistrer les décisions de la direction <i>(Ao @ toeram-piasanao ve misy fomba tena mety sy mitombina handraisana fanapahan-kevitra ny mpitantana)</i>	1	2	3	4	5	8	MANAGE3	

	Pas du tout d'accord	Pas d'accord	Indif- férent	D'accord	Tout à fait d'accord	NSP		
ROLE1. Au sein de l'institution où vous travaillez tous les fonctionnaires à différents niveaux comprennent clairement les objectifs et les stratégies des institutions(eo anivon'ny toeram-piasanao, ny mpiasa rehetra isan'ambaratongany dia mahazo mazava tsara ny tanjona sy paika adin'ny rafitra mitsangana rehetra)	1	2	3	4	5	8	ROLE1	
ROLE2. Au sein de l'institution où vous travaillez tous les niveaux de fonctionnaires considèrent les justiciables et les utilisateurs des services publics sans discrimination comme nos clients(eo anivon'ny toeram-piasanao, ny mpiasa rehetra isan'ambaratongany dia mandray ny olona rehetra tsy ankanavaka ho toy ny mpanjifa)	1	2	3	4	5	8	ROLE2	
ROLE3. ...tous les niveaux des fonctionnaires s'identifient aux objectifs et stratégies des institutions et s'y impliquent (ny mpiasa rehetra isan'ambaratongany dia mandray sy mihevitra ny tenany ho miray tanjona sy ny paikadin'ny toeram-piasana)	1	2	3	4	5	8	ROLE3	

	Pas du tout d'accord	Pas d'accord	Indif- férent	D'accord	Tout à fait d'accord	NSP		
ROLE4. ...pour tous les niveaux des fonctionnaires, il existe des motivations pour améliorer la qualité des services rendus (ny mpiasa rehetra isan'ambaratongany dia mahazo famporisihana mba hanatsara ny asany)	1	2	3	4	5	8	ROLE4	
ROLE5. ...vous comprenez nettement vos rôles institutionnels et responsabilités et en quoi chaque rôle consiste(azonao tsara ny toerana misy anao eo anivon'ny asa sy ny andraikitra aterak'izany)	1	2	3	4	5	8	ROLE5	

PVSPA. C'est une pratique courante pour les sociétés et les gens de la communauté de payer « des pots-de-vin » ou des « dessous de table » aux fonctionnaires. D'après vous, dans quelle mesure cette pratique est-elle répandue auprès des <i>fonctionnaires du secteur public</i> aujourd'hui ? (Fanao mahazatra eo @ sehatr'asa sy ny fiaraha-monina ny manome tsolotra ho an'ny mpiasam-panjakana. Araky ny hevitrao, hatraiza ny fihanak'io fomba fanao io eo anivon'ny mpiasam-panjakana @zao fotoana izao) Non-existante(tsy misy mihitsy).....1 Négligeable(zara raha misy).....2 Assez répandue(misimisy ihany).....3 Répandue(mihanaka).....4 Très répandue(tena mihanaka).....5 NSP.....8	PVSPA	
PVSPP. Et dans quelle mesure cette pratique était-elle répandue auprès des <i>fonctionnaires du secteur public</i> il y a deux ans ? (araka ny hevitrao, hatraiza ny fihanak'izany teo@ mpiasa-panjakana roa taona lasa izay ?) Non-existante(tsy misy mihitsy).....1 Négligeable(zara raha misy).....2 Assez répandue(misimisy ihany).....3 Répandue(mihanaka).....4 Très répandue(tena mihanaka).....5 NSP.....8	PVSPP	

PVOLA. D'après vous, dans quelle mesure cette pratique est-elle répandue auprès des <i>opérateurs économiques locaux</i> aujourd'hui ? araka ny hevitrao, hatraiza ny fianak'izany @izao fotoana izao eo amin'ny mpandraharaha ara-toe-karena eto @toerana @faritra misy anao ? Non-existante(<i>tsy misy mihitsy</i>).....1 Négligeable (<i>zara raha misy</i>)2 Assez répandue(<i>misimisy ihany</i>).....3 Répandue(<i>mihanaka</i>).....4 Très répandue(<i>tena mihanaka</i>).....5 NSP.....8	PVOLA	
PVOLP. Et il y a deux ans ? (Ary t@ roa taona lasa) Non-existante(<i>tsy misy mihitsy</i>).....1 Négligeable (<i>zara raha misy</i>).....2 Assez répandue(<i>misimisy ihany</i>).....3 Répandue(<i>mihanaka</i>).....4 Très répandue(<i>tena mihanaka</i>).....5 NSP.....8	PVOLP	
PVIEA. D'après vous, dans quelle mesure cette pratique de payer « des pots-de-vin » est-elle répandue auprès des <i>investisseurs étrangers</i> aujourd'hui ? (araka ny hevitrao, hatraiza ny fianak'izany fandoavana tsolotra @izao fotoana izao eo amin'ny mpampiasa vola avy any ivelany ?) Non-existante(<i>tsy misy mihitsy</i>).....1 Négligeable (<i>zara raha misy</i>).....2 Assez répandue(<i>misimisy ihany</i>).....3 Répandue(<i>mihanaka</i>).....4 Très répandue(<i>tena mihanaka</i>).....5 NSP.....8	PVIEA	
PVIEP. Et il y a deux ans ? ary roa taona lasa izay ? Non-existante(<i>tsy misy mihitsy</i>).....1 Négligeable (<i>zara raha misy</i>).....2 Assez répandue(<i>misimisy ihany</i>).....3 Répandue(<i>mihanaka</i>).....4 Très répandue(<i>tena mihanaka</i>)..... 5 NSP.....8	PVIEP	
PVOIA. D'après vous, dans quelle mesure cette pratique est-elle répandue auprès des <i>organismes internationaux</i> aujourd'hui ? (araka ny hevitrao, hatraiza ny fianak'izany @izao fotoana izao eo amin'ny vondrona iraisam-pirenena ?) Non-existante(<i>tsy misy mihitsy</i>).....1 Négligeable (<i>zara raha misy</i>).....2 Assez répandue(<i>misimisy ihany</i>).....3 Répandue(<i>mihanaka</i>).....4 Très répandue(<i>tena mihanaka</i>).....5 NSP.....8	PVOIA	
PVOIP. Et il y a deux ans ? ary roa taona lasa izay ? Non-existante(<i>tsy misy mihitsy</i>).....1 Négligeable (<i>zara raha misy</i>).....2 Assez répandue(<i>misimisy ihany</i>).....3 Répandue(<i>mihanaka</i>).....4 Très répandue(<i>tena mihanaka</i>).....5 NSP.....8	PVOIP	

SCEPART. Lorsqu'un particulier verse un pot-de-vin à un agent de l'état, lequel des cas suivants a le plus souvent lieu ? (<i>iza @ ireto zavatra ireto no tena mateti-pitranga rehefa misy olona iray manome tsolotra mpiasam-panjakana ?</i>) Un employé de l'administration indique ou demande un paiement (<i>ilay mpiasam-panjakana no mangataka ny fandoavam-bola</i>).....1 ou bien Le particulier offre un paiement de son plein gré (<i>ny olona no manome vola an-tsitrapo</i>).....2 ou bien Normalement les deux parties savent d'avance comment le processus marche et combien il faut payer(<i>efa fantatra mialoha ny vola haloa sy ny fomba andoavana azy ka tsy asiana resaka intsony</i>).....3 NSP.....8	SCEPART	
SCEEL. Lorsqu'une entreprise locale verse un pot-de-vin à un agent de l'état, lequel des cas suivants a le plus souvent lieu ? (<i>iza @ ireto zavatra ireto no tena mateti-pitranga rehefa misy orinasa eto an-toerana manome tsolotra mpiasam-panjakana ?</i>) Un employé de l'administration indique ou demande un paiement(<i>ilay mpiasam-panjakana no mangataka ny fandoavam-bola</i>).....1 ou bien Le particulier offre un paiement de son plein gré(<i>ny olona no manome vola an-tsitrapo</i>).....2 ou bien Normalement les deux parties savent d'avance comment le processus marche et combien il faut payer(<i>efa fantatra mialoha ny vola haloa sy ny fomba andoavana azy ka tsy asiana resaka intsony</i>).....3 NSP.....8	SCEEL	
SCEET. Lorsqu'une entreprise étrangère verse un pot-de-vin à un agent de l'état, lequel des cas suivants a le plus souvent lieu ? (<i>iza @ ireto zavatra ireto no tena mateti-pitranga rehefa misy orinasa avy any ivelany iray manome tsolotra mpiasam-panjakana ?</i>) Un employé de l'administration indique ou demande un paiement(<i>ilay mpiasam-panjakana no mangataka ny fandoavam-bola</i>).....1 ou bien Le particulier offre un paiement de son plein gré(<i>ny olona no manome vola an-tsitrapo</i>).....2 ou bien Normalement les deux parties savent d'avance comment le processus marche et combien il faut payer(<i>efa fantatra mialoha ny vola haloa sy ny fomba andoavana azy ka tsy asiana resaka intsony</i>).....3 NSP.....8	SCEET	

Imaginez qu'un bureaucrate corrompu touche une gratification. En général dans votre service/organisation, quelle pourcentage de la gratification partage-t-il ou elle ...**(raha misy mpiasa iray mandray tsolotra, ampahafirin'izay no zarainy @**

PARTSUP. Avec son supérieur ? (lehibeny) _____% NSP.....888	PARTSUP	
PARTCOL. Avec ses collègues ? (mpiara-miasa aminy) _____% NSP.....888	PARTCOL	
PARTPOL. Avec un politicien ou un parti politique ? (@ mpanao politika na antoko politika iray) _____% NSP.....888	PARTPOL	

Nous savons que dans beaucoup de pays, les responsables publics paient pour « s'acheter » des postes dans le secteur public. A partir de votre expérience directe ou indirecte, veuillez dire dans quelle mesure cette pratique de « s'acheter un poste » est-elle courante à Madagascar. **(any @ firenena maro dia efa mahazatra ny mividy toerana eo amin'ny seha-panjakana . Araka ny traikefa anananao, hatraiza ny maha fomba fanao izany eto M/car eo anivon'ny ...**

ACHSUP. Chez vos collègues <i>supérieurs</i> (ceux qui sont plus haut placés que vous, à part vos supérieurs <i>directes</i>), cette pratique de « s'acheter un poste » est... (lehibenao -ambony toerana noho ianao fa tsy mifehy anao mivantana-) Très rare(mahalana be).....1 Rare(mahalana).....2 Assez courante(matetika ihany).....3 Courante(matetika).....4 Très courante(tena matetika).....5 NSP.....8	ACHSUP	
ACHCOL. Chez vos <i>collègues</i> (ceux qui sont du même rang que vous, à part vous-même), cette pratique de « s'acheter un poste » est... (mpiara-miasa aminao mitovy laharana aminao) Très rare(mahalana be).....1 Rare(mahalana).....2 Assez courante(matetika ihany).....3 Courante(matetika).....4 Très courante(tena matetika).....5 NSP.....8	ACHCOL	
ACHSUB. Chez vos <i>collègues</i> subordonnés (ceux qui sont d'un rang inférieur que vous, à part vos subordonnés <i>directes</i>), cette pratique de « s'acheter un poste » est... (mpiara-miasa ambany toerana noho ianao fa tsy fehezinao mivantana) Très rare(mahalana be).....1 Rare(mahalana).....2 Assez courante(matetika ihany).....3 Courante(matetika).....4 Très courante(tena matetika).....5 NSP.....8	ACHSUB	

CODEN1. Savez-vous quel processus faut-il suivre pour dénoncer un acte de corruption commis par un agent de l'État? (<i>fantatrao ve inona avy no atao raha hitory mpiasam-panjakana nanao kolikoly ianao ?</i>) Oui.....1 Non.....2 [passer à CORREP3a]	CODEN1	
CORREP2. Diriez-vous que dénoncer des cas de corruption est...(aminao ve ny mitory olona manao kolikoly dia ...) Extrêmement difficile(<i>tena sarotra</i>).....1 Difficile(<i>sarotra</i>).....2 Assez simple(<i>tsotra ihany</i>).....3 Simple(<i>tsotra</i>).....4 Extrêmement simple(<i>tena tsotra</i>).....5 NSP.....8 NA.....9	CORREP2	

Veuillez dire dans quelle mesure les facteurs suivants sont-ils importants pour expliquer pourquoi les gens ne dénoncent-ils pas les cas de corruption. (*hatraiza ny lanjan'ireto antony ireto @ tsy fitorian'ny olona ny kolikoly ?*)

	Pas du tout important	Pas important	Indif-férent	Important	Très important	NSP		
CORREP3a. On ne sait pas où dénoncer (<i>tsy fantatra hoe aiza no mametraka ny fitoriana</i>)	1	2	3	4	5	8	CORREP3a	
CORREP3b. Le cas ne pourra pas être prouvé (<i>tsy afaka hamarinina ilay kolikoly</i>)	1	2	3	4	5	8	CORREP3b	
CORREP3c. Le processus est trop complexe et long(<i>lava sady sarotra loatra ny dingana arahina</i>)	1	2	3	4	5	8	CORREP3c	
CORREP3d. La corruption est une coutume(<i>efa fomba fanao ny kolikoly</i>)	1	2	3	4	5	8	CORREP3d	
CORREP3e. La gratification peut se justifier dans la situation économique actuelle(<i>ny tsolotra dia voamarin'ny toe-karena amin'izao fotoana izao</i>)	1	2	3	4	5	8	CORREP3e	
CORREP3f. On ne fera pas d'enquête relative au rapport(<i>tsy hisy hanao fanadihadiana mikasika izany io</i>)	1	2	3	4	5	8	CORREP3f	

	Pas du tout important	Pas important	Indif-férent	Important	Très important	NSP		
CORREP3g. La loi ne sera pas appliquée même si la décision est faite(<i>tsy hampiarina akory ny lalàna na dia efa tapaka aza ny hevitra</i>)	1	2	3	4	5	8	CORREP3g	
CORREP3h. Peur d'un harcèlement ou représailles potentiels(<i>matahotra ny mety ho fandrahonana na vali-faty mety hitranga</i>)	1	2	3	4	5	8	CORREP3h	
CORREP3i. On ne veut pas trahir un collègue(<i>tsy te hamadika ny mpiara-miasa</i>)	1	2	3	4	5	8	CORREP3i	

REPSIT. Au cours des deux dernières années dans l'utilisation des fonds dans votre institution, quelle a été la fréquence des irrégularités comme un détournement ou tout autre type d'abus des ressources budgétaires ? (*tato anatin'ny roa taona farany, impiry no nisy fanodikodinam-bola na fampiasana vola tsy ara-drariny tato @ toeram-piasanao ?*)

Jamais (*tsisy mihitsy*).....1
Rarement (*mahalana*).....2
Souvent (*indraindray*).....3
La plupart du temps (*matetika*).....4
Toujours (*foana*).....5
NSP.....8

REPSIT

[UTILISER LA CARTE E]

En utilisant l'échelle de 5 points de la carte E, veuillez-vous dire jusqu'à quel point les pratiques suivantes sont-elles répandues à Madagascar, où 1 veut dire « Inexistante » et 5 veut dire « Largement répandue »? (*@ fampiasana ny échelle 1 hatr@ 5 ao @ carte E, afaka milaza ve ianao hoe hatraiza ny fiparitahan'ireto fombafomba manaraka ireto manerana an'i Madagasikara, ka 1 raha TSY MISY ary 5 raha TENA MIPARITAKA*)

1	2	3	4	5	8
Inexistante			Largement répandue		Ne sais pas

	Note 1 à 5 NSP=8		
CORPER1. Pots-de-vin pour obtenir des services publics. . (<i>misy tsolotra ve amin'ny fanatanterahana ny asam-panjakana/service</i>)		CORPER1	
CORPER2. Pots-de-vin pour obtenir des licences et permis. (<i>misy tsolotra ve ahazoana fahazoan-dalana</i>)		CORPER2	
CORPER3. Pots-de-vin pour changer des décisions judiciaires. (<i>misy tsolotra ve mba hanovana ny didim-pitsarana /décisions judiciaires</i>)		CORPER3	
CORPER4. Pots-de-vin pour changer des lois ou des decrets. (<i>tsolotra mba hanovana lalàna sy didy</i>)		CORPER4	
CORPER5. Pots-de-vin pour obtenir des contrats avec le gouvernement(<i>tsolotra mba hanovana fifanekena foto-drafitra asa @ governemanta</i>)		CORPER5	

[REPRENDRE LA CARTE E]

[UTILISER LA CARTE F]

Dans beaucoup de pays dans le monde, on sait qu'il existe différents acteurs et de groupes dans le secteur privé qui exercent de la pression sur le gouvernement en payant des pots-de-vin pour leur propres intérêts. Avec une échelle de 1 à 5 comme celle de la carte F, dites dans quelle mesure les formes de corruption suivantes ont-elles une influence sur l'environnement des affaires de Madagascar. Rappelez-vous que 1 veut dire « Aucune influence » et 5 veut dire « Influence très significative »: / *ao anatin'ny firenena samihafa maneran-tany, misy karazan'olona na vondron'olona samihafa izay manery ny governemanta ka manome tsolotra ho an'ny tombontsoany manokana. @ alalan'ny échelle 1 hatr@ 5 arak'izay hita ao @ carte F, milaza hoe hatraiza no fiatraikan'ireto fisehon'ny kolikoly ireto eo anivon'ny tontolon'ny fandraharahana eto @firenena. Ampatsiahivo fa 1 dia midika hoe « tsy misy fiantraikany » ary 5 midika hoe « misy fiantraikany lehibe »*

1	2	3	4	5	8
Aucune influence		Influence très significative			Ne sais pas

	Notez 1 à 5 NSP=8		
CORINF2. Pots-de-vin aux élus pour s'assurer que des lois particulières favorisent leurs intérêts. Dites dans quelle mesure ceci a-t-il une influence sur l'environnement des affaires de Madagascar. / <i>tsolotra ho an'ny olom-boafidy mba ahazoana antoka fa ny lalàna manokana dia manamora ny tombontsoany. lazao hatraiza no fiantraikan'io fisehon'ny kolikoly io eo anivon'ny tontolon'ny fandraharahana eto M/kara.</i>		CORINF2	
CORINF3. Pots-de-vin aux autorités présidentielles ou ministérielles pour s'assurer que les décisions exécutives favorisent leurs intérêts. Dites dans quelle mesure ceci a-t-il une influence sur l'environnement des affaires de Madagascar. <i>tsolotra ho an'ny fitondram-panjakana mba ahazoana antoka fa ny fanapahan-kevitra ny fitondrana fara-tampony na ny isaky ny ministera dia manatsara ny tombontsoany manokana, lazao hatraiza no fiatraikan'io fisehon'ny kolikoly io eo anivon'ny tontolon'ny fandraharahana eto @firenena.</i>		CORINF3	
CORINF4. Pots-de-vin aux responsables des commissions de régulation pour assurer les intérêts de groupes particuliers. Dites dans quelle mesure ceci a-t-il une influence sur l'environnement des affaires de Madagascar. / <i>tsolotra ho an'ny tompon'andraikitra-na vaomiera na ivo toerana iray mpanara maso ny fampiharana ny lalàna mba iantohana ny tombontsoan'ny vondrona iray, lazao hatraiza no fiatraikan'io fisehon'ny kolikoly io eo anivon'ny tontolon'ny fandraharahana eto @firenena.</i>		CORINF4	
CORINF5. Pots-de-vin aux membres du secteur judiciaire pour leur demander de revenir sur leurs décisions. Dites dans quelle mesure ceci a-t-il une influence sur l'environnement des affaires de Madagascar. / <i>tsolotra ho an'ireo manam-pahefana ara-pitsarana mba hanovàna fanapahan-kevitra iray, milaza hoe hatraiza no fiatraikan'io fisehon'ny kolikoly io eo anivon'ny tontolon'ny fandraharahana eto @firenena.</i>		CORINF5	

[REPRENDRE LA CARTE F]

[UTILISER LA CARTE B]

Nous allons de nouveau utiliser l'échelle de 1 à 10 points, dans laquelle 1 est que vous n'êtes pas d'accord du tout et 10 que vous êtes tout à fait d'accord. *(hampiasa indray an' ity échelle-na 1 hatr@ 10 ity isika, ka ny 1 dia midika hoe TENA TSY EKENAO ary ny 10 hoe TENA EKENAO)*

01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	88
Pas du tout d'accord									Tout à fait d'accord	
										Ne sais pas

Veuillez évaluer les affirmations suivantes concernant la corruption à Madagascar. *(mba tsarao ireto filazana manaraka ireto mikasika ny kolikoly eto Madagasikara ireto)*

	Note 01 à 10 NSP=88		
COREV4. Il existe dans le gouvernement de Madagascar une intention et une volonté sincères de combattre la corruption. <i>(misy eo anivon'ny governemanta eto Madagasikara fikasana sy finiavana tsy am-pihatsarambelatsihy mba hiadiana @ kolikoly)</i>		COREV4	
COREV5. La stratégie nationale anti-corruption est efficace pour combattre la corruption. <i>(ny tetik'ady hiadiana @ kolikoly eto @firenena @izao fotoana izao dia mahomby).</i>		COREV5	
COREV6. Dans la lutte contre la corruption à Madagascar, l'aide des institutions internationales est efficace. <i>(eo @ ady @ kolikoly eto Madagasikara, ny fanampian'ny fikambanana iraisam-pirenena dia mahomby).</i>		COREV6	

[REPRENDRE LA CARTE B]

Maintenant, nous voulons connaître vos opinions en tant que citoyen et non plus en tant que fonctionnaire public.
(Ankehitriny dia tianay hofantarina ny hevitrao @ maha-olom-pirenena anao fa tsy @ maha-mpiasam-panjakana anao)

SOCT1. En général, dans quelle catégorie placeriez-vous la situation économique <i>dans le pays</i> ? Diriez-vous qu'elle est très bonne, bonne, moyenne, mauvaise ou très mauvaise ? (Amin'ny ankapobeny, ahoana ny fahitanao ny toe-karena eto Madagasikara ? Aminao ve izy io dia tena tsara, tsara, eo ho eo ihany, ratsy, sa tena ratsy ?) Très bonne.....1 Bonne.....2 Moyenne.....3 Mauvaise.....4 Très mauvaise.....5 Ne sais pas.....8	SOCT1	
IDIO1. En général, dans quelle catégorie placeriez-vous <i>votre propre</i> situation économique ? Diriez-vous qu'elle est très bonne, bonne, moyenne, mauvaise ou très mauvaise ? (Amin'ny ankapobeny, ahoana ny fahitanao ny toe-bolanao ? Aminao ve izy io dia tena tsara, tsara, eo ho eo ihany, ratsy, sa tena ratsy ?) Très bonne.....1 Bonne.....2 Moyenne.....3 Mauvaise.....4 Très mauvaise.....5 Ne sais pas.....8	IDIO1	
IT1. Et maintenant, pour parler en termes généraux des personnes qui habitent dans votre voisinage, diriez-vous que ces gens sont généralement très dignes de confiance, assez dignes de confiance, très peu dignes de confiance ou indignes de confiance ? (Ankehitriny, raha hiresaka amin'ny ankapobeny ny olona miara-monina @nao isika, aminao ve izy ireo dia tena azo atokisana, azo atokisana ihany, tsy dia tena azo atokisana, tsy azo atokisana mihitsy ?) Très dignes de confiance.....1 Assez dignes de confiance.....2 Très peu dignes de confiance.....3 Indignes de confiance.....4 Ne sais pas.....8	IT1	
NP1. Lors des 12 derniers mois, avez-vous eu l'occasion de vous rendre à une réunion de quartier (<i>fokontany</i>), une réunion de la Commune ou à une autre réunion organisée par la commune ou le maire ? (Tao anatin'ny 12 volana farany, efa nisy fotoana ve ianao namonjy fivoriam-pokonolona (fokontany), fivoriana teny amin'ny firaisana, fivoriana hafa nokarakarain'ny kaominina na ny maire ?) Oui.....1 Non.....2 Ne sais pas ou ne me souviens pas.....8	NP1	
VIC1. Avez-vous été victime d'un délit quelconque dans les 12 derniers mois ? (niharana herisetra na halatra ve ianao tato anatin'ny 12 volana farany ?) Oui.....1 Non.....2 Ne sais pas ou ne me souviens pas.....8	VIC1	
AOJ11. En parlant de l'endroit ou du quartier où vous vivez et en pensant à la possibilité d'être victime d'une agression ou d'un vol, vous sentez-vous très en sécurité, un peu en sécurité, pas très en sécurité ou pas en sécurité du tout ? (raha hiresaka momba ny faritra izay ipetrahanao isika ary hieritreritra ny mety iharan'ny herisetra na halatra aminao, ianao ve mahatsiaro ho tena en sécurité, en sécurité ihany, tsy dia tena en sécurité, sa tsy en sécurité mihitsy ?) Très en sécurité.....1 Un peu en sécurité.....2 Pas très en sécurité.....3 Pas en sécurité du tout.....4 Ne sais pas.....8	AOJ11	

Donnez la carte « A » au Répondant

Nous allons maintenant utiliser cette carte. Cette carte contient une échelle de 7 niveaux; chaque niveau représente un point qui va de 1 —qui signifie RIEN— à 7 —qui signifie BEAUCOUP. Par exemple, si je vous demandais à quel point vous aimez regarder la télévision, si vous n'aimez pas regarder la télévision du tout, vous choisiriez le chiffre 1. Par contre si vous regardez beaucoup la télévision, vous choisiriez le chiffre 7. Si votre opinion se situe entre rien et beaucoup, vous choisiriez un chiffre au milieu. Donc, à quel point aimez vous regarder la télévision ? Lisez le chiffre. [ASSUREZ-VOUS QUE LA PERSONNE A BIEN COMPRIS] (**Izao dia hampiasa an'ity carte ity isika. Izy ity dia mirakitra échelle-na niveaux 7, ny niveau tsirairay dia manambara isa miainga amin'ny 1 – izay milaza TSIA MIHITSY- ka hatr@ 7 izay milaza ENY TOKOA. Ohatra, raha hanontany anao aho hoe hatraiza ny fitiavanao mijery télé, raha tsy tia mijery télé mihitsy ianao, dia isa 1 no fidinao. Mifanohitra @zany, raha tia mijery télé be ianao dia isa 7 no fidinao. Raha eo anelanelan'ny TSIA MIHITSY sy ny ENY TOKOA ny hevitrao dia fidio ny isa eo anelanelany. Hatraiza ary ny fitiavanao mijery télé ? Vakio ny isa [amarino tsara fa azon'ilay olona ny tiana holazaina.]**)

1	2	3	4	5	6	7	8
Rien (tsia mihitsy)						Beaucoup(Eny tokoa)	

Maintenant, en utilisant la carte A, veuillez répondre aux questions suivantes

	Note 1 à 7 8=NSP		
B1. A quel point pensez-vous que les tribunaux garantissent un procès équitable ? (Hatraiza ny fahitanao fa tsy miangatra ny Fitsarana)		B1	
B2. A quel point respectez-vous les institutions politiques de Madagascar ? (Hatraiza ny fankatoavanao ny rafi-pitondrana eto Madagasikara)		B2	

Maintenant quand on pense au système de gouvernement en général, pas du gouvernement actuel ni du gouvernement précédent, mais du système politique en général(**izao, raha eritreretina ny fomba fitantanana amin'ny ankapobeny, tsy ny governemanta na ny mpitondra @zao fotoana na ny teo aloha akory, fa ny fomba fitantanana @ankapobeny/système politique en général**)

	Note 1 à 7 8=NSP		
B3. A quel point pensez-vous que les droits fondamentaux des citoyens sont bien protégés par le système politique à Madagascar ? (hatraiza ny fahitanao fa ny zo fototry ny olom-pirenena dia voahajan'ny fomba fitondrana ara-politika/système politique eto Madagasikara ?)		B3	
B4. A quel point êtes-vous fier de votre système politique à Madagascar ? (hatraiza ny fireharehanao@ ny fomba fitondrana ara-politika eto Madagasikara?)		B4	
B6. A quel point pensez-vous que le système politique de Madagascar devrait être soutenu ? (hatraiza no fahitanao fa ny fomba fitantanana ara-politika eto Madagasikara dia tokony hotohanana ?)		B6	
B13. A quel point avez-vous confiance au Parlement ? (Hatraiza ny fahatokisanao ny Antenimieram-pirenena/Parlement)		B13	
B14. A quel point avez-vous confiance au gouvernement ? ? (Hatraiza ny fahatokisanao ny Governemanta)		B14	
B21. A quel point avez-vous confiance aux partis politiques ? (Hatraiza ny fahatokisanao ny Antoko politika misy)		B21	
B10A. A quel point avez-vous confiance au système judiciaire ? (Hatraiza ny fahatokisanao ny Fitsarana)		B10A	
B43. A quel point êtes-vous fier d'être citoyen malgache ? (hatraiza ny fireharehanao @ maha-olom-pirenena malagasy anao ?)		B43	
B47. A quel point avez-vous confiance aux élections ? (hatraiza ny fahatokisanao ny Fifidianana ?)		B47	
B63. A quel point avez-vous confiance en l'Eglise ? (hatraiza ny fahatokisanao ny Fianganana ?)		B63	
MGB80. A quel point pensez-vous aller avoir confiance en la future Haute Cour de Justice ? (hatraiza ny hanananao fahatokisanao ny Haute Cour de Justice ho avy ?)		MGB80	

Donner la Carte « B » au Répondant

Nous allons maintenant changer de cartes. Cette nouvelle carte contient une échelle de 10 niveaux, qui vont de 1 à 10, avec 1 voulant dire que vous n'êtes pas du tout d'accord et 10 que vous êtes tout à fait d'accord. Les questions suivantes ont pour but de découvrir les diverses idées de la population de Madagascar. Veuillez utiliser la carte avec les 10 niveaux pour répondre. *(Hiova cartes indray isika. Ity carte vaovao ity dia mirakitra échelle-na niveaux 10, manomboka @1 ka hatr@ 10. ny 1 dia midika hoe TSY EKENAO MIHITSY ny filazana ary 10 raha TENA EKENAO ilay izy. Ireto fanontaniana manraka ireto dia ahafantarana ny hevitra samihafa ny mponina eto Madagasikara)*

01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	88
Pas du tout d'accord									Tout à fait d'accord	Ne sais pas

	Note 01 à 10 88=NSP		
D1. Il existe des gens qui ne font que critiquer le système de gouvernement à Madagascar. A quel point êtes-vous d'accord ou pas d'accord que ces gens-là aient le droit de vote ? <i>(misy olona tsy manao afa-tsy ny manakiana ny fomba fitantan'ny Governemanta izay misy sy efa nisy teto Madagascar. Hatraiza ny fanekenao ny hananan'ireny olona ireny zo hifidy ?)</i>		D1	
D2. En pensant toujours à ces personnes qui critiquent le système de gouvernement à Madagascar, à quel point êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec le fait que ces personnes organisent des manifestations pacifiques pour exprimer leur point de vue ? <i>(raha hiresaka hatrany an'ireny mpanakiana ny fomba fitantan'ny Governemanta izay misy sy efa nisy teto Madagascar ireny isika, hatraiza ny fanekenao ny hoe ireny olona ireny dia mikarakara fihetsiketsehana am-pilaminana mba hanehoany ny heviny ?)</i>		D2	
D3. A quel point êtes-vous d'accord ou pas d'accord que ces personnes qui critiquent le système de gouvernement puissent se présenter aux élections publiques ? <i>(hatraiza ny fanekenao na tsia fa ireny olona mpanakiana ny fomba fitantan'ny Governemanta izay misy sy efa nisy teto Madagascar ireny dia afaka mirotsaka hofidiana @fifidianana andraisan'ny vahoaka anjara ?)</i>		D3	
D4. En pensant toujours à ces personnes qui critiquent le système de gouvernement à Madagascar, à quel point êtes-vous d'accord ou pas d'accord qu'elles fassent des discours à la télévision ? <i>(raha hiresaka hatrany an'ireny mpanakiana ny fomba fitantan'ny Governemanta izay misy sy efa nisy teto Madagascar ireny isika, hatraiza ny fanekenao fa ireny olona ireny dia afaka maneho ny heviny @télé ?)</i>		D4	

[Toujours Carte « B »]

En utilisant toujours la même carte, je vais vous poser d'autres questions. Il existe une série d'actions que les gens peuvent entreprendre **pour atteindre leurs objectifs politiques**. En utilisant l'échelle de 10 niveaux, qui vont de 1 (pas du tout d'accord) à 10 (tout à fait d'accord), veuillez me dire si vous approuveriez les personnes qui entreprennent les actions suivantes :

(Io carte io ihany no ampiasaina ka hametraka fanontaniana vitsivitsy @nao aho. Misy hetsika maromaro izay azon'ny olona atao mba hanatratrarany ny tanjona ara-politika. Amin'ny alalan'ny échelle –na niveaux 10, manomboka @ 1 TSY EKENAO MIHITSY ka hatr@ 10 TENA EKENAO), mba afaka lazainao ve ny fanekenao ireo olona izay manao ireto hetsika manaraka ireto

01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	88
Pas du tout d'accord										Tout à fait d'accord
										Ne sais pas

	Note 01 à 10 88=NSP		
E5. Participer à des manifestations légales ? (<i>mandray anjara @ fihetsiketsehana ara-dalàna ?</i>)		E5	
E8. Participer à des groupes qui essaient de résoudre les problèmes de la communauté? (<i>mandray anjara @ vondron'olona izay miezaka mamaha ny olan'ny mpiara-monina ?</i>)		E8	
E11. Participer à des campagnes électorales pour un parti politique ou un candidat ? (<i>mandray anjara @ fampielezan-kevitra ho an'ny antoko politika iray na kandida iray ?</i>)		E11	
E15. Participer au barrage d'une rue ou d'une route ? (<i>mandray anjara @ fanakanan-dalana</i>)		E15	
E14. Envahir un terrain ou une propriété privée ? (<i>miditra an-tsokosoko @ toerana na tanàn'olona iray ?</i>)		E14	
E2. Occuper illégalement des bâtiments ou des bureaux ? (<i>midongy mipetraka tsy ara-dalàna @ trano na birao ?</i>)		E2	
E3. Participer à des groupes qui veulent renverser un gouvernement légitime? (<i>Mandray anjara @ vondron'olona iray izay te-hanongana ny fanjakana mijoro ?</i>)		E3	
E16. Se faire justice eux-mêmes? (<i>ny olona izay mamaly faty tsy miandry fitsarana ?</i>)		E16	

[REPRENDRE LA CARTE B]

PN4. En des termes généraux, diriez-vous que vous êtes très satisfait, satisfait, pas satisfait ou très insatisfait de la façon avec laquelle fonctionne la démocratie à Madagascar? (<i>@ ankapobeny, ianao ve tena afa-po, sa tsy afa-po mihitsy @ fomba fandehan'ny demokrasia eto Madagascar ?</i>) Très satisfait.....1 Satisfait.....2 Pas satisfait.....3 Très insatisfait.....4 NSP.....8	PN4	
DEM2 Avec laquelle des phrases suivantes êtes-vous le plus d'accord : (<i>inona @ ireto filazana manaraka ireto no tena ekenao kokoa ?</i>) Pour des gens comme moi, peu importe que le régime soit démocratique ou pas démocratique (<i>ho an'ny olona toa ahy, tsy maninona na mandala ny demokrasia na tsia ny fitondrana</i>).....1 ou bien La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement(<i>ny demokrasia dia mety kokoa miohatra ny fomba fitantanana hafa</i>)2 ou bien Dans certaines circonstances, un gouvernement autoritaire peut être préférable(<i>misy tranagan-javatra indraindray izay ilàna kokoa ny fitondrana didy jadona</i>)3 NSP.....8	DEM2	

	Correct	Incorrect/ Ne sais pas		
GI1. Vous souvenez-vous du nom du président actuel français ? (<i>tadidinao ve ny anaran'ny filoham-pirenena frantsay @izao fotoana izao ?</i>) [bonne réponse: <i>Chirac</i> ou <i>Jacques Chirac</i> , NE LISEZ PAS]	1	2	GI1	
GI5. Vous souvenez-vous du nom de l'actuel président de l'Afrique du Sud (<i>tadidinao ve ny anaran'ny filoham-pirenena afrikana tatsimo @izao fotoana izao ?</i>) [bonne réponse : <i>Mbeki</i> ou <i>Thabo Mbeki</i> , NE LISEZ PAS]	1	2	GI5	
GI3. Vous souvenez-vous du nombre de régions à Madagascar ? (<i>tadidinao ve ny isan'ireo faritra/région misy eto Madagasikara</i>) [bonne réponse : vingt-deux (22) NE LISEZ PAS]	1	2	GI3	
GI4. Savez-vous quelle est la durée du mandat présidentiel à Madagascar ? (<i>fantatrao ve ny fe-potoana iray iasan'ny filoham-pirenena eto Madagasikara</i>) [bonne réponse: cinq (5) ans NE LISEZ PAS]	1	2	GI4	

QUESTIONS SPÉCIFIQUES SUR LA CORRUPTION

Il se passe beaucoup de choses dans la vie. Je vais en mentionner certaines. J'aimerais que vous indiquiez comment vous jugez, par rapport aux actes suivants, les personnes: **(misy zavatra maromaro miseho eo @ fiainana. Hitanisa vitsivitsy @ izeo aho. Mba afaka milaza ve ianao hoe ahoana ny fitsaranao ny olona raha oharina @ ireto zavatra ataony manaraka ireto)**

Sont-elles corrompues et devrait être punies ? **(manao kolikoly ve izy ka tokony hosaziana)**

ou bien

Sont-elles corrompues mais justifiées dans certaines circonstances ? **(manao kolikoly izy fa misy antony manamarina ny zavatra ataony @tranga sasany)**

ou bien

Ne sont-elles pas corrompues ? **(tsy manao kolikoly izy)**

DC1. Par exemple, un député accepte un pot-de-vin de 2 millions d'ariary (10 millions de FMG) versé par une entreprise. Pensez-vous que le député est : (depiote iray mandray tsolotra mitentina 2 tapitrisa ariary (10 tapitrisa iraimbilanja) omen'ny orinasa iray, aminao io depiote io ve) Corrompu et devrait être puni(manao kolikoly ka tokony hosaziana).....1 Corrompu mais justifié(manao kolikoly fa misy manamarina ny zavatra ataony).....2 Pas corrompu(tsy manao kolikoly)3 NSP.....8	DC1	
DC2. Et que pensez-vous de l'entreprise qui a versé le pot-de-vin au député ? Selon vous cet acte est : (ary ahoana ny fahitanao ilay orinasa izay nanome tsolotra an'ilay depiote ? @nao, io zavatra nataony io dia :) Corrompu et devrait être puni(manao kolikoly ka tokony hosaziana).....1 Corrompu mais justifié(manao kolikoly fa misy manamarina ny zavatra ataony).....2 Pas corrompu(tsy manao kolikoly)3 NSP.....8	DC2	
DC7. Un agent de l'État utilise une voiture de service qui est pour usage officiel pour amener sa famille à la plage pour fêter le jour de Pâques. Selon vous, l'agent de l'État est : (mpiasam-panjakana iray mampiasa ny fiaram-panjakana natokana ho an'ny asany ofisialy mba hitondrana ny fianakaviana eny amoron-dranomasina mba hankalazana ny fetin'ny paska) Corrompu et devrait être puni(manao kolikoly ka tokony hosaziana).....1 Corrompu mais justifié(manao kolikoly fa misy manamarina ny zavatra ataony).....2 Pas corrompu(tsy manao kolikoly)3 NSP.....8	DC7	
DC8. Quelqu'un voit une voiture de service sur la plage. Cette personne ne le dénonce pas à la police/gendarmerie. Selon vous, cette personne est : (misy olona mahita eny amoron-dranomasina ny fiara-panjakana natokana ho an'ny asa kanefa tsy nampandre ny mpitandro ny filaminana na ny zandary. aminao, io olona io koa dia) Corrompu et devrait être puni(manao kolikoly ka tokony hosaziana).....1 Corrompu mais justifié(manao kolikoly fa misy manamarina ny zavatra ataony).....2 Pas corrompu(tsy manao kolikoly)3 NSP.....8	DC8	

DC9. Le maire de la commune, sans la permission des membres du conseil de la commune, prête le tracteur communal à un groupe de ses amis voisins pour construire un terrain de football. Selon vous, le maire est : (ny maire-n'ny commune, tsy nahazo alalana t@vondron'ny filan-kevity ny commune, dia nampindrana « tracteur communale » t@namany mba hanamboarana kianja filalaovam-baolina. Aminao, ilay maire dia : Corrompu et devrait être puni(manao kolikoly ka tokony hosaziana).....1 Corrompu mais justifié(manao kolikoly fa misy manamarina ny zavatra ataony).....2 Pas corrompu(tsy manao kolikoly)3 NSP.....8	DC9	
DC12. Un chômeur est le beau-frère d'un important politicien, ce dernier utilise son influence pour lui obtenir un emploi. Pensez-vous que le politicien est : (misy olona tsy an'asa iray zaodahin'ny mpanao politika ambony iray izay mampiasa ny toerana misy azy mba hampidirana ilay zaodahiny hiasa. Aminao io mpanao politika io dia : Corrompu et devrait être puni(manao kolikoly ka tokony hosaziana).....1 Corrompu mais justifié(manao kolikoly fa misy manamarina ny zavatra ataony).....2 Pas corrompu(tsy manao kolikoly)3 NSP.....8	DC12	
CORG5. Si quelqu'un offre un pot-de-vin pour obtenir un service ou résoudre un problème, à quel point serait-il certain de la fourniture de ce service ou de la résolution du problème une fois que le pot-de-vin est payé ? [lire les réponses] (raha misy olona iray manome tsolotra mba ahazoana services na hamahana olana iray, azo antoka ve fa hisy hanampy azy na hovoavaha ny olany rehefa voaloa ilay tsolotra ?) Très incertain (tena tsy azo antoka)1 Incertain (tsy azo antoka)2 Relativement certain (azo antoka ihany)3 Certain (azo antoka)4 Très certain (tena azo antoka)5 Ne sais pas.....8 [ne lisez pas]	CORG5	
EXC7. En tenant compte de votre expérience ou de ce que vous avez pu entendre, la corruption parmi les agents de l'État, est-elle chose très courante, courante, pas très courante ou rare? (raha raisina ny zavatra efa niainanao sy izay efa renao, ny kolikoly eo @ mpiasam-panjakana, dia efa zavatra tena mateti-pitranga, mateti-pitranga, tsy dia tena mateti-pitranga sa mahalana ?) Très courante (tena mateti-pitranga).....1 Peu courante (mitranga tsindraindray).....2 Pas très courante (tsy dia mpitranga matetika)3 Rare (maalana)4 NSP.....8	EXC7	
MGEXC1. Avez-vous déjà entendu parler de cas de corruption dans les journaux et médias ? (efa naheno tranga mikasika ny kolikoly tamin'ny filazam-baovao na gazety ve ianao ?) Oui.....1 Non.....2 NSP.....8	MGEXC1	

CODEN2. Lors des 12 derniers mois, vous ou un membre de votre ménage a-t-il dénoncé un acte de corruption commis par un agent de l'État ? [Si Oui suivez à CODEN2A ; si la réponse est Non ou NSP, allez à la section suivante, Question PC1] / Tao anatin'ny 12 volana farany, ianao na olona iray ao anatin'ny ankohonanao ve efa nitory mpiasam-panjakana iray nanao kolikoly? [Raha eny, tohizo ao @ CODEN2A ; raha tsia, dia mandehana any @ section manaraka fanontaniana PCI] Oui.....1 Non.....2 NSP.....8	CODEN2	
CODEN2A. Si oui, à quelle structure la dénonciation ou plainte a-t-elle été adressée? [ne lisez pas les réponses possibles] / raha eny, taiza ianao no nitory na nametraka fitarainana ? Commune.....1 Brigade de gendarmerie/commissariat de police.....2 Service déconcentré concerné / service- paritra misahana an'izany3 Tribunal.....4 CSLCC.....5 BIANCO.....6 Chaîne Pénale Anti-Corruption.....7 Autre..... Je ne sais pas.....88 Non applicable.....99	CODEN2A	

[Uniquement pour ceux qui ont dénoncé un acte de corruption] [natokana ho an'ireo izay efa nitory kolikoly]

[Donner la carte B au répondant]

Comment évalueriez-vous le processus pour dénoncer la corruption ? Veuillez répondre sur l'échelle de 1 à 10 en utilisant la Carte B. / **ahoana no hitsaranao ny dingana arahina @ fitoriana ny kolikoly ?**

01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	88
Pas du tout d'accord Tout à fait d'accord										Ne sais pas

	Note 01 à 10 NSP=88 NA=99		
CODEN3. Le processus est très efficace. / nahomby ilay dingana arahina		CODEN3	
CODEN4. Le processus est très simple. / tsotra ilay dingana arahina		CODEN4	
CODEN5. Celui qui fait le rapport est bien protégé de possible harcèlement. / ilay nanao ilay tatitra dia voaaro tsara @ mety ho fandrahonana		CODEN5	
CODEN6 : Les réponses obtenues sont satisfaisantes. / ny valiny azo dia nahafa-po		CODEN6	

[DONNEZ LA CARTE C AU RÉPONDANT]

Je vais maintenant mentionner diverses institutions publiques et privées. J'aimerais connaître jusqu'à quel point vous pensez que ces institutions sont honnêtes ou corrompues. En utilisant la carte C veuillez indiquer le nombre de l'échelle qui représente le mieux votre point de vue. / *Ankehitriny aho dia hitanisa rafi-pitantanana miankina @ fanjakana sy tsy miankina. Tiako hofantarina hoe hatraiza ny fieritreretanao ny mampangarahana na ny maha-mpanao kolikoly an'izy ireny. Ampiasaina ny carte C, lazao ny isa izay milaza tanteraka ny hevitrao.*

00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	88
Très corrompu <i>Tena Mpanao kolikoly</i>										Très honnête <i>Tena Madio</i>	Ne sais pas

	Note 00 à 10 NSP=88		
PC1. A quel point diriez-vous que les députés sont corrompus ou honnêtes ? / <i>hatraiza no ilazanao fa ireo depiote dia madio na manao kolikoly ?</i>		PC1	
PC2. A quel point diriez-vous que les ministres sont corrompus ou honnêtes ? / <i>hatraiza no ilazanao fa ireo minisitra dia madio na manao kolikoly ?</i>		PC2	
PC2A. A quel point diriez-vous que les chefs de région sont corrompus ou honnêtes ? / <i>hatraiza no ilazanao fa ireo lehiben'ny faritra dia madio na manao kolikoly ?</i>		PC2A	
PC3. A quel point diriez-vous que les maires sont corrompus ou honnêtes ? / <i>hatraiza no ilazanao fa ireo maire dia madio na manao kolikoly ?</i>		PC3	
PC5. A quel point diriez-vous que les gendarmes et policiers sont corrompus ou honnêtes ? / <i>hatraiza no ilazanao fa ireo zandary sy polisy dia madio na manao kolikoly ?</i>		PC5	
PC7. A quel point diriez-vous que les enseignants sont corrompus ou honnêtes ? / <i>hatraiza no ilazanao fa ireo mpampianatra dia madio na manao kolikoly ?</i>		PC7	
PC8. A quel point diriez-vous que les professeurs d'université sont corrompus ou honnêtes ? / <i>hatraiza no ilazanao fa ireo mpampianatra any @ ambaratonga ambony dia madio na manao kolikoly ?</i>		PC8	
PC11A. A quel point diriez-vous que les hommes d'affaires sont corrompus ou honnêtes ? / <i>hatraiza no ilazanao fa ireo mpandraharaha dia madio na manao kolikoly ?</i>		PC11A	
PC12. A quel point diriez-vous que les magistrats sont corrompus ou honnêtes ? / <i>hatraiza no ilazanao fa ireo mpitsara dia madio na manao kolikoly ?</i>		PC12	
PC13. A quel point diriez-vous que les militaires sont corrompus ou honnêtes ? / <i>hatraiza no ilazanao fa ireo miaramila dia madio na manao kolikoly ?</i>		PC13	
PC14. A quel point diriez-vous que les dirigeants de partis politiques sont corrompus ou honnêtes ? / <i>hatraiza no ilazanao fa ireo mpitantana antoko politika dia madio na manao kolikoly ?</i>		PC14	
PC17. A quel point diriez-vous que les agents de l'État en général sont corrompus ou honnêtes ? / <i>hatraiza no ilazanao fa ireo mpiasam-panjakana @ ankapobeny dia madio na manao kolikoly ?</i>		PC17	
PC18. A quel point diriez-vous que les agents du BIANCO sont corrompus ou honnêtes ? / <i>hatraiza no ilazanao fa ireo mpiasan'ny BIANCO dia madio na manao kolikoly ?</i>		PC18	
PC19. A quel point diriez-vous que les médias sont corrompus ou honnêtes ? / <i>hatraiza no ilazanao fa ireo haino aman-jery dia madio na manao kolikoly ?</i>		PC19	

LSU1. Avez-vous personnellement ou un membre de votre famille poursuivi quelqu'un en justice au cours des trois dernières années? / <i>ianao ve na olona iray ao anatin'ny fianakavianao dia efa nitory olona iray tany @ fitsarana tao anatin'ny 3 taona farany</i> Oui.....1 Non.....2 NSP.....8 [Si NON ou NSP, passez à ACS1]	LSU1	
---	------	--

OBSTACLES

[DONNEZ LA CARTE G AU RÉPONDANT]

Dans l'échelle de 0 à 10 de la carte G, où 0 veut dire « Pas important du tout » et 10 veut dire « Très important », pensez-vous que... *ao anatin'ny échelle 0 hatr@ 10 ao @ carte G, ka 0 midika hoe « tsy manan-danja mihitsy » ary 10 hoe « tena manan-danja »*

	Note 00 à 10 NSP=88 NA=99		
OBST1. Le coût officiel trop élevé constitue un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar...? / <i>Ny halafon'ny sara-pitsarana dia sakana lehibe eo @ fitondrana ny raharaha eo @ tribonaly</i>		OBST1	
OBST2. Le coût des pots-de-vin trop élevé constitue un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar...? / <i>ny halafon'ny kolikoly dia anisan'ny sakana tsy andalovana ny fitsarana</i>		OSBT2	
OBST3. Les frais des avocats trop élevés constituent un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar...? / <i>Ny halafon'ny saram-piarovan'ny mpisolo vava dia sakana tsy ankanesana eny @ fitsarana</i>		OBST3	
OBST4. Les décisions du tribunal influencées par la corruption constituent un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar? / <i>ny fanapahan-kevitra raisin'ny tribonaly izay misy kolikoly dia sakana tsy itondrana ny raharaha eny @ tribonaly?</i>		OBST4	
OBST5. Les juges incompetents constituent un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar...? / <i>ary ny mpitsara tsy mahafehy ny asany dia sakana tsy andalovana ny tribonaly</i>		OBST5	
OBST6. La procédure trop longue constitue un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar...? / <i>ary ny fombafomba sy dingam-pitsarana lava loatra dia sakana tsy andalovana ny tribonaly</i>		OBST6	
OBST7. La procédure très complexe constitue un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar...? / <i>ary ary ny fombafomba sy dingam-pitsarana manahirana loatra dia sakana tsy andalovana ny tribonaly</i>		OBST7	
OBST8. Le manque d'application effective des décisions du tribunal constitue un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar...? / <i>ary ny tsy fahampian'ny fampiharana ny fanapahan-kevitra ny tribonaly dia sakana tsy andalovana ny tribonaly</i>		OBST8	
OBST9. L'éloignement des tribunaux constitue un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar...? / <i>ary ny halaviran'ny toeram-pitsarana dia sakana tsy andalovana ny tribonaly</i>		OBST9	
OBST12. Les effectifs insuffisants des juges constituent un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar...? / <i>ny tsy fahampian'ny mpitsara dia sakana tsy andalovana ny tribonaly</i>		OBST12	

Je vais maintenant vous poser quelques questions sur le gouvernement et certaines agences concernant la lutte contre la corruption ici à Madagascar. Veuillez svp répondre par un : OUI ou NON. (*ankehitriny dia hametraka fanontaniana vitsivitsy mikasika ny governemanta sy ny sampana samihafa miady @ kolikoly eto Madagasikara aho. Mba valio @ eny na tsia azafady.*)

		Oui	Non	NSP		
ACS1	Le gouvernement malgache a-t-il adopté une stratégie nationale de lutte contre la corruption ? / <i>manana paik'ady nasionaly iadiana @ kolikoly ve ny governemanta malagasy?</i>	1	2	8	ACS1	
ACS2	Le pays a-t-il des lois contre la corruption ? / <i>manana lalàna iadiana @ kolikoly ve ny firenena ?</i>	1	2	8	ACS2	
ACS3	Avez-vous des boîtes à idées anti-corruption dans votre quartier ? <i>manana boîtes à idées (vatakely fametrahana soso-kevitra) ve ny faritra misy anao ?</i>	1	2	8	ACS3	
ACS4	D'après ce que vous avez vu, pensez-vous que les personnes qui combattent la corruption dans ce pays ciblent uniquement les petits corrupteurs en laissant tranquilles les gros corrupteurs ? @ <i>izay efa hitanao, ny olona izay miady @kolikoly eto @ firenena ve manenjika ny mpanao kolikoly madinika irery ihany fa tsy manenjika kosa ny mpanao kolikoly goavana?</i>	1	2	8	ACS4	
ACS5	Avez-vous vu lors des 12 derniers mois une publicité sur la lutte contre la corruption à la télévision ? / <i>tato anatin'ny 12 volana farany efa nahita fanentanana momba ny ady @kolikoly @ télé ve ianao ?</i>	1	2	8	ACS5	
ACS6	Avez-vous vu lors des 12 derniers mois une publicité sur la lutte contre la corruption dans les journaux ? / <i>tato anatin'ny 12 volana farany efa nahita fanentanana an-gazety momba ny ady @kolikoly ve ianao ?</i>	1	2	8	ACS6	
ACS7	Avez-vous vu lors des 12 derniers mois une publicité sur la lutte contre la corruption sur les affiches? / <i>tato anatin'ny 12 volana farany efa nahita fanentanana t@peta-drindrana momba ny ady @kolikoly ve ianao ?</i>	1	2	8	ACS7	
ACS8	Avez-vous entendu parler du Conseil Supérieur de Lutte Contre la Corruption (CSLCC) ? / <i>efa naheno ny momba ny Conseil Supérieur de Lutte Contre la Corruption (CSLCC) ve ianao ?</i> [SI LA RÉPONSE EST NON, ALLER À ACS10]	1	2	8	ACS8	

ACS9	Par quel moyen avez-vous surtout entendu parler du Conseil Supérieur de Lutte Contre la Corruption ? [une seule réponse ; ne lisez pas les réponses] / <i>t@ inona no nandrenesanao ny momba io CSLCC io ?</i> Radio.....1 Télévision.....2 Journal.....3 Affiche.....4 « Bouche-à-oreille ».....5 Autre.....6 Ne sais pas.....8 Non applicable.....9	ACS9	
------	---	------	--

		Oui	Non	NSP	NA		
<u>ACS10</u>	Avez-vous reçu lors des 12 derniers mois une information sur la manière de détecter la corruption? / <i>tato anatin'ny 12 volana farany, efa naharay na naheno filazana mikasika ny fomba famantarana ny fisian'ny kolikoly ve ianao ?</i>	1	2	8		ACS10	
ACS12	Avez-vous jamais entendu parler d'employés signant un « engagement d'intégrité » au travail ? [Si NON, passez à ACS14]. / <i>mbola tsy naheno mpiasa nanao sonia ny « engagement d'intégrité au travail » ve ianao ?</i>	1	2	8		ACS12	
ACS13	Avez-vous jamais signé des « engagements d'intégrité » sur votre lieu de travail ? / <i>ianao manokana ve mbola tsy nanao sonia taratasy toa io « engagement d'intégrité au travail » ?</i>	1	2	8	9	ACS13	
<u>ACS14</u>	Êtes-vous au courant des actions qu'a entrepris la justice pour combattre la corruption lors des 12 derniers mois ? <i>efa nandre ny fisian'ny hetsika ataon'ny fitsarana iadiana @kolikoly ve ianao tato anatin'ny 12 volana farany ?</i>	1	2	8		ACS14	

ACS15	Croyez-vous que l'Administration recrute la plupart des nouveaux agents publics sur la base du mérite ou bien sur la base de liens personnels? / <i>araka ny hevitrao, ny fampidirana ireo mpiasam-pianjakana vaovao ve miankina @ fahaizan'izy ireo sa @ alalan'ny fahafantaran'olona ?</i> Sur la base du mérite (<i>fahamendrehana</i>).....1 Sur la base de liens personnels (<i>Fahafantarana sy fifandraisana</i>).....2 Ne sais pas.....8					ACS15	
-------	---	--	--	--	--	-------	--

		Oui	Non	NSP	NA		
ACS16	Avez-vous entendu parler de la Chaîne Pénale Anti-Corruption ? [Si NON ou NSP, passez à ACS17] / <i>efa naheno momba ny Chaîne Pénale Anti-Corruption ve ianao?</i>	1	2	8		ACS16	
ACS16a	Pensez vous que la Chaîne Pénale Anti-Corruption est efficace ? / <i>araka ny hevitrao, mahomby ve ny Chaîne Pénale Anti-Corruption ?</i>	1	2	8	9	ACS16a	
<u>ACS17</u>	Lors de 12 derniers mois, avez-vous signé la « Déclaration d'engagement volontaire » contre la corruption / <i>tao anatin'ny 12 volana farany, efa nanao sonia ny « Déclaration d'engagement volontaire » miady @kolikoly ve ianao.</i>	1	2	8		ACS17	
BIA01	Avez-vous entendu parler du Bureau Indépendant Anti-Corruption (BIANCO)? [SI LA REPONSE EST « NON », PASSER A LA SECTION SUIVANTE, QUESTION ED] / <i>efa naheno ny momba ny BIANCO (Bureau Indépendant Anti-Corruption) ve ianao ?/ RAHA TSIA MANDEHANA ANY @ SECTION MANARAKA FANONTANIANA ED]</i>	1	2	8		BIA01	
BIA02	Avez-vous, lors des 12 derniers mois, entendu parler d'actions menées par BIANCO qui visaient à prévenir la corruption ? <i>ianao ve tato anatin'ny 12 volana farany efa naheno ny hetsika nataon'ny BIANCO izayentina hisorohana ny kolikoly ? [SI LA REPONSE EST « NON », PASSER A LA SECTION SUIVANTE, QUESTION ED]</i>	1	2	8	9	BIA02	

		Oui	Non	NSP	NA		
BIA03	Avez-vous, lors des 12 derniers mois, entendu parler d'investigations/d'enquêtes menées par le BIANCO dans le cadre de la lutte contre la corruption ? / ianao ve tato anatin'ny 12 volana farany efa naheno ny fanadihadiana nataon'ny BIANCO izay entina iadiana @kolikoly ?	1	2	8	9	BIA03	
BIA04	Avez-vous, lors des 12 derniers mois, entendu parler d'actions menées par BIANCO qui visaient à éduquer et à obtenir le soutien de la population dans la lutte contre la corruption ? / ianao ve tato anatin'ny 12 volana farany efa naheno ny hetsika nataon'ny BIANCO izay entina anabeazana sy ahazoana ny fanohanan'ny mponina @ ady @kolikoly ?	1	2	8	9	BIA04	
BIA06	Est-ce que la mise en place du BIANCO est une bonne chose ? / mahatsara zavatra ve ny fisian'ny BIANCO aminao ?	1	2	8	9	BIA06	

BIA07	Diriez-vous qu'en général, le BIANCO a connu/ @ ankapobeny, ny BIANCO dia Beaucoup de succès / nahitana fahombiazana tanteraka1 Un certain succès / nahitana fahombiazana ihany.....2 Peu de succès / nahitana fahombiazana kely.....3 Pas de succès du tout / tsy nahitana fahombiazana mihitsy4 Ne sais pas.....8 [ne lisez pas] Non applicable.....9 [ne lisez pas]	BIA07	
BIA11	D'après vous, le BIANCO devrait travailler prioritairement sur quel secteur? [ne lisez pas les réponses] / @nao, eo @ sehatra inona no tena tokony iasan'ny BIANCO ? Judiciaire.....01 Gendarmerie nationale.....02 Police nationale.....03 Domaines.....04 Impôts.....05 Trésor Publique.....06 Douanes.....07 Commerce.....08 Education.....09 Santé.....10 Environnement, eaux et forêts.....11 Pêche.....12 Energie.....13 Tourisme.....14 Industrie et artisanat.....15 Mines.....16 Secteur financier.....17 Secteur public en général.....18 Secteur privé en général.....19 Autre.....20 Ne sais pas.....88 Non applicable.....99	BIA11	
BIA12	D'après-vous, le BIANCO est-il vraiment un bureau indépendant de tous les pouvoirs publics ? @nao, ny BIANCO ve tsy miankina @ fitondrana ? Oui.....1 Non.....2 NSP.....8 Non applicable.....9	BIA12	

VARIABLES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES

Et maintenant, **pour terminer**, je vais vous poser quelques questions pour des raisons statistiques. *hamaranana azy, dia hametraka fanontaniana vitsivitsy ilaina @ statistika aho*

ED. Quel est votre niveau d'instruction ? / <i>ny fari-pahaizanao ?</i> Primaire (ambaratonga voalohany).....1 Secondaire (ambaratonga faharoa)2 Université.....3 Post universitaire (aorian'ny oniversité).....4	ED	
Q2 Quel âge avez-vous? _____ans	Q2	_ _

Q10. Quel est le revenu mensuel de votre ménage ? / <i>ohatrinona eo ho eo ny vola miditra ao @ tokantranonao ?</i> [Utiliser la Carte D] Aucun revenu.....00 < 40 000 Ar (200 000 fmg).....01 40 000 – 80 000 Ar (200 000 – 400 000 fmg).....02 80 000 – 120 000 Ar (400 000 – 600 000 fmg)03 120 000 – 160 000 Ar (600 000 – 800 000 fmg).....04 160 000 – 200 000 Ar (800 000 – 1 000 000 fmg).....05 200 000 – 300 000 Ar (1 000 000 – 1 500 000 fmg).....06 300 000 – 400 000 Ar (1 500 000 – 2 000 000 fmg).....07 400 000 – 700 000 Ar (2 000 000 – 3 500 000 fmg).....08 700 000 – 1 000 000 Ar (3 500 000 – 5 000 000 fmg).....09 > 1 000 000 Ar (5 000 000 fmg).....10 Ne sais pas ou ne veux pas dire.....88	Q10	
Q11. Quel est votre état civil Célibataire.....1 Marié(e).....2 Concubinage (vit avec quelqu'un).....3 Divorcé(e).....4 Séparé(e).....5 Veuf/ve.....6 Ne sais pas/Ne répond pas.....8	Q11	
Q12. Combien d'enfants avez-vous ? _____ (0=pas d'enfants) Ne sais pas.....88	Q12	
LENG1 Quelle langue parlez-vous à la maison depuis votre enfance ? / <i>inona no tena teny fampiasanao hatr@ fahazazanao ?</i> Malagasy.....1 Français.....2 Autre.....3 _____ Ne sais pas/Ne répond pas.....8	LENG1	
CITSHIP. Quelle est votre nationalité? Malagasy.....1 Autre2 _____ NSP.....8	CITSHIP	

Pour terminer, pouvez-vous me dire si vous disposez des appareils et autres possessions suivants dans votre ménage ? / <i>entiko hamaranana azy, inona @ ireto fitaovana manaraka ireto no misy ao an-tokantranonao ?</i>	Non	Oui	NSP		
R1. Téléviseur	0	1	8	R1	
R2. Réfrigérateur	0	1	8	R2	
R3. Téléphone fixe	0	1	8	R3	
R4. Téléphone mobile	0	1	8	R4	
R5. Véhicule	0	1	8	R5	
R6. Machine à laver	0	1	8	R6	
R7. Micro-ondes	0	1	8	R7	
R12. Eau potable dans la maison	0	1	8	R12	
R14. Toilettes à l'intérieur de la maison	0	1	8	R14	
R15. Ordinateur	0	1	8	R15	
R16. Électricité	0	1	8	R16	
R19. Radio	0	1	8	R19	
R20. Bicyclette	0	1	8	R20	
R21. Charette	0	1	8	R21	

R17. Nombre de bœufs (le chiffre exact) _____	R17	
---	-----	--

R22. Quel type de combustible utilisez-vous pour cuisiner dans votre ménage ? / <i>Inona no akora fandrehatra ampiasainao rehefa mahandro ianao ao an-tokantranonao ?</i> Electricité.....01 Gaz naturel.....02 Biogaz.....03 Pétrole.....04 Charbon de bois.....05 Bois, paille.....06 Bouse.....07 Autre.....08 Preciser_____ Ne sais pas.....88		
---	--	--

LEVEL. Votre catégorie professionnelle au sein de l'administration (1 à 10) : _____	R17	
--	-----	--

HEURE DE FIN DE L'ENTRETIEN : _____ HF |__| : |__||__|

(minutes, voir page 1)

Nombre de personnes présentes lors de l'entretien y compris l'interviewer / *ny isan'ny olona nanatrika ilay fanadihadiana anisan'izany ilay mpanontany::* _____

En général quelle a été la réaction du répondant lors de l'entretien ? / *@ ankapobeny, nanao ahoana ny fihetsik'ilay olona nanontaniana ?*

Très négative.....1
Négative.....2
Assez positive.....3
Positive.....4
Très positive.....5

Je jure que cet entretien a été mené :

Signature de l'enquêteur _____

Date _____

Signature du superviseur de terrain _____

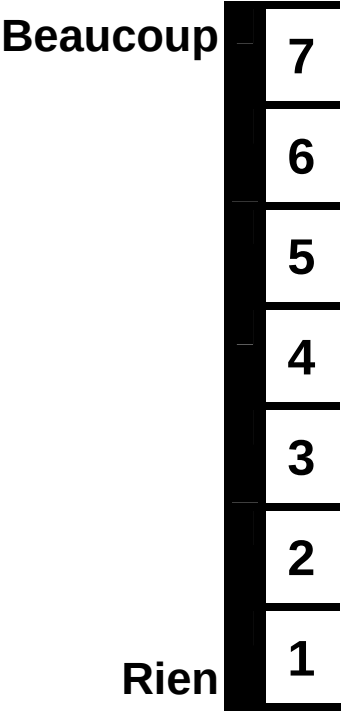
Signature de la personne qui a codé les données : _____

Signature de la personne qui a introduit les données : _____

Signature de la personne qui a vérifié les données : _____

Commentaires _____

Carte A



Carte B

**Tout à fait
d'accord**

10

9

8

7

6

5

4

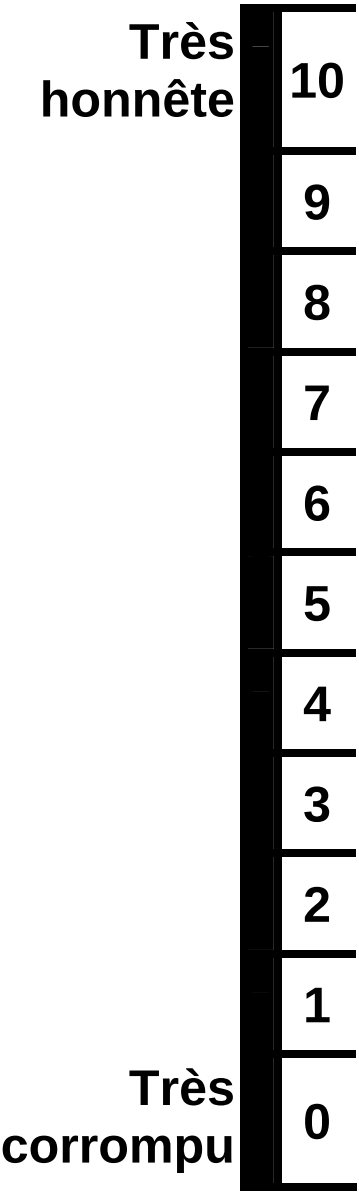
3

2

**Pas du tout
d'accord**

1

Carte C



Carte D (Ariary)

Revenu mensuel de ce ménage:

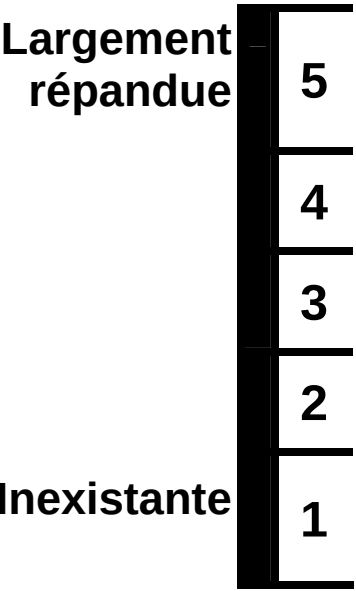
- 0.....Aucun revenu**
- 1.....Moins de 40 000 Ar**
- 2.....Entre 40 001 Ar – 80 000 Ar**
- 3.....80 001 Ar – 120 000 Ar**
- 4.....120 001 Ar – 160 000 Ar**
- 5.....160 001 Ar – 200 000 Ar**
- 6.....200 001 Ar – 300 000 Ar**
- 7.....300 001 Ar – 400 000 Ar**
- 8.....400 001 Ar – 700 000 Ar**
- 9.....700 001 Ar – 1 000 000 Ar**
- 10.....1 000 001 Ar ou plus**

Carte D (fmg)

Revenu mensuel de ce ménage:

- 0.....Aucun revenu**
- 1.....Moins de 200 000 fmg**
- 2.....Entre 200 001 fmg – 400 000 fmg**
- 3.....400 001 fmg – 600 000 fmg**
- 4.....600 001 fmg – 800 000 fmg**
- 5.....800 001 fmg – 1 000 000 fmg**
- 6.....1 000 001 fmg – 1 500 000 fmg**
- 7.....1 500 001 fmg – 2 000 000 fmg**
- 8.....2 000 001 fmg – 3 500 000 fmg**
- 9.....3 500 001 fmg – 5 000 000 fmg**
- 10.....5 000 001 ou plus**

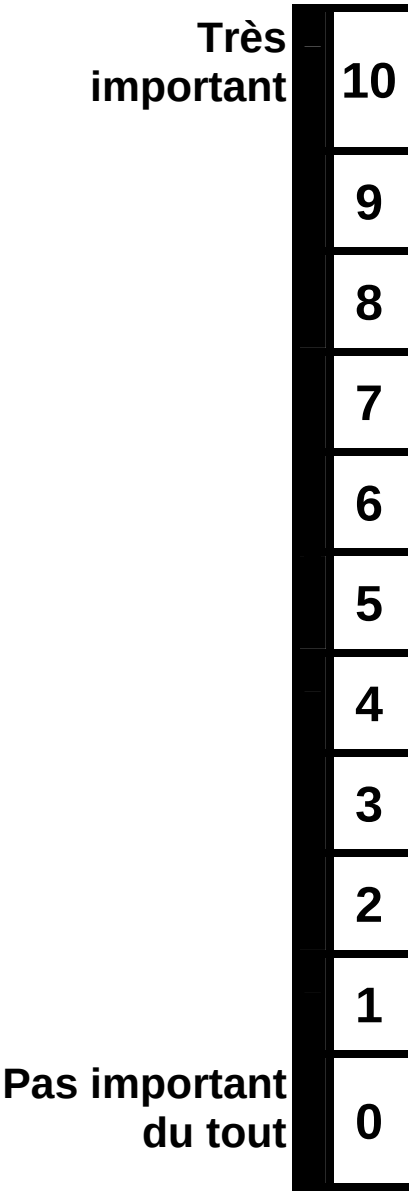
Carte E



Carte F

Influence très significative	5
	4
	3
	2
Aucune influence	1

Carte G



Carte H

Toujours	5
La plupart du temps	4
Souvent	3
Rarement	2
Jamais	1

Carte I

Salaire:

1.....Moins de 100 000 Ar

2.....Entre 100 000 Ar – 199 999

3.....Entre 200 000 Ar – 399 999 Ar

4..... Entre 400 000 Ar – 599 999 Ar

5.....600 000 Ar et plus

Annexe 5. Tableaux comparatifs – Madagascar et Amérique latine

L'enquête auprès des agents de l'État fournit des informations qui sont surtout reliées à différents aspects de la gouvernance. L'information comprend les opinions des agents de l'Etat sur des sujets comme la manière dont les décisions concernant le personnel et le budget sont prises, dans quelle mesure des pratiques illégales telles que la corruption ou l'achat de positions existent à l'intérieur de l'institution, ou s'il est courant que des agents de l'extérieur exercent une influence anormale sur le processus décisionnel au sein de l'institution. En groupant les différentes opinions nous pouvons corriger le fait que les agents de l'Etat peuvent sous-estimer ou surestimer leurs rapports sur l'institution où ils travaillent en raison de leurs caractéristiques personnelles - éducation, âge, genre, entre autre -.

Pour construire chaque indicateur de gouvernance, les informations provenant des groupes de questions concernant le même aspect de la gouvernance sont synthétisées. En utilisant des groupes de questions pour mesurer chaque dimension de la gouvernance au lieu d'avoir une question simple, on espère d'une part, éviter le problème de devoir choisir arbitrairement quelle question est celle qui mesure le mieux la dimension à laquelle on s'intéresse. D'autre part, on cherche à éviter les erreurs de mesure parce qu'une question particulière ne mesure pas avec une proportion juste la dimension que nous voulons évaluer. Le groupage des questions est effectué en utilisant des techniques d'analyse factorielle. Ces techniques détectent la structure commune dans la teneur en information des questions, ce qui fait qu'à partir de ce moment, chaque indicateur représente seulement l'information qui est commune à tous ses sous-composants. Le Tableau A1.1 décrit l'information contenue dans chaque indicateur. Pour explorer le fait que ce ne sont pas toutes les institutions qui doivent s'attaquer à des faiblesses dans la même dimension de la gouvernance, ou si toutes les régions à Madagascar font face aux mêmes défis, nous avons établi l'agrégat des réponses par groupe d'institutions et par province en utilisant les techniques d'analyse factorielle mentionnées ci-dessus et nous procédons alors à la comparaison de ces indicateurs avec les indicateurs nationaux.

Les indicateurs calculés prennent des valeurs entre 0 et 100. Pour les interpréter, il faut garder à l'esprit que plus la valeur de l'indice de corruption est élevée, plus le problème est grave. Inversement, plus la valeur de l'indicateur de gouvernance est élevée, meilleure est la qualité de cette dimension.

Indice de Gouvernance	Définition
Accès Pour Les Pauvres	Indice de l'accès des citoyens pauvres aux services publics fournis par les institutions.
Mécanismes D'audit	Pourcentage de cas où les décisions sur la gestion de personnel et de budget sont sujettes à des audits externes et/ou vérifications internes.
Application des Règles	Pourcentage de cas où les règlements/directives/réglementations dans la gestion de personnel et de budget sont bien supervisés et strictement appliqués.
Méritocratie	Pourcentage de cas où les décisions sur la gestion du personnel sont basées sur l'expérience professionnelle/mérite/performance ou niveaux d'instruction.
Mission	Pourcentage de cas où les fonctionnaires témoignent d'une bonne compréhension des buts et des objectifs de l'institution.
Ouverture	Pourcentage de cas où les décisions sur la gestion de personnel et/ou de budget sont ouvertes aux examens minutieux externes et internes.
Politisation	Pourcentage de cas où les décisions sur la gestion de personnel et de budget sont sujettes à des relations politiques, aux affiliations aux partis, et à la pression politique.
Qualité des Règles	Pourcentage de cas où règlements/directives/réglementations dans la gestion de personnel et de budget sont formellement écrits, simples, clairs, n'exigeant pas un nombre excessif d'étapes administratives.
Ressources	Pourcentage de cas où les ressources physiques, financières et en capital humain de l'institution sont proportionnés.
Transparence	Pourcentage de cas où les décisions sur la gestion de personnel et de budget sont faites d'une manière transparente.
Voix de Citoyen	Un indice représentant l'existence de mécanismes autorisant la feedback et la plainte de l'utilisateur du service.
Satisfaction Sur Le Salaire	Pourcentage d'agents très satisfaits de leurs salaires.
Exécution de Prestation	Pourcentage de cas où la prestation de service de l'institution est fournie convenablement à un coût relativement faible et satisfaisant aux utilisateurs.
Rotation De Secteur Public/privé	Un indice mesurant la tendance des agents de l'État à changer de travail et de passer du secteur public au secteur privé et vice versa.

Indice de Corruption	Définition
Indice Global de Corruption	Indice de corruption représentant de la corruption généralisée dans les décisions de réglementations/légales, la corruption dans les marchés publics, la corruption dans la gestion du personnel et la corruption dans la gestion de budget.
Corruption Dans Les Lois, Décrets, Réglementations Et Les Décisions Judiciaires	Indice de corruption représentant le pourcentage de cas où des lois et des réglementations ont été conçues sous influence privée par des pots-de-vin.
Corruption Dans Les Marchés Publics	Indice de corruption généralisée dans le processus de passation de marché.
Corruption Dans La Gestion du Personnel (1)	Indice de corruption représentant le pourcentage de cas où des décisions sur la gestion du personnel sont basées sur des paiements officiels (achat d'un poste).
Corruption Dans La Gestion du Personnel (2)	Idem que (1) en utilisant un ensemble alternatif de questions à l'achat d'un poste par personne interposée.
Corruption Dans La Gestion de Budget	Indice de corruption représentant la fréquence au sein de l'institution d'irrégularités/détournements de fonds ou tout autre type d'abus de budget.
Corruption Administrative	Indice de corruption généralisée pour obtenir des services publics.

Tableau A5-I. Indicateurs de gouvernance et de corruption par groupe d'institutions

Groupe d'agences	Accès des pauvres	Mechanimes d'audit	Supervision des règles	Application des règles	Mission	Franchise des décisions	Politicisation	Qualité des règles
Min. chargés de l'éducation	73	65	74	71	80	63	18	70
Min. de la Santé	60	67	80	77	78	60	14	71
Min. chargés des Affaires sociales	67	72	81	77	86	54	16	73
Min. chargés des arrangements institutionnels	45	62	82	80	82	56	12	71
Min. de la Police	83	73	86	85	83	70	11	77
Min. de la Justice	54	68	80	78	80	58	17	69
Min. charges de l'infrastructure	69	58	71	73	72	44	22	72
Min. chargés de agriculture, environnement	67	68	81	77	77	62	14	71
Min. de l'Économie	69	68	82	81	84	64	12	77
Government local-Communes	73	69	78	76	78	67	20	73
Présidence & Primature	67	68	81	81	80	63	20	73
Ensemble du pays	68	67	79	76	80	62	16	72

Tableau A5-I. Indicateurs de gouvernance et de corruption par le groupe d'institutions, à suivre.

Groupe d'agences	Ressources	Transparence	Voix	Satisfaction par rapport au salaire	Services	Rotation entre secteur privé et public	Méritocratie
Min. chargés de l'éducation	46	66	71	18	69	38	67
Min. de la Santé	48	64	76	23	72	36	76
Min. chargés des Affaires sociales	50	75	65	22	76	33	69
Min. chargés des arrangements institutionnels	43	66	82	26	70	36	87
Min. de la Police	42	75	81	33	75	37	79
Min. de la Justice	46	65	74	24	65	37	69
Min. charges de l'infrastructure	45	51	73	15	79	41	58
Min. chargés de agriculture, environnement	51	69	73	21	71	38	78
Min. de l'Économie	49	71	67	18	75	36	77
Government local-Communes	45	75	70	24	70	37	71
Présidence & Primature	52	72	73	23	76	37	84
Ensemble du pays	47	68	72	22	72	37	73

Tableau A5-I. Indicateurs de gouvernance et de corruption par le groupe d'institutions, à suivre.

Groupe d'agences	Ressources	Transparence	Voix	Satisfaction par rapport au salaire	Services	Rotation entre secteur privé et public	Méritocratie
Min. chargés de l'éducation	46	66	71	18	69	38	67
Min. de la Santé	48	64	76	23	72	36	76
Min. chargés des Affaires sociales	50	75	65	22	76	33	69
Min. chargés des arrangements institutionnels	43	66	82	26	70	36	87
Min. de la Police	42	75	81	33	75	37	79
Min. de la Justice	46	65	74	24	65	37	69
Min. chargés de l'infrastructure	45	51	73	15	79	41	58
Min. chargés de agriculture, environnement	51	69	73	21	71	38	78
Min. de l'Économie	49	71	67	18	75	36	77
Gouvernement local-Communes	45	75	70	24	70	37	71
Présidence & Primature	52	72	73	23	76	37	84
Ensemble du pays	47	68	72	22	72	37	73

Tableau A5-I. Indicateurs de gouvernance et de corruption par groupe d'institutions, suite.

Groupe d'agences	Qualité du personnel	Qualité du budget et règles	Qualité de la prestation des services	Qualité des règles – achats publics	Politicisation des décisions relatives au personnel	Politicisation des décisions relatives au budget	Audit des décisions relatives au personnel	Audit des décisions relatives au budget
Min. chargés de l'éducation	71	65	82	82	24	14	63	67
Min. de la Santé	73	64	83	81	14	13	68	69
Min. chargés des Affaires sociales	76	64	83	88	15	18	79	69
Min. chargés des arrangements institutionnels	72	64	87	85	12	10	58	72
Min. de la Police	75	65	71	86	11	8	75	59
Min. de la Justice	72	62	84	80	16	19	69	67
Min. chargés de l'infrastructure	71	62	80	86	23	25	51	67
Min. chargés de agriculture, environnement	72	64	84	79	11	15	68	66
Min. de l'Économie	75	72	75	85	15	8	68	68
Gouvernement local-Communes	71	69	80	80	25	16	70	67
Présidence & Primature	72	69	87	87	21	21	67	68
Ensemble du pays	72	65	81	82	18	15	67	67

Tableau A5-1. Indicateurs de gouvernance et de corruption par le groupe d'institutions, suite.

Groupe d'agences	Franchise des décisions relatives au personnel	Franchise des décisions relatives au budget	Transparence des décisions relatives au personnel	Transparence des décisions relatives au budget	Corruption globale	Corruption - personnel	Corruption - budget	Corruption - marchés publics	Corruption administrative	Captation de l'État
Min. chargés de l'éducation	64	62	63	68	33	20	12	43	55	48
Min. de la Santé	63	56	64	63	37	13	11	45	55	53
Min. chargés des Affaires sociales	50	50	80	72	22	11	8	22	52	37
Min. chargés des arrangements institutionnels	54	57	68	63	46	4	9	50	65	68
Min. de la Police	72	69	84	70	27	11	8	30	47	33
Min. de la Justice	60	56	65	64	33	12	9	37	57	41
Min. chargés de l'infrastructure	48	35	46	51	33	17	16	30	51	52
Min. chargés de agriculture, environnement	63	62	74	66	35	12	12	37	55	53
Min. de l'Économie	63	66	68	74	40	9	9	43	61	58
Government local-Communes	66	70	80	72	35	8	12	34	52	55
Présidence & Primature	60	68	70	73	34	13	8	40	47	50
Ensemble du pays	63	61	63	67	35	13	11	38	55	50

Tableau A5-2. Indicateurs de gouvernance et de corruption par province

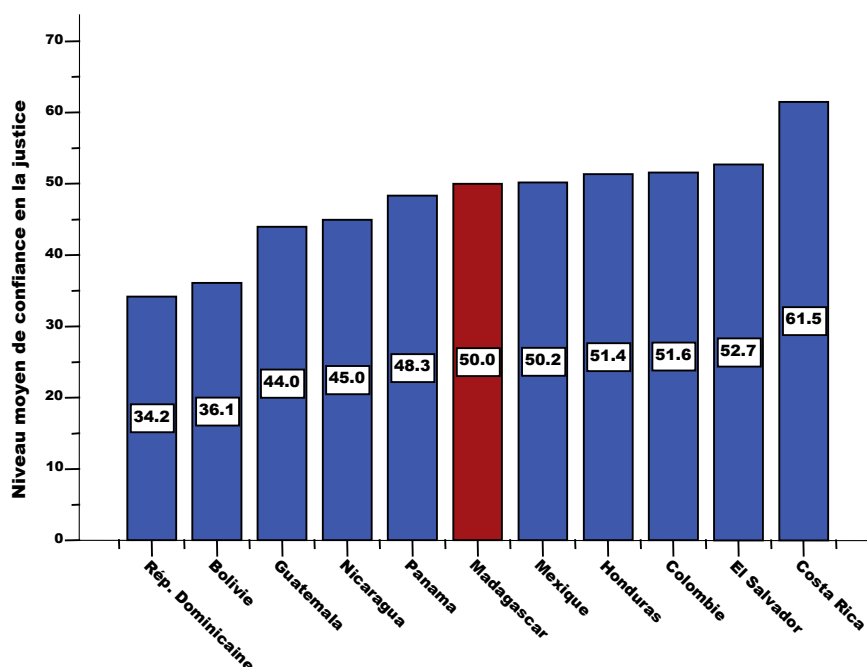
Province	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	Ensemble du pays
Accès des pauvres aux services	65	71	66	78	65	67	68
Mécanismes d'audit	65	71	69	67	67	66	67
Supervision des règles	79	85	79	70	77	78	79
Application des règles	76	81	80	67	76	72	76
Mission	81	81	81	78	80	80	80
Franchise des décisions	59	70	63	63	61	65	62
Politicisation	16	14	16	13	16	26	16
Qualité des règles	71	77	76	68	69	71	72
Ressources	46	48	44	43	47	52	47
Transparence	66	73	72	67	69	72	68
Voix	74	75	72	66	72	70	72
Méritocratie	73	77	74	69	71	73	73
Satisfaction par rapport au salaire	22	23	21	25	21	15	22
Services	72	76	71	70	74	70	72
Rotation entre le secteur privé et public	37	51	25	32	34	45	37
Qualité des règles relatifs au personnel	70	76	77	70	70	69	72
Qualité des règles relatifs au budget	65	69	68	61	64	68	65
Qualité des règles de prestation des services	79	88	89	85	72	83	81
Qualité des règles relatifs aux achats publics	83	89	86	73	79	77	82
Politisisation des décisions relatives au personnel	18	17	16	12	17	29	18
Politisisation des décisions budgétaires	14	12	16	13	15	24	15
Audit des décisions relatives au personnel	66	68	71	68	65	68	67
Audit des décisions relatives au budget	66	72	69	65	67	65	67
Franchise des décisions relatives au personnel	59	74	60	68	56	68	63
Franchise des décisions relatives au budget	57	69	64	60	62	64	61
Transparence des décisions relatives au personnel	63	81	74	69	68	70	69
Transparence des décisions relatives au budget	65	70	73	64	69	73	67
Efficacité des règles	78	84	79	68	76	75	77
Corruption globale	36	30	31	37	38	41	35
Corruption relative au personnel	13	11	9	13	15	24	13
Corruption relative au budget	12	12	10	12	12	10	11
Corruption in contracts	38	31	44	41	38	48	38
Corruption administrative	58	47	45	56	58	56	55
Corruption							
Captation de l'État	51	44	46	54	53	57	50

Tableau A5-3. Classification des agents de l'État par groupe d'institutions

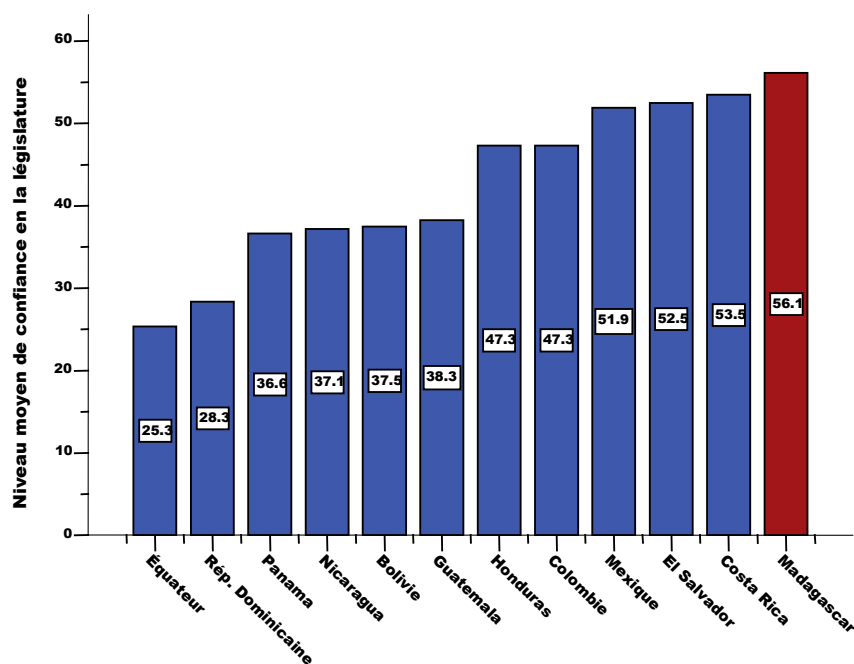
Groupe	Agence
Relatif à l'éducation	Min. de l'Enseignement secondaire et de l'Éducation de base
	Min. de l'Enseignement technique
	Min. de la Recherche et de l'Enseignement supérieur
Santé	Min. de la Santé
Relatif aux affaires sociales	Min. de la Jeunesse et des Sports
	Min. de la Culture
	Min. de la Population
Relatifs aux "arrangements institutionnels"	Min. de l'Intérieur et de la Réforme administrative
	Min. de la Fonction publique, du Travail et des Lois sociales
	Min. des Affaires étrangères
Police	Min. de la Police nationale
Justice	Min. de la Justice
Relatif aux infrastructure et secteur privé	Min. de l'Industrialisation, du Commerce et de Développement du Secteur privé
	Min. des Télécommunications, des Postes et de la Communication
	Min. de l'Énergie et des Mines
Relatif à l'agriculture	Min. de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche
	Min. de l'Environnement et des Eaux & Forêts
Économie et Budget	Min. de l'Économie, des Finances et du Budget
Gouvernement local	Communes
Présidence & Primature	Présidence de la République
	Primature
	Vice-Primature

Annexe 6. Tableaux comparatifs – Madagascar et Amérique latine et Amérique latine

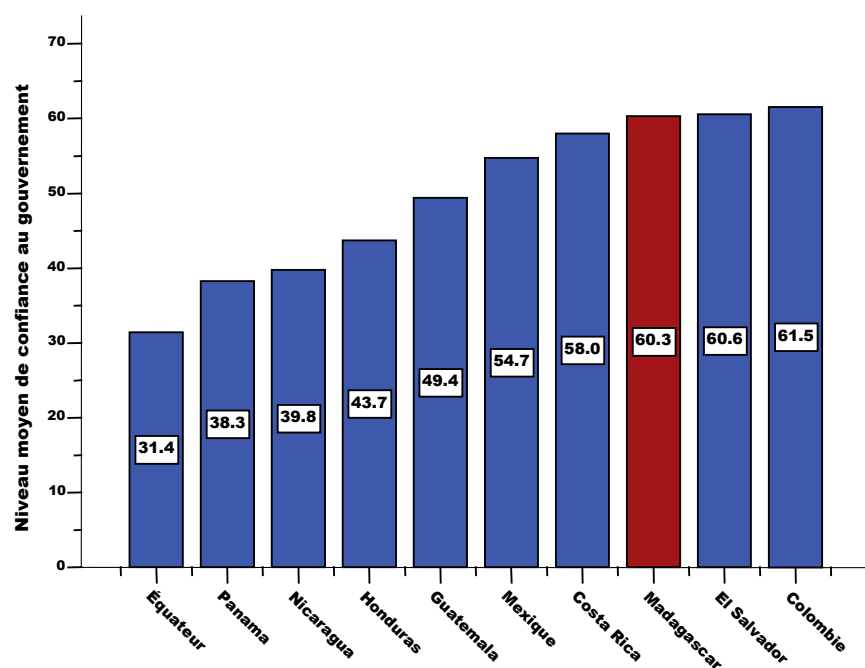
Graphique A6-2. Confiance envers la législature. Les ménages malgaches dans une perspective comparative



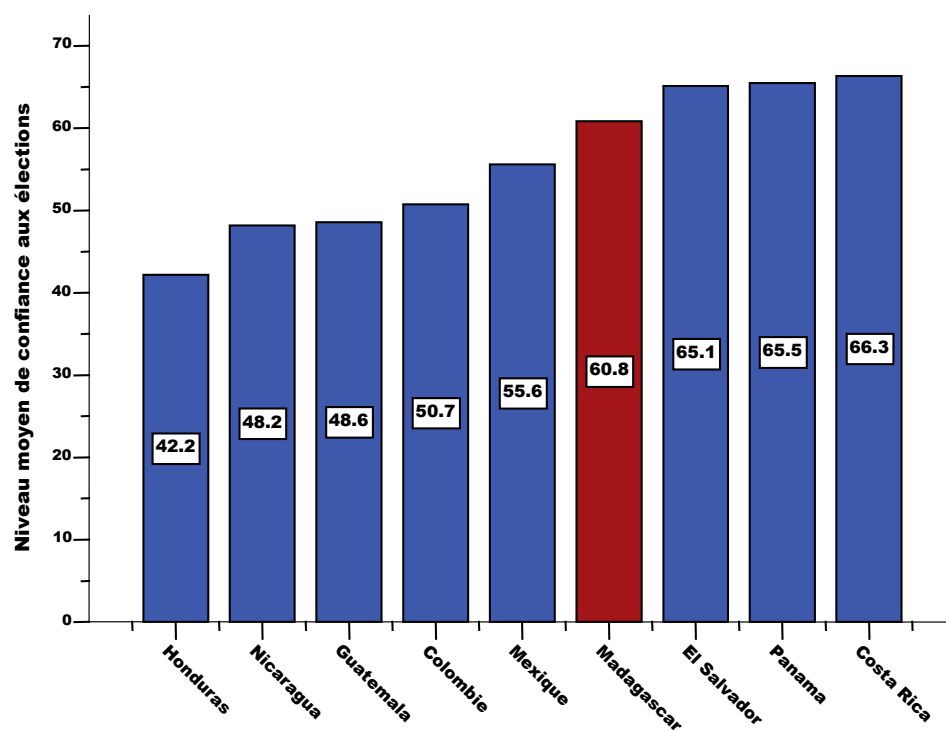
Graphique A6-1. Confiance envers le système de justice. Les ménages malgaches dans une perspective comparative



Graphique A6-3. Confiance envers le gouvernement. Les ménages malgaches dans une perspective comparative



Graphique A6-4. Confiance envers les élections. Les ménages malgaches dans une perspective comparative



Annexe 7. Listes exhaustives des indicateurs

Tableau A7-I. Indicateurs Ménages

INDICATEUR	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
GÉNÉRAL										
In A4. Le problème le plus grave auquel le pays est confronté à l'heure actuelle – position relative de la corruption										
TOLÉRANCE VIS-À-VIS DE LA CORRUPTION										
DC1. Opinion - un député accepte un pot-de-vin de 2 millions d'ariary (10 millions de FMG) versé par une entreprise.										
DC2. Opinion - L'entreprise qui a versé le pot-de-vin au député										
DC7. Opinion - Un agent de l'État utilise une voiture de service qui est pour usage officiel pour amener sa famille à la plage pour fêter le jour de Pâques.										
DC8. Opinion - Quelqu'un voit une voiture de service sur la plage. Cette personne ne le dénonce pas à la police/gendarmerie.										
DC9. Opinion -Le maire de la commune, sans la permission des membres du conseil de la commune, prête le tracteur communal à un groupe de ses amis voisins pour construire un terrain de football.										
DC12. Opinion - Un chômeur est le beau-frère d'un important politicien, ce dernier utilise son influence pour lui obtenir un emploi.										
GÉNÉRAL										
CORG4. Opinion - Origine du pot-de- vin: employé de l'État - ménage - les deux										
CORG5. Niveau de certitude que la fourniture de ce service ou de la résolution du problème une fois que le pot-de-vin est payé										
EXC7. Opinion - à quel point la corruption parmi les agents de l'État este chose courante										
MGEXC1. Opinion - Avoir déjà entendu parler de cas de corruption dans les journaux et médias										
PERCEPTION DE LA CORRUPTION										
COREV4. Opinion - L'existence dans le gouvernement de Madagascar d'une intention et d'une volonté sincères de combattre la corruption.										
COREV5. Opinion - Efficacité de la stratégie nationale anti-corruption pour combattre la corruption.										
COREV6. Opinion - Dans la lutte contre la corruption à Madagascar, l'aide des institutions internationales est efficace.										
VICTIMISATION DE LA CORRUPTION										
CORPER1. Pots-de-vin pour obtenir des services publics.										
CORPER2. Pots-de-vin pour obtenir des licences et permis.										
CORPER3. Pots-de-vin pour changer des décisions judiciaires.										
CORPER4. Pots-de-vin pour changer des lois ou des décrets.										
INFLUENCE SUR L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES										
CORINF2. Pots-de-vin aux élus pour s'assurer que des lois particulières favorisent leurs intérêts. Opinion - influence sur l'environnement des affaires de Madagascar										
CORINF3. Pots-de-vin aux autorités présidentielles ou ministérielles pour s'assurer que les décisions exécutives favorisent leurs intérêts. Opinion - influence sur l'environnement des affaires de Madagascar.										

CORINF4. Pots-de-vin aux responsables des commissions de régulation pour assurer les intérêts de groupes particuliers. Opinion - influence sur l'environnement des affaires de Madagascar.										
CORINF5. Pots-de-vin aux membres du secteur judiciaire pour leur demander de revenir sur leurs décisions. Opinion - influence sur l'environnement des affaires de Madagascar.										
DÉNONCIATION DE LA CORRUPTION										
CODEN2. Répondant ou un membre de son ménage a dénoncé un acte de corruption commis par un agent de l'État										
CODEN2A. Structure où la dénonciation ou plainte a-t-elle été adressée										
CODEN3. Le processus pour dénoncer la corruption est très efficace.										
CODEN4. Le processus pour dénoncer la corruption est très simple										
CODEN5. Celui qui fait le rapport pour dénoncer la corruption est bien protégé de possible harcèlement.										
CODEN6 : Les réponses obtenues sont satisfaisantes.										
NIVEAU D'HONNÊTÉTÉ OU DE CORRUPTION DES INSTITUTIONS										
PC1. les députés sont corrompus ou honnêtes										
PC2. les ministres sont corrompus ou honnêtes										
PC2A. les chefs de région sont corrompus ou honnêtes										
PC3. les maires sont corrompus ou honnêtes										
PC5. les gendarmes et policiers sont corrompus ou honnêtes										
PC7. les enseignants sont corrompus ou honnêtes ?										
PC8. les professeurs d'université sont corrompus ou honnêtes										
PC11A. les hommes d'affaires sont corrompus ou honnêtes										
PC12. les magistrats sont corrompus ou honnêtes										
PC13. les militaires sont corrompus ou honnêtes										
PC14. les dirigeants de partis politiques sont corrompus ou honnêtes										
PC17. agents de l'État en général sont corrompus ou honnêtes										
PC18. les agents du BIANCO sont corrompus ou honnêtes										
PC19. les médias sont corrompus ou honnêtes										
CORRUPTION EN TANT QU'OBSTACLES										
OBST1. Le coût officiel trop élevé constitue un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar										
OBST2. Le coût des pots-de-vin trop élevé constitue un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar										
OBST3. Les frais des avocats trop élevés constituent un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar										
OBST4. Les décisions du tribunal influencées par la corruption constituent un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar										
OBST5. Les juges incompetents constituent un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar										
OBST6. La procédure trop longue constitue un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar										
OBST7. La procédure très complexe constitue un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar										
OBST8. Le manque d'application effective des décisions du tribunal constitue un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar										
OBST9. L'éloignement des tribunaux constitue un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar										
OBST12. Les effectifs insuffisants des juges constituent un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar										
GOUVERNEMENT ET CERTAINES AGENCES CONCERNANT LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ICI A MADAGASCAR										

ACS1 Le gouvernement malgache a adopté une stratégie nationale de lutte contre la corruption										
ACS2 Le pays a-t-il des lois contre la corruption										
ACS3 Avez-vous des boîtes à idées anti-corruption dans votre quartier										
ACS4 Opinion - les personnes qui combattent la corruption dans ce pays ciblent uniquement les petits corrupteurs en laissant tranquilles les gros corrupteurs										
ACS5 Le répondant a vu lors des 12 derniers mois une publicité sur la lutte contre la corruption à la télévision										
ACS6 Le répondant a vu lors des 12 derniers mois une publicité sur la lutte contre la corruption dans les journaux										
ACS7 Le répondant a vu lors des 12 derniers mois une publicité sur la lutte contre la corruption sur les affiches										
ACS8 Le répondant a entendu parler du Conseil Supérieur de Lutte Contre la Corruption (CSLCC)										
ACS10 Le répondant a reçu lors des 12 derniers mois une information sur la manière de détecter la corruption										
ACS12 Le répondant a entendu parler d'employés signant un " engagement d'intégrité " au travail										
ACS13 Le répondant a signé des " engagements d'intégrité " sur votre lieu de travail										
ACS14 Êtes-vous au courant des actions qu'a entrepris la justice pour combattre la corruption lors des 12 derniers mois ?										
ACS16 Connaissance de la population de la Chaîne Pénale Anti-Corruption										
ACS16a Perception de l'efficacité de la Chaîne Pénale Anti-Corruption est efficace										
ACS17 Signature de la " Déclaration d'engagement volontaire " contre la corruption par la population										
BIA01 Connaissance de la population du Bureau Indépendant Anti-Corruption (BIANCO)?										
BIA02 Connaissance de la population d'actions menées par BIANCO qui visaient à prévenir la corruption ?										
BIA03 Connaissance de la population d'investigations/ d'enquêtes menées par le BIANCO dans le cadre de la lutte contre la corruption										
BIA04 Connaissance de la population d'actions menées par BIANCO qui visaient à éduquer et à obtenir le soutien de la population dans la lutte contre la corruption										
BIA06 La mise en place du BIANCO est une bonne chose?										
BIA07 Perception du succès qu'a connu le BIANCO										
BIA11 Secteur sur lequel le BIANCO devrait travailler prioritairement										
BIA12 Perception du BIANCO en tant que bureau indépendant de tous les pouvoirs publics.										

Tableau A7-2. Indicateurs Secteur Privé

INDICATEUR	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
GESTION DU PERSONNEL										
PM5. Ces décisions sont appliquées rigoureusement —le non-respect entraîne toujours des conséquences négatives pour les contrevenants										
DÉCISIONS DE LA DIRECTION DU PERSONNEL RELATIVES AU RECRUTEMENT, NOMINATIONS, ETC.										
PM6. Effectuées de façon transparente —on sait qui a été nommé, reçu une promotion ou bénéficié d'une hausse de salaire, et pourquoi										
PM7. Les postes vacants ont été annoncés au sein de l'institution ainsi qu'au public en dehors de l'institution —le cas échéant										
PM8. Ces décisions sont utiles pour l'amélioration de l'efficacité institutionnelle										
PM9. Ces décisions sont soumises à des audits réguliers internes ou externes										
PM10. Ces décisions sont soumises à la procédure formelle d'appel										
PM11. Ces décisions sont basées sur des critères précis définis par écrit										
PM12. Ces décisions sont basées sur l'expérience professionnelle ou mérite ou résultats										
PM13. Ces décisions sont basées sur le niveau d'instruction										
PM14. Ces décisions sont basées sur l'ancienneté ou l'âge										
PM15. Ces décisions sont basées sur les liens familiaux ou l'amitié										
PM16. Ces décisions sont influencées par les relations d'affaire ou associations										
PM17. Ces décisions sont basées sur les liens politiques ou les affiliations ou pressions politiques										
PM18. Ces décisions sont basées sur les relations d'influence au sein de l'institution										
PM19. Ces décisions sont influencées par des paiements illégaux —achat des postes ou des promotions										
PERFEVAL3. Au cours de l'année passée, quelqu'un de votre organisation a fait l'objet d'une sanction pour cause de mauvais résultats.										
PERFEVAL4. Au cours de l'année passée, quelqu'un de votre organisation a fait l'objet d'une sanction pour faute professionnelle										
PERFEVAL5. Votre organisation prime les résultats professionnels excellents.										
LES POLITIQUES/DIRECTIVES ET RÉGLEMENTATIONS DE L'ADMINISTRATION DU BUDGET										
BUDGET2. Les décisions de l'administration du budget Simples, claires, faciles à comprendre										
BUDGET3. Les décisions de l'administration du budget Ne demandent pas trop d'étapes administratives...										
BUDGET4. Les décisions de l'administration du budget Bien suivies —les chefs s'assurent que les règles sont respectées—										
BUDGET5. Les décisions de l'administration du budget Appliquées de façon rigoureuse										
LES DÉCISIONS RELATIVES À L'ADMINISTRATION DU BUDGET —MONTANT ALLOUÉS AU BUDGET, SERVICES, PROGRAMMES EFFECTUÉS, GROUPES AYANT REÇU DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES—										
BUDGET6. Mesure selon laquelle les décisions relatives à l'administration du budget ont été faites dans la transparence —nous savons qui a reçu quoi et pourquoi—										

BUDGET7. Mesure selon laquelle les décisions relatives à l'administration du budget ont été Annoncées et ouvertes à la connaissance du public par diverses voies légales										
BUDGET8. Mesure selon laquelle les décisions relatives à l'administration du budget ont été Les décisions relatives à l'administration du budget sont soumises à des audits réguliers par l'unité de contrôle interne										
BUDGET9. Mesure selon laquelle les décisions relatives à l'administration du budget ont été Soumises à des audits externes réguliers effectués par des professionnels expérimentés et qualifiés dans les audits										
BUDGET10. Mesure selon laquelle les décisions relatives à l'administration du budget ont été Basées sur des critères spécifiques définis par écrit et bien communiquées										
BUDGET11. Mesure selon laquelle les décisions relatives à l'administration du budget ont été Influencées par des liens régionaux										
BUDGET12. Mesure selon laquelle les décisions relatives à l'administration du budget ont été Dans quelle mesure pensez-vous que les décisions relatives à l'administration du budget sont basées sur des pressions politiques										
BUDGET13. Mesure selon laquelle les décisions relatives à l'administration du budget ont été Basées sur des relations d'influence au sein des institutions										
BUDGET14. Mesure selon laquelle les décisions relatives à l'administration du budget ont été Influencées par des paiements illicites ou de pots-de-vin										
BUDGET15. Mesure selon laquelle les décisions relatives à l'administration du budget ont été Planifiées en tenant compte les activités et les tâches de l'organisation										
MARCHES PUBLICS										
PROC1. Mesure selon laquelle les directives, politiques ou réglementations de la gestion de l'acquisition d'un marché sont formalisées par écrit?										
PROC2. La pratique courante chez les entreprises de payer un pot-de-vin pour décrocher un contrat de marché : pourcentage des contrats de marché dans votre organisation										
PROC3. Valeur (en %) de ce contrat qui doit être payé pour gagner le contrat de marché										
QUALITÉ DES SERVICES OFFERTS										
SERVICE2. Dans quelle mesure les services que votre organisation offre sont de haute qualité										
SERVICE3. Dans quelle mesure les services que votre organisation offre sont effectués selon des règles formelles (écrites)										
SERVICE4. Dans quelle mesure les services que votre organisation offre sont offerts à un prix relativement bas										
SERVICE5. Dans quelle mesure les services que votre organisation offre sont entièrement satisfaisants aux yeux de l'utilisateur										
SERVICE7. Présence de mécanismes bien définis qui prennent en considération les plaintes et les besoins des utilisateurs										
SERVICE8. Présence de mécanismes bien définis qui recueillent les suggestions des utilisateurs ainsi que leurs préférences										
SERVICE9. Présence de reçus des différentes transactions enregistrées sur papier pour usage en prévisions des audits internes ou externes										
RESSOURCES REQUISES										
RESOURCE1 Dans quelle mesure le montant des ressources budgétaires est suffisant pour faire vos activités										
RESOURCE2. Dans quelle mesure votre organisation possède-t-elle le personnel qualifié suffisant pour faire vos activités										
RESOURCE3. Dans quelle mesure votre organisation possède-t-elle les matériels de bureau ou ordinateurs, suffisants pour faire vos activités										

RESOURCE 4. Dans quelle mesure votre organisation possède-t-elle l'espace et les bureaux suffisants pour faire vos activités									
GESTION ET DÉCISIONS									
MANAGE1. Lorsque la direction prend des décisions elle tient toujours compte des avis des subalternes									
MANAGE2. L'organisation dispose un système adéquat pour enregistrer les décisions de la direction									
RÔLE DES AGENTS DE L'ÉTAT									
ROLE1. Au sein de l'institution où vous travaillez tous les fonctionnaires à différents niveaux comprennent clairement les objectifs et les stratégies des institutions									
ROLE2. Au sein de l'institution où vous travaillez tous les niveaux de fonctionnaires considèrent les justiciables et les utilisateurs des services publics sans discrimination comme nos clients									
ROLE3. ...tous les niveaux des fonctionnaires s'identifient aux objectifs et stratégies des institutions et s'y impliquent									
ROLE4. ...pour tous les niveaux des fonctionnaires, il existe des motivations pour améliorer la qualité des services rendus									
ROLE5. ...vous comprenez nettement vos rôles institutionnels et responsabilités et en quoi chaque rôle consiste									
PÔTS-DE-VIN									
PVSPA. Dans quelle mesure une pratique courante pour les sociétés et les gens de la communauté de payer « des pots-de-vin » ou des « dessous de table » est répandue auprès des fonctionnaires du secteur public aujourd'hui									
PVSPP.répandue auprès des fonctionnaires du secteur public il y a deux ans									
PVOLA. répandue auprès des opérateurs économiques locaux aujourd'hui									
PVOLP. ... répandue auprès des opérateurs économiques locaux et il y a deux ans ?									
PVIEA. Dans quelle mesure cette pratique de payer « des pots-de-vin » est répandue auprès des investisseurs étrangers aujourd'hui									
PVIEP. Et il y a deux ans									
PVOIA. Dand quelle mesure cette pratique est-elle répandue auprès des organismes internationaux aujourd'hui									
PVOIP. Et il y a deux ans ?									
SCEPART. Lorsqu'un particulier verse un pot-de-vin à un agent de l'état, le cas qui a lieu le plus souvent lieu									
SCEEL. Lorsqu'une entreprise locale verse un pot-de-vin à un agent de l'état, le cas qui a le plus souvent lieu									
SCEET. Lorsqu'une entreprise étrangère verse un pot-de-vin à un agent de l'état, le cas qui a le plus souvent lieu									
PRTSUP. Si un bureaucrate corrompu touche une gratification, pourcentage de la gratification partagé avec son supérieur									
PARTCOL. Si un bureaucrate corrompu touche une gratification, pourcentage de la gratification partagé avec ses collègues									
PARTPOL. Si un bureaucrate corrompu touche une gratification, pourcentage de la gratification partagé avec un politicien ou un parti politique									
ACHAT DE POSTES									
ACHSUP. Chez vos collègues supérieurs (ceux qui sont plus haut placés que vous, à part vos supérieurs directes),									
ACHCOL. Chez vos collègues (ceux qui sont du même rang que vous, à part vous-même),									
ACHSUB. Chez vos collègues subordonnés (ceux qui sont d'un rang inférieur que vous, à part vos subordonnés directes),									
DÉNONCIATIONS									
CODEN1. Niveau de connaissance du processus à suivre pour dénoncer un acte de corruption commis par un agent de l'État									
CORREP2. Perception de la fréquence de dénoncer des cas de corruption									

CORREP3a. On ne sait pas où dénoncer										
CORREP3b. Le cas ne pourra pas être prouvé										
CORREP3c. Le processus est trop complexe et long										
CORREP3d. La corruption est une coutume										
CORREP3e. La gratification peut se justifier dans la situation économique actuelle										
CORREP3f. On ne fera pas d'enquête relative au rapport										
CORREP3g. La loi ne sera pas appliquée même si la décision est faite										
CORREP3h. Peur d'un harcèlement ou représailles potentiels										
CORREP3i. On ne veut pas trahir un collègue										
REPSIT. Fréquence des irrégularités comme un détournement ou tout autre type d'abus des ressources budgétaires au cours des deux dernières années dans l'utilisation des fonds dans votre institution										
OBJET DES POTS-DE-VIN										
CORPER1. Pots-de-vin pour obtenir des services publics										
CORPER2. Pots-de-vin pour obtenir des licences et permis										
CORPER3. Pots-de-vin pour changer des décisions judiciaires										
CORPER4. Pots-de-vin pour changer des lois ou des décrets										
CORPER5. Pots-de-vin pour obtenir des contrats avec le gouvernement										
LES FORMES DE CORRUPTION ET LEUR INFLUENCE SUR L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES DE MADAGASCAR.										
CORINF2. Dans quelle mesure les Pots-de-vin aux élus pour s'assurer que des lois particulières favorisent leurs intérêts a une influence sur l'environnement des affaires de Madagascar										
CORINF3. Dans quelle mesure les Pots-de-vin aux autorités présidentielles ou ministérielles pour s'assurer que les décisions exécutives favorisent leurs intérêts a une influence sur l'environnement des affaires de Madagascar.										
CORINF4. Dans quelle mesure les Pots-de-vin aux responsables des commissions de régulation pour assurer les intérêts de groupes particuliers a une influence sur l'environnement des affaires de Madagascar.										
CORINF5. Dans quelle mesure les Pots-de-vin aux membres du secteur judiciaire pour leur demander de revenir sur leurs décisions a une influence sur l'environnement des affaires de Madagascar.										
LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - ÉVALUATION										
COREV4. Il existe dans le gouvernement de Madagascar une intention et une volonté sincères de combattre la corruption.										
COREV5. La stratégie nationale anti-corruption est efficace pour combattre la corruption.										
COREV6. Dans la lutte contre la corruption à Madagascar, l'aide des institutions internationales est efficace.										
GÉNÉRAL										
In A4. Le problème le plus grave auquel le pays est confronté à l'heure actuelle – position relative de la corruption										
TOLÉRANCE VIS-À-VIS DE LA CORRUPTION										
DC1. Opinion - un député accepte un pot-de-vin de 2 millions d'ariary (10 millions de FMG) versé par une entreprise.										
DC2. Opinion - L'entreprise qui a versé le pot-de-vin au député										
DC7. Opinion - Un agent de l'État utilise une voiture de service qui est pour usage officiel pour amener sa famille à la plage pour fêter le jour de Pâques.										
DC8. Opinion - Quelqu'un voit une voiture de service sur la plage. Cette personne ne le dénonce pas à la police/ gendarmerie.										

DC9. Opinion -Le maire de la commune, sans la permission des membres du conseil de la commune, prête le tracteur communal à un groupe de ses amis voisins pour construire un terrain de football.										
DC12. Opinion - Un chômeur est le beau-frère d'un important politicien, ce dernier utilise son influence pour lui obtenir un emploi.										
GÉNÉRAL										
CORG4. Opinion - Origine du pot-de- vin: employé de l'État - ménage - les deux										
CORG5. Niveau de certitude que la fourniture de ce service ou de la résolution du problème une fois que le pot-de-vin est payé										
EXC7. Opinion - à quel point la corruption parmi les agents de l'État est chose courante										
MGEXC1. Opinion - Avoir déjà entendu parler de cas de corruption dans les journaux et médias										
PERCEPTION DE LA CORRUPTION										
COREV4. Opinion - L'existence dans le gouvernement de Madagascar d'une intention et d'une volonté sincères de combattre la corruption.										
COREV5. Opinion - Efficacité de la stratégie nationale anti-corruption pour combattre la corruption.										
COREV6. Opinion - Dans la lutte contre la corruption à Madagascar, l'aide des institutions internationales est efficace.										
VICTIMISATION DE LA CORRUPTION										
CORPER1. Pots-de-vin pour obtenir des services publics.										
CORPER2. Pots-de-vin pour obtenir des licences et permis.										
CORPER3. Pots-de-vin pour changer des décisions judiciaires.										
CORPER4. Pots-de-vin pour changer des lois ou des décrets.										
INFLUENCE SUR L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES										
CORINF2. Pots-de-vin aux élus pour s'assurer que des lois particulières favorisent leurs intérêts. Opinion - influence sur l'environnement des affaires de Madagascar										
CORINF3. Pots-de-vin aux autorités présidentielles ou ministérielles pour s'assurer que les décisions exécutives favorisent leurs intérêts. Opinion - influence sur l'environnement des affaires de Madagascar.										
CORINF4. Pots-de-vin aux responsables des commissions de régulation pour assurer les intérêts de groupes particuliers. Opinion - influence sur l'environnement des affaires de Madagascar.										
CORINF5. Pots-de-vin aux membres du secteur judiciaire pour leur demander de revenir sur leurs décisions. Opinion - influence sur l'environnement des affaires de Madagascar.										
DÉNONCIATION DE LA CORRUPTION										
CODEN2. Répondant ou un membre de son ménage a dénoncé un acte de corruption commis par un agent de l'État										
CODEN2A. Structure où la dénonciation ou plainte a-t-elle été adressée										
CODEN3. Le processus pour dénoncer la corruption est très efficace.										
CODEN4. Le processus pour dénoncer la corruption est très simple										
CODEN5. Celui qui fait le rapport pour dénoncer la corruption est bien protégé de possible harcèlement.										
CODEN6 : Les réponses obtenues sont satisfaisantes.										
NIVEAU D'HONNÊTÉTÉ OU DE CORRUPTION DES INSTITUTIONS										
PC1. les députés sont corrompus ou honnêtes										
PC2. les ministres sont corrompus ou honnêtes										
PC2A. les chefs de région sont corrompus ou honnêtes										
PC3, les maires sont corrompus ou honnêtes										
PC5. les gendarmes et policiers sont corrompus ou honnêtes										

PC7. les enseignants sont corrompus ou honnêtes ?										
PC8. les professeurs d'université sont corrompus ou honnêtes										
PC11A. les hommes d'affaires sont corrompus ou honnêtes										
PC12. les magistrats sont corrompus ou honnêtes										
PC13. les militaires sont corrompus ou honnêtes										
PC14. les dirigeants de partis politiques sont corrompus ou honnêtes										
PC17. agents de l'État en général sont corrompus ou honnêtes										
PC18. les agents du BIANCO sont corrompus ou honnêtes										
PC19. les médias sont corrompus ou honnêtes										
CORRUPTION EN TANT QU'OBSTACLES										
OBST1. Le coût officiel trop élevé constitue un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar										
OBST2. Le coût des pots-de-vin trop élevé constitue un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar										
OBST3. Les frais des avocats trop élevés constituent un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar										
OBST4. Les décisions du tribunal influencées par la corruption constituent un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar										
OBST5. Les juges incompetents constituent un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar										
OBST6. La procédure trop longue constitue un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar										
OBST7. La procédure très complexe constitue un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar										
OBST8. Le manque d'application effective des décisions du tribunal constitue un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar										
OBST9. L'éloignement des tribunaux constitue un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar										
OBST12. Les effectifs insuffisants des juges constituent un obstacle pour le recours aux tribunaux au Madagascar										
GOUVERNEMENT ET CERTAINES AGENCES CONCERNANT LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ICI A MADAGASCAR										
ACS1 Le gouvernement malgache a adopté une stratégie nationale de lutte contre la corruption										
ACS2 Le pays a-t-il des lois contre la corruption										
ACS3 Avez-vous des boîtes à idées anti-corruption dans votre quartier										
ACS4 Opinion - les personnes qui combattent la corruption dans ce pays ciblent uniquement les petits corrupteurs en laissant tranquilles les gros corrupteurs										
ACS5 Le répondant a vu lors des 12 derniers mois une publicité sur la lutte contre la corruption à la télévision										
ACS6 Le répondant a vu lors des 12 derniers mois une publicité sur la lutte contre la corruption dans les journaux										
ACS7 Le répondant a vu lors des 12 derniers mois une publicité sur la lutte contre la corruption sur les affiches										
ACS8 Le répondant a entendu parler du Conseil Supérieur de Lutte Contre la Corruption (CSLCC)										
ACS10 Le répondant a reçu lors des 12 derniers mois une information sur la manière de détecter la corruption										
ACS12 Le répondant a entendu parler d'employés signant un " engagement d'intégrité " au travail										
ACS13 Le répondant a signé des " engagements d'intégrité " sur votre lieu de travail										
ACS14 Êtes-vous au courant des actions qu'a entrepris la justice pour combattre la corruption lors des 12 derniers mois ?										
ACS16 Connaissance de la population de la Chaîne Pénale Anti-Corruption										
ACS16a Perception de l'efficacité de la Chaîne Pénale Anti-Corruption est efficace										

ACS17 Signature de la “ Déclaration d’engagement volontaire “ contre la corruption par la population										
BIA01 Connaissance de la population du Bureau Indépendant Anti-Corruption (BIANCO)?										
BIA02 Connaissance de la population d’actions menées par BIANCO qui visaient à prévenir la corruption ?										
BIA03 Connaissance de la population d’investigations/ d’enquêtes menées par le BIANCO dans le cadre de la lutte contre la corruption										
BIA04 Connaissance de la population d’actions menées par BIANCO qui visaient à éduquer et à obtenir le soutien de la population dans la lutte contre la corruption										
BIA06 La mise en place du BIANCO est une bonne chose?										
BIA07 Perception du succès qu’a connu le BIANCO										
BIA11 Secteur sur lequel le BIANCO devrait travailler prioritairement										
BIA12 Perception du BIANCO en tant que bureau indépendant de tous les pouvoirs publics.										